Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 26 mars 2025

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

12 – Orientation

12.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM23 0447. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM23 0447. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1256628001

Accorder un contrat à Orange paysagement inc., pour la plantation et le remplacement des frênes abattus sur les propriétés privées, pour une période de 2 ans, avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 423 251,72 $, taxes incluses (contrat : 338 601,38 $ + contingences : 33 860,14 $ + variation de quantités : 50 790,21 $) - Appel d'offres public 24-20771 (4 soumissionnaires)

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1259735001

Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée pour le traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts) pour une période de 34,5 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 912 519,53 $, taxes incluses (contrat : 5 609 515,27 $ + contingences : 184 604,72 $ + indexation : 118 399,54 $) - Appel d'offres public 25-20836 (2 soumissionnaires) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 441 498,69 $ pour 2026, de 477 984,37 $ pour 2027 et de 513 649,12 $ pour 2028

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1254983001

Conclure 3 ententes-cadres avec la firme Matériaux Paysagers Savaria ltée pour la fourniture et la livraison de mélanges de terreau, sable et compost, pour une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 3 758 316,71 $, taxes incluses (ententes-cadres: 3 416 651,55 $ + variation des quantités : 341 665,16 $) - Appel d'offres public 24-20828 (2 soumissionnaires)

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1245437004

Conclure 2 ententes-cadres avec la firme Tech-Mix, division de Bau-Val inc. pour la livraison d'enrobés bitumineux pour une durée de 30,5 mois, pour le groupe A et de 18,5 mois, pour le groupe B - Montant estimé des ententes: 540 487,55 $, taxes incluses (ententes : 469 989,17 $ + variation des quantités : 70 498,38 $) - Appel d'offres public 24-20811 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1259841001

Conclure des ententes-cadres avec Sanibert inc. et 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour les services de location, livraison et entretien des toilettes chimiques portatives, pour une durée de 24 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé des ententes-cadres : 2 992 917,93 $, taxes incluses (ententes-cadres : 2 602 537,32 $ + variation des quantités : 390 380,61 $) - Appel d'offres public 25-20835 (3 soumissionnaires)

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1257157003

Exercer la 2e option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er septembre 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 4 267 355,80 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Roland Grenier construction ltée (CG22 0502), majorant ainsi le montant total de la dépense de 11 422 968,61 $ à 15 690 324,40 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.007 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1257567004

Conclure 2 ententes-cadres avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada pour la location à court terme d'un camion nacelle, pour une période de 12 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois - Montant estimé des ententes: 240 672,10 $, taxes incluses (Montant estimé des ententes : 218 792,82 $ + contingences : 21 879,28 $) - Appel d'offres public 25-20839 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.008 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines* - 1257231009

Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île Bizard - Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 2 856 428,33 $, taxes incluses (contrat : 2 557 557 $, contingences : 255 755,70 $ + incidences : 43 115,63 $) - Appel d'offres public 519205 (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.009 Contrat de services professionnels

CG *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1254141001

Accorder un contrat de gré à gré à la Société du Parc Jean-Drapeau pour la coordination générale des célébrations du 50e anniversaire des jeux olympiques de Montréal en 2026 - Dépense totale de 125 000 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.012 Entente

CE *Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation et expérience client* - 1255807001

Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et ACFAS inc. pour l'exposition des photos finalistes du concours La preuve par l'image 2025 devant le Biodôme, du 4 mai au 16 novembre 2025

20.013 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.014 Immeuble - Location

CM *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1258682003

Approuver le projet de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Le centre des organismes communautaires, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2025, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins communautaires pour un loyer total de 38 712,72 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 21 028,48 $

20.015 Immeuble - Location

CG *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1245323007

Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain d'une superficie de 15 722 pieds carrés, connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.016 Subvention - Contribution financière

CE *Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation et expérience client* - 1255807002

Accorder un soutien financier de 2 000 $ à ACFAS inc. pour le projet La Preuve par l'image, édition 2025

20.017 Subvention - Contribution financière

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1257956001

Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 équivalent au montant de la subvention attendue

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.018 Subvention - Contribution financière

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1256370004

Accorder un soutien financier à 84 organismes pour 86 projets pour un montant total de 1 792 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2025

20.019 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1258514001

Accorder un soutien financier de 15 000 $ à l'organisme Vivre en ville pour l'organisation de la 9e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 10 juin 2025 à Montréal sur le thème « Sobriété territoriale » / Approuver le projet de convention à cet effet

20.020 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1259622004

Accorder un soutien financier de 35 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.021 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1258414001

Accorder un soutien financier de 100 000 $ pour les années 2024 et 2025 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

20.022 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1249703001

Accorder un soutien financier de 1 200 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, pour une période de 2 ans, afin de contribuer à prévenir la radicalisation menant à la violence, les actes à caractères haineux ou la polarisation sociale et les violences armées / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

Mention spéciale : Dossier déjà inscrit à la séance du 12 mars 2025, 9 h, à l'article 20.031

Dossier déjà inscrit à la séance du 5 mars 2025, 9 h, à l'article 20.062

20.023 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.024 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.025 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.026 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1259920004

(AJOUT) Autoriser la signature de la quittance mutuelle et finale liée au contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du plan Verre l'innovation de Éco Entreprise Québec et la résiliation dudit contrat (CE17 1711)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.027 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.028 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves* - 1259796002

Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables existantes localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du programme de maintien du réseau cyclable 2025

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1256549002

Approuver le guide et l'appel de projets 2025 pour les organismes à but à non lucratif pour la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 pour la période du 18 avril au 31 décembre 2025 / Réserver une somme maximale de 200 000 $ à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

30.003 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1259577001

Modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), afin de tenir compte de la réception par l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier

30.004 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1259017001

Modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de Sport et Loisir de l'Île de Montréal, dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement / Approuver la convention à cet effet / Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention

30.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.006 Budget - Virement / Annulation de crédits

CM *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe* - 1259060002

Autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ en provenance du budget de fonctionnement de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2025 afin d'acquérir 4 licences Microsoft Teams Rooms / Autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026

30.007 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1258678005

Édicter, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), une ordonnance autorisant la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins d'éducation et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest

40.002 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1252937001

Édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), les ordonnances modifiant les ordonnances relatives à la collecte des matières résiduelles pour les territoires des arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (numéro 3), Le Sud-Ouest (numéro 7), de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (numéro 8) et de Saint-Léonard (numéro 16)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

40.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.005 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1258370002

(AJOUT) Édicter deux ordonnances visant à modifier les dates auxquelles s'appliquent le programme AccèsLogis Québec ainsi que le programme AccèsLogis Montréal (Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif) (02-102)

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

40.006 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Information

CE *Service de la stratégie immobilière* - 1256825004

Prendre acte du rapport des décisions déléguées, rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, du 1er au 31 décembre 2024, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 22
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 13
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 15

CE : 12.001

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.002

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.003

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.004

2025/03/26 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.005

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.006

2025/03/26 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1256628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Orange paysagement inc., pour la plantation et le remplacement des frênes abattus sur les propriétés privées, pour une période de 2 ans, avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 423 251,72 $, taxes incluses (contrat : 338 601,38 $ + contingences : 33 860,14 $ + variation de quantités : 50 790,21 $) - Appel d'offres public 24-20771 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Orange paysagement inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la plantation et le remplacement des frênes abattus sur des propriétés privées, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 338 601,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20771;

2. d'autoriser une dépense de 33 860,14 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépenses de 50 790,21 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-10 13:40

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256628001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Orange paysagement inc., pour la plantation et le remplacement des frênes abattus sur les propriétés privées, pour une période de 2 ans, avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 423 251,72 $, taxes incluses (contrat : 338 601,38 $ + contingences : 33 860,14 $ + variation de quantités : 50 790,21 $) - Appel d'offres public 24-20771 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 30 août 2017, après l'adoption du Règlement sur la subvention relative à l'abattage de frênes et à leur remplacement (17-077), le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) offre une aide financière aux propriétaires privés montréalais contraints d'abattre un ou plusieurs frênes en raison des ravages causés par l'agrile du frêne. Cette aide financière est accessible aux propriétaires après une inscription en ligne au programme et est conditionnelle à la plantation d'un arbre de remplacement pour chaque frêne abattu. Le SGPMRS prend en charge la plantation des arbres de remplacement.

Au début du programme, les plantations étaient réalisées via des contrats sur invitation. La popularité croissante du programme a ensuite conduit à un appel d'offres public pour les années 2022, 2023 et 2024. Pour les années 2025 et 2026, un appel d'offres public a également été effectué. Ces plantations effectuées sur le domaine privé, ne peuvent être réalisées en régie.

L'appel d'offres public a été publié sur le site électronique SÉAO ainsi que dans le quotidien Le Devoir le 18 novembre 2024. La publication a duré 21 jours, du 18 novembre au 10 décembre 2024. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 décembre à 13 h 30. Un addenda a été émis durant la période d'appel d'offres (nouveau lien de téléchargement). Les soumissions déposées sont valides pour 120 jours à compter de la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 9 avril 2025.

No de l'addenda	Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact financier
1	19 novembre 2024	Remplacement du lien non fonctionnel de téléchargement du fichier Régie parmi les documents d'appel d'offres	Non

Ce projet fait partie du Plan de la forêt urbaine, considéré comme un programme d'envergure avec date de fin. Il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets et programmes d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0198 - 21 février 2022 - Accorder un contrat à la Société de verdissement du Montréal Métropolitain, pour les services de plantation de remplacement des frênes abattus sur propriétés privées, pour une période de trois (3) ans - Dépense totale de 883 870,32 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public 21-19040 (deux (2) soum.)

CM18 0854 - 21 juin 2018 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative à l'abattage de frênes et à leur remplacement (17-077).

CM17 1051 - 22 août 2017 - Adopter le Règlement sur la subvention relative à l'abattage de frênes et à leur remplacement.

DESCRIPTION

Le SGPMRS prévoit la plantation de 1 000 arbres de remplacement des frênes abattus pour les années 2025 et 2026 avec ce contrat. Sans s'y limiter, l'adjudicataire devra recevoir en sa jauge les arbres fournis par le SGPMRS, les entretenir jusqu'à leur mise en terre, contacter les propriétaires admissibles (les conseiller sur l'essence d'arbre disponible la plus appropriée pour le remplacement) et assurer le transport, la plantation et le premier arrosage des arbres. Des conseils sur l'entretien subséquent seront également offerts aux bénéficiaires du programme.

Sur la base de l'expérience des années antérieures, une contingence représentant 10 % de la valeur totale de la plus basse soumission conforme est prévue, soit un montant total de 33 860,14 $, taxes incluses. Puisqu'une fluctuation des inscriptions au programme pourrait survenir au fil du temps, des crédits alloués à la variation de quantités, représentant 15 % de la valeur totale de la plus basse soumission conforme, sont prévus, soit un montant total de 50 790,21 $ taxes incluses.

À son expiration, le contrat peut être renouvelé pour une période additionnelle d'un (1) an. Les prix applicables pendant cette période seront les derniers prix en vigueur, au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC).

Des pénalités concernant l'entretien des arbres en jauge, les bonnes pratiques de plantation d'un arbre, ainsi que des dommages éventuels à la propriété privée sont prévues au devis technique de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Treize (13) entreprises ou organismes se sont procuré le cahier de charge; quatre (4) d'entre eux ont déposé une (1) soumission soit 30,8 % des preneurs.

Après analyse, les quatre (4) soumissions déposées sont administrativement et techniquement conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Orange paysagement inc.	338 601,38 $	84 650,35 $	423 251,73 $
7574479 Canada inc.	340 326,00 $	85 081,50 $	425 407,50 $
Construction URBEX inc.	494 392,50 $	123 598,13 $	617 990,63 $
Société de verdissement du Montréal Métropolitain	689 850,00 $	172 462,50 $	862 312,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	390 915,00 $	97 728,75 $	488 643,75 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 52 313,62 $ - 13,4 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 724,62 $ 0,5 %

L'estimation pour le projet a été réalisée sur les bases des projets précédents avec une actualisation des coûts unitaires prenant compte d'un pourcentage d'inflation annuel. L'écart favorable de 13,4 % peut s'expliquer par l'effet de compétition entre les entreprises soumissionnaires. Les treize (13) preneurs de cahiers de charges, ainsi que le faible écart entre la deuxième soumission la plus basse et la plus basse, tendent également à valider cette hypothèse.

En date du 16 décembre 2024, l'adjudicataire n'était pas :

- sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant;
- inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- rendues non conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

La dépense engagée pour ce contrat étant inférieure aux seuils fixés par le gouvernement provincial, l'adjudicataire n'a pas à être autorisé par l'autorité des marchés publics (AMP).

En fonction de la nature du contrat, du montant de la dépense et de l'évaluation de risque, l'évaluation du rendement du fournisseur n'est pas nécessaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 423 251,72 $, taxes incluses, incluant les contingences (33 860,14 $) et la variation de quantités (50 790,21 $).

Ce montant sera assumé comme suit :

- un montant maximal de 386 485,24 $ (net de ristournes) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 23-006 Plan Gestion Forêt Urbaine;
- le budget net requis pour ce dossier est prévu et disponible au PDI 2025-2034 du SGPMRS (Projet investi 34700 - Plan de la forêt urbaine). Il est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2025	2026	Total
34700 - Plan de la forêt urbaine -	193 242,62 $	193 242,62 $	386 485,24 $

Plantation d'arbres en remplacement des frênes privés abattus			
Subvention PEV	(193 242,62 $)	(193 242,62 $)	(386 485,24 $)
Portion à la charge du contribuable	0 $	0 $	0 $

- la dépense totale sera assumée à 100 % par la Ville centre;
- la dépense totale est subventionnée à 100 % par le programme Plan pour une économie verte 2030 (PEV) du gouvernement provincial, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 0 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en équité.

L'octroi du contrat permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan climat 2020-2030 : Action 20 : « Planter, entretenir et protéger 500 000 arbres, en priorité dans les zones vulnérables aux vagues de chaleur ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de contrat pour le remplacement des frênes privés abattus pourrait entraîner l'arrêt du remboursement d'une partie des frais d'abattage des frênes des propriétaires privés car ce remboursement est conditionnel à la plantation d'un arbre de remplacement. Ce mécanisme est prévu et encadré par le Règlement sur la subvention relative à l'abattage de frênes et à leur remplacement (17-077) adopté en juin 2018.

L'octroi de ce contrat permettra une flexibilité accrue et souhaitable pour planifier la plantation d'arbres au printemps 2025.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

7 avril 2025 : rencontre de démarrage avec l'adjudicataire.
15 avril 2025 : début des livraisons d'arbres à la jauge de l'adjudicataire et début des plantations.
Saisons printanières et automnales de 2025 et 2026 : réalisation des plantations d'arbres.
1er décembre 2026 : fin des travaux et tenue de la rencontre bilan.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Firdaous SBIAA)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre DUVAL
Ingénieur forestier

Tél : 514 968-7324
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-10

Daniel BÉDARD
Chef de division - Forêt urbaine

Tél : 514 546-4293
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur de direction - Gestion des grands parcs et milieux naturels
Tél : 438 995-6030
Approuvé le : 2025-03-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice de service - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514 236-5925
Approuvé le : 2025-03-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1256628001
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Direction gestion des grands parcs et milieux naturels. Division forêt urbaine
Projet : Accorder un contrat de deux ans à Orange paysagement inc, pour les services de plantation de remplacement des frênes abattus sur propriétés privées, pour une période de deux (2) ans, renouvelable pour une période additionnelle d'un an - Dépense totale de 423 251, 72 $, taxes incluses (contrat : 338 601, 38 $, contingences : 33 860, 14 $, variation de quantités : 50 790, 21 $) - Appel d'offres public 24-20771 (quatre soumissionnaires).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité # 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Mise en œuvre du Plan de la forêt urbaine : stratégie de lutte contre l'agrile du frêne, plan de renforcement de la canopée, un total de mille (1000) arbres seront mis en terre sur le domaine privé en 2025 et 2026.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1256628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un contrat à Orange paysagement inc., pour la plantation et le remplacement des frênes abattus sur les propriétés privées, pour une période de 2 ans, avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 423 251,72 $, taxes incluses (contrat : 338 601,38 $ + contingences : 33 860,14 $ + variation de quantités : 50 790,21 $) - Appel d'offres public 24-20771 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20771 pv.pdf
24-20771 Liste des commandes_SEAO.pdf
24-20771 intervention.pdf
24-20771_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Firdaous SBIAA
Agent d'approvisionnement II
Tél : firdaous

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-28

Hicham ZERIOUH
Chef de section
Tél : 4385051138
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20771

No du GDD : 1256628001

Titre de l'appel d'offres : Plantation d'arbres en remplacement de frênes prives abattus sur le territoire de la Ville de Montréal 2025-2026

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 11 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 10 - 12 - 2024

Ouverture faite le : 10 - 12 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 19 - 11 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 30,77

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 4 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 4 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ORANGE PAYSAGEMENT INC	**338 601,38 $**	√	
7574479 CANADA INC	340 326,00 $		
CONSTRUCTION URBEX INC	494 392,50 $		
SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	689 850,00 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des 9 preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné nous indique parmi les raisons de désistement:

• La clause d'entreposage ne nous convenait pas.

Les autres n'ont pas donné suite à notre relance.

Préparé par : Firdaous Sbiaa

Le 12 - 2 - 2025

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20771

Agent d'approvisionnement
Mestapha Damou, Substitut

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
ORANGE PAYSAGEMENT INC.										
Total (ORANGE PAYSAGEMENT INC.)									**294 500,00 $**	**338 601,38 $**
7574479 CANADA INC.										
Total (7574479 CANADA INC.)									**296 000,00 $**	**340 326,00 $**
CONSTRUCTION URBEX INC.										
Total (CONSTRUCTION URBEX INC.)									**430 000,00 $**	**494 392,50 $**
SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN										
Total (SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN)									**600 000,00 $**	**689 850,00 $**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20771
Numéro de référence: 20030105
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente de conclusion du contrat
Titre: Plantation d'arbres en remplacement de frênes privés abattus sur le territoire de la Ville de Montréal (2025-2026)
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

13 résultats **Résultats 1 à 13**

Trier par Sélection **Nombre par page** 2

TERRASSEMENT TECHNIQUE SYLVAIN LABRECQUE INC. 410 route 104 Mont-Saint-Grégoire QC CAN J0J1K0	Non diffusé	Alexandra Labrecque Téléphone: 4503460484 Courriel: projets@tecnickinc.com	**Transaction: (20092868)** 2024-11-18 13:36	20026405 - Addenda 1 ajout Devis 2024-11-19 à 13:30 - Courriel 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis 2024-11-19 à 13:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal QC CAN H4C1V1 https://ventecinc.com/	Publique	Domenico A. Scirocco Téléphone: 5149325600 Courriel: info@ventecinc.com	**Transaction: (20094426)** 2024-11-20 13:13	20026405 - Addenda 1 ajout Devis Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Messagerie
URBEX CONSTRUCTION 3410 rue hormidas deslauriers Montréal QC CAN H8T3P2	Publique	Félix Larouche Téléphone: 5145563075 Courriel: info@urbexconstruction.com	**Transaction: (20093524)** 2024-11-19 10:01	20026405 - Addenda 1 ajout Devis 2024-11-19 à 13:30 - Courriel 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis 2024-11-19 à 13:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

PÉPINIÈRE Y. YVON AUCLAIR & FILS 1386 Ozias-Leduc Mont-St-Hilaire Mont-Saint-Hilaire QC CAN J3G4S6	Publique	Maxime-Paul Auclair Téléphone: 4504673832 Courriel: info@pepauclair.com	**Transaction: (20094155)** 2024-11-20 08:19	20026405 - Addenda 1 ajout Devis Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Ne pas recevoir
AMÉNAGEMENT PAYSAGER DUMOULIN INC. 1145, Garden Mascouche QC CAN J7L0A5 https://amenagement-paysager-dumoulin.com	Non diffusé	Vincent Dumoulin Téléphone: 5148239061 Courriel: entreprisedumoulin@hotmail.com	**Transaction: (20099691)** 2024-11-28 11:36	20026405 - Addenda 1 ajout Devis Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
ORANGE PAYSAGEMENT INC. 33 rue Louis-Jolliet Saint-Charles-Borromée QC CAN J6E7Y8 https://www.orangepaysagement.com	Non diffusé	Max-Émile Boucher Téléphone: 4502716696 Courriel: max-emile.boucher@videotron.ca	**Transaction: (20105709)** 2024-12-09 16:32	20026405 - Addenda 1 ajout Devis Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
Construction Scandium Inc. 14 8e av Laval QC CAN H7H2M1	Non diffusé	Dominic Papineau Téléphone: 5146522907 Courriel: dpapineau@constructionscandium.ca	**Transaction: (20098725)** 2024-11-27 09:45	20026405 - Addenda 1 ajout Devis Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
ARBO-DESIGN INC. 120 rue de l'Île-Jargaille Terrebonne QC CAN J6W6J6 http://www.arbo-design.com	Non diffusé	Francois Bérubé Téléphone: 4506233090 Courriel: info@arbo-design.com	**Transaction: (20093545)** 2024-11-19 10:23	20026405 - Addenda 1 ajout Devis 2024-11-19 à 13:30 - Courriel 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis 2024-11-19 à 13:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9190-8673 QUÉBEC INC. 1055 armand-Bombardier Terrebonne QC CAN J6Y1S9	Non diffusé	Louis-Charles Goudreau Téléphone: 4509794068 Courriel: larose.a@roseneige.com	**Transaction: (20095329)** 2024-11-21 13:19	20026405 - Addenda 1 ajout Devis Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
JARDINS GROUPE DESIGN INC. 13 rue Principale Saint-Basile-le-Grand QC CAN J3N1M3	Non diffusé	Marie-Andrée Joncas Téléphone: 450-653-0000	**Transaction: (20095899)**	20026405 - Addenda 1 ajout Devis

http://www.dominiquefilion.ca		Courriel: marieandree@dominiquefilion.ca	2024-11-22 08:16	Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
7574479 CANADA INC. 16839 Hymus Blvd. Kirkland QC CAN H9H3L4 https://dlcteams.com/	Non diffusé	Alexandra Hunter Téléphone: 5145461864 Courriel: alexandra@dlcteams.com	**Transaction: (20093691)** 2024-11-19 13:22	20026405 - Addenda 1 ajout Devis 2024-11-19 à 13:30 - Courriel 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis 2024-11-19 à 13:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN 5333, Ave. Casgrain 701 Montréal QC CAN H2T1X3	Publique	Simon Racine Téléphone: 5144520420 Courriel: sracine@soverdi.org	**Transaction: (20097558)** 2024-11-25 15:34	20026405 - Addenda 1 ajout Devis Téléchargement 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal QC CAN H8N2Z2 http://www.strathmore.pro	Non diffusé	Danny Milligan Téléphone: 5149925902 Courriel: danny@strathmore.pro	**Transaction: (20093022)** 2024-11-18 16:25	20026405 - Addenda 1 ajout Devis 2024-11-19 à 13:30 - Courriel 20026407 - 24-20771 Régie addenda 1 Devis 2024-11-19 à 13:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1256628001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Forêt urbaine
Objet :	Accorder un contrat à Orange paysagement inc., pour la plantation et le remplacement des frênes abattus sur les propriétés privées, pour une période de 2 ans, avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 423 251,72 $, taxes incluses (contrat : 338 601,38 $ + contingences : 33 860,14 $ + variation de quantités : 50 790,21 $) - Appel d'offres public 24-20771 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1256628001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposé au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-24

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259735001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée pour le traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts) pour une période de 34,5 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 912 519,53 $, taxes incluses (contrat : 5 609 515,27 $ + contingences : 184 604,72 $ + indexation : 118 399,54 $) - Appel d'offres public 25-20836 (2 soumissionnaires) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 441 498,69 $ pour 2026, de 477 984,37 $ pour 2027 et de 513 649,12 $ pour 2028

Il est recommandé :
1. d'accorder à Complexe Enviro Connexions ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts), pour une période de 34,5 mois, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 609 515,27 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-20836;

2. d'autoriser une dépense de 184 604,72 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 118 399,54 $, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement des prix (indexation);

4. de procéder à une évaluation du rendement de Complexe Enviro Connexions ltée;

5. d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 441 498,69 $ pour 2026, de 477 984,37 $ pour 2027 et de 513 649,12 $ pour 2028, pour un ajustement total de 1 433 132,18 $;

6. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-03-05 16:08

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259735001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée pour le traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts) pour une période de 34,5 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 912 519,53 $, taxes incluses (contrat : 5 609 515,27 $ + contingences : 184 604,72 $ + indexation : 118 399,54 $) - Appel d'offres public 25-20836 (2 soumissionnaires) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 441 498,69 $ pour 2026, de 477 984,37 $ pour 2027 et de 513 649,12 $ pour 2028

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement (SENV) de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération.
En vertu de ces articles, l'agglomération de Montréal octroie des contrats à des entreprises qui exploitent des sites de compostage privés pour le traitement des résidus organiques verts qui sont collectés sur le territoire « est » de l'agglomération. Les Centres de traitement des matières organiques (CTMO) de Saint-Laurent et de Montréal-Est traiteront (lorsque la mise en service de celui de Montréal-Est sera effective) respectivement les résidus organiques mélangés (territoires de l'ouest de l'agglomération) et les résidus alimentaires (territoires de l'est de l'agglomération). Il est ainsi prévu que le traitement des résidus verts par contrat continue. Les feuilles d'automne collectées en vrac sont quant à elles compostées au CESM en régie.

Le 26 mars 2020, à la suite de l'appel d'offres 19-17972, le Conseil d'agglomération accordait un contrat de valorisation des résidus verts par compostage, avec retour de compost mature, d'une durée initiale de 36 mois à l'entreprise Complexe Enviro Connexions Ltée. (CG20 0129). Une première prolongation de 12 mois a été accordée par le conseil d'agglomération le 26 janvier 2023 (CG23 0005) et une seconde option de prolongation de 12 mois a été accordée par le conseil d'agglomération le 21 mars 2024 (CG24 0099). Ainsi, ledit contrat arrivera à échéance le 14 avril 2025.

Appel d'offres public N° 25-20836

Considérant la nature du service requis (transbordement, transport et compostage) et les quantités de matières à traiter, la stratégie de sollicitation du marché préconisée par le Service de l'environnement a été la suivante :

1. Procéder par appel d'offres publics en soumettant un seul lot pour l'ensemble du gisement de résidus verts de l'agglomération de Montréal à traiter (élément 1), quantité de 51 000 tonnes;

2. Inclure dans ce contrat les besoins en acquisition de compost pour l'agglomération de Montréal (élément 2), quantité de 9 000 tonnes;

3. Ajuster la durée du contrat à 34,5 mois pour réaligner les options de renouvellement et les prochains contrats au 1er mars au lieu du 15 avril.

Il est à noter que le besoin annuel a été majoré de 2 000 tonnes par rapport au contrat qui arrive à échéance considérant les quantités collectées au cours des dernières années.

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d'offres N° 25-20836 a été annoncé dans le Journal Le Devoir et publié dans le SEAO le 13 janvier 2025;

· Cinq (5) fournisseurs potentiels œuvrant dans ce secteur d'activité ont été approchés par le Service de l'approvisionnement pour l'appel d'offres en cours;

· Les soumissionnaires ont eu 23 jours calendrier pour préparer leur dossier;

· Les soumissions ont été ouvertes le 6 février 2025;

· Les soumissions ont un délai de validité de quatre-vingt-dix (90) jours calendrier (cautionnement de soumission), soit jusqu'au 7 mai 2025;

· Deux (2) addenda ont été produits pour ce dossier selon le calendrier suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	22 janvier 2025	Préciser qu'au cours de l'année 2025 les sacs de plastique seront interdits par voie réglementaire pour la collecte des résidus verts	Possible légère baisse de la valeur des soumissions
2	3 février 2025	Corriger le numéro d'appel d'offres sur le SEAO de 24-20836 à 25-20835	Aucun

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0099 - 21 mars 2024 - Exercer la seconde option de renouvellement de 12 mois pour le traitement par compostage de résidus verts, avec retour de compost mature et autoriser une dépense additionnelle de 1 322 787,38 $, taxes incluses (contrat : 1 262 425,50 + contingences : 60 361,88 $), dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Complexe Enviro Connexions ltée (CG20 0129) majorant le montant total du contrat de 5 049 702 $ à 6 372 489,38 $, taxes incluses.
CG23 0005 - 26 janvier 2023 - Exercer la première option de renouvellement de 12 mois et autoriser la dépense additionnelle de 1 262 425,50 $, taxes incluses, pour le traitement par compostage de résidus verts, avec retour de compost mature, dans le cadre du contrat accordé à Complexe Enviro Connexions (CG20 0129), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 787 276,50 $ à 5 049 702 $, taxes incluses.

CG20 0129 - 26 mars 2020 - Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année), avec retour de 18 000 tonnes de compost mature, pour une période de 36 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 3 787 277 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17972 (1 soum.).

CG17 0090 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat à Englobe corp. pour le traitement par compostage de 45 000 tonnes de résidus verts (15 000 tonnes par année) avec retour de compost, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 3 061 209 $, taxes incluses (2 soum.) - Appel d'offres public 16-15674.

DESCRIPTION

Sous la compétence du Conseil d'agglomération, le présent sommaire décisionnel a pour but d'octroyer un contrat à l'entreprise Complexe Enviro Connexions ltée pour le traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts), pour une période de 34,5 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour la somme de 5 912 519,53 $ (taxes, budget d'ajustement de prix et de contingences inclus).
L'octroi de ce contrat permettra de maintenir les services actuels de collecte dans le secteur « Est » de l'agglomération. Les territoires de l'agglomération de Montréal (quinze (15) arrondissements et deux (2) villes liées) effectuent une collecte spécifique de résidus verts.

Le contrat de traitement par compostage des résidus verts prévoit :

- Le chargement des résidus verts avec son propre équipement au lieu de livraison, d'accumulation et de transbordement désigné par l'agglomération, soit le Complexe Environnemental de Saint-Michel (CESM) au 2235 rue Michel-Jurdant, Montréal, QC H1Z 4N1;

- Le transport des résidus verts entre le lieu de livraison et le lieu de traitement identifié à la soumission par le prestataire de services, soit le Complexe Enviro-Connexion au 3779 Chemin des Quarante-Arpents, Terrebonne, QC J6V 9T6;

- Le traitement des résidus verts par compostage;

- La livraison de compost mature au lieu de livraison (CESM) ou à un autre lieu situé sur le territoire de l'agglomération de Montréal à la demande du donneur d'ordre.

Les quantités prévisionnelles totales pour la durée maximale des contrats (34,5 mois) sont de 51 000 tonnes de résidus verts (17 000 tonnes par année) et de 9 000 tonnes de retour de compost mature (3000 tonnes par année). Ces prévisions ont été estimées à partir de l'évolution des quantités de résidus verts traitées au cours des dernières années.

Les matières acceptées pour la collecte des résidus verts sont celles établies en vertu du Règlement sur les collectes (16-049) de la Ville de Montréal et du Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions pour ce qui est de l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009).

Un budget de contingences de l'ordre de 5 % pour les années 2 et 3 du contrat, équivalent au traitement de 1 700 tonnes, est demandé pour le traitement des résidus verts (élément 1) afin de tenir compte d'une possible augmentation de quantités reçues, mais également de combler une éventuelle variation à la hausse de l'ajustement de prix.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres 25-20836, sept (7) preneurs du cahier des charges et deux (2) soumissionnaires (28,6 %) ont répondu à la sollicitation. Cinq (5) preneurs du cahier des charges n'ont pas soumissionné (71,4 %). Les entreprises Complexe Enviro Connexions ltée et GFL Environnemental inc. ont soumissionné. Toutes les soumissions sont admissibles et conformes.
Le retour du Service de l'approvisionnement auprès des preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné démontre qu'ils ne l'ont pas fait en raison de l'impossibilité de fournir les services demandés (spécifications requises non rencontrées) et de la nature de la matière (leurs composteurs ne peuvent transformer uniquement des résidus verts sans résidus alimentaires). Les deux (2) autres preneurs du cahier des charges n'ont pas répondu à l'avis de non participation du Service de l'approvisionnement.

Voici les résultats du processus d'appel d'offres :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Complexe Enviro Connexion Ltée.	**5 609 515,28 $**	**184 604,72 $**	**5 794 120,00 $**
GFL Environnemental Inc.	6 276 462,26 $	206 553,42 $	6 483 015,68 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 048 113,22 $	166 129,42 $	5 214 242,64 $
Écart entre la plus basse conforme [retenue] et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			579 877,36 $
Écart entre la plus basse conforme [retenue] et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			11,1 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse [retenue] ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			688 895,68 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse [retenue] (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			10,6 %

Estimation du professionnel

L'estimation a été effectuée par les professionnels du Service de l'environnement et les prix estimés ont été calculés sur la base de l'historique des prix et ajustés en tenant compte de l'inflation.

Explication des écarts

Le prix soumis par Complexe Enviro Connexions Ltée. pour les divers éléments est supérieur de 11,1 % à l'estimation des professionnels. Le Service de l'environnement estime que l'écart peut s'expliquer par les éléments suivants :

- La faible concurrence dans ce marché;
- Les particularités des services demandés (chargement de la matière au site de la Ville) et de la matière à composter (résidus verts sans résidus alimentaires);
- Les courts délais entre la publication de l'appel d'offres (13 janvier 2025) et le début des opérations (21 avril 2025).

Le prix soumis par le second soumissionnaire (GFL Environnemental inc.) est supérieur de 10,6 % à la plus basse soumission conforme. Le Service de l'environnement estime que l'écart peut s'expliquer par l'élément suivant :

- La distance à parcourir (environ 140 km) entre le CESM et le lieu de traitement identifié dans la soumission, soit Moose Creek en Ontario, qui est significativement supérieure à la distance à parcourir pour le plus bas soumissionnaire dont le lieu de traitement est à Terrebonne (environ 30 kilomètres).

Vérifications

L'entreprise Complexe Enviro Connexions ltée dispose d'une attestation de contracter/sous-contracter avec un organisme public délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) (voir pièce jointe). Celle-ci n'est pas inscrite :

- Au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Au Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle;
- Sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal.

Évaluation de rendement

Considérant la dépense nette qui est égale ou supérieure à 500 000 $ (encadrement C-OG-APP-D-22-001), une évaluation de rendement des fournisseurs est requise au terme du contrat visé par ce sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat visé par ce sommaire décisionnel est d'une durée de 34,5 mois et s'étale sur quatre (4) années financières (2025 à 2028). Un ajustement de prix sur la base de l'indice des prix à la consommation sera appliqué le 1er mars de chaque année conformément à l'annexe 2.03.01 du contrat. L'indexation a été estimée à 2 % par année. La répartition du coût annuel se présente comme suit :

	2025 (8,5 mois)	**2026 (12 mois)**	**2027 (12 mois)**	**2028 (2 mois)**	**Total - taxes incluses**
Élément 1 : Résidus verts	1 733 023,92 $	1 808 372,79 $	1 808 372,79 $	75 348,87 $	5 425 118,37 $
Élément 2 : Retour de compost	58 904,57 $	61 465,63 $	61 465,63 $	2 561,07 $	184 396,90 $
Contingences	- $	90 418,64 $	90 418,64 $	3 767,44 $	184 604,72 $
Indexation	- $	37 571,60 $	77 528,17 $	3 299,77 $	118 399,54 $

Total	**1 791 928,49 $**	**1 997 828,66 $**	**2 037 785,23 $**	**84 977,15 $**	**5 912 519,53 $**

Un budget de contingences de 5 % pour les années 2 et 3 a été prévu afin de pallier toute variation de quantités supplémentaires requises pouvant découler d'une hausse imprévue de l'utilisation du service par la population ou pour combler tout ajustement de prix supérieur à celui estimé.

L'estimation des coûts pour les deux options de renouvellement de douze (12) mois chacune s'élève à un montant de 1 869 838,43 $, pour un total de 3 739 676,86 $, toutes taxes incluses, sans contingences et sans indexation.

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement, à la Division collecte, transport et élimination des matières résiduelles, au poste budgétaire services techniques. Elle sera assumée à 100 % par l'agglomération puisqu'elle concerne le traitement des matières organiques, une compétence relevant du conseil d'agglomération.

Budgets additionnels

Le surcoût budgétaire 2025 découlant de la hausse des prix du contrat sera financé par un réaménagement budgétaire du service de l'environnement.

Un ajustement récurrent à la base budgétaire sera requis à partir de l'année 2026 afin de financer :

- la hausse globale des coûts de traitement;
- les ajustements du prix annuel des contrats;
- les budgets de contingences.

Les montants de l'ajustement récurrent à la base budgétaire requis sont les suivants :

- 441 498,69 $ pour 2026;
- 477 984,37 $ pour 2027;
- 513 649,12 $ pour 2028;
- pour un total de 1 433 132,18 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de deux priorités du Plan stratégique *Montréal 2030* , à savoir :

1. *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;*
2. *Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelle.*

Le traitement par compostage des résidus verts s'inscrit également dans les priorités

énoncées afin d'atteindre l'objectif zéro déchet en 2030 dans le projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025, soit de détourner l'ensemble des matières organiques de l'enfouissement d'ici 2030.

Dans le cadre du C40 Cities, la Ville s'est également engagée à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de traitement par compostage des résidus verts permettra la poursuite des services de collecte des résidus verts pour les territoires de l'est de l'agglomération de Montréal. Ce service fait partie des actions nécessaires pour atteindre les objectifs de valorisation des matières organiques fixés par la Politique québécoise de gestion de matières résiduelles, le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) de l'agglomération de Montréal 2020-2025. Ne pas octroyer ces contrats pourrait entraîner une cessation de service à partir du 15 avril 2025 et par conséquent, un recul dans l'atteinte des objectifs environnementaux énoncés. Une sollicitation du marché par appel d'offres publics serait alors requise pour renouveler ce service.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication élaborée par le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des contrats : 21 avril 2025
Fin des contrats : 29 février 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Malika EL YAAGOUBI)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Veronique ALLAIRE, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume LATRAVERSE
Agent de recherche

Tél : 438-828-7063
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-17

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - opérations - gestion des matieres résiduelles

Tél : 514-258-0429
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jamil Jimmy DIB
directeur de direction - gestion des matières résiduelles et infrastructures
Tél : 514-758-4318
Approuvé le : 2025-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur de service - environnement

Tél : 514-795-4732
Approuvé le : 2025-03-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259735001*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : Traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 %les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Composter ou biométhaniser les résidus organiques contribue à réduire les gaz à effet de serre émis par la matière en décomposition dans les sites d'enfouissement. (Priorité 1)

Le traitement par compostage ou biométhanisation des résidus organiques contribue à l'objectif de recycler 60% de la matière organique putrescible résiduelle fixée par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Il répond également au plan d'action du PDGMR 2020-2025, et contribue à atteindre l'objectif zéro déchet en 2030, soit de détourner les matières organiques de l'enfouissement.(Priorité 5)

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 16 février 2025 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS LTÉE
Adresse du siège social : 3779, CH DES QUARANTE-ARPENTS, , TERREBONNE, QC, J6V 9T6, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000222161
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149425598

Autres noms d'affaires
• BFI USINE DE TRIAGE LACHENAIE • • COMPLEXE ENVIRO PROGRESSIVE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Montant des contrats - taxes incluses	2025	2026	2027	2028	Total
Résidus verts	1,733,023.92 $	1,808,372.79 $	1,808,372.79 $	75,348.87 $	5,425,118.37 $
Compost	58,904.57 $	61,465.63 $	61,465.63 $	2,561.07 $	184,396.90 $
Contingences	- $	90,418.64 $	90,418.64 $	3,767.44 $	184,604.72 $
Indexation	- $	37,571.60 $	77,528.17 $	3,299.77 $	118,399.54 $
Total	1,791,928.49 $	1,997,828.66 $	2,037,785.23 $	84,977.15 $	5,912,519.53 $

Service de l'environnement
Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures
Aspect financier - Traitement des résidus verts 2025 - 2028
GDD 1259735001

				2.00%	4.04%		
Territoires de l'agglomération	**Période / année**	**Taux**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**Grand total**
Complexe Enviro Connexions	**Article 1 - Résidus verts / Tonnage prévisonnel**	Tonne	16,292	17,000	17,000	708	51,000
	Article 2 - Retour de compost /	Tonne	2,875	3,000	3,000	125	9,000
	Article 1 - Traitement	92.52 $	1,507,305.00 $	1,572,840.00 $	1,572,840.00 $	65,535.00 $	4,718,520.00 $
	Article 2 - Retour de compost	17.82 $	51,232.50 $	53,460.00 $	53,460.00 $	2,227.50 $	160,380.00 $
	Total avant taxes		**1,558,537.50 $**	**1,626,300.00 $**	**1,626,300.00 $**	**67,762.50 $**	**4,878,900.00 $**
	Contingences (Article 1)	5%		78,642.00 $	78,642.00 $	3,276.75 $	160,560.75 $
	Indexation			32,678.06 $	67,430.46 $	2,869.99 $	102,978.51 $
	Total + contingences avant taxes		**1,558,537.50 $**	**1,737,620.06 $**	**1,772,372.46 $**	**73,909.24 $**	**5,142,439.26 $**
	TPS	5%	77,926.88 $	86,881.00 $	88,618.62 $	3,695.46 $	257,121.96 $
	TVQ	9.975%	155,464.12 $	173,327.60 $	176,794.15 $	7,372.45 $	512,958.32 $
	Total taxes incluses - contrat 1		**1,791,928.50 $**	**1,997,828.66 $**	**2,037,785.23 $**	**84,977.15 $**	**5,912,519.54 $**
	Total taxe nette - contrat 1		**1,636,269.56 $**	**1,824,283.86 $**	**1,860,769.54 $**	**77,595.46 $**	**5,398,918.42 $**

Année		**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**Grand total**
Budget disponible		1,325,169.12 $	1,382,785.17 $	1,382,785.17 $	1,382,785.17 $	
Écart / budget additionnel			441,498.69 $	477,984.37 $	513,649.12 $	1,433,132.18 $

Le prix sera ajusté le 1er mars de chaque année. L'indexation est estimée à 2% par année.
Le budget additionnel pour l'année 2028 est demandé pour 12 mois

IMPUTATION et PROVENANCE : 1001.0010000.103161.04333.54503.014489

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1259735001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée pour le traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts) pour une période de 34,5 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 912 519,53 $, taxes incluses (contrat : 5 609 515,27 $ + contingences : 184 604,72 $ + indexation : 118 399,54 $) - Appel d'offres public 25-20836 (2 soumissionnaires) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 441 498,69 $ pour 2026, de 477 984,37 $ pour 2027 et de 513 649,12 $ pour 2028

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20836 pv.pdf 25-20836_Intervention.pdf 25-20836_Liste des commandes.pdf

25-20836_TCP Octroi entier.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Malika EL YAAGOUBI
Acheteur niveau 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-19

Stéphanie MOREL
Chef de section
Tél : 514 704-0292
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20836

No du GDD : 1259735001

Titre de l'appel d'offres : Traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 1 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 6 - 2 - 2025

Ouverture faite le : 6 - 2 - 2025

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 3 - 2 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 28,57

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 5 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 5 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GFL Environmental inc	6 276 462,26 $		
Complexe Enviro Connexions Ltée	5 609 515,28 $	√	

Information additionnelle

Les raisons de désistement sont:
*Nos composteurs ne peuvent pas transformer uniquement des résidus verts;
*Nous ne fournissons pas les produits ou services demandés (spécifications requises non rencontrées)

Préparé par : Malika El Yaagoubi

Le 19 - 02 - 2025

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20836

Conformité

Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Données Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Complexe Enviro Connexions Ltée				
	1	Chargement, transport et traitement par Compostage des Résidus Verts triés à la source	4 718 520,00 $	5 425 118,37 $
	2	Fourniture et livraison de compost mature	160 380,00 $	184 396,91 $
Total (Complexe Enviro Connexions Ltée)			**4 878 900,00 $**	**5 609 515,28 $**
GFL Environmental inc				
	1	Chargement, transport et traitement par Compostage des Résidus Verts triés à la source	5 098 980,00 $	5 862 552,26 $
	2	Fourniture et livraison de compost mature	360 000,00 $	413 910,00 $
Total (GFL Environmental inc)			**5 458 980,00 $**	**6 276 462,26 $**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

English
Nous joindre

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20836
Numéro de référence: 20040138
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts)
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

7 résultats **Résultats 1 à 7**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 8155 rue larrey Montréal QC CAN H1J2L5	Publique	Maxim Sylvestre Téléphone: 5146455200 Courriel: rbelanger@ebiqc.com	**Transaction: (20124535)** 2025-01-14 15:32	20033867 - 25-20836_Addenda 1 Devis 2025-01-22 à 08:25 - Courriel 20036026 - 25-20836_Addenda 2 Devis 2025-02-03 à 15:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Sustainable Generation, LLC 321-100 Chaparral Boulevard Martensville SK CAN S0K0A2 https://www.sustainable-generation.com/	Publique	Aaron Osczevski Téléphone: 3067151320 Courriel: aaron.osczevski@sustainable-generation.com	**Transaction: (20125119)** 2025-01-15 11:00	20033867 - 25-20836_Addenda 1 Devis 2025-01-22 à 08:25 - Courriel 20036026 - 25-20836_Addenda 2 Devis 2025-02-03 à 15:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9147-9279 QUÉBEC INC. 47 Albert-Ferland Chénéville QC CAN J0V1E0 http://www.epursol.ca	Non diffusé	Stéphane Maillé Téléphone: 8194281777 Courriel: stephane.maille@epursol.ca	**Transaction: (20129751)** 2025-01-21 08:03	20033867 - 25-20836_Addenda 1 Devis 2025-01-22 à 08:25 - Courriel 20036026 - 25-20836_Addenda 2 Devis 2025-02-03 à 15:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Biogénie Canada inc. 415 chemin Plaisance Saint-Henri QC CAN G0R3E0	Non diffusé	Sarah Francoeur Téléphone: 581 891-7592 Courriel: infoagri@englobe-env.com	**Transaction: (20129439)** 2025-01-20 16:55	20033867 - 25-20836_Addenda 1 Devis 2025-01-22 à 08:25 - Courriel 20036026 - 25-20836_Addenda 2 Devis 2025-02-03 à 15:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GFL ENVIRONMENTAL INC. 10930 Rue Sherbrooke E Montréal-Est QC CAN H1B1B4	Non diffusé	Ginette Brouillard Téléphone: 4506453182 Courriel: soumission@matrec.ca	**Transaction: (20124442)** 2025-01-14 14:13	20033867 - 25-20836_Addenda 1 Devis 2025-01-22 à 08:25 - Courriel 20036026 - 25-20836_Addenda 2 Devis 2025-02-03 à 15:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ENVIRONNEMENT VIRIDIS INC.	Non diffusé	Émile Pagé Téléphone: 4508134970	**Transaction: (20124459)**	20033867 - 25-20836_Addenda 1 Devis

543 Boulevard Sir-Wilfrid-Laurier Mont-Saint-Hilaire QC CAN J3H4X7 http://www.viridis-env.com		Courriel: seao@viridis-env.com	2025-01-14 14:26	2025-01-22 à 08:25 - Courriel 20036026 - 25-20836_Addenda 2 Devis 2025-02-03 à 15:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COMPLEXE ENVIRO CONNEXIONS LTÉE 3779, chemin des Quarante-Arpents Terrebonne QC CAN J6V9T6 http://www.bficanada-quebec.com	Non diffusé	Sylvie Lesieur Téléphone: 4504742084 Courriel: sylvie.lesieur@wasteconnections.com	**Transaction: (20124960)** 2025-01-15 08:49	20033867 - 25-20836_Addenda 1 Devis 2025-01-22 à 08:25 - Courriel 20036026 - 25-20836_Addenda 2 Devis 2025-02-03 à 15:50 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1259735001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à Complexe Enviro Connexions ltée pour le traitement par compostage de résidus organiques (résidus verts) pour une période de 34,5 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 912 519,53 $, taxes incluses (contrat : 5 609 515,27 $ + contingences : 184 604,72 $ + indexation : 118 399,54 $) - Appel d'offres public 25-20836 (2 soumissionnaires) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire de 441 498,69 $ pour 2026, de 477 984,37 $ pour 2027 et de 513 649,12 $ pour 2028

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1259735001 -Intervention financièreV2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget

Tél : (514) 872-0766

Nathalie Fillion
Tél: 514-712-4378

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-21

Francine LAVERDIÈRE
Directeur(-Trice) de service - finances et tresorier
Tél : (514) 872-6630

Division : Service Des Finances Et De L Évaluation Foncière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1254983001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure 3 ententes-cadres avec la firme Matériaux Paysagers Savaria ltée pour la fourniture et la livraison de mélanges de terreau, sable et compost, pour une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois – Montant estimé de l'entente : 3 758 316,71 $, taxes incluses (ententes-cadres : 3 416 651,55 $ + variation des quantités : 341 665,16 $) - Appel d'offres public 24-20828 (2 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal :
1. de conclure trois ententes-cadres avec la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour les lots 1, 2 et 3, d'une durée de trente-six mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des mélanges de terreau, de sable et de compost, pour la somme maximale indiquée, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20828 et au tableau de prix reçu joint;

Firme	Lot	Montant (taxes incluses)
Matériaux Paysagers Savaria ltée	1	2 461 652,12 $
Matériaux Paysagers Savaria ltée	2	460 841,36 $
Matériaux Paysagers Savaria ltée	3	494 158,07 $

2. d'autoriser une dépense de 246 165,21 $, taxes incluses pour le lot 1, de 46 084,14 $, taxes incluses pour le lot 2 et de 49 415,81 $ pour le lot 3, à titre de budget de variation de quantités;
3. de procéder à une évaluation du rendement de l'adjudicataire pour les lots 1, 2 et 3;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-11 15:34

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254983001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure 3 ententes-cadres avec la firme Matériaux Paysagers Savaria ltée pour la fourniture et la livraison de mélanges de terreau, sable et compost, pour une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois – Montant estimé de l'entente : 3 758 316,71 $, taxes incluses (ententes-cadres : 3 416 651,55 $ + variation des quantités : 341 665,16 $) - Appel d'offres public 24-20828 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de trois ententes-cadres pour la fourniture et la livraison sur demande de mélanges de terreau, sable et compost, principalement destinées à servir dans le cadre de travaux de parc et d'horticulture en régie. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
En avril 2021, les quatre ententes-cadres pour la fourniture et la livraison sur demande de mélanges de terre, sable et compost ont été octroyées, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18551, au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Matériaux Paysagers Savaria ltée, pour un montant total estimé de 2 728 237,04 $, taxes incluses. Ces ententes-cadres étaient valides pour une période de trente-six mois se terminant le 30 avril 2024, avec une option de prolongation. En avril 2024, l'option de prolongation a été exercée pour une période additionnelle de douze mois se terminant le 30 avril 2025, majorant ainsi le montant total estimé à 3 730 982,71$, taxes incluses.

En décembre 2024, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler la fourniture et la livraison sur demande de mélanges de terreau, sable et compost.

L'appel d'offres public 24-20828 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est déroulée sur une période de quarante-trois jours calendaires, soit du 18 décembre 2024 au 30 janvier 2025. Les soumissions reçues sont valides pour une période de cent vingt jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 30 mai 2025.

Aucun addenda n'a été émis au cours de la période de sollicitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 0388 - 15 avril 2024 - Exercer l'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 932 745,67 $, taxes incluses, pour la fourniture et la livraison sur demande

de terre, sable et compost dans le cadre des contrats accordés à Matériaux Paysagers Savaria ltée (CM21 0427), majorant ainsi le montant total estimé des contrats de 2 798 237,04 $ à 3 730 982,71 $, taxes incluses
CM21 0427 - 20 avril 2021 - Conclure quatre ententes-cadres avec la firme Matériaux Paysagers Savaria ltée pour la fourniture et la livraison sur demande de mélanges de terre, sable et compost, pour une durée de trente-six mois, incluant une option de prolongation de douze mois - Montant estimé des ententes-cadres : 2 798 237,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18551 (2 soumissionnaires)

DA204338004 - 30 juin 2020 - Conclure deux ententes-cadres avec la firme Matériaux Paysagers Savaria ltée pour la fourniture et la livraison sur demande de mélanges de terre, sable et compost, pour une durée de neuf mois, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes-cadres : 128 806,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18016 (2 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Les présentes ententes-cadres visent la fourniture et la livraison sur demande de mélanges de terreau, de sable et de compost pour toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal (pas d'unité de compétence d'agglomération). Ces produits sont utilisés par les arrondissements lors des travaux d'horticulture effectués en régie. Ils servent à réaliser des travaux de plantation de fleurs, d'arbres et d'arbustes ainsi qu'à assurer l'entretien des surfaces des aires de jeux, des terrains de soccer et de baseball, entre autres. Les types de mélanges utilisés sont déterminés en fonction des projets à réaliser.
L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec un comité d'utilisateurs et experts comprenant un représentant du Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports, un représentant du Service des infrastructures du réseau routier (section contrôle des matériaux et expertise) et de contremaîtres en horticulture et parc en arrondissement.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation et des prévisions de consommation pour une période de trente-six mois. Elles n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Les prix sont ajustés annuellement, à la hausse ou à la baisse, à la date d'anniversaire des ententes-cadres, selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) et le prix de détail moyen mensuel du carburant diesel (PCD) publiés par Statistique Canada.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission et d'exécution de 2 % du montant total, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion des trois ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (5) :

- Terreau-Boudrias inc.;
- 9024-2587 Québec inc.;
- Matériaux Paysagers Savaria ltée;
- Soltek Agrégats inc.;
- Sel Warwick inc.

Soumissionnaires (2) :

- Matériaux Paysagers Savaria ltée;
- Soltek Agrégats inc.

Des cinq preneurs du cahier des charges, deux ont soumissionné, soit 40%. Des trois preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, deux ont donné une raison de leur désistement. Une firme a indiqué ne pas être en mesure de respecter les délais de livraison demandés, et une firme a indiqué qu'elle n'a pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer une soumission dans le délai requis.

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme par lot.

Lot 1: Mélanges de terreau

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Matériaux Paysagers Savaria ltée	2 461 652,12 $	246 165,21 $	2 707 817,33 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 808 114,19 $	280 811,42 $	3 088 925,61 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 381 108,28 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-12,3%

Lot 2: Compost et paillis

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Matériaux Paysagers Savaria ltée	460 841,36 $	46 084,14 $	506 925,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	420 606,48 $	42 060,65 $	462 667,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			44 258,37 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			9,6%

Lot 3: Sable

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Matériaux Paysagers Savaria ltée	494 158,07 $	49 415,81 $	543 573,88 $
Soltek Agrégats inc.	676 791,71 $	67 679,17 $	744 470,88 $
Dernière estimation réalisée ($)	423 581,40 $	42 358,14 $	465 939,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			77 634,34 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			16,7%

((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	200 897,00
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	37,0%

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation est de -12,3% pour le lot 1, 9,6% pour le lot 2 et 16,7% pour le lot 3, ils peuvent s'expliquer par la difficulté à évaluer l'évolution des prix depuis les derniers prix soumis (en janvier 2021), et les quantités à la hausse, la révision de certaines spécifications techniques, et l'ajout d'une clause d'ajustement des prix annuellement ont probablement contribué à un écart favorable sur l'ensemble des trois lots (-6,45%).

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n'est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Les trois contrats étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 $, ils devront faire l'objet d'une évaluation de rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant 2 808 114,19 $, taxes incluses pour le lot 1, 420 606,48 $, taxes incluses pour le lot 2 et 423 581,40 $, taxes incluses pour le lot 3, pour les trente-six prochains mois.
Ces estimations reposent sur l'historique de consommation et sur les prévisions des unités d'affaires pour les premiers trente-six mois des contrats, et sont calculées en fonction des derniers prix moyens payés en 2021 majorés de 12,5% pour prendre en compte l'évolution de l'Indice des prix à la consommation (IPC) et du carburant pour la région de Montréal au cours des quarante-deux derniers mois (de mai 2021 à octobre 2024), tel que publiée par Statistique Canada, et certains prix récents disponibles sur des sites Web.

Les montants estimés des trois ententes-cadres pour la période de trente-six mois sont de :

Lot 1 - Mélanges de terreau : 2 141 032,50 $ + 107 051,63 $ (TPS) + 213 567,99 $ (TVQ) = 2 461 652,12 $

Lot 2 - Compost et paillis : 400 818,75 $ + 20 040,94 $ (TPS) + 39 981,67 $ (TVQ) = 460 841,36 $

Lot 3 - Sable : 429 796,10 $ + 21 489,81 $ (TPS) + 42 872,16 $ (TVQ) = 494 158,07 $

Un montant équivalent à 10 % du montant total octroyé, soit 246 165,21 $, taxes incluses pour le lot 1, 46 084,14 $, taxes incluses pour le lot 2 et 49 415,81 $, taxes incluses pour le lot 3, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 2 707 817,33 $, taxes incluses pour le lot 1, 506 925,50 $, taxes incluses pour le lot 2 et 543 573,88 $, taxes incluses pour le lot 3.

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.
Le dossier contribue à la priorité #2 de Montréal 2030 : enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision, et à la priorité #19 : offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion d'ententes-cadres, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services (ou produits) obtenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des trois ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra trois ententes-cadres avec la firme retenue.
Début du contrat 1er mai 2025
Fin du contrat 30 avril 2028
Fin de la prolongation 30 avril 2029

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francois ORBAN
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 662-6831
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-18

Lina PICHÉ
Chef de division

Tél : 514-913-5566
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan MUNN
directeur(-trice) acquisitions

Tél :
Approuvé le : 2025-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2025-03-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254983001
Unité administrative responsable : Service de l'approvisionnement, Direction acquisition, Division acquisition
Projet : Conclure trois ententes-cadres avec la firme Matériaux Paysagers Savaria ltée pour la fourniture et livraison sur demande de mélanges de terreau, sable et compost, pour une durée de trente-six mois, incluant une option de prolongation – montant maximal de 3 758 316,71 $, taxes incluses (ententes-cadres : 3 416 651,55 $ + variation des quantités : 341 665,16 $) - Appel d'offres public 24-20828 (2 soumissionnaires)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***Priorité 2*** *: Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* ***Priorité 19*** *: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *2. La terre et le compost sont utilisés en régie interne pour la plantation de végétaux (fleurs, arbres, arbustes, gazon, etc.).* *19. La terre et le compost, et le sable utilisé pour la plantation de végétaux, et pour l'entretien de terrains sportifs, contribue à un milieu de vie de qualité et à proximité des citoyens.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20828

Agent d'approvisionnement
Patrick Dumoulin

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Mélange de terreau	Matériaux paysagers Savaria Ltée							2 141 032,50 $	2 461 652,12 $
LOT2	Compost et paillis	Matériaux paysagers Savaria Ltée							400 818,75 $	460 841,36 $
LOT3	Sable	Matériaux paysagers Savaria Ltée							429 796,10 $	494 158,07 $
		Soltek agrégats inc.							588 642,50 $	676 791,71 $

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

TERREAU-BOUDRIAS INC. 5890a Boul des Mille-Îles Laval QC CAN H7B1E5	Publique	Thierry Boudrias Téléphone: 4506634246 Courriel: slandry@jardinchampetre.com	**Transaction: (20113976)** 2024-12-20 08:29	Mode privilégié (plan): Courriel
9024-2587 QUÉBEC INC. 272 - 3ième Rang Sud Saint-Charles-sur-Richelieu QC CAN J0H2G0	Non diffusé	Joël Langlois Téléphone: 4504461751 Courriel: maudemongeau@yahoo.ca	**Transaction: (20118713)** 2025-01-07 09:49	Mode privilégié (plan): Courriel
MATERIAUX PAYSAGERS SAVARIA LTÉE 950 De Lorainne Boucherville QC CAN J4B5E4	Non diffusé	Annie Lafond Téléphone: 4506556147 Courriel: annielafond@savaria.ca	**Transaction: (20112987)** 2024-12-19 09:25	Mode privilégié (plan): Courriel
SOLTEK AGRÉGATS INC. 20 Julie-Gareau suite 101, Saint-Roch-de-l'Achigan QC CAN J0K3H0	Publique	Francis Leblanc Téléphone: 5147307117 Courriel: admin@soltek.ca	**Transaction: (20124998)** 2025-01-15 09:21	Mode privilégié (plan): Courriel
SEL WARWICK INC. 807 boul. Pierre Roux Est Victoriaville QC CAN G6T1T7 http://www.selwarwick.com	Non diffusé	Sarah-Eve Boisvert Téléphone: 8197585229 Courriel: ventes@selwarwick.com	**Transaction: (20115360)** 2024-12-23 09:18	Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1245437004

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux ententes-cadres avec la firme Tech-Mix, division de Bau-Val inc. pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à froid et tièdes pour une durée de trente mois et demi, sans option de prolongation pour le groupe A (enrobés tièdes) et pour une durée de dix-huit mois et demi, sans option de prolongation pour le groupe B (enrobés à froid) - Montant estimé des ententes: 540 487,55 $, taxes incluses (ententes: 469 989,17 $ + variation des quantités 70 498,38 $) - Appel d'offres public 24-20811 (groupe A et groupe B) - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. de conclure deux ententes-cadres, d'une durée de trente mois et demi (30,5) pour le groupe A et de dix-huit mois et demi (18,5) pour le groupe B par lesquelles Tech-Mix, seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme par groupe, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des enrobés bitumineux à froid et tièdes, pour une somme maximale de 540 487,55 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public (24-20811)

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Tech-Mix, division de Bau-Val inc.	Groupe A - Enrobés tièdes	302 970,62 $
Tech-Mix, division de Bau-Val inc.	Groupe B - Enrobés à froid	167 018,55 $

2. d'autoriser une dépense de 70 498,38 $ (15 %), taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et de la ville liée participante, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-11 09:26

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245437004**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition - gestion de contrat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure deux ententes-cadres avec la firme Tech-Mix, division de Bau-Val inc. pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à froid et tièdes pour une durée de trente mois et demi, sans option de prolongation pour le groupe A (enrobés tièdes) et pour une durée de dix-huit mois et demi, sans option de prolongation pour le groupe B (enrobés à froid) - Montant estimé des ententes: 540 487,55 $, taxes incluses (ententes: 469 989,17 $ + variation des quantités 70 498,38 $) - Appel d'offres public 24-20811 (groupe A et groupe B) - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de deux ententes-cadres pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à froid et tièdes (groupe A et groupe B), principalement destinées aux travaux en régie pour les réparations des chaussées. Ces ententes-cadres seront disponibles pour les arrondissements de la Ville de Montréal et pour une ville liée, Dollard-Des-Ormeaux.
En avril 2022, les contrats pour la fourniture sur demande d'enrobés bitumineux à froid et tièdes ont été octroyés, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19088, au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. pour un montant total estimé de 1 936 385,55 $, taxes incluses. Ces ententes-cadres étaient valides pour une période de trente-six mois se terminant le 15 avril 2025, sans option de prolongation. En décembre 2024, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler le besoin de ces produits.

L'appel d'offres public 24-20811 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est déroulée sur une période de quarante-trois jours calendaires, soit du 16 décembre 2024 au 28 janvier 2025. Les soumissions reçues sont valides pour une période de quatre-vingt-dix jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 28 avril 2025.

Trois addendas ont été émis au cours de la période de sollicitation:

Addenda	Date d'émission	Description	Impact sur le

			prix
1	17 décembre 2024	Ajout du document bordereau de prix en format pdf	Non
2	15 janvier 2025	Questions/réponses	Non
3	21 janvier 2025	Correction formule de calcul bordereau de prix	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0344 - 21 mars 2022 - Conclure deux ententes-cadres avec Tech-Mix, division de Bau-Val inc. pour une période de 36 mois, sans option de prolongation pour la fourniture et la livraison sur demande d'enrobés bitumineux à froid et tièdes - Appel d'offres public 21-19088 (2 soum.). Montant total estimé des ententes-cadres: 1 936 385,55 $ (ententes: 1 760 350,50 $ + variation des quantités 176 035,05 $).
CM19 1100 – 22 octobre 2019 – Conclure une entente-cadre avec Tech-Mix, division de Bau-Val inc. pour une période de 30 mois, pour la fourniture et livraison sur demande, d'enrobés bitumineux pour réparation à froid – Appel d'offres public 19-17658 (2 soum.) Montant total estimé de l'entente: 743 347,87 $ (entente: 656 389,45 $ + variation de quantités 96 958,42 $.)

CM19 0437 – 15 avril 2019 – Conclure des ententes-cadres avec les firmes Construction DJL inc., Construction & Pavage Portneuf inc., Bau-Val CMM, Divison de Bau-Val inc., Meloche, Divison de Sintra inc. et Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. pour une période de 36 mois, pour la fourniture, sur demande, d'enrobés bitumineux à chaud et d'enrobés bitumineux tièdes – Appel d'offres public 19-17407 (5 soum.) Montant total estimé des ententes: 16 207 535,06 $ (ententes: 14 093 508,74 $ + variation de quantités 2 114 026,31 $.)

DESCRIPTION

Les présentes ententes-cadres visent l'acquisition des différents enrobés bitumineux requis par les arrondissements de la Ville pour l'entretien des chaussées lorsque les travaux sont effectués en régie. Ce sont des travaux de petite envergure (nids-de-poule) et aussi de moyenne envergure (réfection de plusieurs mètres carrés de chaussées).
L'entente-cadre pour le groupe A vise la fourniture et la livraison sur demande d'enrobés bitumineux tièdes. Ces enrobés sont offerts pour les arrondissements de la Ville qui ont signifié avoir besoin de ce produit, pour la cueillette ou la livraison. La livraison des enrobés bitumineux tièdes aux arrondissements permettra de fournir la matière première nécessaire aux colmateuses à tête mécanisée de la Ville. Les quantités totales pour les enrobés bitumineux tièdes pour la cueillette à l'usine sont estimées à 2 100 tonnes métriques pour une période de trente mois et demi.

L'entente-cadre pour le groupe B vise la fourniture et la livraison sur demande d'enrobés bitumineux à froid (en vrac et en sac), qui sont utilisés également pour les travaux de voirie urgents et temporaires effectués en régie. Les enrobés bitumineux à froid en sacs (item 3) sont disponibles pour tous les arrondissements au centre de distribution de la Ville de Montréal. Les sacs sont livrés par le fournisseur à cet endroit où ils sont tenus en inventaire. Les arrondissements ayant une organisation d'inventaire pourront également se faire livrer les

sacs directement. Les frais de livraison sont inclus dans le prix unitaire. L'approvisionnement d'enrobés bitumineux à froid en vrac (item 4) se fait par les camions de la Ville qui s'approvisionnent directement à l'usine du fournisseur. Ces enrobés sont offerts pour les arrondissements de la Ville qui ont signifié avoir besoin de ce produit, pour la cueillette ou la livraison.

Les quantités inscrites au bordereau de soumission sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur historique de consommation des trente derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de dix-huit mois et demi, pour un approvisionnement approximatif de 830 tonnes métriques d'enrobés bitumineux à froid en vrac et 187,6 tonnes métriques (environ 8 265 sacs de 22,7 kg) d'enrobés bitumineux à froid en sacs, mais n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

À noter que l'appel d'offres comporte une clause de fluctuation des prix, basée sur la variation mensuelle, à la hausse ou à la baisse pour éviter que les soumissionnaires spéculent des variations et par le fait même, les incluent dans leurs prix.

L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec un comité expert. Cette collaboration est la résultante de la sélection des articles au bordereau de prix afin de s'assurer qu'il ait adéquation entre les besoins des requérants et de connaître les types d'enrobés requis.

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement visant à déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons déterminé et exigé une garantie de soumission de 5 % du montant total, taxes incluses, ainsi qu'une garantie d'exécution de 5 % du montant total du contrat, taxes incluses.

JUSTIFICATION

La conclusion de deux ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.

Preneurs du cahier des charges (4) :

- Construction DJL inc.;
- Construction & Pavage Portneuf inc.;
- Tech-Mix, Division de Bau-Val inc. ;
- iSphalt Inc.;

Soumissionnaires (1) :
- Tech Mix, division de Bau-Val inc.

Des quatre (4) preneurs du cahier des charges, un (1) seul, soit 25%, a soumissionné pour les différents groupes de l'appel d'offres.

Des trois (3) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, seulement deux (2) ont donné une raison de leur désistement. Une (1) firme a indiqué qu'ils ne seront pas en mesure de respecter la demande spécifiée au contrat pour une partie de la durée totale de l'AO, à cause des modifications qu'ils doivent faire effectuer à leurs équipements. Une (1) firme a indiqué que leur produit est supérieur. L'autre preneur de cahier de charge n'a pas encore répondu.

Groupe A - enrobés tièdes :

		AUTRES	

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	(Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Tech-Mix, division de Bau-Val inc.	302 970,62 $	45 445,59 $	348 416,21 $
Dernière estimation réalisée ($)	289 868,30 $	43 480,25 $	333 348,55 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			15 067,66 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			4,52 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Groupe B - enrobés à froid :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Tech-Mix, division de Bau-Val inc.	167 018,55 $	25 052,78 $	192 071,33 $
Dernière estimation réalisée ($)	170 501,13 $	25 575,17 $	196 076,30 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 4 004,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 2,04 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			N/A

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du soumissionnaire sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction des soumissions reçues.

Le soumissionnaire dans ce dossier n’est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le soumissionnaire n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ce contrat, à la suite d'une analyse de risque effectuée par le Service de l’approvisionnement, ne requiert pas une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 529 424,84 $, taxes incluses, pour les trente mois et demi pour enrobés tièdes et dix-huit mois et demi pour enrobés à froid.

Cette estimation de la Ville est basée sur les prévisions de consommation au cours des trente derniers mois et est calculée en fonction des derniers prix moyens payés pour ces produits. Cette estimation correspond à l'évolution moyenne des prix payés par la Ville ainsi qu'à la fluctuation du prix du bitume au cours des deux dernières années, comme publié par Bitume Québec. Pour les frais de livraison, l'estimation a été basée en fonction des prix obtenus en 2022 en appliquant un facteur d'ajustement équivalent aux augmentations observées dans le marché selon les données de Statistique Canada.

Le montant estimé de l'entente-cadre pour la période de trente mois et demi (30,5) est de :

Groupe A - Enrobés tièdes

263 510 $ + 13 175,50 $ (TPS) + 26 285,12 $ (TVQ) = 302 970,62 $

Le montant estimé des ententes-cadres pour la période de dix-huit mois et demi (18,5) est de :

Groupe B - Enrobés à froid

145 265,10 $ + 7 263,26 $ (TPS) + 14 490,19 $ (TVQ) = 167 018,55 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 70 498,38 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 540 487,55 $, taxes incluses.

Pour le groupe B, la dépense sera assumée par les arrondissements à 95,50 % et par la ville liée Dollard-Des-Ormeaux à 4,50 %.

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la priorité 19 du Plan stratégique Montréal 2030, qui vise à offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité afin de sécuriser les usagers du réseau public.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence des ententes-cadres alourdirait le processus en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.
La conclusion des ententes-cadres, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des produits et services obtenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des deux (2) ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra deux (2) ententes-cadres avec la firme retenue.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diana GOROPCEANU
Conseillère en approvisionnement

Tél : 514 280-0867
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-19

Marie-Josee HOTTE
chef(fe) de division - acquisition

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan MUNN
directeur(-trice) acquisitions

Tél :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :

Approuvé le : 2025-02-27

Approuvé le : 2025-03-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245437004
Unité administrative responsable : *Service d'approvisionnement*
Projet : Fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à froid et tièdes

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 du Plan stratégique Montréal 2030, offrir des **milieux de vie sécuritaires et de qualité.***			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Sécuriser les usagers du réseau public.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		***X***	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		***X***	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		***X***	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***X***
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			***X***
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			***X***
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			***X***

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

CONSTRUCTION DJL INC. 6200 rue Saint-Patrick Montréal QC CAN H4E1B3	Non diffusé	Jean Lantagne Téléphone: 5147668256 Courriel: estimation.montreal@euroviaqc.ca	**Transaction: (20118687)** 2025-01-07 09:32	20030609 - 24-20811_Addenda 1 Devis Téléchargement 20032846 - 24-20811_Addenda 2 Devis 2025-01-15 à 16:15 - Courriel 20033790 - 24-20811 Addenda no.3 Devis 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Bordereau numérique 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
BAU-VAL INC. 3350 Rang de la Butte aux Renard Varennes QC CAN J3X1P7 http://www.bauval.com	Non diffusé	Sylvain Leroux Téléphone: 4506520689 Courriel: sleroux@bauval.com	**Transaction: (20111257)** 2024-12-17 09:08	20030609 - 24-20811_Addenda 1 Devis 2024-12-17 à 12:00 - Courriel 20032846 - 24-20811_Addenda 2 Devis 2025-01-15 à 16:15 - Courriel 20033790 - 24-20811 Addenda no.3 Devis 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Bordereau numérique 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
iSphalt Inc. 1395 Montée Chénier Les Cèdres QC CAN J7T1L9 https://www.pavtech.ca	Non diffusé	Denis Giroux Téléphone: 8886080050 Courriel: denis@pavtech.ca	**Transaction: (20116949)** 2024-12-31 07:31	20030609 - 24-20811_Addenda 1 Devis Téléchargement 20032846 - 24-20811_Addenda 2 Devis 2025-01-15 à 16:15 - Courriel 20033790 - 24-20811 Addenda no.3 Devis 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Bordereau numérique 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC. 599 Bona-Dussault Saint-Marc-des-Carrières QC CAN G0A4B0 www.cppinc.ca	Non diffusé	GENEVIEVE DELISLE Téléphone: 4182683558 Courriel: g.delisle@cppinc.ca	**Transaction: (20118059)** 2025-01-06 10:34	20030609 - 24-20811_Addenda 1 Devis Téléchargement 20032846 - 24-20811_Addenda 2 Devis 2025-01-15 à 16:15 - Courriel 20033790 - 24-20811 Addenda no.3 Devis 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Bordereau numérique 2025-01-21 à 14:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION DJL INC. 100 Chemin de la Carrière Carignan QC CAN J3L0N5	Non diffusé	Julie Thibault Téléphone: 4506587527 Courriel: julie.thibault@euroviaqc.ca	**Transaction: (20123667)** 2025-01-13 18:42	20030609 - 24-20811_Addenda 1 Devis Téléchargement 20032846 - 24-20811_Addenda 2

Devis
2025-01-15 à 16:15 - Courriel

20033790 - 24-20811 Addenda no.3
Devis
2025-01-21 à 14:10 - Courriel
Bordereau numérique
2025-01-21 à 14:10 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

Québec
© Gouvernement du Québec, 2025

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP25 0029

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 28 janvier 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Annie Benjamin, agente de bureau

APPEL D'OFFRES 24-20811

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à froid et tièdes » est ouverte par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

Soumissionnaire		**Prix**
TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC.	**Lot A**	302 970,62 $
	Lot B	167 018,55 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 16 décembre 2024 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20811

Agent d'approvisionnement
Déborah Loiseau

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Groupe A	Enrobés tièdes	Tech-MIX Div de Beauval	A						263 510,00 $	302 970,62 $
		Total (Tech-MIX Div de Beauval)							**263 510,00 $**	**302 970,62 $**
Groupe B	Enrobés à froid	Tech-MIX Div de Beauval	B						145 265,10 $	167 018,55 $
		Total (Tech-MIX Div de Beauval)							**145 265,10 $**	**167 018,55 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259841001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Sanibert inc. et 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour les services de location, livraison et entretien des toilettes chimiques portatives, pour une durée de 24 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé des ententes-cadres : 2 992 917,93 $, taxes incluses (ententes-cadres : 2 602 537,32 $ + variation des quantités : 390 380,61 $) - Appel d'offres public 25-20835 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :
1. de conclure deux ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les lots 1 et 3, d'une durée approximative de vingt-quatre mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, un service de location, livraison et entretien des toilettes chimiques portatives, pour les sommes maximales indiquées, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-20835;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Sanibert inc.	1	421 473,06 $
9363-9888 Québec Inc (Sanivac)	3	416 347,47 $

2. d'autoriser une dépense de 125 673,08 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
3. de procéder à une évaluation du rendement des adjudicataires pour les lots 1 et 3;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Il est recommandé au Conseil municipal :

1. de conclure trois ententes-cadres avec la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour les lots 2, 4 et 5, d'une durée approximative de vingt-quatre mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, un service de location, livraison et

entretien des toilettes chimiques portatives, pour les sommes maximales indiquées, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-20835;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
9363-9888 Québec Inc (Sanivac)	2	633 483,51 $
9363-9888 Québec Inc (Sanivac)	4	522 509,64 $
9363-9888 Québec Inc (Sanivac)	5	608 723,64 $

2. d'autoriser une dépense de 264 707,53 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
3. de procéder à une évaluation du rendement de l'adjudicataire pour les lots 2, 4 et 5;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-11 09:25

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259841001**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Sanibert inc. et 9363-9888 Québec inc. (Sanivac) pour les services de location, livraison et entretien des toilettes chimiques portatives, pour une durée de 24 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé des ententes-cadres : 2 992 917,93 $, taxes incluses (ententes-cadres : 2 602 537,32 $ + variation des quantités : 390 380,61 $) - Appel d'offres public 25-20835 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de cinq ententes-cadres pour le service de location, livraison et entretien des toilettes chimiques portatives, principalement utilisées dans le cadre d'événements publics organisés par le Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports et les dix-neuf arrondissements de la Ville de Montréal. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal. En novembre 2022, les contrats pour le service de location, de livraison et d'entretien de toilettes chimiques portatives ont été octroyés, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19662, au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme 9363-9888 Québec inc.(Sanivac), pour un montant total estimé de 237 409,86 $, taxes incluses. Ces ententes-cadres étaient valides pour une période de douze mois se terminant le 2 mars 2024 incluant une option de prolongation de douze mois. En novembre 2023, l'option de prolongation a été exercée pour une période additionnelle de douze mois se terminant le 2 mars 2025, majorant ainsi le montant total estimé à 485 141,90 $, taxes incluses.

L'analyse de ce marché a conduit le Service de l'approvisionnement à identifier une sensibilité des soumissionnaires potentiels à l'égard des déplacements associés aux livraisons et aux collectes des toilettes chimiques au terme des périodes de location. Le Service a adapté sa stratégie de sollicitation afin de pallier, entre autres, aux enjeux de capacité, de livraison et aussi dans l'objectif que cela se répercute sur les prix soumis. Principalement, le bordereau de prix divise maintenant le territoire de la Ville en cinq lots distincts. Lot 1 (Est de la Ville), lot 2 (Centre de la Ville), lot 3 (Centre Ouest de la Ville), lot 4 (Ouest de la Ville) et lot 5 (Centre Est de la Ville).

En janvier 2025, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler la fourniture sur demande de service de location, livraison et entretien des toilettes chimiques portatives.

L'appel d'offres public 25-20835 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La publication s'est déroulée sur une période de

dix-sept jours calendaires, soit du 13 janvier au 30 janvier 2025. Les soumissions reçues sont valides pour une période de quatre-vingt-dix jours calendaires, c'est-à-dire jusqu'au 30 avril 2025.

Durant la période de sollicitation, nous avons émis deux addenda visant à modifier des éléments du bordereau de prix et à répondre aux questions d'une firme.

Addenda	Date d'émission	Description	Impact sur le prix
1	2025-01-22	Modifications et rappel	Oui
2	2025-01-24	Questions/réponses	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA234983002 - 28 novembre 2023 - Exercer l'option de la prolongation de douze mois des quatre ententes-cadres pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives dans le cadre des contrats accordés à la firme 9363-9888 Québec Inc (Sanivac) majorant ainsi le montant total estimé des ententes-cadres de 237 409,86 $ à 485 141,90 $, taxes incluses.
DA234338001 - 03 mars 2023 - Conclure quatre ententes-cadres avec la firme 9363-9888 Québec Inc (Sanivac) pour la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques portatives, pour une période de douze mois incluant une option de prolongation de douze mois - Appel d'offres public 22-19662 - (2 soumissionnaires) (Montant estimé des ententes-cadres : 237 409,86 $, taxes incluses).

CE20 0370 - 19 mars 2020 - Conclure quatre ententes-cadres avec la firme GFL Environmental Services inc. pour une période de trente-six mois, pour la fourniture sur demande de la location, la livraison et l'entretien de toilettes chimiques – Appel d'offres public 20-18037 (3 soumissionnaires) (Montant estimé des ententes-cadres : 1 236 788,64 $, taxes incluses).

DESCRIPTION

Les présentes ententes-cadres visent la fourniture sur demande de service de location, de livraison et d'entretien de toilettes chimiques portatives afin de combler les besoins des unités d'affaires de la Ville. Ces ententes-cadres sont principalement utilisées dans les parcs. L'accès à des installations sanitaires sur les lieux publics est essentiel pour la Ville qui organise chaque année différents événements attirant de nombreux citoyens et visiteurs. L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec un comité d'experts comprenant deux représentants du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports, un représentant de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et deux représentants de l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation et sur les prévisions de consommation pour une période de vingt-quatre mois. Elles n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Les prix demeurent fixes durant la durée initiale du contrat. Pour les périodes de renouvellement et si la Ville décide de se prévaloir de ces options, les prix seront ajustés à la date d'anniversaire des contrats, à la hausse ou à la baisse, selon une formule d'indexation composée de l'Indice des prix à la consommation (IPC) et du prix du carburant (PMPE).

À l'aide d'une matrice décisionnelle élaborée par le Service de l'approvisionnement pour déterminer les montants des garanties de soumission et d'exécution, nous avons exigé une garantie de soumission de 5 % du montant total de chaque lot visé, incluant les taxes, ainsi

qu'une garantie d'exécution de 10 % du montant total de chaque lot visé, incluant les taxes.

JUSTIFICATION

La conclusion de cinq ententes-cadres permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (3) :

- GFL Environmental Services inc.;
- Sanibert inc.;
- 9363-9888 Québec Inc (Sanivac).

Soumissionnaires (3) :

- GFL Environmental Services inc.;
- Sanibert inc.;
- 9363-9888 Québec Inc (Sanivac).

Aucun soumissionnaire n'a été déclaré non conforme.

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme par lot.

Lot 1: Est de la Ville

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix soumis** (Taxes incluses)	**Autres** (Variation des quantités 15 %) (Taxes incluses)	**TOTAL** (Taxes incluses)
Sanibert inc.	421 473,06 $	63 220,96 $	484 694,02 $
9363-9888 Québec Inc (Sanivac).	522 337,17 $	78 350,58 $	600 687,75 $
Dernière estimation réalisée	1 315 769,30 $	197 365,40 $	1 513 134,70 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-1 028 440,68 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 67,97 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			115 993,73 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			23,93 %

L'écart de -67,97 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) est attribuable à :
- la stratégie adoptée par zone géographique (cinq zones au lieu de quatre) a permis à la firme de viser le lot qui l'intéresse en matière de distance et de capacité en baissant au maximum ses coûts de transport et de manutention.
- l'intégration au bordereau de prix de plus d'options de vidanges pour les locations mensuelles (nouveau modèle de tarification) a influencé les prix des locations mensuelles.
- la durée plus longue du contrat a permis de réaliser des économies sur les opérations de livraison et de collecte.

L'écart de 23 % entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse conforme (%) est

attribuable aux prix très agressifs de la firme Sanibert inc., la zone dédiée à ce lot lui a permis de réaliser plus d'économies sur les opérations de livraison et de vidanges.

Lot 2: Centre de la Ville

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix soumis** (Taxes incluses)	**Autres** (Variation des quantités 15 %) (Taxes incluses)	**TOTAL** (Taxes incluses)
9363-9888 Québec Inc (Sanivac).	633 483,51 $	95 022,53 $	728 506,04 $
Dernière estimation réalisée	1 471 891,55 $	220 783,73 $	1 692 675,28 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 964 169,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 56,96 %

L'écart de -56,96 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) est attribuable à :
- la stratégie adoptée par zone géographique (cinq zones au lieu de quatre) a permis à la firme de viser le lot qui l'intéresse en matière de distance et de capacité en baissant au maximum ses coûts de transport et de manutention.
- l'intégration au bordereau de prix de plus d'options de vidanges pour les locations mensuelles (nouveau modèle de tarification) a influencé significativement les prix des locations mensuelles.
- la durée plus longue du contrat a permis de réaliser des économies sur les opérations de livraison et de collecte.

Lot 3: Centre Ouest de la Ville

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix soumis** (Taxes incluses)	**Autres** (Variation des quantités 15 %) (Taxes incluses)	**TOTAL** (Taxes incluses)
9363-9888 Québec Inc (Sanivac).	416 347,47 $	62 452,12 $	478 799,59 $
GFL Environmental Services inc.	572 754,91 $	85 913,24 $	658 668,15 $
Dernière estimation réalisée	1 096 049,78 $	164 407,47 $	1 260 457,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-781 657,66 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 62,01 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			179 868,56 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			37,57 %

L'écart de -62,01 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) est attribuable à :
- la stratégie adoptée par zone géographique (cinq zones au lieu de quatre) a permis à la firme de viser le lot qui l'intéresse en matière de distance et de capacité en baissant au maximum ses coûts de transport et de manutention.
- l'intégration au bordereau de prix de plus d'options de vidanges pour les locations mensuelles (nouveau modèle de tarification) a influencé significativement les prix des locations mensuelles.
- la durée du contrat plus longue a permis de réaliser des économies sur les opérations de livraison et de collecte.

L'écart de 37,57 % entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse conforme (%) est attribuable aux prix très agressifs de la firme 9363-9888 Québec Inc (Sanivac) qui est habituée à exécuter des contrats similaires.

Lot 4: Ouest de la Ville

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix soumis** (Taxes incluses)	**Autres** (Variation des quantités 15 %) (Taxes incluses)	**TOTAL** (Taxes incluses)
9363-9888 Québec Inc (Sanivac).	522 509,64 $	78 376,45 $	600 886,09 $
Dernière estimation réalisée	1 253 634,51 $	188 045,18 $	1 441 679,69 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 840 793,60 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 58,32 %

L'écart de -58,32 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) est attribuable à :
- la stratégie adoptée par zone géographique (cinq zones au lieu de quatre) a permis à la firme de viser le lot qui l'intéresse en matière de distance et de capacité en baissant au maximum ses coûts de transport et de manutention.
- l'intégration au bordereau de prix de plus d'options de vidanges pour les locations mensuelles (nouveau modèle de tarification) a influencé significativement les prix des locations mensuelles.
- la durée plus longue du contrat a permis de réaliser des économies sur les opérations de livraison et de collecte.

Lot 5: Centre Est de le Ville

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix soumis** (Taxes incluses)	**Autres** (Variation des quantités 15 %) (Taxes incluses)	**TOTAL** (Taxes incluses)
9363-9888 Québec Inc (Sanivac).	608 723,64 $	91 308,55 $	700 032,19 $
Dernière estimation réalisée	1 633 615,39 $	245 042,31 $	1 878 657,70 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	- 1 178 625,51 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 62,74 %

L'écart de -62,74 % entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) est attribuable à :
- la stratégie adoptée par zone géographique (cinq zones au lieu de quatre) a permis à la firme de viser le lot qui l'intéresse en matière de distance et de capacité en baissant au maximum ses coûts de transport et de manutention.
- l'intégration au bordereau de prix plus d'options de vidanges pour les locations mensuelles (nouveau modèle de tarification) a influencé significativement les prix des locations mensuelles.
- la durée plus longue du contrat a permis de réaliser des économies sur les opérations de livraison et de collecte.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n’est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Pour les lots 2, 4 et 5, ces contrats étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 $, ils devront faire l'objet d'une évaluation de rendement de ses adjudicataires, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001. Pour les lots 1 et 3, ces contrats, suite à une analyse de risque et à l’aide des différents outils élaborés par le Service de l’approvisionnement, devront faire aussi l'objet d'une évaluation du rendement de ses adjudicataires.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Les adjudicataires recommandés, par leurs soumissions, affirment être conformes en tout point au Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes (LCV), le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 6 770 960,53 $, taxes incluses, pour les vingt-quatre prochains mois.
Cette estimation repose sur l'historique de consommation des vingt-quatre derniers mois et elle est calculée en fonction des derniers prix moyens soumissionnés pour ces services, indexés de 10 % pour prendre en compte l'évolution de l'Indice des prix à la consommation (IPC) et du carburant pour la région de Montréal, tout en ajoutant une provision de 10 % compte tenu de la fluctuation des prix de la main-d'oeuvre et la tendance des prix vers la hausse.

Le montant estimé des ententes-cadres pour la période de vingt-quatre mois est de :

Lot 1 : Est de la Ville

366 578,00 $ + 18 328,90 $ (TPS) + 36 566,16 $ (TVQ) = 421 473,06 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 63 220,96 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 484 694,02 $, taxes incluses.

Lot 2 : Centre de la Ville

550 975,00 $ + 27 548,75 $ (TPS) + 54 959,76 $ (TVQ) = 633 483,51 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 95 022,53 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 728 506,04 $, taxes incluses.

Lot 3 : Centre Ouest de la Ville

362 120,00 $ + 18 106,00 $ (TPS) + 36 121,47 $ (TVQ) = 416 347,47 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 62 452,12 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 478 799,59 $, taxes incluses.

Lot 4 : Ouest de la Ville

454 455,00 $ + 22 722,75 $ (TPS) + 45 331,89 $ (TVQ) = 522 509,64 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 78 376,45 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 600 886,09 $, taxes incluses.

Lot 5 : Centre Est de la Ville

529 440,00 $ + 26 472,00 $ (TPS) + 52 811,64 $ (TVQ) = 608 723,64 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 91 308,55 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité aux contrats pour un montant total estimé de 700 032,19 $, taxes incluses.

Le montant total estimé des cinq ententes-cadres pour la période de vingt-quatre mois est de :

2 263 568,00 $ + 113 178,40 $ (TPS) + 225 790,92 $ (TVQ) = 2 602 537,32 $

La somme des cinq montants équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 390 380,61 $, taxes incluses, a été ajoutée en prévision des possibles variations de quantité aux contrats, pour un montant total estimé 2 992 917,93 $, taxes incluses.

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en offrant à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins (priorité #19).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume. La conclusion de ces ententes-cadres, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services obtenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion des cinq ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat 14 avril 2025
Fin du contrat 13 avril 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Badre EL HAMIDI
Conseiller en approvisionnement

Tél : 438-938-5526
Télécop. : 5148722519

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-25

Lina PICHÉ
Chef de Division

Tél : 514-868-5740
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan MUNN
directeur(-trice) acquisitions

Tél :
Approuvé le : 2025-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2025-03-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259841001
Unité administrative responsable : Service de l'approvisionnement, Direction acquisition, Division acquisition.
Projet : Service de location, livraison et entretien des toilettes chimiques portatives.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***Priorité 19*** *: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les toilettes chimiques sont utilisées lors des événements, dans les espaces publics et durant l'exécution des travaux. Une entente pour un service de location contribue à un milieu de vie sécuritaire et de qualité sans oublier que cela constitue une réponse de proximité aux besoins des citoyens.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			***X***
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			***X***
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			***X***

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20835 Lot 1

Agent d'approvisionnement
Mestapha Damou

Conformité	Oui

								Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
FOSSE SEPTIQUE SANIBERT INC.										
Total (FOSSE SEPTIQUE SANIBERT INC.)									**366 578,00 $**	**421 473,06 $**
Sanivac										
Total (Sanivac)									**454 305,00 $**	**522 337,17 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20835 Lot 2

Agent d'approvisionnement
Mestapha Damou

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Sanivac										
Total (Sanivac)									**550 975,00 $**	**633 483,51 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20835 Lot 3

Agent d'approvisionnement
Mestapha Damou

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Sanivac										
Total (Sanivac)									**362 120,00 $**	**416 347,47 $**
GFL Environmental Services Inc.										
Total (GFL Environmental Services Inc.)									**498 156,04 $**	**572 754,91 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20835 Lot 4

Agent d'approvisionnement
Mestapha Damou

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Sanivac										
Total (Sanivac)									**454 455,00 $**	**522 509,64 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20835 Lot 5

Agent d'approvisionnement
Mestapha Damou

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Sanivac										
Total (Sanivac)									**529 440,00 $**	**608 723,64 $**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 25-20835
Numéro de référence: 20040493
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Location, livraison et entretien des toilettes chimiques
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

3 résultats **Résultats 1 à 3**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

FOSSE SEPTIQUE SANIBERT INC. 600 Boul Des Erables Salaberry-de-Valleyfield QC CAN J6T6G4 https://www.sanibert.com	Non diffusé	Jean-Benoit Desjardins Téléphone: 5144442583 Courriel: jean-benoit.desjardins@sanibert.com	**Transaction: (20124618)** 2025-01-14 18:14	20034036 - 25-20835_ADDENDA_1_Modification Bordereau numérique 2025-01-22 à 16:00 - Courriel Plan 2025-01-22 à 16:00 - Courriel Devis 2025-01-22 à 16:00 - Courriel 20034491 - 25-20835 Addenda 2 Devis 2025-01-24 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GFL SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC 125 rue Bélanger Châteauguay QC CAN J6J4Z2 https://www.gflenv.com	Publique	Natalie Pronovost Téléphone: 450-698-7548 Courriel: npronovost@gflenv.com	**Transaction: (20124161)** 2025-01-14 09:21	20034036 - 25-20835_ADDENDA_1_Modification Bordereau numérique 2025-01-22 à 16:00 - Courriel Plan 2025-01-22 à 16:00 - Courriel Devis 2025-01-22 à 16:00 - Courriel 20034491 - 25-20835 Addenda 2 Devis 2025-01-24 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Sanivac® 100 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot QC CAN J7W1M4 http://www.sanivac.ca	Non diffusé	Carolanne Bédard Téléphone: 514 453-2279 Courriel: cbedard@sanivac.ca	**Transaction: (20123491)** 2025-01-13 14:01	20034036 - 25-20835_ADDENDA_1_Modification Bordereau numérique 2025-01-22 à 16:00 - Courriel Plan 2025-01-22 à 16:00 - Courriel Devis 2025-01-22 à 16:00 - Courriel 20034491 - 25-20835 Addenda 2 Devis 2025-01-24 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1257157003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la 2e option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er septembre 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 4 267 355,80 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Roland Grenier construction ltée (CG22 0502), majorant ainsi le montant total de la dépense de 11 422 968,61 $ à 15 690 324,40 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1- d'exercer la 2e option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er septembre 2025 et d'autoriser une dépense additionnelle de 3 556 129,83 $, taxes incluses, pour les travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Roland Grenier construction ltée (CG22 0502), majorant ainsi le montant total de la dépense de 11 422 968,61 $ à 14 979 098,44 $, taxes incluses :

Firmes	LOT	Montant (taxes incluses)
Roland Grenier Construction Ltée	1	689 396,94 $
Roland Grenier Construction Ltée	2	1 218 361,48 $
Roland Grenier Construction Ltée	3	358 341,61 $
Roland Grenier Construction Ltée	4	1 290 029,80 $

2- d'autoriser une dépense de 711 225,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer ces dépenses à même le budget de fonctionnement de la Direction de la gestion immobilière et de l'exploitation, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-03-11 16:19

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257157003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la 2e option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er septembre 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 4 267 355,80 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Roland Grenier construction ltée (CG22 0502), majorant ainsi le montant total de la dépense de 11 422 968,61 $ à 15 690 324,40 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2022, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 22-19319 pour un service sur demande de services de travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal. Cet appel d'offres comportait quatre (4) lots distincts. Cet entretien est normalement effectué par une entreprise privée.

Le présent dossier vise à exercer la deuxième année d'option de prolongation des contrats, soit du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0235 - 16 mai 2024 - Exercer la première option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er septembre 2024 et autoriser une dépense additionnelle de 4 156 785,30 $, taxes et contingences incluses, pour la fourniture, sur demande, de services de travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Roland Grenier construction ltée pour quatre lots (CG22 0502), majorant ainsi le montant total de la dépense de 7 266 183,31 $ à 11 422 968,61 $, taxes incluses.
CG22 0502 - 25 août 2022 - Conclure une entente-cadre avec Roland Grenier construction ltée pour la fourniture sur demande de services de travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 24 mois, soit du 1er septembre 2022 au 31 août 2024, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune (Montant estimé de l'entente : 7 266 183,31 $, taxes et contingences incluses (pour les 4 lots) (contrat : 6 605 621,19 $ + contingences : 660 562,12 $) - Appel d'offres public 22-19319 (1 soum.).

CG20 0440 - 24 septembre 2020 - Conclure une entente-cadre avec la firme Les

Constructions Serbec Inc. pour la fourniture de pièces et de main-d'oeuvre pour l'entretien, la réparation et les menus travaux en menuiserie, pour une durée de 36 mois, pour une somme maximale de 1 458 199,96 $, taxes incluses (contrat de 1 041 571,40 $ + contingences de 260 392,85 $ + variation de quantités de 156 235,71 $) - Appel d'offres public 20-18028 - (4 soumissionnaires conformes).

DESCRIPTION

Cette entente-cadre, qui fait suite à l'appel d'offres n° 22-19319, vise à faire réaliser sur demande, les travaux de réparation et d'entretien généraux, pour divers bâtiments de la Ville de Montréal.
Le fournisseur devra fournir un service "clé en main" ainsi qu'une disponibilité 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service.

JUSTIFICATION

La prolongation de cette entente-cadre ne présente pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants. Le fournisseur ayant accepté la deuxième prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la deuxième année d'option de prolongation de l'entente-cadre en cours. Cette prolongation assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 1er septembre 2025 au 31 août 2026, pour un coût total de 4 267 355,79 $ taxes incluses, incluant des contingences de 711 225,97 $ taxes incluses également.
La firme Roland Grenier construction Ltée :

- n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle;
- n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec;
- ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

La firme Roland Grenier Construction ltée détient l'autorisation de contracter avec des organismes publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), soit de 2,66 % par rapport à l'année précédente.
La dépense calculée sur la prolongation de cette entente-cadre totalise la somme de 4 267 355,79 $**,** contingences et taxes incluses, et est répartie comme suit :

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (4 mois) taxes incluses	2026 (8 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
1	Roland Grenier Construction Ltée	229 798,98 $	459 597,96 $	689 396,94 $
2	Roland Grenier Construction Ltée	406 120,49 $	812 240,99 $	1 218 361,48 $
3	Roland Grenier Construction Ltée	119 447,20 $	238 894,41 $	358 341,61 $
4	Roland Grenier Construction Ltée	430 009,93 $	860 019,87 $	1 290 029,80 $

Pour les contingences de 20 % (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (4 mois) taxes incluses	2026 (8 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
1	Roland Grenier Construction Ltée	45 959,80 $	91 919,59 $	137 879,39 $
2	Roland Grenier Construction Ltée	81 224,10 $	162 448,20 $	243 672,30 $
3	Roland Grenier Construction Ltée	23 889,44 $	47 778,88 $	71 668,32 $
4	Roland Grenier Construction Ltée	86 001,99 $	172 003,97 $	258 005,96 $

Il s'agit d'exercer la deuxième option de prolongation d'une entente-cadre sans imputation budgétaire, pour la fourniture sur demande de services de travaux généraux d'entretien couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal. Les mandats seront attribués, sur demande, au fur et à mesure des besoins.

Seule la Direction de la gestion immobilière et de l'exploitation du SGPI pourra faire appel à cette entente. Puisque les services de travaux généraux d'entretien pourront être répartis sur divers bâtiments de l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, elle pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération réparties comme suit, soit 23,13 % agglomération et 76,87 % local.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du Plan stratégique Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus de prolonger cette entente-cadre affecterait la poursuite des opérations, la pérennité des équipements ainsi que des bâtiments tout en compromettant la sécurité des occupants.
Pour pallier à une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication élaborée par le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la deuxième prolongation : 1er septembre 2025
Fin de la deuxième prolongation : 31 août 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Matthieu CROTEAU, 4 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - contrôle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-28

Ramdane BOUCHERK
chef de division - Gestion immobilière et exploitation à contrat

Tél : 514-891-4556
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

David MC DUFF
chef(fe) de division - gestion immobiliere et exploitation des batiments specialises
Tél : 514 977-6837
Approuvé le : 2025-03-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2025-03-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1257157003*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : 2e *Prolongation d'une entente-cadre avec la firme Roland Grenier construction ltée pour quatre (4) lots, pour la fourniture sur demande de services de travaux généraux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal,*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** En mettant en place une entente cadre pour des services de travaux généraux, le Service de la gestion et de la planification Des immeubles améliore la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières en réduisant, par exemple, l'utilisation de bons de commandes.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 1 février 2023

ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LIMITÉE
A/S MONSIEUR PATRICK GRENIER
9150, RUE CLAVEAU
ANJOU (QC) H1J 1Z4

Nº de décision : 2023-DAMP-1362
Nº de client : 3000706905
Nº d'entreprise du Québec : 1142915231

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LIMITÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **31 janvier 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 31 janvier 2025

Monsieur Sandro Arancio
Roland Grenier Construction Ltée
9150, rue Claveau
Montréal (Qc) H1J 1Z4

Courriel : sarancio@rgconstruction.ca

Objet : Renouvellement de contrat : 2e prolongation
Appel d'offres nº 22-19319
Service sur demande de travaux généraux pour l'entretien de divers bâtiments de la Ville de Montréal
LOT # 1, 2, 3 et 4

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er septembre 2025 au 31 août 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont ajustés de **2,66 %** selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe 2.03.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 14 février 2025** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : SANDRO ARANCIO — 3 FÉV. 2025
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — - Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1257567004

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure 2 ententes-cadres avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada pour la location à court terme d'un camion nacelle, pour une période de 12 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois - Montant estimé des ententes: 240 672,10 $, taxes incluses (Ententes : 218 792,82 $ + contingences 21 879,28 $) - Appel d'offres public 25-20839 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres, d'une durée de 12 mois, par lesquelles La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada**,** seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme pour chacun des articles s'engage à fournir à la Ville, sur demande, la location à court terme de deux camions nacelles d'une hauteur nominale de soixante (60) pieds, sans opérateur et avec entretien, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-20839;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	Lot 1 - Location court terme d'un (1) camion nacelle d'une hauteur nominale de soixante (60) pieds, sans opérateur et avec entretien. Devis LCE285X24C11.	109 396,41 $
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	Lot 2 - Location court terme d'un (1) camion nacelle d'une hauteur nominale de soixante (60) pieds, sans opérateur et avec entretien. Devis LCE285X24C11.	109 396,41 $

2. d'autoriser une dépense de 21 879,28 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du SMRA, et ce au rythme

des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-13 17:41

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257567004**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure 2 ententes-cadres avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada pour la location à court terme d'un camion nacelle, pour une période de 12 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois - Montant estimé des ententes: 240 672,10 $, taxes incluses (Ententes : 218 792,82 $ + contingences 21 879,28 $) - Appel d'offres public 25-20839 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification de location de matériel roulant pour les années 2025 et 2026, le SMRA a identifié le besoin de créer deux (2) ententes-cadres de location d'un (1) camion nacelle chacune, afin de répondre aux besoins opérationnels de la Ville de Montréal. Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 25-20839. Il a été publié dans le quotidien « Le Devoir » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant trente (30) jours, soit du 13 janvier 2025 au 13 février 2025.

La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Durant l'appel d'offres public, aucun addenda n'a été émis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande 1618783 et 1618786 - 29 septembre 2023 - Accorder deux (2) contrat à La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada, pour la location court terme d'un (1) camion nacelle de 60 pi avec benne à copeaux, sans opérateur et avec entretien. Dépense totale 252 772,65 $ (contrats: 219 802,30 $ + contingences: 32 970,35 $) - Appel d'offres 22-19593 (2 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Ce dossier vise la création de deux (2) ententes-cadres pour la location à court terme d'un (1) camion nacelle chacune, d'une hauteur nominale de soixante (60) pieds, sans opérateur et avec entretien pour une période de douze mois. Les deux (2) camions nacelles serviront

principalement à l'entretien des arbres des espaces publics du territoire de la Ville de Montréal. Ceux-ci pourront être utilisés par l'ensemble des unités de la Ville de Montréal, incluant tous les services et arrondissements.
Les deux (2) camions nacelles qui feront l'objet de location seront des véhicules de la marque Freighliner, année modèle 2018.

Renouvellement
À son expiration, chacune des deux (2) ententes-cadres pourra être renouvelée pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois chacune. Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'adjudicataire, par écrit, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration des ententes-cadres et obtenir le consentement de l'adjudicataire dans le délai prévu à la demande de renouvellement.

Variation de prix
Les prix sont fermes et ne pourront faire l'objet d'aucun ajustement.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges. Une (1) soumission a été déposée (50%). Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif de désistement. Celui-ci a mentionné qu'il ne pouvait assurer la disponibilité des matériaux à la date indiquée aux documents d'appel d'offres.
Lot 1 - Location court terme d'un (1) camion nacelle d'une hauteur nominale de soixante (60) pieds, sans opérateur et avec entretien. Devis LCE285X24C11.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	109 396,41 $	10 939,64 $	120 336,05 $
Dernière estimation réalisée ($)	106 352,00 $	10 635,20 $	116 987,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			3 044,41 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			2,86 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot 2 - Location court terme d'un (1) camion nacelle d'une hauteur nominale de soixante (60) pieds, sans, sans opérateur et avec entretien. Devis LCE285X24C11.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	109 396,41 $	10 939,64 $	120 336,05 $
Dernière estimation réalisée ($)	106 352,00 $	10 635,20 $	116 987,20 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			3 044,41 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			2,86 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, le personnel du SMRA a mené une étude de marché en utilisant la moyenne des soumissions des dernières années disponibles sur SEAO, indexé à l'année courante.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement le 14 février 2025.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels du SMRA pour l'ensemble des lots. Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation sur les ententes-cadres pour un montant maximal de 218 792,82 $.
Un montant équivalent à 10 % du montant total octroyé, soit 21 879,28 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Voici les montants liés aux deux (2) ententes-cadres :

Numéro de lot	Adjudicataire	Description des items	Montant total (taxes incluses)	Contingences 10 % (taxes incluses)
1	La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	Lot 1 - Location court terme d'un (1) camion nacelle d'une hauteur nominale de 55 pi ou plus, sans opérateur et avec entretien. Devis LCE285X24C11.	109 396,41 $	10 939,64 $
2	La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	Lot 2 - Location court terme d'un (1) camion nacelle d'une hauteur nominale de 55 pi ou plus, sans opérateur et avec entretien. Devis LCE285X24C11.	109 396,41 $	10 939,64 $
		Total	**218 792,82 $**	**21 879,28 $**

Les sommes nécessaires seront financées par le budget de fonctionnement du SMRA.

Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération. Les dépenses seront assumées à 5,7 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
La location de ces véhicules permettra de répondre à la priorité 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole du plan Montréal 2030. En effet, étant utilisés dans l'entretien des arbres des espaces publics du territoire de la Ville de Montréal, ces véhicules augmenteront l'attractivité de la Ville de Montréal, en offrant des espaces bien entretenu et accueillant pour les citoyens.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas procéder à la location de ces deux (2) véhicules diminuerait la qualité de l'entretien des arbres des espaces publics du territoire de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Création des ententes-cadres: Avril 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alimata MEITE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Charles CARON, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Charles CARON, 6 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois ST-AMAND
Agent de recherche

Tél : s.o.
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-06

Jean-Philippe CRITES
chef(fe) de division

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2025-03-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1257567004
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Conclure deux ententes-cadres avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada pour la location à court terme de deux camions nacelles d'une hauteur nominale de soixante pieds, sans opérateur et avec entretien pour une période de douze mois, le contrat prévoit une option de renouvellement, pour une période de douze mois (Montant estimé des ententes : 240 672,10 $, taxes incluses (contingences 21 879,28 $)) - Appel d'offres public 25-20839 - (un seul soumissionnaire)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 20			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La location de ces véhicules permettra de répondre à la priorité 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole du plan Montréal 2030. En effet, étant utilisés dans l'entretien des arbres des espaces publics du territoire de la Ville de Montréal ces véhicules augmenteront l'attractivité de la Ville de Montréal, en offrant des espaces bien entretenu et accueillant pour les citoyens.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1257567004

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure 2 ententes-cadres avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada pour la location à court terme d'un camion nacelle, pour une période de 12 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois - Montant estimé des ententes: 240 672,10 $, taxes incluses (Ententes : 218 792,82 $ + contingences 21 879,28 $) - Appel d'offres public 25-20839 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20839 Detcah.pdf
25-20839_Tableau Comparatif des Prix (TCP).pdf
25-20839 PV.pdf
25-20839 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alimata MEITE
Agente d'approvisonnement II

Tél : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-10

Nizar EL HANNA
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : - -
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20839

No du GDD : 1257567004

Titre de l'appel d'offres : Location court terme de deux (2) camions nacelles d'hauteur nominale de 55 pi ou plus, sans opérateur et avec entretien

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 13 - 1 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 13 - 2 - 2025

Ouverture faite le : 13 - 2 - 2025

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 12 - 8 - 2025

Date d'échéance révisée : 12 - 8 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	109 396,41 $	√	1
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	109 396,41 $	√	2

Information additionnelle

Sur 2 preneurs du cahier des charges, un (1) fournisseur a déposé une soumission.
Le fournisseur ayant désisté a donné la raison suivante:
- la disponibilité des matériels pour la date souhaitée n'était pas assurée.

Préparé par : Alimata Méité

Le 10 - 3 - 2024

Numéro de l'appel d'offres : 25-20839
Titre : Location court terme de deux (2) camions nacelles d'hauteur nominale de 55 pi ou plus, sans opérateur et avec entretien
Date d'ouverture des soumissions : 13 février 2025

	Article	Quantité	La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada		
			Prix unitaire	Montant total	
1	Location court terme d'un (1) camion nacelle d'hauteur nominale de 55 pi ou plus, sans opérateur et avec entretien.	1	95 148,00 $	95 148,00 $	
	TPS 5 %			4 757,40 $	
	TVQ 9,975 %			9 491,01 $	
	Montant total			**109 396,41 $**	(*) correction du montant soumis, erreur de calcul de la TVQ
2	Location court terme d'un (1) camion nacelle d'hauteur nominale de 55 pi ou plus, sans opérateur et avec entretien.	1	95 148,00 $	95 148,00 $	
	TPS 5 %			4 757,40 $	
	TVQ 9,975 %			9 491,01 $	
	Montant total			**109 396,41 $**	(*) correction du montant soumis, erreur de calcul de la TVQ
	Nombre de camion nacelle disponible		**2**		
	Le devis technique dûment complété		À valider par requérant		

Remarque :
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Alimata Méité **Date :** 14-févr-25

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.**

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 25-20839
Numéro de référence: 20039064
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Location court terme de deux (2) camions nacelles d'hauteur nominale de 55 pi ou plus, sans opérateur et avec entretien
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

2 résultats **Résultats 1 à 2**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

SOSEQUIPMENT 760 rue Bériault Longueuil QC CAN J4G1R8 www.sosequipment.ca	Non diffusé	Emmanuel Mouillere Téléphone: 18333603330 Courriel: emmanuel@sosequipment.ca	**Transaction: (20130076)** 2025-01-21 13:07	Mode privilégié (plan): Courriel
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA 5830, Cote-de-liesse Ville Mont-Royal QC CAN H4T1B1 www.enterprise.ca	Non diffusé	Brian Tessier Téléphone: 4389921473 Courriel: brian.tessier@ehi.ca	**Transaction: (20127321)** 2025-01-17 14:13	Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1257231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île Bizard - Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 2 856 428,33 $, taxes incluses (contrat : 2 557 557 $, contingences : 255 755,70 $ + incidences : 43 115,63 $) - Appel d'offres public 519205 (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Insituform Technologies Limited, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île Bizard - Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 557 557 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 519205;

2. d'autoriser une dépense de 255 755,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 43 115,63 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Insituform Technologies Limited;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-03-10 10:28

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257231009**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île Bizard - Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 2 856 428,33 $, taxes incluses (contrat : 2 557 557 $, contingences : 255 755,70 $ + incidences : 43 115,63 $) - Appel d'offres public 519205 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de la gestion des actifs (DGA) du Service de l'eau (SE). Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages, comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction de conduites d'égout par excavation, notamment :

· Réduction importante des coûts d'exécution comparativement à la reconstruction par excavation ;
· Rapidité dans la réalisation des travaux ;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes ;
· Rapidité de la remise en état des lieux ;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation ;
· Réduction des émissions de gaz à effet de serre comparativement à la reconstruction par excavation ;
· Maintien de la circulation durant les travaux.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'égout, les techniques de réhabilitation par chemisage permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'égout. À l'échelle de la Ville, la longueur totale des conduites d'égout à réhabiliter par chemisage en

2025-2026 sera d'environ 35 kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,78 % de l'ensemble du réseau d'égout.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville à ouvrir le marché et à encourager la concurrence, la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet de travaux de réhabilitation d'égout en cinq (5) secteurs. La présente demande d'octroi de contrat 519205 concerne le cinquième projet et vise la réhabilitation de conduites d'égout dans les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville, L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent .

La Direction de la gestion des actifs (DGA) a mandaté la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) afin de préparer les documents requis au lancement d'un nouvel appel d'offres et de réaliser ces travaux.

L'appel d'offres du Service des infrastructures du réseau routier a été publié durant 23 jours, soit du 27 janvier 2025 au 20 février 2025 sur le site électronique d'appel d'offres SEAO et dans le quotidien Le Devoir. La durée de validité de la soumission est de 90 jours, soit jusqu'au 21 mai 2025.

Un (1) addenda a été émis :

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
04-02-2025	Ajout des items manquants pour la reconstruction des conduites d'égout	78 000 $

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM25 0133 - 17 février 2025 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal dans les arrondissements de Lachine, du Sud-Ouest, d'Outremont, du Plateau-Mont-Royal, de Verdun et de Ville-Marie. Dépense totale de 7 184 766,24 $ (contrat : 6 435 079,47 $, contingences : 643 507,95 $, incidences : 106 178,82 $), taxes incluses - Appel d'offres public 519201 (3 soumissionnaires) (1247231064);
CM24 0534 - 14 mai 2024 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal dans les arrondissements de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et d'Outremont. Dépense totale de 7 528 700 $ (contrat : 6 727 000 $, contingences : 672 700 $, incidences : 129 000 $), taxes incluses - Appel d'offres public 510006 (3 soumissionnaires) (1247231013);

CM24 0294 - 18 mars 2024 - Accorder un contrat à CGI ENVIRONNEMENT INC., pour des travaux de réhabilitation de conduite d'égout par chemisage dans diverse rues de la Ville de Montréal dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de Saint-Laurent. Dépense totale de 7 888 864,19 $ (contrat: 7 049 876,54 $ + contingences: 704 987,65 $ + incidences: 134 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 510005 - 3 soumissionnaires (1237231093);

CM24 0292 - 18 mars 2024 - Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverse rues de la ville de Montréal dans les arrondissements de Lachine, LaSalle et Verdun. Dépense totale de

2 537 400,00 $ (contrat: 2 234 000,00 $ + contingences: 223 400,00 $ + incidences: 80 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 510004 - 3 soumissionnaires (1237231091);

CM24 0291 - 18 mars 2024 - Accorder un contrat à Clean Water Works inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, Rosemont – La Petit-Patrie, Ville-Marie et de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Dépense totale de 12 423 288,69 $ (contrat: 11 098 473,51 $, contingences: 1 109 847,35 $, incidences: 214 967,83 $), taxes incluses - Appel d'offres public 510003 (3 soumissionnaires) (1237231084).

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 4,8 kilomètres de conduites d'égout unitaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent. La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission. Dans le présent dossier l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de -28,89%, favorable à la Ville.

SOUMISSIONS CONFORMES (1)	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)
Insituform Technologies Limited	2 557 557,00 $
CGI Environnement inc.	3 149 000,01 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 596 657,44 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-1 039 100,44 $ -28,89%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	591 443,01 $ 23,13%

(1) Les prix de soumission, le cautionnement et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions.

Sur deux (2) preneurs du cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 100 %. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main-d'œuvre, équipements et sous-traitants) disponibles du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Les professionnels de la DGPÉC ont procédé à l'analyse des deux (2) soumissions reçues pour l'appel d'offres. Un écart favorable à la Ville de -28,89% a été constaté entre l'estimation de soumission et la plus basse soumission conforme (PBSC).
La majeure partie de l'écart se trouve dans les articles suivants :

- Frais généraux de chantier;
- Inspection télévisée v1 et v2;
- Les articles de chemisage de conduite d'égout ;
- Remise en service des branchements d'égout.

Les prix agressifs du PBSC pour les articles de chemisages sont inférieurs à la moyenne des prix reçus pour des travaux de même nature dans le cadre des appels d'offres de la saison 2025 de réhabilitation d'égout.

De façon générale, nous considérons que l'écart favorable résulte d'une concurrence agressive entre les entrepreneurs afin de remplir leurs carnets de commandes surtout qu'il s'agit du dernier appel d'offres de la saison 2025 pour le programme de réhabilitation de conduite d'égout.
Considérant ces informations et que l'écart est favorable à la Ville, la DGPEC considère approprié de poursuivre le processus d'octroi du contrat.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Insituform Technologies Limited, dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges et à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Le présent contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP). L'adjudicataire recommandé Insituform Technologies Limited a joint à sa soumission son attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) valide jusqu'au 3 juillet 2028 (une copie est en pièce jointe).

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- a déposé une attestation de Revenu Québec valide avec sa soumission;
- n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu de la charte de la langue française;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres 519205 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 856 428,33 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat à Insituform Technologies Limited, pour un montant de 2 557 557,00 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 255 755,70 $ taxes incluses, soit une moyenne de 10 % du coût du contrat.
- plus des incidences de 43 115,63 $, taxes incluses qui comprennent des dépenses en matière de services professionnels et services techniques.

Ces travaux de réhabilitation ne sont pas admissibles à une subvention et sont à la charge du contribuable.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Le coût total de ce contrat, toutes taxes, contingences et incidences comprises est prévu au budget de la DGA, pour un montant de 2 856 428,33 $ (Règlement d'emprunt 22-046). Cette dépense est de 2 608 299,79 $ nette de ristourne de taxes.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites d'égout au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est repoussé à une date ultérieure au 21 mai 2025, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et supporter les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : mai 2025
Fin des travaux : décembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

France L LEGAULT, Service des ressources humaines et des communications
Christophe PART, Service de l'eau
Valérie SIMARD, Ahuntsic-Cartierville
Trevor LANE, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Hafed LARABI, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Stefan KOPCZYNSKI, Pierrefonds-Roxboro
Faical BOUZID, Saint-Laurent

Lecture :

Stefan KOPCZYNSKI, 27 février 2025
Valérie SIMARD, 27 février 2025
Faical BOUZID, 27 février 2025
Trevor LANE, 27 février 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ HIGUERA
ingenieur(e)

Tél : 5142376928
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean CARRIER
Directeur

Tél : 514 243-8284
Approuvé le : 2025-03-07

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2025-03-07

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1257231009
Unité administrative responsable : *Service des Infrastructures du réseau routier (SIRR)*
Projet : 519205 - *Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues des arrondissements de Ahuntsic-Cartierville, L'Île Bizard, Pierrefonds-Roxboro et Saint-Laurent*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *· Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable;* *· Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire;* *· Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Les principaux bénéfices attendus sont de :* *1. Collecter les eaux usées afin qu'elles soient traitées avant d'être rejetées au fleuve Saint-Laurent.* *2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de collecte d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.* *3. Anticiper les bris par des analyses d'ingénierie reconnues dans le domaine.*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 4 juillet 2023

INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
A/S MONSIEUR NICOLAS SAUVÉ
5743, 68 AVE NW
EDMONTON (AB) T6B 3P8

N° de décision : 2023-DAMP-1962
N° de client : 2700007934
N° d'entreprise du Québec : 1144751931

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **3 juillet 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

Services des infrastructures du réseau routier (SIRR) — Direction de la réalisation d'infrastructures urbaines

Titre: Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartirville, de L'Île Bizard - Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent

Entrepreneur: Insituform Technologies Limited

Soumission: 519 205 | GDD: 125 - 7231 - 009 | Responsable: Benjamin Rodriguez | Date: 2025-02-20

Projet #01: 18 100 | Client payeur : Service de l'eau - DGA | Corpo

#01-01 Sous-projet: 24 - 18 100 - 514 | n° Simon: 201 765 | Réhabilitation d'égout secondaire

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet	2 224 446,18 $	2 557 557,00 $	2 335 390,44 $
	Travaux contingents 10 %	222 444,62 $	255 755,70 $	233 539,04 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet	2 446 890,80 $	2 813 312,70 $	2 568 929,48 $
	Sous-total complet du sous-projet	2 446 890,80 $	2 813 312,70 $	2 568 929,48 $

#01-03 Sous-projet: 24 - 18 100 - 515 | n° Simon: 201 766 | Incidences

		taxation	Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Dépenses incidentes				
#N/A	Servies professionnels	Normal	25 000,00 $	28 743,75 $	26 246,88 $
#N/A	Services techniques	Normal	12 500,00 $	14 371,88 $	13 123,44 $
	Sous-total des incidence du sous-projet		37 500,00 $	43 115,63 $	39 370,31 $
	Sous-total complet du sous-projet		37 500,00 $	43 115,63 $	39 370,31 $

SOMMAIRE du projet Investi

Projet #01 18 100 Client payeur : Service de l'eau - DGA — Corpo

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet	2 224 446,18 $	2 557 557,00 $	2 335 390,44 $
	Travaux contingents 10,00 %	222 444,62 $	255 755,70 $	233 539,04 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet	2 446 890,80 $	2 813 312,70 $	2 568 929,48 $
	Dépenses incidentes	37 500,00 $	43 115,63 $	39 370,31 $
	Sous-total complet du projet investi	**2 484 390,80 $**	**2 856 428,33 $**	**2 608 299,79 $**

Récapitulatif des tous les payeurs

		Montants avant taxe	Montants avec taxes	Montants net de taxes
	Montant de la soumission applicable au projet	2 224 446,18 $	2 557 557,00 $	2 335 390,44 $
	Travaux contingents 10,00 %	222 444,62 $	255 755,70 $	233 539,04 $
	Sous-total travaux + contingences du sous-projet	2 446 890,80 $	2 813 312,70 $	2 568 929,48 $
	Dépenses incidentes	37 500,00 $	43 115,63 $	39 370,31 $
	Total des montants maximum autorisés	**2 484 390,80 $**	**2 856 428,33 $**	**2 608 299,79 $**

Répartition par payeur :

Corpo	100,0%	2 608 299,79 $
Total	100,0%	**2 608 299,79 $**

<table>
<tr><th colspan="2">Secteur</th><th>Travaux de réhabilitation de conduites d'égouts par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal</th></tr>
<tr><td><u>Arrondissements</u></td><td><u>Rues</u></td><td rowspan="4">Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.

Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ci-dessous.

Horaire de travail pour travaux de chemisage :
AHU : lundi au dimanche 24h/24h
IBI : lundi au dimanche 24h/24h
PRF : lundi au dimanche 24h/24h
VSL : lundi au samedi 24h/24h
Sauf si mentionné autrement dans les cases ci-dessous

Horaire de travail pour autres travaux :
AHU : lundi au vendredi 7h-19h (20h zone industrielle), samedi et dimanche 9h-17h
IBI : lundi au vendredi 7h-19h, samedi et dimanche 9h-17h
PRF : lundi au vendredi 7h-19h, samedi et dimanche 10h-19h
VSL : lundi au vendredi 7h-17h, samedi 9h-16h

Sauf si mentionné autrement dans les cases ci-dessous

*Seules les entraves les plus restrictives sont présentées dans les cases ci-dessous.</td></tr>
<tr><td>Ahuntsic-Cartierville (AHU)</td><td>Port-Royal O., Basile-Routhier, Prieur E., Meilleur, Sauriol E., Sainte-Évariste</td></tr>
<tr><td>L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève (IBI)</td><td>Lavigne, Cardinal, Ladouceur</td></tr>
<tr><td>Pierrefonds-Roxboro (PRF)</td><td>Pavillon, Lalande, Aquila, Bélair, Brown, Colin, Juneau, Gilmour, Louis-XV, Monk, Elmwood, Gouin O., Varennes, Biscaye, Chaumont, 12e Avenue,</td></tr>
<tr><td>Saint-Laurent (VSL)</td><td>Voie non-nommée, Ward, Saint-François, Hors rue</td></tr>
<tr><td colspan="2">AHU-EG-2025-09
Rue Prieur Est
De la rue Berri à la rue Lajeunesse</td><td>Occupation : Travaux de chemisage : <u>Rue Prieur Est</u> : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement entre rue Lajeunesse et rue Berri. Dévier la piste cyclable au niveau de la chaussée fermée à la circulation. Prévoir un détour balisé pour les piétons au niveau de l'intersection avec la rue Lajeunesse et la rue Berri. <u>Rue Lajeunesse</u> : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Fleury. Maintenir les voies cyclables. Prévoir un détour balisé pour cyclistes pour le virage à l'intersection rue Prieur. Mise à double sens entre le boulevard Henri-Bourassa et la rue Fleury. Mise du feu de circulation en mode clignotant rouge à l'intersection avec la rue Fleury. <u>Rue Berri</u> : Maintenir une voie de circulation de largeur minimale de 3,5 mètres entre boulevard Henri-Bourassa et rue Fleury. Maintenir les voies cyclables.
Horaire de travail : Travaux de chemisage : samedi et dimanche 24h/24h, Fermeture complète de la rue Lajeunesse entre 21h-24h.</td></tr>
<tr><td colspan="2">PRF-EG-2025-12
Boulevard Gouin ouest
De la rue Alexander à la rue Robitaille</td><td>Occupation : Travaux de chemisage : <u>Boulevard Gouin ouest</u> : Travaux de chemisage (conduites 5327369 et 5327409) : Fermeture de la chaussée en direction ouest entre le boulevard Lalande et la rue Robitaille. Maintenir une voie de circulation en direction est de largeur minimale de 3,2 mètres entre le boulevard Lalande et la rue Pierre-Lauzon. Maintenir une voie de circulation en direction ouest dans la chaussée à contresens de largeur minimale 3,2 mètres entre la rue Alexander et la rue Pierre-Lauzon. Interdire le virage à gauche en direction ouest à l'intersection de la rue Alexander. Fermeture du trottoir nord entre la rue Alexander et la rue Pierre-Lauzon et prévoir un détour via le trottoir sud. Travaux de chemisage (conduites 5381213, 5327425 et 5327426) : Fermeture de la chaussée en direction est entre la rue Robitaille et la rue Pierre-Lauzon. Maintenir une voie de circulation en direction ouest de largeur minimale de 3,2 mètres entre la rue Pierre-Lauzon et la rue Robitaille. Maintenir une voie de circulation en direction est dans la chaussée à contresens de largeur minimale 3,2 mètres entre la rue Robitaille et la rue Pierre-Lauzon. Interdire le virage à gauche en direction est à l'intersection de la rue Pierre-Lauzon.
Horaire de travail : Travaux de chemisage : samedi et dimanche 24h/24h. Autres travaux : lundi au vendredi : 9h30-15h</td></tr>
<tr><td colspan="2">VSL-EG-2025-01
Voie non-nommée
De la route Transcanadienne au boulevard de la Côte-Vertu</td><td>Occupation : Travaux de chemisage : <u>Bretelle de sortie de la route Transcanadienne direction Est vers le Chemin de la Côte-Vertu direction est:</u> Fermeture complète de la bretelle de sortie. Aucune fermeture de la bretelle d'entrée de la route Transcanadienne en même temps. <u>Bretelle d'entrée de la route Transcanadienne par le Chemin de la Côte Vertu direction ouest:</u> Fermeture complète de la bretelle d'entrée. Aucune fermeture de la bretelle de sortie de la route Transcanadienne en même temps.
<u>Coordination à prévoir avec le MTMD</u>
Horaire de travail : Travaux de chemisage : Samedi 24h/24h.
Autres travaux : lundi au vendredi : 9h30-15h30</td></tr>
</table>

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'égouts par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal
VSL-EG-2025-04 **Chemin Saint-François** De la rue Percival-Reid à la rue Donahue	**Occupation : Travaux de chemisage :** Chemin Saint-François **:** Fermeture complète de la direction est et maintien d'une voie de circulation en direction ouest entre rue Percival-Ried et rue Vanden Abeele. Maintenir la voie en direction ouest de la bande cyclable. Dévier les cyclistes de la direction est avec la signalisation appropriée vers la voie de stationnement au niveau des travaux. **Horaire de travail :** Se référer aux horaires indiqués sur la première page.
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. - L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite comme prévu au DTNI-8A.

10. Expérience du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE, l'information relative à un (1) contrat qu'il a obtenu et qui répond aux exigences suivantes :

- Le Soumissionnaire doit être l'Adjudicataire de ce contrat (donc, ne pas avoir réalisé les travaux à titre de sous-traitant);
- Ce contrat doit avoir été exécuté au cours des cinq (5) dernières années (le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des cinq (5) dernières années) ou être en cours d'exécution;
- Ce contrat doit inclure des travaux de réhabilitation de conduites d'égout dont le Soumissionnaire aurait procédé aux travaux de chemisage de conduites et comporter une longueur minimale cumulative de 400 m en longueur de travaux de chemisage de conduites d'égout réalisés à la date d'ouverture des soumissions. Ces travaux peuvent avoir été réalisés entièrement par le Soumissionnaire ou par une combinaison de travaux par le Soumissionnaire et de travaux qu'il aura fait réaliser par des sous-traitants. Dans un cas comme dans l'autre, le Soumissionnaire doit avoir été responsable de la réalisation pleine et entière de chacun des projets soumis.

En lien avec le contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant IMPÉRATIVEMENT le gabarit du formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'égout réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit joindre avec sa soumission les pièces justificatives (notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif)) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent de démontrer la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité :

- adjudicataire du contrat;
- nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'égout réalisée);
- année(s) d'exécution des travaux;
- montant du Contrat;
- montant des travaux réalisés et facturés.

Dans l'éventualité où un soumissionnaire soumettrait plus d'un (1) projet, seul le projet le plus récent, sera retenu. Les projets soumis en trop ne seront pas considérés dans l'analyse de la soumission.
Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.
ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION
Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à un (1) contrat conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION.

Montréal

Division de la Conception des Travaux (DCT)

Date : 2024-11-18

Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU)
Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)

Révision : 0
Chef de projet : Benjamin Rodriguez, ing.

TABLEAU DE QUANTITÉS PAR RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal des arrondissements de AHU, IBI, PRF et VSL
Appel d'offres : 519205

# Plan	Rév.	# projet AGIR	# dossier DGA	Rue	De	À	Type de chaussée	Conduite à réhabiliter							
								Diamètre 250 mm (m)	Diamètre 300 mm (m)	Diamètre 375 mm (m)	Diamètre 450 mm (m)	Diamètre 525 mm (m)	Diamètre 600 mm (m)	Diamètre 750 mm (m)	Diamètre 600x900 mm (m)
Arrondissement :Ahuntsic															
AHU-EG-2025-01	0	P12532	19-AHU-PTI-018-EG1	**Port-Royal Ouest, rue de**	Meunier, rue	Esplanade, avenue de l'	Mixte								73
AHU-EG-2025-02	0	P12586	22-AHU-PTI-049-EG1	**Basile-Routhier, rue**	Saint-Arsène, rue	Émile-Journault, avenue	Mixte								99
AHU-EG-2025-03	0	P12585	22-AHU-PTI-056-EG1	**Basile-Routhier, rue**	Port-Royal est, rue de	Sauvé est, rue	Mixte								162
AHU-EG-2025-04	0	P12582	23-AHU-PTI-008-EG1	**Prieur est, rue**	Olympia, boulevard	Hamel, avenue	Mixte			68					
AHU-EG-2025-05AB	0	P12579	23-AHU-PTI-012-EG1	**Prieur est, rue**	Papineau, avenue	Hamelin, avenue	Mixte			91				64	40
AHU-EG-2025-06	0	P12573	23-AHU-PTI-028-EG1	**Meilleur, rue**	Sauvé ouest, rue	Meilleur, place	Mixte				45			89	
AHU-EG-2025-07	0	P12531	23-AHU-PTI-029-EG1	**Sauriol est, rue**	Sacré-Coeur, avenue du	Christophe-Colomb, avenue	Mixte						61		
AHU-EG-2025-08	0	P12529	23-AHU-PTI-030-EG1	**Saint-Évariste, rue**	Forbes, rue	Gouin ouest, boulevard	Mixte								177
AHU-EG-2025-09	0	P13887	23-AHU-PTI-003-EG1	**Prieur, rue**	Berri, rue	Lajeunesse, rue	Souple			72					
Arrondissement : L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève															
IBI-EG-2025-01	0	P12859	23-IBG-PTI-003-EG1	**Lavigne, rue**	Boulevard Gouin O.	Jacinthes, rue des	Mixte	149							
IBI-EG-2025-02	0	P12851	23-IBG-PTI-004-EG1	**Cardinal, rue**		Cardinal, rue	Souple		94						
IBI-EG-2025-03	0	P12850	23-IBG-PTI-005-EG1	**Ladouceur, rue**		Poudrette, rue	Souple		68						
Arrondissement : Pierrefonds-Roxboro															
PRF-EG-2025-01	0	P13194	20-PIR-PTI-001-EG1	**Pavillon, rue**	Pavillon, rue	Pavillon, rue	Souple		71						
PRF-EG-2025-02AB	0	P13196	21-PIR-PTI-014-EG1	**Lalande, boulevard**	Gilmour, rue	Lalande, boulevard	Souple		260						
PRF-EG-2025-03	0	P12884	23-PIR-PTI-010-EG1	**Aquila, rue**	Louis-XV, rue	Elizabeth, rue	Souple		145						
PRF-EG-2025-04A	0	P12878	23-PIR-PTI-011-EG1	**Belair, rue**	Bellevue	Limite nord	Souple		410						
PRF-EG-2025-04B	0	P12877	23-PIR-PTI-011-EG2	**Belair, rue**	Bellevue	Limite nord	Souple		174						
PRF-EG-2025-05	0	P12863	23-PIR-PTI-012-EG1	**Brown, rue**	Dugas, rue	Clermont, rue	Souple		204						
PRF-EG-2025-06	0	P13192	23-PIR-PTI-013-EG2	**Colin, rue**	Westpark, boulevard	Raimbault, rue	Souple		94						
PRF-EG-2025-07	0	P13139	23-PIR-PTI-014-EG1	**Juneau, rue**	Lyons, rue	Juneau, rue	Souple		268						
PRF-EG-2025-08	0	P12882	23-PIR-PTI-015-EG1	**Gilmour, rue**	Pierre-Lauzon, rue	Lalande, boulevard	Souple		121						
PRF-EG-2025-09	0	P13189	23-PIR-PTI-016-EG1	**Louis-XV, rue**	Hertel, rue	Aquila, rue	Souple		24						
PRF-EG-2025-10	0	P12883	23-PIR-PTI-017-EG1	**Monk, rue**	Fredmir, rue	Perron, rue	Souple		85						
PRF-EG-2025-11	0	P12860	23-PIR-PTI-018-EG1	**Elmwood, rue**	Hillsdale, rue	Circle, rue	Souple		64						
PRF-EG-2025-12	0	P13195	23-PIR-PTI-022-EG1	**Gouin ouest, boulevard**	Alexander, rue	Robitaille, rue	Souple		271						
PRF-EG-2025-13	0	P13190	23-PIR-PTI-023-EG1	**Varennes, rue**	Dalhousie, rue	Versailles, avenue de	Souple		96						
PRF-EG-2025-14A	0	P13137	23-PIR-PTI-024-EG1	**Biscaye, rue**	Magnolia, rue	Limite est arrondissement	Souple				72				
PRF-EG-2025-14B	0	P13140	23-PIR-PTI-024-EG2	**Biscaye, rue**	Magnolia, rue	Limite est arrondissement	Souple					55			
PRF-EG-2025-15	0	P13193	23-PIR-PTI-027-EG1	**Chaumont, rue**	Léger, rue	Chaumont, rue	Souple		125						
PRF-EG-2025-16	0	P13197	23-PIR-PTI-028-EG1	**12e Avenue**	14e Rue	11e Rue	Souple	250							
Arrondissement : Saint-Laurent															
VSL-EG-2025-01	0	P12631	23-SLA-PTI-011-EG1	**Non-nommée, voie**	Transcanadienne, route	Côte-Vertu, boulevard de la	Souple				157				
VSL-EG-2025-02	0	P12740	23-SLA-PTI-012-EG1	**Ward, rue**	Authier, rue	Alexis-Nihon, boulevard	Souple		74						
VSL-EG-2025-04	0	P12632	23-SLA-PTI-014-EG1	**Saint-François, chemin**	Percival-Reid, rue	Donahue, rue	Souple				56				
VSL-EG-2025-05AB	0	P12726	23-SLA-PTI-015-EG1	**HORS RUE**	Église, rue de l'	Decelles, rue	Souple		173	173					
							Total :	399	2821	404	330	55	61	153	551
							Total des conduites à réhabiliter :	**4774**							

Montréal

Service des infrastructure du réseau routier
Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 519205

Date de publication : 27-janv-25
Date d'ouverture : 20-févr-25

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED
2	CGI Environnement Inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1257231009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited, pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de L'Île Bizard - Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 2 856 428,33 $, taxes incluses (contrat : 2 557 557 $, contingences : 255 755,70 $ + incidences : 43 115,63 $) - Appel d'offres public 519205 (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1257231009- DGA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-04

Reak Sa SEN
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : (514) 872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1254141001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Société du Parc Jean-Drapeau pour la coordination générale des célébrations du 50e anniversaire des jeux olympiques de Montréal en 2026 - Dépense totale de 125 000 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. D'accorder à la Société du Parc Jean-Drapeau, un contrat gré à gré pour la coordination générale des célébrations du 50e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal en 2026, pour une somme maximale de 125 000 $, taxes incluses;
2. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-13 17:57

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1254141001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Société du Parc Jean-Drapeau pour la coordination générale des célébrations du 50e anniversaire des jeux olympiques de Montréal en 2026 - Dépense totale de 125 000 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

L'année 2026 marquera le 50e anniversaire des Jeux olympiques (JO) de 1976 qui ont profondément caractérisé la ville de Montréal, la société québécoise et le sport au Canada. Montréal souhaite souligner le 50e anniversaire de ces JO sur l'ensemble de son territoire. Considérant que le Parc Jean-Drapeau a une équipe dédiée et expérimentée, il est proposé de confier la coordination générale des commémorations du 50e anniversaire des JO à cette équipe.
La Société du Parc Jean-Drapeau exerce un leadership tant au niveau national qu'international dans le domaine du sport, contribuant de manière significative au rayonnement et à l'attractivité de la métropole montréalaise. Elle travaille actuellement à se doter d'une Stratégie du sport, du plein air et du bien-être visant à affirmer son positionnement stratégique en tant que destination touristique sportive et active de calibre mondial, et ce en cohérence avec le Plan nature et sports de la Ville. La Société du Parc Jean-Drapeau est la détentrice d'installations sportives emblématiques, héritage des Jeux Olympiques de 1976, qu'elle s'engage à valoriser et à utiliser pour promouvoir des événements de grande envergure, tout en préservant la mémoire de cet événement marquant dans l'histoire sportive du Québec et du Canada.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le mandat consiste à coordonner la programmation des activités célébrant le 50e anniversaire des JO de 1976 sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Cela inclut la gestion de l'appel de projets de la Ville aux OBNL et la promotion des diverses initiatives festives à travers un calendrier commun. Cette collaboration avec les partenaires municipaux, institutionnels et communautaires, ainsi que les producteurs délégués, garantit des célébrations mémorables et inclusives pour toute la population montréalaise et ses visiteurs.
Ce mandat implique également la participation active au comité officiel de pilotage des célébrations, composé par les représentants désignés de la Ville de Montréal, du Parc olympique, de la Société du Parc Jean-Drapeau et d'autres collaborateurs ponctuels tels que Tourisme Montréal, le Comité olympique canadien, le Conseil du sport de Montréal, etc. Ce comité a pour objectif de garantir la pertinence des activités, l'harmonisation du calendrier de réalisation, la coordination des demandes de financement et de commandites, ainsi que la complémentarité et l'intégration des différentes initiatives pour une cohérence globale.

Plus précisément, la Société du Parc Jean-Drapeau devra :

- Coordonner les rencontres du comité de pilotage (déterminer le contenu des rencontres, les convoquer, les animer, etc.);
- Élaborer une planification des activités, des initiatives et/ou des projets à réaliser, comprenant les activités prévues au Parc Jean-Drapeau, celles approuvées par la Ville dans le cadre de l'appel de projets, ainsi que celles identifiées par le comité de pilotage, et proposer à la Ville un plan de réalisation et de financement;
- Associer les forces vives de Montréal à la préparation des célébrations, de manière à renforcer les sentiments de fierté et d'appartenance des citoyen.ne.s à leur ville;
- Coordonner l'appel de projets, évaluer et recommander à la Ville les projets retenus et le soutien financier requis;
- Assumer un leadership auprès des acteurs impliqués dans la préparation et la réalisation des célébrations, en concertation avec la Ville;
- S'assurer d'une concertation entre les initiatives privées et publiques;
- Planifier la mise en marché et le rayonnement de la programmation;
- Veiller à une saine gestion des fonds publics et privés dont elle est dépositaire;
- Favoriser des expériences et activités ayant des retombées au-delà de 2026;
- Assurer une reddition de compte constante et transparente.

JUSTIFICATION

Objectifs et opportunités de souligner le 50e anniversaire des JO de 1976

- Promouvoir un mode de vie sain et actif (alignement avec Montréal 2030 et Plan nature et sports);
- Mettre en valeur la ville en tant qu'hôtesse d'événements sportifs de classe mondiale (accueil du Championnat du monde de cyclisme sur route en 2026);
- Mettre en valeur l'héritage des JO : infrastructures, Jeux de Montréal, etc.;
- Créer un legs du 50e anniversaire (œuvre d'art, programme, etc.);
- Affirmer les orientations présentes et futures en matière d'aménagement d'infrastructures sportives, de sport et d'activité physique;
- Célébrer l'Olympisme et ses valeurs (la joie dans l'effort, le respect des principes éthiques fondamentaux universels, la solidarité, etc.);
- Promouvoir la ville en tirant parti de son affiliation au Mouvement olympique (membership UMVO).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 125 000 $, toutes taxes incluses, est

prévu au budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) en 2025. Cette dépense serait assumée à 100 % par l'agglomération et serait répartie comme suit :

Gestion de l'appel de projets / Coordination comité de pilotage / Coordination générale programmation	100 000 $
Promotion de la programmation	25 000 $
TOTAL	**125 000 $**

Les honoraires prévus sont payables sur présentation des factures suivantes :
Une première facture (50%) suivant les livrables préliminaires (voir annexe 1 de la convention)
Une seconde facture (30%) suivant les livrables intermédiaires (voir annexe 1 de la convention)
Une troisième facture (20%) suivant les livrables finaux (voir annexe 1 de la convention).

MONTRÉAL 2030

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, l'essor d'une élite sportive et le maintien de l'expertise spécialisée en sport. Ils participent aussi à la vitalité économique de Montréal. Le SGPMRS encourage fortement les arrondissements et les divers organismes à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets. Suivant le Plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités ci-après :
Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs et d'inciter les Montréalaises et Montréalais à une vie active en leur offrant des activités sportives gratuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour entretenir la flamme une fois les Jeux terminés, les villes olympiques misent sur des célébrations afin de permettre à la population de renouer avec le rêve olympique, le sport, ses symboles, ses valeurs et ses bienfaits. Les événements sportifs participent aussi à la vitalité économique de la ville. Il s'agit d'une occasion privilégiée d'animer la ville et d'organiser des événements qui vont au-delà du sport, tels que des festivités artistiques et culturelles et des projets éducatifs. Si le contrat de service n'est pas approuvé, les célébrations du 50e anniversaire des JO de Montréal seraient limitées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Parc olympique est responsable d'élaborer l'image de marque qui pourra être utilisée par les collaborateurs.
Le Service des ressources humaines et des communications élaborera, en 2025, une stratégie de communication pour la Ville qui s'harmonise avec les initiatives du comité de pilotage.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2025 Phase de planification

15 juin : dépôt des projets des OBNL pour l'appel de projets
CG août : octroi des contributions financières aux OBNL pour la planification et la réalisation d'activités qui seront déployées en 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BÉLANGER
Chef d'équipe

Tél : 514-872-0631
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-05

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2025-03-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal
Tél : - -
Approuvé le : 2025-03-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1254141001*
Unité administrative responsable : *SGPMRS*
Projet : Accorder en 2025 un contrat à la Société du Parc Jean-Drapeau pour la coordination générale des célébrations du 50e anniversaire des jeux olympiques de Montréal en 2026 - Dépense totale de 125 000 $, taxes incluses

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, l'essor d'une élite sportive et le maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le SGPMRS encourage fortement les arrondissements et les organismes paramunicipaux à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets. Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :* *Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive* *Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la*			

source et la valorisation des matières résiduelles

Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs et d'inciter les Montréalaises et Montréalais à une vie active en leur offrant des activités sportives gratuites.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive

La SPJD, dans le cadre de son mandat, soutiendra l'économie circulaire, l'achat local et écoresponsable,

Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

La SPJD, dans le cadre de son mandat, soutiendra l'économie circulaire, l'achat local et écoresponsable,

Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Par l'organisation d'événements emblématiques, la promotion de l'héritage olympique et la mise en valeur des infrastructures historiques

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2025-02-04 15:01:06

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1147627229
Nom	SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Adresse du domicile

Adresse	1, CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE MONTRÉAL (QUÉBEC) H3C1A9

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Société du parc Jean-Drapeau
Nom de la personne physique	
Nom de famille	FERRON
Prénom	Manuela

Adresse	1 Circuit-Gilles-Villeneuve Montréal (Québec) H3C1A9 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1998-04-17
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1998-04-17
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1983-08-09 Constitution

Régime constitutif	QUÉBEC : Charte de la ville de Montréal (RLRQ, C-11.4)
Régime courant	QUÉBEC : Charte de la ville de Montréal (RLRQ, C-11.4)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2024-10-09
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2024-08-14 2023
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2025	2026-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2025-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9991
Activité	Parcs et garages de stationnement
Précisions (facultatives)	EXPLOITATION D'UN PARC MUNICIPAL

2e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	ACTIVITÉS DE LOISIRS

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 750 à 999

Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail

Non tenue de déclarer cette information

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Sheehan
Prénom	Judy
Date du début de la charge	2017-06-14
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4265 rue Saint-André Montréal (Québec) H2J2Z3 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Mayrand
Prénom	Karel
Date du début de la charge	2018-07-04
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1210 rue de Louvain E Montréal (Québec) H2M1B5 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Dedeian
Prénom	Daisy
Date du début de la charge	2019-08-14
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	913-190 rue Murray Montréal (Québec) H3C2C7 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Tremblay
Prénom	Luci
Date du début de la charge	2023-07-05
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	450-800 boul. René-Lévesque O Montréal (Québec) H3B1X9 Canada

Nom de famille	Hamel
Prénom	Nathalie
Date du début de la charge	2023-07-05

Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	800 rue du Square-Victoria Montréal (Québec) H3C0B4 Canada

Nom de famille	Di Pietrantonio
Prénom	Paolo
Date du début de la charge	2023-07-05
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	485 rue McGill Montréal (Québec) H2Y2H4 Canada

Nom de famille	Tamouro
Prénom	Soumya
Date du début de la charge	2023-07-05
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	Adresse non publiable
Adresse professionnelle	2546 rue Stallion Saint-Lazare (Québec) J7T2E4 Canada

Nom de famille	Benkirane
Prénom	Sofia
Date du début de la charge	2024-07-03
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	10361 rue de Lille Montréal (Québec) H2B2R3 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Dufort
Prénom	Alain
Date du début de la charge	2024-09-11
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6097 place des Huards Laval (Québec) H7L5Y6 Canada
Adresse professionnelle	

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Doucet

Prénom	Véronique
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directrice générale
Adresse du domicile	508 rue de La Prairie Laval (Québec) H7X2S2 Canada
Adresse professionnelle	

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2024-10-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2024-08-14
Déclaration de mise à jour courante	2023-08-23
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2023-01-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2022-08-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2021-07-22
Déclaration de mise à jour courante	2021-04-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-07-28
Déclaration de mise à jour courante	2019-10-07
Déclaration de mise à jour courante	2019-08-08
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-07-05
Déclaration de mise à jour courante	2018-07-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-06-26
Déclaration de mise à jour courante	2017-07-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-01-12
Déclaration de mise à jour courante	2016-07-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-06-23
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-11-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-08-28
Déclaration de mise à jour courante	2012-09-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-05-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-08-12
Déclaration annuelle 2010	2010-10-18

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2009	2009-08-12
Avis de correction	2009-01-13
Déclaration annuelle 2008	2008-12-18
Déclaration annuelle 2007	2008-02-25
Déclaration annuelle 2006	2006-09-14
Déclaration annuelle 2005	2006-02-24
Déclaration annuelle 2004	2004-12-29
Déclaration annuelle 2003	2003-10-16
Déclaration modificative	2003-03-26
Déclaration annuelle 2002	2002-10-11
Déclaration modificative	2002-06-17
Déclaration annuelle 2001	2001-10-31
Déclaration modificative	2001-04-06
Déclaration annuelle 2000	2000-11-09
Déclaration annuelle 1999	1999-11-24
Déclaration annuelle 1998	1999-06-02
Avis de défaut	1999-05-22
Déclaration modificative	1998-06-11
Déclaration d'immatriculation	1998-04-17

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2009-01-13

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU		2006-09-14		En vigueur
SOCIÉTÉ DU PARC DES ILES		1983-08-09	2006-09-14	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
PARC JEAN-DRAPEAU		2002-06-17		En vigueur
SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU		2002-06-17		En vigueur

Québec

© Gouvernement du Québec

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, Greffier adjoint de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la **« Ville »**

ET : **SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, personne morale (constituée en vertu de la Charte de la ville de Montréal (RLRQ, C-11.4) dont l'adresse principale est située au (1, Circuit Gilles-Villeneuve, Montréal, Québec, H3C1A9), agissant et représentée par Mme Véronique Doucet, Directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 121362845 RT00
Numéro d'inscription TVQ : 110339068 TQ 0023

Ci-après, appelée le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'année 2026 marquera le 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 qui ont profondément caractérisé Montréal, la société québécoise et le sport au Canada;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal souhaite célébrer le 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 par le soutien d'une série d'événements et d'activités sur l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour la coordination générale de la programmation des célébrations du 50e anniversaire des Jeux olympiques de Montréal ainsi que la gestion d'un appel de projets aux OBNL, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de la conservation, de l'aménagement, de la mise en valeur et le développement du grand parc urbain public, de veille à la saine cohabitation des activités qui s'y déroulent et d'assurer sa pérennité pour les générations actuelles et futures;

ATTENDU QUE la Société du Parc Jean-Drapeau s'engage à concentrer ses activités et ses projets sur son territoire actuel;

ATTENDU QUE la Société du Parc Jean-Drapeau exerce un leadership tant au niveau national qu'international dans le domaine du sport, contribuant de manière significative au rayonnement et à l'attractivité de la métropole montréalaise;

ATTENDU QUE la Société du Parc Jean-Drapeau travaille actuellement à se doter d'une Stratégie du sport, plein-air et bien-être visant à affirmer son positionnement stratégique en tant que destination touristique sportive et active de calibre mondial, et ce en cohérence avec le Plan nature et sports de la Ville ;

ATTENDU QUE la Société du Parc Jean-Drapeau est la détentrice d'installations sportives emblématiques, héritage des Jeux Olympiques de 1976, qu'elle s'engage à valoriser et à utiliser pour promouvoir des événements de grande envergure, tout en préservant la mémoire de cet événement marquant dans l'histoire sportive du Québec et du Canada;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Annexe 2** » : Description de l'appel de projets à coordonner

1.3 « **Responsable** » : Le Directeur de l'Unité administrative (M Luc Denis) de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

1.4 « **Unité administrative** » : Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

1.5 **« Incident de confidentialité** » : désigne l'accès, la consultation, l'utilisation ou la communication d'un Renseignement personnel qui est non autorisé par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) (ci-après, la « LAI »), de même que sa perte ou toute autre forme d'atteinte à sa protection.

1.6 « **Renseignement personnel** » : désigne tout renseignement qui permet d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe (ci-joint(e)s), pour coordonner la programmation générale des activités célébrant le 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Cela inclut la gestion de l'appel de projets de la Ville aux OBNL, la promotion des diverses initiatives festives à travers un calendrier commun, en collaboration avec les partenaires municipaux, institutionnels et communautaires, de même que les producteurs délégués afin de garantir des célébrations mémorables et inclusives pour tous les résidents et visiteurs.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

4.1 Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 17 avril 2025 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 décembre 2025, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 Assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 Remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 Communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

5.4 Lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

6.12 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient

rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

6.13 **TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

6.13 .1 prendre connaissance et respecter la LAI, y compris, mais sans limitation, les articles 53 à 60.1, 62, 63.1, 63.5, 63.9, 64, 65, 65.0.1, 67.2, 70.1, 83, 84, 89, 94 et 158 à 164**.**

6.13 .2 utiliser les Renseignements personnels exclusivement aux fins de fournir la prestation de service requise par la Ville et à aucune autre fin que ce soit;

6.13 .3 ne communiquer aucun Renseignement personnel ou autrement confidentiel, sauf si autorisé par la Ville;

6.13 .4 informer le Responsable/Directeur de toute demande visant l'accès, la rectification ou l'exercice d'un autre droit prévu à la LAI par une personne physique en lien avec ses Renseignements personnels et collaborer avec la Ville afin de répondre à une telle demande;

6.13 .5 détruire de manière irréversible les Renseignements personnels après que les fins pour lesquelles ils ont été recueillis auront été accomplies, à moins d'y être tenu en vertu de la loi;

6.13 .6 suivant un préavis raisonnable, permettre à la Ville d'effectuer toute vérification, durant les heures régulières d'ouverture de bureau, pour s'assurer du respect des obligations du Contractant/l'Organisme à cet article [6.13 Traitement des Renseignements personnels], notamment en donnant accès à la documentation, aux systèmes et lieux afférents à un tel traitement des Renseignements personnels;

6.13 .7 informer sans délai le Responsable/Directeur si un Incident de confidentialité survient alors qu'il détient des Renseignements personnels pour les fins de la présente Convention;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation d'une facture.

Une première facture (50%) suivant les livrables préliminaires (voir annexe 1)
Une seconde facture (30%) suivant les livrables intermédiaires (voir annexe 1)
Une troisième facture (20%) suivant les livrables finaux (voir annexe 1)

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le

Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1, Circuit Gilles-Villeneuve, Montréal, Québec, H3C1A9) et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale, Mme Véronique Doucet. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, 4e étage, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 4e jour de mars 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Luc Denis, Directeur des sports, SGPMRS

Le 3e jour de mars 2025

(SOCIÉTÉ DU PARC JEAN DRAPEAU)

Par : _____
Véronique Doucet, Directrice générale

Cette entente a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution CG).

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

Projet contenu entente Ville-PJD.docx

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

Projet d'entente Ville/PJD

Contexte

L'année 2026 marquera le 50e anniversaire des JO de 1976 qui ont profondément caractérisé Montréal, la société québécoise et le sport au Canada. Pour entretenir la flamme une fois les Jeux terminés, les villes olympiques misent sur des célébrations afin de permettre à la population de renouer avec le rêve olympique, le sport, ses symboles, ses valeurs et ses bienfaits. Il s'agit d'une occasion privilégiée d'animer la Ville et d'organiser des événements qui vont au-delà du sport, tels que des festivités artistiques et culturelles, des conférences académiques, des commémorations historiques et des projets éducatifs.

Héritage des JO de Montréal

Dimension primordiale de l'accueil de Grands jeux, le véritable legs des JO va bien au-delà d'une dette olympique ou d'un stade à la tour inclinée dans l'est de l'île. De nombreuses infrastructures ont été érigées et sont encore aujourd'hui bien vivantes. Citons notamment, le Complexe sportif Claude-Robillard, le bassin olympique, le biodôme (ancien vélodrome), ainsi que plusieurs autres installations qui ont accueilli des compétitions ou des sites d'entraînement.

Sur le plan sportif, les JO de Montréal ont permis la démocratisation de sports qui étaient jusque-là davantage réservés à une population majoritairement anglophone. « Pour les Canadiens français, avant les années 1960, le monde sportif se résumait beaucoup au hockey en hiver et au baseball à l'été. Quand les JO sont arrivés, cela a permis aux autorités de démocratiser certains sports totalement méconnus au Québec », comme le souligne Paul Foisy, chercheur en histoire.

Instaurés en 1978, les Jeux de Montréal (JDM), un grand rassemblement sportif multidisciplinaire pour les jeunes âgés de 6 à 12 ans, prennent aussi ancrage dans l'effervescence des JO. Plusieurs médaillés olympiques ont participé aux JDM au début de leur carrière sportive, citons notamment Nicolas Gill, Antoine Valois-Fortier, Sylvie Fréchette, Joannie Rochette, etc.

Opportunité

La Ville de Montréal souhaite célébrer le 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 par une série d'événements et d'activités sur l'ensemble de son territoire. Bien que les ressources additionnelles nécessaires ne soient pas actuellement disponibles au sein du SGPMRS, et que le contexte municipal ne favorise pas l'embauche de ces ressources, une opportunité est à saisir.

Considérant que le Parc Jean Drapeau a brillamment célébré son 150e anniversaire en 2024 grâce à une équipe dédiée et expérimentée. Il est donc proposé de confier la coordination générale des commémorations du 50e anniversaire des Jeux olympiques à cette équipe, afin de maintenir et valoriser leur expertise, tout en assurant des célébrations mémorables pour tous les Montréalais.

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

Objectifs et opportunités de souligner le 50e anniversaire des JO de 1976

- Célébrer l'Olympisme et ses valeurs (la joie dans l'effort, le bon exemple, le respect des principes éthiques fondamentaux universels, l'éducation, la compréhension mutuelle, l'esprit d'amitié, la solidarité, le «fair-play», l'environnement, etc.)
- Promouvoir un mode de vie sain et actif (alignement avec Montréal 2030 et Plan nature et sports)
- Promouvoir la Ville en tirant parti de son affiliation au Mouvement olympique (membership UMVO)
- Mettre en valeur la Ville en tant qu'hôte d'événements sportifs de classe mondiale (Accueil du championnat du monde de cyclisme sur route en 2026)
- Mettre en valeur l'héritage des JO : infrastructures, Jeux de Montréal, etc.
- Créer un legs du 50e anniversaire (œuvre d'art, programme, infras, etc.)
- Affirmer les orientations présentes et futures en matière d'aménagement d'infrastructures sportives, de sport et d'activité physique

Historique

Programmation 2016, 40e anniversaire des JO de Montréal

En 2016, le comité organisateur des Jeux du Québec a souligné le 40e anniversaire, en collaboration avec la Ville de Montréal et le Parc olympique, par l'organisation d'une soirée spectacle au Stade olympique qui a accueilli 25 000 personnes à guichets fermés pour l'occasion. Une série documentaire, Montréal 1976, fut également réalisée par Radio-Canada, tandis que le Parc olympique déployait une programmation variée avec les volets événementiels et de mise en valeur, incluant des projets permanents tels que le jardin de l'Esplanade financière Sun Life, la frise du temps sur l'avenue Pierre-de-Coubertin et la publication de deux ouvrages sur le stade olympique.

Célébrations à travers les Villes olympiques

Plusieurs villes olympiques ont eu l'occasion de célébrer le 50e anniversaire du passage des JO. Parmi les plus récentes, Munich (2022), Innsbrook (2014) et Tokyo (2014) ont mis de l'avant des programmes étoffés (voir annexe). La gouvernance de ces initiatives est majoritairement assumée par la municipalité, qui s'allie des partenaires clés du milieu sportif et associatif local.

L'Union mondiale des Villes olympiques (UMVO), une boîte à outils

En 2022, Montréal a renouvelé son adhésion à l'UMVO, ce qui lui donne accès à une multitude d'outils, de références et à un réseau de 44 villes olympiques pour appuyer l'organisation d'éventuelles célébrations en 2026. Entre autres, en plus d'une boîte à outils de l'héritage olympique, l'UMVO propose le programme *Entretenir la Flamme !*, qui présente une sélection d'initiatives inspirantes des villes olympiques sur comment activer le patrimoine olympique.

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

Mandat

Coordination de la programmation des célébrations du 50e anniversaire des Jeux Olympiques de Montréal

Le mandat consiste à coordonner la programmation des activités célébrant le 50e anniversaire des Jeux Olympiques de 1976 sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Cela inclut la gestion de l'appel de projets de la Ville aux OBNL, la promotion des diverses initiatives festives à travers un calendrier commun, en collaboration avec les partenaires municipaux, institutionnels et communautaires, de même que les producteurs délégués afin de garantir des célébrations mémorables et inclusives pour tous les résidents et visiteurs.

Cela implique également la participation active au comité officiel de pilotage des célébrations, composé par les représentants désignés de la Ville de Montréal, du Parc olympique, de la Société du Parc Jean Drapeau et d'autres collaborateurs ponctuels tels que Tourisme Montréal, le Comité olympique canadien, le Conseil du sport de Montréal, etc. Ce comité a pour objectif de garantir la pertinence des activités, l'harmonisation du calendrier de réalisation, la coordination des demandes de financement et de commandites, ainsi que la complémentarité et l'intégration des différentes initiatives pour une cohérence globale.

Plus précisément, la Société du Parc Jean Drapeau devra :

- Coordonner les rencontres du comité de pilotage (déterminer le contenu, convoquer, animer, etc.) ;
- Élaborer une planification des activités, d'initiatives et/ou de projets à réaliser, comprenant les activités prévues au Parc Jean Drapeau, celles approuvées par la Ville dans le cadre de l'appel de projets, ainsi que celles identifiées par le comité de pilotage, et proposer le plan de réalisation et de financement à la Ville ;
- Associer les forces vives de Montréal à la préparation des célébrations, de manière à renforcer les sentiments de fierté et d'appartenance des citoyens à la ville ;
- Coordonner l'appel de projet, évaluer et recommander à la Ville les projets retenus et le soutien financier à accorder ;
- Assumer un leadership auprès des acteurs impliqués dans la préparation et la réalisation des célébrations, en concertation avec la Ville ;
- S'assurer d'une concertation entre les initiatives privées et publiques ;
- Planifier la mise en marché et le rayonnement de la programmation ;
- Voir à une saine gestion des fonds publics et privés dont elle est la dépositaire ;
- Favoriser des expériences et activités ayant des retombées au-delà de 2026 ;
- Assurer une reddition de compte constante et transparente.

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

Objectifs généraux :

- **Célébrer** : Mettre en avant l'héritage olympique de Montréal et renforcer la fierté des citoyens.
- **Stimuler** : Promouvoir le sport et l'activité physique au sein de la communauté.
- **Promouvoir** : Valoriser les legs tangibles et intangibles des Jeux Olympiques.

Objectifs spécifiques :

- **Célébrer l'héritage olympique** :
  - Organiser des événements commémoratifs et des expositions sur l'histoire des Jeux Olympiques de 1976
  - Mettre en lumière les athlètes et les moments marquants des Jeux
- **Promouvoir le sport et l'activité physique** :
  - Développer des programmes sportifs accessibles à tous les âges et niveaux
  - Collaborer avec les écoles et les clubs sportifs pour encourager la participation
- **Animer et fédérer la communauté** :
  - Planifier des activités culturelles, artistiques, académiques, historiques et éducatives
  - Créer des partenariats avec des organisations locales pour maximiser l'impact des célébrations
- **Valoriser les legs tangibles** :
  - Rénover et promouvoir les infrastructures sportives héritées des Jeux
  - Organiser des visites guidées et des événements dans les lieux emblématiques des Jeux de 1976

Éléments supplémentaires à considérer :

- **Célébration essentielle** :
  - Mettre l'accent sur des activités clés et emblématiques
  - Planifier les célébrations sur une période de 10 jours à deux semaines
  - Assurer la participation d'un large public
- **Plan de communication et mobilisation** :
  - Développer une stratégie de communication pour promouvoir les événements
  - Mobiliser les médias locaux et les réseaux sociaux pour atteindre un large public

Public cible :

- **La jeunesse** : Placer les jeunes au cœur des festivités avec des activités spécialement conçues pour eux.

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

- **Les "Multigénérations"** : Créer des événements qui rassemblent toutes les générations, des enfants aux grands-parents.
- **Les aînés** : Honorer les aînés qui ont vécu les Jeux de 1976 avec des programmes et des témoignages.
- **Le milieu sportif** : Inclure tous les utilisateurs des infrastructures sportives dans les célébrations.
- **Les communautés culturelles de Montréal** : Intégrer les diverses communautés culturelles de la ville dans les événements.
- **Les Premières Nations** : Collaborer avec les Premières Nations pour inclure leurs perspectives et leurs traditions dans les célébrations.

Scénarios de programmation – Volets :

- **Activités protocolaires/Institutionnelles** :
  - Discours et déclarations officielles
  - Réceptions protocolaires et visites officielles
  - Rencontres avec des représentants gouvernementaux
  - Remise de prix et de distinctions honorifiques

- **Activités sportives et événements compétitifs** :
  - Compétitions et démonstrations sportives
  - Rencontres avec des athlètes olympiques
  - Participation du public à des activités sportives interactives

- **Activités et événements axés sur la culture et les arts** :
  - Spectacles de musique, de danse et de théâtre
  - Expositions d'art et projections cinématographiques
  - Festivals culturels et performances artistiques
  - Ateliers et conférences sur des sujets culturels liés aux JO

- **Activités communautaires et éducatives** :
  - Initiatives éducatives sur l'histoire des Jeux olympiques de Montréal
  - Conférences et débats sur des enjeux sociaux liés au sport
  - Activités de bénévolat et de responsabilité sociale

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

Livrables attendus

LIVRABLES PRÉLIMINAIRES ASSOCIÉS À LA FACTURE #1 (50%)

1. **Comité de pilotage** :
   a. Plan de travail (échéancier des phases de planification et de réalisation)
   b. Comptes rendus réguliers des réunions du comité de pilotage, incluant les décisions prises (registre des décisions), les actions à entreprendre, et les suivis nécessaires

2. **Gestion de l'appel de projets 2025 50e JO**
   a. Composition du comité d'évaluation
   b. Critères d'évaluation et grilles d'analyse, si bonifiés
   c. Liste des projets déposés
   d. Tableau des recommandations de soutien

LIVRABLES INTERMÉDIAIRES ASSOCIÉS À LA FACTURE #2 (30%)

3. **Plan de financement et de commandites pour le comité de pilotage** :
   a. Un budget détaillé des coûts associés aux célébrations
   b. Un plan de recherche de financement et de commandites, incluant les partenaires potentiels et les stratégies d'approche pour les membres du comité de pilotage

4. **Stratégie de communication et de promotion** :
   a. Un plan de communication préliminaire pour promouvoir les célébrations, incluant les canaux de communication, les messages clés, et les actions de marketing

5. **Rapports d'avancement** :
   a. Rapports périodiques sur l'avancement des préparatifs, incluant les réalisations, les défis rencontrés, la mise à jour budgétaire et les ajustements nécessaires

6. **Partenariats et collaborations** :
   a. Liste préliminaire des partenariats établis avec des organisations locales, des écoles, des clubs sportifs, etc.
   b. Mise en place d'un registre des parties-prenantes, incluant la description des rôles et des contributions de chaque partenaire

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

LIVRABLES FINAUX ASSOCIÉS À LA FACTURE #3 (20%)

7. **Plan de programmation détaillé** :
   a. Un calendrier commun de l'ensemble des événements et des activités prévues en date du 6 décembre 2025

Aspects financiers

Une somme de 125 000$, incluant les taxes, sera versée en en contrepartie des services rendus. Cette somme sera répartie comme suit :

Coordination générale (Gestion de l'appel de projets, coordination comité de pilotage, coordination générale programmation, etc.)	100 000 $
Promotion et aspects communicationnels	25 000 $
TOTAL	**125 000 $**

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

Références Villes olympiques qui ont célébré un 50e anniversaire des JO

2022, célébrations de Munich (JO 1972)

En 2022, la Ville de Munich souligne le 50e anniversaire des JO de 1972. Pour cette occasion, une programmation d'activités diversifiées est prévue tout au long de l'année. Des expositions et des événements auront lieu dans l'espace public et en ligne dans les domaines du sport, de la culture, du design, de l'architecture, de la culture de la mémoire et de la vie commune démocratique sous le thème « Munich en route vers l'avenir 1972–2022– 2072 ». L'activité phare est l'organisation des Championnats européens qui accueilleront 4700 athlètes en provenance de 36 nations du 11 au 21 août. Le leadership de ces initiatives est assumé par le Département de la culture et des arts de la ville de Munich, avec les partenaires, organisations, institutions et joueurs du milieu tels que Olympiapark München GmbH et la Confédération allemande des sports olympiques.

2018, Mexico

Une programmation toute l'année qui célébrait le sport, la culture et les moments emblématiques avec l'objectif de relier le passé et le présent dans un sens plus large (sport, culture et les gens) à travers l'héritage des Jeux olympiques de 1968. Outre l'organisation d'événements dédiés à l'anniversaire, les célébrations visaient à inclure de grands événements sportifs et culturels qui allaient déjà se produire dans la ville. Beaucoup d'efforts ont été faits avec de nombreux organisateurs d'événements pour célébrer le 50e anniversaire au sein de leurs événements, certains incluent : les championnats du monde de golf, Éliminatoires de la Coupe du monde de basketball masculin, le match d'adieu de football en route vers la Coupe du monde de football 2018 et le marathon de Mexico.

2014, célébrations d'Innsbruck (JO 1964)

La ville de Innsbruck, en Autriche, célèbre le 50e anniversaire des JO. Les festivités ont été échelonnées sur une durée de deux mois (janvier et février), soit la durée des JO d'hiver en 1964. Des activités sportives et culturelles ont été organisées afin d'inclure les résidents ainsi que les touristes de la région. Les événements organisés étaient en lien avec la commémoration de l'héritage des JO ou directement liés à la promotion des projets courants et à venir de la ville. Une marche olympique, organisée pour les habitants de Innsbruck, à été spécialement conçue afin de souligner l'impact des JO sur l'architecture de la ville. L'utilisation des structures bâties pour les JO pour une partie des activités (exposition, performance, etc) permettait de faire le pont entre le passé et le futur.

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports
801, rue Brennan – pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Téléphone : 514 872-0035

2014, célébrations de Tokyo (JO 1964)

En 2014, le japon tout entier célébrait le 50e anniversaire des JO et Paralympique de 1964 ainsi que l'arrivée des JO de 2020. Plusieurs évènements ont été organisés par le comité olympique durant cette journée. De nombreuses expositions, dont une organisée par le COJ rassemblant les médailles, la torche olympique et les affiches des Jeux de 1964. De nombreux olympiens de 1964 on prit part aux festivités, ainsi que des membres du Comité International Olympique, des représentants des Comités Nationaux Olympiques et des Fédérations Internationales. Une discussion publique entre les olympiens et paralympiens a eu lieu afin de mettre de l'avant les efforts, records et l'avancement du sport au Japon depuis 1964.

Autres sources d'information :

Chamonix, Centenaire des 1ers Jeux olympiques de 1924

https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/les-jeux-olympiques-de-1976

Documentaire sur le site de l'ONF. la 21e olympiade.
https://www.onf.ca/film/jeux_de_la_xxie_olympiade/

ANNEXE 2

Les documents liés à l'appel de projet seront envoyés au contractant dès leur approbation auprès des instances municipales

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1254141001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Société du Parc Jean-Drapeau pour la coordination générale des célébrations du 50e anniversaire des jeux olympiques de Montréal en 2026 - Dépense totale de 125 000 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1254141001 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposé au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Jed BEN AOUN
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.010

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.011

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1255807001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation et expérience client , Division communications - marketing
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et ACFAS inc. pour l'exposition des photos finalistes du concours La preuve par l'image 2025 devant le Biodôme, du 4 mai au 16 novembre 2025

Il est recommandé:
d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et ACFAS inc. pour l'exposition des photos finalistes du concours La preuve par l'image 2025 devant le Biodôme, du 4 mai au 16 novembre 2025.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-03-03 08:54

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1255807001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation et expérience client , Division communications - marketing
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et ACFAS inc. pour l'exposition des photos finalistes du concours La preuve par l'image 2025 devant le Biodôme, du 4 mai au 16 novembre 2025

CONTENU

CONTEXTE

Acfas inc. organise chaque année le concours La preuve par l'image, qui invite les chercheurs et chercheuses de la francophonie, de tous les domaines scientifiques, à soumettre une photo illustrant leur projet de recherche. Les images finalistes retenues par le jury du concours, au nombre de 20, font l'objet d'une exposition photographique. Pour la 6e année, Acfas inc. et Espace pour la vie, qui partagent une mission commune de diffusion des savoirs scientifiques, souhaitent s'associer en vue de présenter cette exposition à un plus large public, grâce à une installation extérieure, devant le Biodôme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE24 0591 (24 avril 2024) - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et l'ACFAS pour l'exposition des photos finalistes du concours « La preuve par l'image 2024 » devant le Biodôme, du 17 mai au 15 novembre 2024. (1246157002)
- CE23 0291 (8 mars 2023) - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et ACFAS inc. pour l'exposition des photos finalistes du concours La preuve par l'image 2023 au Biodôme, du 5 mai 2023 au 24 janvier 2024. (1236157001)
- CE22 0483 (30 mars 2022) - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et l'Association francophone pour le savoir (ACFAS inc.) pour l'exposition des photos finalistes du concours La preuve par l'image 2022 au Biodôme, du 1er juin 2022 au 29 janvier 2023 (1229267001).

DESCRIPTION

Une exposition des vingt images sélectionnées par le jury seront mises en valeur sur des stelles à l'extérieur du Biodôme, offrant un accès gratuit au public du 4 mai au 16 novembre 2025. Les visiteurs et visiteuses pourront aussi voter pour leur coup de coeur dans le cadre d'une collaboration entre Acfas inc. et l'émission Découverte de Radio-Canada.

Aucun droit n'est demandé pour l'exposition des photos.

JUSTIFICATION

Cette exposition est une occasion de faire découvrir au public d'Espace pour la vie la richesse et l'importance de la recherche scientifique, à travers la beauté des images scientifiques présentées. Artistiques, elles suscitent une variété d'émotions et sont une autre façon de rapprocher l'humain de la nature. De plus, grâce à cette collaboration avec Acfas inc., Espace pour la vie entretient ses liens avec la communauté scientifique et réaffirme son engagement à la vulgarisation des sciences et la protection de la nature.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en encourageant des d'initiatives mettant en valeur la protection de la biodiversité et de l'environnement et par le maillage avec le milieu scientifique.
La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Acfas inc. et Espace pour la vie feront la promotion de l'exposition dans leurs outils de communication et sur leurs plates-formes numériques respectives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Ouverture officielle au public : 4 mai 2025
- Démontage: 17 novembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Finances

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Joelle FILION
Chargée de communication

Tél : 514 443-6801
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Cindy LEONG
chef(fe) de division - communications et marketing (espace pour la vie)

Tél : 438-861-1426
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2025-02-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1255807001**
Unité administrative responsable : Service de l'Espace pour la vie
Projet : La preuve par l'image

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *1- Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* *16 - Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *1- Ce dossier contribue partiellement aux engagements en changements climatiques ; bien qu'il n'ait pas fait l'objet d'une analyse de la production de GES, son impact environnemental est réduit par la réutilisation de structures existantes, et donc par la diminution globale de la consommation de matériaux neufs.* *16 - Grâce à cette collaboration avec l'ACFAS, Espace pour la vie entretient ses liens avec la communauté scientifique au Québec et rayonne aussi à l'international, dans toute la francophonie.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION - EXPOSITION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ACFAS INC.,** organisme à but non lucratif dûment constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, ayant son siège social au 425, rue De la Gauchetière Est à Montréal (Québec) H2L 2M7, représentée aux présentes par Sophie Montreuil, en sa qualité de directrice générale et dûment autorisée,

No d'inscription TPS : R 106 728 280
No d'inscription TVQ : 100 608 7015 0001

Ci-après, appelé l' « **Exposant** »

L'Exposant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville souhaite présenter l'exposition décrite à l'Annexe 1 et que les œuvres de l'Exposant, décrites à l'Annexe 2 des présentes, y seront exposées (ci-après l' « Exposition »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Exposant.

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : La description de l'Exposition et les conditions et les modalités de sa réalisation, ainsi que la liste du Matériel promotionnel;

2.2 « **Annexe 2** » : La liste des Œuvres mises à la disposition de la Ville pour l'Exposition et leur valeur monétaire, indiquée par l'Exposant;

2.3 « **Site** » : Le parvis du Biodôme de Montréal;

2.4 « **Œuvre(s)** » : Les œuvres énumérées à l'Annexe 2 de la présente convention;

2.5 « **Droits d'exposition** » : Montant payé par la Ville pour présenter les Œuvres de l'Exposition, comme décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Matériel promotionnel** » : Documentation fournie par l'Exposant afin que la Ville puisse promouvoir l'Exposition, tel que décrit à l'Annexe 1;

2.7 « **Responsable** » : Chef de division, Programmes publics et éducation de l'Unité administrative de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : Service de l'Espace pour la vie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les conditions et les modalités relatives à la tenue de l'Exposition.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'EXPOSANT

En contrepartie des obligations assumées par la Ville, l'Exposant s'engage à :

4.1 mettre à la disposition de la Ville les Œuvres énumérées à l'Annexe 2, aux dates et lieu mentionnés à l'Annexe 1, étant entendu que le Responsable et l'Exposant se seront entendus préalablement sur le contenu de l'Exposition et son plan d'installation;

4.1.1 avec l'accord du Responsable, l'Exposant pourra, s'il y a lieu, apporter une ou des modifications à la sélection des Œuvres décrites à l'Annexe 2 au plus tard 60 jours avant le début de l'Exposition;

4.1.2 dans le cas d'œuvres en provenance de l'international, livrer les Œuvres DDP (Incoterms® 2016) sur le Site et les récupérer non emballées EXW (Incoterms® 2016) sur le Site;

4.2 être présent, sur demande du Responsable, au moment du déballage des Œuvres lors de leur livraison et avant leur emballage lors du démontage de l'Exposition, afin de procéder, en présence du Responsable, à l'inventaire et à l'examen des Œuvres, toute imperfection relevée lors de cet examen devant être consignée à l'inventaire qui devra être signé par l'Exposant et le Responsable et être présent, s'il y a lieu, durant le montage, tel que précisé à l'Annexe 1. En cas de défaut de l'Exposant de se charger de l'emballage des Œuvres à la fin de l'Exposition dans les délais convenus, la Ville y procédera. Dans un tel cas, aucune indemnité ne pourra être réclamée par l'Exposant à la Ville en cas de dommage aux Œuvres;

4.3 à la demande du Responsable, convenir avec lui de l'accrochage ou du plan d'installation des Œuvres, étant toutefois entendu que le Responsable peut, lors de l'accrochage ou de la mise en place, refuser d'exposer une Œuvre qui présente trop de risques de perte ou d'avarie, à moins que l'Exposant n'en assume l'entière responsabilité, auquel cas l'Exposant doit signer une déclaration à cet effet;

4.4 accepter que le Responsable fasse exécuter tout travail en hauteur par les techniciens de la Ville seulement, et lorsqu'il est nécessaire de suppléer au nombre

de techniciens fournis par la Ville, avoir recours en ce domaine à ses propres techniciens uniquement si ceux-ci possèdent toutes les compétences, la formation et le matériel requis pour exécuter ce travail en toute sécurité et qu'ils acceptent de se conformer aux directives de la Ville;

4.5 s'entendre avec la Ville pour la reprise de possession des Œuvres et leur emballage;

4.6 faire parvenir au Responsable le Matériel promotionnel prévu à l'Annexe 1 afin de préparer l'Exposition et sa promotion;

4.7 concéder à la Ville, et il lui concède par la présente, sans frais supplémentaires aux Droits d'exposition décrits à l'Annexe 1, une licence libre de redevances, irrévocable, non exclusive, incessible, sans limite territoriale et pour la période du 4 mai au 16 novembre 2025 aux termes de laquelle la Ville est autorisée à présenter au public les Œuvres dans le cadre de l'Exposition. Cette licence permet également à la Ville, pendant la même durée, de reproduire par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, notamment sur son site Internet et ses médias sociaux, les reproductions des Œuvres et du Matériel promotionnel et de tout document, texte ou photographie fournis par l'Exposant dans le cadre de l'Exposition, y compris des extraits musicaux et vidéos s'il en est, et de les publier, de les communiquer au public, de les traduire, de les archiver, de les entreposer sur tout support informatique, papier ou électronique, à des fins de promotion de l'Exposition ou d'administration. Cette licence est accordée à des fins non commerciales;

4.8 prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite relative aux droits d'auteur ou à tout autre droit de propriété intellectuelle découlant de la présente convention et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

4.9 renoncer et, par la présente il renonce à tout recours à l'endroit de la Ville et du Responsable suite au montage de l'Exposition ou à l'encadrement des Œuvres, étant entendu que la Ville se réserve le droit de faire des modifications à l'Exposition avec l'approbation de l'Exposant;

4.10 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Exposant sur le Site et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

4.11 s'engage à respecter toutes les normes et obligations en matière d'hygiène exigées par les autorités compétentes en lien avec la COVID-19 pour assurer la sécurité du public et de toutes personnes sur le Site.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie des obligations assumées par l'Exposant, la Ville s'engage à :

5.1 présenter l'Exposition sur le Site pour la durée indiquée à l'Annexe 1, selon le calendrier convenu entre l'Exposant et la Ville, ce calendrier pouvant être modifié par le Responsable pour des motifs raisonnables;

5.2 organiser la promotion de l'Exposition et en assumer les coûts, étant entendu que le contenu et l'ampleur de la promotion relèvent de l'entière discrétion de la Ville;

5.3 procéder au montage de l'Exposition selon les mesures convenues entre le Responsable et l'Exposant;

5.4 payer à l'Exposant une somme totale de zéro dollar (0,00 $), incluant la T.P.S. et la T.V.Q., les Droits d'exposition, honoraires et autres frais, dont les détails sont précisés à l'Annexe 1, selon les modalités suivantes :

ARTICLE 6
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

L'Exposant garantit à la Ville :

6.1 qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur ou de tout droit de propriété intellectuelle relatifs aux Œuvres et qu'il a la capacité de concéder la licence décrite à l'article 4.7;

6.2 que pour l'utilisation de tout document ou Œuvre, toute représentation ou prestation ou toute activité, il a obtenu les permis requis, le cas échéant, il a été dûment autorisé et que toutes redevances, frais et autres sommes dues ont été acquittés;

ARTICLE 7
ASSURANCES

La Ville assume tous les risques de dommages directs causés aux Œuvres entre le moment de leur livraison et de leur reprise conformément aux conditions énoncées à la résolution CE03 1342, adoptée à sa séance du 18 juin 2003, dont copie a été remise à l'Exposant. La responsabilité de la Ville pour les dommages ne peut excéder la somme de zéro dollars (0,00 $), comme indiquée à l'Annexe 2 de la présente convention et représentant la valeur monétaire des Œuvres fournie par l'Exposant.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Au plus tard 60 jours avant la date prévue de l'Exposition, une Partie peut, sur avis écrit, mettre fin à la présente convention. Chaque Partie renonce à tout recours en dommages-intérêts et à toute indemnité pour quelque motif que ce soit dans une telle éventualité.

8.2 Les Parties aux présentes ne sont pas tenues d'exécuter leurs obligations en cas de force majeure. Dans ce cas et dans l'impossibilité de reporter l'Exposition à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville à l'Exposition, chacune des Parties assumera ses propres dépenses encourues jusqu'au moment de l'annulation ou de la résiliation de la présente convention.

8.3 Si l'Exposition est annulée par la Ville en raison de la COVID-19 ou d'une directive, un décret ou autre de la Direction de la santé publique ou d'une autorité compétente en lien avec la COVID-19 ou pour toute autre cause autre qu'un cas de force majeure, les Parties tenteront de reporter l'Exposition à une date ultérieure ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville à l'Exposition. Advenant l'impossibilité de reporter l'Exposition ou de proposer une prestation jugée équivalente par la Ville à l'Exposition, la Ville versera à l'Exposant une somme déterminée selon les modalités suivantes :

- un montant équivalent à 100 % de la somme prévue à l'article 5.4 si la présente convention est résiliée trente (30) jours et moins avant la date prévue de l'Exposition;
- un montant équivalent à 66 % de la somme prévue à l'article 5.4 si la présente convention est résiliée entre trente-et-un (31) jours et quatre-vingt-neuf (89) jours avant la date prévue de l'Exposition;
- un montant équivalent à 33 % de la somme prévue à l'article 5.4 si la présente convention est résiliée entre quatre-vingt-dix (90) jours et cent soixante-dix-neuf (179) jours avant la date prévue de l'Exposition.

8.4 Si l'Exposition doit avoir lieu à l'extérieur, la Ville pourrait décider d'annuler l'Exposition en raison des conditions météorologiques. Dans un tel cas, à moins que la Ville et l'Exposant ne s'entendent pour reporter l'Exposition, la Ville versera à l'Exposant la somme totale prévue à l'article 5.4, selon les conditions et modalités prévues à l'Annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 9
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

9.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

9.4 **Représentations de l'Exposant**

L'Exposant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

9.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

9.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 **Ayants droits liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

9.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

9.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Exposant

L'Exposant fait élection de domicile au 425, rue De la Gauchetière Est à Montréal (Québec) H2L 2M7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Exposant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

9.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

À Montréal, le _____

_____
VILLE DE MONTRÉAL
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

À Montréal, le 2025-02-25

_____
ACFAS
Sophie Montreuil, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) …….).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE L'EXPOSITION

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Titre de l'Exposition : La preuve par l'image
Description de l'Exposition : exposition photographique présentant les œuvres des 20 finalistes du concours photographique La preuve par l'image de l'Acfas.
Date : Du 4 mai 2025 au 16 novembre 2025
Lieu : Parvis du Biodôme de Montréal
Adresse : 4777, avenue Pierre-de Coubertin, Montréal (Québec) H1V 1B3
Personne(s)-contact : Valérie Cléostrate, cheffe de division Programme publics et éducation
Téléphone : 438-401-0240
Courriel : valerie.cleostrate@montreal.ca

Nombre d'Exposants participant à l'exposition : 1
Nom(s) de(s) l'Exposant(s) : Acfas

Coordonnées de l'Exposant ou du représentant s'il y a lieu :
Nom : Sophie Montreuil, directrice générale
Adresse : 425, rue De la Gauchetière Est à Montréal (Québec) H2L 2M7
Téléphone : 514 849-0045, poste 232
Courriel : sophie.montreuil@acfas.ca

2 LIVRAISON ET REPRISE DE POSSESSION DES OEUVRES

Date(s) de livraison des fichiers photos : 24 février 2025
Montage : Du 28 au 30 avril 2025
Démontage : : Dès le 17 novembre 2025
Présence requise de(s) Exposant(s) : non requise

3 ACTIVITÉS DE MÉDIATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Titre(s) : n/a
Descriptif (s) : n/a
Date(s) et heure(s) : n/a

4 MATÉRIEL PROMOTIONNEL À REMETTRE AU RESPONSABLE

- des photos et autres documents pouvant servir à l'Exposition et à sa promotion, le tout, selon les conditions de la licence accordée en vertu de l'article 4.7 de la convention;

- s'il y a lieu, un dossier de presse, des vidéos accompagnés de leurs crédits, liens Facebook, site Internet, chaîne YouTube et tout autre document pouvant servir à la préparation de l'Exposition et à la promotion, le tout, selon les conditions de la licence accordée en vertu de l'article 4.7 de la convention au moins 30 jours avant le début de l'Exposition;

5 PROMOTION DE L'EXPOSITION

L'Exposant approuve préalablement l'épreuve originale servant à la reproduction des Œuvres (planches, films, bleus et autres).

Le nom de l'Exposant, le titre de l'Œuvre, l'année de sa création, le médium et ses dimensions accompagnent de manière lisible toutes et chacune des reproductions des Œuvres précédées du sigle ©. Ces informations doivent apparaître soit à proximité immédiate de la reproduction, soit dans une table des illustrations comportant l'indication de la page et si nécessaire l'emplacement de la reproduction.

Aucune déformation ou recadrage des Œuvres dans une reproduction n'est permis sans l'autorisation écrite de l'Exposant, la Ville reconnaissant que toute déformation non

autorisée pourrait être dommageable à la réputation de l’Exposant.

- L'Acfas s’engage à intégrer une mention de la présentation de l'exposition à Espace pour la vie aux éléments promotionnels et de diffusion de La preuve par l’image, soit dans les outils de diffusion de l’Acfas tel les affiches, infolettres, publications sur les réseaux sociaux et dans les pages web de l'Acfas;

- L'Acfas s’engage à faire approuver tous les éléments identifiant Espace pour la vie avant diffusion ou impression étant entendu que cette approbation doit être donnée avec diligence.

ANNEXE 2

LISTE DES ŒUVRES

(incluant le Matériel promotionnel)

Nom	Prénom	Établissement	Titre de l'image
Beaudoin	**Étienne**	École de technologie supérieure	Foret de micro-bambous
Arvisais	**Olivier**	Université du Québec à Montréal	Apprendre malgré tout
Duarte-Sierra	**Arturo**	Université Laval	Une fève au prix d'or
Pelletier	**Anthony**	Université du Québec à Chicoutimi	Tranche de bleuets
Beaucejour	**Pierre Jameson**	Université d'Ottawa	L'envers de la rénovation
Baudet	**Olivia**	Collège Boréal	L'émetteur et la tortue
Bouchard	**Elise**	Université du Québec à Montréal	Sirop de neige
Dessartine	**Margot**	Université de Sherbrooke	
Dorval	**Audren**	Université de Montréal	Sous haute tension
Deraspe	**Jean-Nicolas**	Université de Montréal	Mettre son grain de sel
Harris	**Lyal**	INRS-ETE	Vénus dévoilée
Guay	**Francois**	Université Laval	Horizon fongique
Comtois	**Etienne**	Université du Québec à Montréal	Une canopée à la hauteur
Moisan-De Serres	**Joseph**	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	Prête à sauter
Boileau	**Anik**	Université Laval	Empreinte navale
Augière	**Céline**	Université Laval	Dans l'œil de la recherche… de la fertilité masculine
Gauthier	**Geneviève**	Université Sainte-Anne	Premier regard
Teszner	**Emma**	Université de Montréal	Le gardien dansant du cytosquelette
Vachon	**Geneviève**	Université Laval	Sous la glace, un savoir à réchauffer
Tremblay	**Etienne**	Université Laval	Mission Arctique

CE : 20.013

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1258682003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Le centre des organismes communautaires, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2025, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins communautaires pour un loyer total de 38 712,72 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 21 028,48 $ (Bâtiment 2453-115)

Il est recommandé

1- d'approuver le projet de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'organisme Le centre des organismes communautaires, pour une période de deux ans, à compter du 1er août 2025 un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins communautaires pour un loyer total de 38 712,72 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de modification du bail.

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-11 15:01

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258682003**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Le centre des organismes communautaires, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2025, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins communautaires pour un loyer total de 38 712,72 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 21 028,48 $ (Bâtiment 2453-115)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que, Montréal arts interculturels, Regroupement québécois de la danse, L'Atelier d'artisanat, Ex aequo et bien d'autres. Depuis le 1er février 2003, la Ville de Montréal (Ville) loue à l'organisme Le centre des organismes communautaires (COCo) le local numéro 470, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires. La mission du COCo est de promouvoir la justice sociale, une citoyenneté active, la démocratie et un développement socio-économique juste en appuyant le renforcement des communautés et le développement des organisations. Le bail actuel arrive à échéance le 31 juillet 2025.

Afin que l'organisme puisse poursuivre sa mission, le Service de la diversité et de l'inclusion social (SDIS) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin de prolonger, pour une période additionnelle de deux ans, l'occupation de l'organisme dans les locaux du Centre Strathearn.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes cette convention de modification de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 0643 - le 26 avril 2023 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2023, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires pour un loyer total de 36 490, 30 $, excluant les taxes.
CM20 0611 - le 16 juin 2020 - approuver le projet de prolongation du bail par lequel la Ville loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de trois ans, à compter du 1er août 2020, un local d'une superficie de 1 194,8 pi², situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins socioculturelles, pour un loyer total de 50 845,92 $, excluant les taxes.

CM17 0304 – le 28 mars 2017 - approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au Centre des organismes communautaires, à des fins socioculturelles, un local d'une superficie de 1 194,8 pi², au 4e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2017, pour un loyer total de 46 531,20 $, excluant les taxes.

CM14 0788 – 18 août 2014 - approuver le bail par lequel la Ville de Montréal loue au Centre des organismes communautaires, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2014, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 42 582,48 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

CM09 0823 – 21 septembre 2009 - approuver la prolongation du bail, pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer total de 63 092,07 $, excluant les taxes.

CM06 0496 - 28 août 2006 - approuver la prolongation du bail, pour une durée de 3 ans et 6 mois, moyennant un loyer total de 38 718,62 $, excluant les taxes.

CM03 0168 - 24 mars 2003 - approuver le bail, pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 30 738,66 $, excluant les taxes.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire approuver le projet de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'organisme Le centre des organismes communautaires, pour une période de deux ans, à compter du 1er août 2025, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pi², à des fins communautaires pour un loyer total de 38 712,72 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de modification du bail.
Les modifications apportées sont les suivantes:

- Le contrat de prêt de local est consenti pour un terme de deux ans;
- Modification de la somme minimum de protection de l'assurance responsabilité;

L'organisme a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SDIS est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn car le travail du COCo rejoint les préoccupations du SDIS. Les activités du COCo ne causent aucun préjudice aux activités des autres occupants. De plus, les locaux ne sont pas requis à des fins municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente les recettes totales pour la durée du bail :

	Année antérieure	**2025 5 mois**	**2026 année**	**2027 7 mois**	**TOTAL**
Recettes avant taxes	18 514,78 $	7 945,95 $	19 308,68 $	11 458,09 $	**38 712,72 $**
TPS (5 %)	925,74 $	397,30 $	965,43 $	572,90 $	**1 935,64 $**
TVQ (9,975 %)	1 846,85 $	792,61 $	1 926,04 $	1 142,94 $	**3 861,59 $**
Recettes totales	21 287,37 $	9 135,86 $	22 200,15 $	13 173,93 $	**44 509,95 $**

incluant les taxes					

Ce revenu de 38 712,72 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SSI.

Le taux locatif moyen pour la durée du terme est de 16,20 $/pi². Le loyer inclut tous les frais d'exploitation sauf les taxes foncières.

Le taux de location annuel marchand pour ce type de local est d'environ 25 $/pi².

Le montant total de subvention pour cette occupation est estimé à 21 028,48 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25,00$/pi² - 16,20 $/pi²) x 1 194,80 pi² = 10 514,24 $ x 2 ans = 21 028,48 $.

Pour l'année 2025, la dépense prévue par le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant) est d'environ 6 320 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, en équité et en accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sebastien AUCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eve GAUTHIER, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 438-920-6412
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service - Stratégie immobilière
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2025-03-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258682003*
Unité administrative responsable : *SSI Service de la stratégie immobilière – Division des locations*
Projet : *Location d'un espace de bureaux au Centre Strathearn*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'organisme offre un accompagnement et des formations portant sur des problématiques touchant le racisme, l'homophobie, le sexisme et les communautés marginalisées. Des services et outils ont été développés spécifiquement pour l'accompagnement anti-oppression dans les organisations. En ce sens, le travail du COCo rejoint les préoccupations du SDIS.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Registraire des entreprises Québec

État des informations
Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir
Établissements
Index des documents
Index des noms
Historique

ÉTAT DE RENSEIGNEMENTS D'UNE PERSONNE MORALE AU REGISTRE DES ENTREPRISES

Renseignements en date du 2025-01-13 16:06:43

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1148953509
Nom	LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES
Version du nom dans une autre langue	THE CENTRE FOR COMMUNITY ORGANIZATIONS

Adresse du domicile

Adresse	470-3680 rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2X2K5 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Le centre des organismes communautaires
Nom de la personne physique	
Nom de famille	Davis

Prénom	Estelle
Adresse	470-3680 rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2X2K5 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	1999-11-17
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1999-11-17
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1999-11-17 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2024-10-28
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2024-10-28 2024
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2024-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2023-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ORGANISATIONNELLES PROMOUVOIR LA COLLABORATION ENTRE LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec	De 6 à 10
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail	0%

ADMINISTRATEURS, DIRIGEANTS ET FONDÉ DE POUVOIR

Administrateurs

Liste des administrateurs

Nom de famille	Noor
Prénom	Afreina
Date du début de la charge	2021-03-25
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	696 rue Richmond Montréal (Québec) H3J2R9 Canada

Nom de famille	Spenard-Bernier
Prénom	Gabrielle
Date du début de la charge	2021-03-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6268 3e Avenue Montréal (Québec) H1Y2X5 Canada

Nom de famille	Moore
Prénom	Shawna
Date du début de la charge	2022-04-27
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	8408 rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2P1Z5 Canada

Nom de famille	Louison
Prénom	Adeline
Date du début de la charge	2023-04-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	12544 rue Edmond-Archambault Montréal (Québec) H1E7G6 Canada

Nom de famille	Benoit
Prénom	Audrey-Lise

Date du début de la charge	2023-04-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	10823 av. Éthier Montréal (Québec) H1H3G5 Canada

Nom de famille	Mathieu
Prénom	Marina
Date du début de la charge	2024-04-24
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	8457 rue Foucher Montréal (Québec) H2P2C2 Canada

Nom de famille	Salin
Prénom	Adele
Date du début de la charge	2024-04-24
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	152 rue Joseph-Véronneau Sainte-Julie (Québec) J3E3H6 Canada

Nom de famille	Jeremie
Prénom	Stephanie
Date du début de la charge	2024-04-24
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	16 5e Avenue S Montréal (Québec) H8Y2T7 Canada

Nom de famille	Kovalova
Prénom	Vira
Date du début de la charge	2024-04-24
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	1379 rue Mignault Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V4V7 Canada

Historique

Nom de famille	MUKHOPADHYAY
Prénom	BAIJAYANTA
Date du début de la charge	2008-03-30
Date de la fin de la charge	2011-03-31
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	3621 rue Ethel Montréal (Québec) H4G1R9 Canada

Nom de famille	LENCZNER
Prénom	MICHAEL
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2011-09-25
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	6740, AVENUE DE GASPÉ MONTRÉAL (QUÉBEC) H2S2Y3

Nom de famille	THOMAS
Prénom	ROSEMARY
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2012-03-28
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3415 rue Ivan-Franko Montréal (Québec) H8T1N9 Canada

Nom de famille	CLAMEN
Prénom	JENN

Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2011-11-28
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	470-3680, JEANNE-MANCE MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X2K5

Nom de famille	MCKINNON
Prénom	DENIS
Date du début de la charge	2010-03-31
Date de la fin de la charge	2011-01-06
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	403-255, RUE BROCK DRUMMONDIVLLE (QUÉBEC) J2C1M5

Nom de famille	ST-AMOUR
Prénom	LINE
Date du début de la charge	
Date de la fin de la charge	2012-03-28
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	666, AVENUE WOODLAND MONTRÉAL (QUÉBEC) H4H1V8

Nom de famille	GOMEZ
Prénom	TATIANA
Date du début de la charge	2010-03-31
Date de la fin de la charge	2011-03-31
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	7495, QUERBES MONTRÉAL (QUÉBEC) H3N2B7

Nom de famille	Franssen
Prénom	Shannon
Date du début de la charge	2011-03-31
Date de la fin de la charge	2014-10-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	7100 rue Marquette Montréal (Québec) H2E2C7 Canada

Nom de famille	Claire
Prénom	Abraham
Date du début de la charge	2011-03-31
Date de la fin de la charge	2014-03-27
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	2-5029 rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2V4J9 Canada

Nom de famille	Landry
Prénom	Jean-Noé
Date du début de la charge	2011-03-31
Date de la fin de la charge	2015-03-31
Fonctions actuelles	Président Administrateur
Adresse du domicile	12-283 AVE Laurier O Montreal (Québec) H2T2K1 Canada

Nom de famille	McPhedran Waitzer
Prénom	Jonathan
Date du début de la charge	2012-03-28
Date de la fin de la charge	2015-03-31

Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	52-5352 av. du Parc Montréal (Québec) H2V4G8 Canada

Nom de famille	Mambetova
Prénom	Khurshida
Date du début de la charge	2012-03-28
Date de la fin de la charge	2013-03-12
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	8-4890 boul. Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3W1P8 Canada

Nom de famille	Chapman
Prénom	Natalie
Date du début de la charge	2012-03-28
Date de la fin de la charge	2014-03-27
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	352 av. Saint-Louis Pointe-Claire (Québec) H9R1Z5 Canada

Nom de famille	Prickett
Prénom	William
Date du début de la charge	2012-03-28
Date de la fin de la charge	2012-11-05
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6844 av. Christophe-Colomb Montréal (Québec) H2S2H2 Canada

Nom de famille	Alex
Prénom	Megelas

Date du début de la charge	2013-03-21
Date de la fin de la charge	2015-03-31
Fonctions actuelles	Secrétaire Administrateur
Adresse du domicile	1-1221 rue Rachel E Montréal (Québec) H2J2J8 Canada

Nom de famille	Daniel
Prénom	Rotman
Date du début de la charge	2013-03-21
Date de la fin de la charge	2015-03-31
Fonctions actuelles	Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	1-1221 rue Rachel E Montréal (Québec) H2J2J8 Canada

Nom de famille	Alice
Prénom	Isac
Date du début de la charge	2014-03-27
Date de la fin de la charge	2014-10-01
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	104-1075 ch. Marlboro Mont-Royal (Québec) H4P1C2 Canada

Nom de famille	Eryn
Prénom	Fitzgerald
Date du début de la charge	2014-03-27
Date de la fin de la charge	2015-08-15
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	6-418 boul. Saint-Joseph E Montréal (Québec) H2J1J5 Canada

Nom de famille	Dhir
Prénom	Anurag
Date du début de la charge	2015-03-31
Date de la fin de la charge	2017-03-29
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	6661 av. De Chateaubriand Montréal (Québec) H2S2N6 Canada

Nom de famille	Lombardi
Prénom	Diana
Date du début de la charge	2015-03-31
Date de la fin de la charge	2021-03-25
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	87 - 9e Avenue LaSalle (Québec) H8P2N7 Canada

Nom de famille	Alie
Prénom	Cirgenski
Date du début de la charge	2015-03-31
Date de la fin de la charge	2017-03-29
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	4601 av. de l'Esplanade Montréal (Québec) H2T2Y6 Canada

Nom de famille	Harlap
Prénom	Ariel
Date du début de la charge	2015-03-31
Date de la fin de la charge	2021-03-25
Fonctions actuelles	Président

Adresse du domicile	6553 13e Avenue Montréal (Québec) H1X2Y8 Canada

Nom de famille	Damecour
Prénom	Laura
Date du début de la charge	2015-03-31
Date de la fin de la charge	2016-03-23
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4401 av. Coloniale Montréal (Québec) H2W2C5 Canada

Nom de famille	El Atifi
Prénom	Jihane
Date du début de la charge	2016-03-23
Date de la fin de la charge	2017-03-29
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	5023 av. du Parc Montréal (Québec) H2V4E9 Canada

Nom de famille	Attig
Prénom	Remy
Date du début de la charge	2016-03-23
Date de la fin de la charge	2017-03-29
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6091 rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2V4K9 Canada

Nom de famille	Zaidi
Prénom	Myriam
Date du début de la charge	2016-03-23

Date de la fin de la charge	2017-03-29
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	11-709 rue Jarry E Montréal (Québec) H2P1W2 Canada

Nom de famille	Grazette
Prénom	Richenda
Date du début de la charge	2017-03-29
Date de la fin de la charge	2023-04-25
Fonctions actuelles	Président Administrateur
Adresse du domicile	3-7625 av. Champagneur Montréal (Québec) H3N2K1 Canada

Nom de famille	Yanga
Prénom	Patrick
Date du début de la charge	2017-03-29
Date de la fin de la charge	2021-03-25
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	202-2301 rue Saint-Jacques Montréal (Québec) H3J1H6 Canada

Nom de famille	Rezaee
Prénom	J
Date du début de la charge	2017-03-29
Date de la fin de la charge	2018-04-03
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	40-3675 rue Sainte-Famille Montréal (Québec) H2X2L5 Canada

Nom de famille	Cobb

Prénom	Camerin
Date du début de la charge	2017-03-29
Date de la fin de la charge	2019-04-29
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	200 rue Willibrord Montréal (Québec) H4G2T4 Canada

Nom de famille	Conway
Prénom	Cora-Lee
Date du début de la charge	2017-03-29
Date de la fin de la charge	2019-04-29
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4-501 av. des Pins O Montréal (Québec) H2W1S4 Canada

Nom de famille	Couture-Glassco
Prénom	Julia
Date du début de la charge	2018-04-03
Date de la fin de la charge	2022-04-27
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3055 rue Forest Saint-Lazare (Québec) J7T2B1 Canada

Nom de famille	Raymond
Prénom	Samuel
Date du début de la charge	2019-04-29
Date de la fin de la charge	2023-04-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	8152 av. Casgrain Montréal (Québec) H2P2K5 Canada

Nom de famille	Million
Prénom	Flore
Date du début de la charge	2019-04-29
Date de la fin de la charge	2021-03-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	6248 24e Avenue Montréal (Québec) H1T3M5 Canada

Nom de famille	Buyukcelen
Prénom	Basak
Date du début de la charge	2019-04-29
Date de la fin de la charge	2021-03-25
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	4819 av. de l'Hôtel-de-Ville Montréal (Québec) H2T2B4 Canada

Nom de famille	Kendall
Prénom	Sara
Date du début de la charge	2019-04-29
Date de la fin de la charge	2024-04-24
Fonctions actuelles	Vice-président Trésorier Administrateur
Adresse du domicile	6567 rue Saint-Dominique Montréal (Québec) H2S3A8 Canada

Nom de famille	Wurster
Prénom	Jessica
Date du début de la charge	2021-03-25
Date de la fin de la charge	2023-04-25

Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	263 AVE Boston Toronto (ON) H2V2G4 Canada

Nom de famille	Antoine-Bellamy
Prénom	Medjine
Date du début de la charge	2021-03-25
Date de la fin de la charge	2023-04-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3536 rue Edgar-Leduc Montréal (Québec) H8T3L5 Canada

Nom de famille	Houston
Prénom	Ushana
Date du début de la charge	2021-03-25
Date de la fin de la charge	2022-04-27
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	804-3415 av. Girouard Montréal (Québec) H4A3C6 Canada

Nom de famille	Laroussi
Prénom	Sofia
Date du début de la charge	2022-04-27
Date de la fin de la charge	2023-04-25
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	4242A rue Saint-Dominique Montréal (Québec) H2W2B1 Canada

Dirigeants non membres du conseil d’administration

Nom de famille	Davis
Prénom	Estelle
Fonctions actuelles	Principal dirigeant : Co-Executive
Adresse du domicile	7-7495 rue Birnam Montréal (Québec) H3N2T3 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

ÉTABLISSEMENTS

Aucun établissement n’a été déclaré.

INDEX DES DOCUMENTS

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Documents conservés

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2024	2024-10-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-09-22
Déclaration de mise à jour courante	2023-03-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-07-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-09-15

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration de mise à jour courante	2021-05-03
Déclaration de mise à jour courante	2020-12-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-11-09
Déclaration de mise à jour de correction	2020-11-03
Déclaration de mise à jour de correction	2020-11-03
Règlement concernant la modification d'un nom, du siège ou du nombre d'administrateurs	2020-05-19
Déclaration de mise à jour courante	2020-05-05
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-07-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-05-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-09-21
Déclaration de mise à jour courante	2017-04-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-07-13
Déclaration de mise à jour courante	2016-04-06
Déclaration de mise à jour courante	2016-02-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-09-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-05-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-07-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-12-13
Déclaration de mise à jour courante	2013-05-16
Déclaration de mise à jour courante	2012-06-19
Déclaration de mise à jour courante	2012-06-14
Déclaration annuelle 2011	2012-05-02
Lettres patentes supplémentaires	2012-04-24
Règlement concernant la modification d'un nom, du siège ou du nombre d'administrateurs	2011-08-01
Déclaration de mise à jour courante	2011-06-29
Déclaration annuelle 2010	2011-05-17

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration modificative	2010-11-17
État et déclaration de renseignements 2009	2010-03-31
Déclaration modificative	2009-09-02
État et déclaration de renseignements 2008	2009-06-01
Déclaration modificative	2009-01-05
Déclaration annuelle 2007	2007-09-10
État et déclaration de renseignements 2006	2007-06-15
Déclaration annuelle 2005	2006-08-03
Avis de défaut	2006-06-20
Déclaration annuelle 2004	2004-10-02
Déclaration annuelle 2003	2003-11-20
Déclaration annuelle 2002	2003-01-28
Changement du nombre d'administrateurs	2003-01-23
Déclaration annuelle 2001	2002-02-08
Déclaration annuelle 2000	2001-02-13
Déclaration initiale	2000-01-28
Certificat de constitution	1999-11-17

INDEX DES NOMS

Date de mise à jour de l'index des noms	2000-01-28

Nom

Nom	LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES
Versions du nom dans une autre langue	THE CENTRE FOR COMMUNITY ORGANIZATIONS
Date de déclaration du nom	1999-11-17
Date de déclaration du retrait du nom	

Situation	En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	COCO
Versions du nom dans une autre langue	
Date de déclaration du nom	2000-01-28
Date de déclaration du retrait du nom	
Situation	En vigueur

BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES,** personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, suite 470, agissant et représentée par madame Naïma Phillips, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 28 mars 2017 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 4e, étage de l'immeuble sis au 3 680 rue Jeanne-Mance à Montréal, d'une superficie de 1 194,80 pi² (les « Lieux loués »), pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er août 2017 et se terminant le 31 juillet 2020;

ATTENDU QUE par une Convention de Prolongation datée du 16 juin 2020, la durée était prolongée pour une période commençant le 1er août 2020 et se terminant le 31 juillet 2023. (la 1ère Convention de Prolongation) ;

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont convenu de mettre en place un nouveau bail, d'une durée de deux (2) ans, à compter du 1er juillet 2023 (ci-après appelé le « Bail »);

EN CONSÉQUENCE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres,

Paraphes	
Locateur	Locataire

du toit, de système mécanique ou électrique dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager des espaces communs, les primes d'assurance, la portion amortie des Dépenses de nature capitalisable, l'entretien et les réparations des espaces communs**.** Sont exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant et réalisés par le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux désignés comme étant le local 470, situé au 4e étage dans le bâtiment sis au 3680, rue Jeanne-Mance, connu comme étant le Centre Strathearn, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est fixée à deux mille neuf pieds carrés (1 194,8 pi²).

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail est consenti pour un terme de deux (2) ans, commençant le 1er août 2023 et se terminant le 31 juillet 2025.

Paraphes	
Locateur	Locataire

3.2 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Le Bail se terminera de plein droit à son échéance, sans autre avis. L'occupation des Lieux loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent (100 $) dollars sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

3.3 **Résiliation :** Nonobstant la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps avant l'échéance en signifiant à l'autre partie suivant un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet. Toute telle résiliation sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-trois (2023) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-quatre (2024), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de dix-sept mille neuf cent soixante-quinze dollars et cinquante-deux cents **(17 975, 52 $)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept dollars et quatre-vingt-seize cents **(1 497, 96 $)**, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) août deux mille vingt-trois (2023).

Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-quatre (2024) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-cinq (2025), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de dix-huit mille cinq cent quatorze dollars et soixante-dix-huit cents **(18 514, 78 $),** payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille cinq cent quarante-deux dollars et quatre-vingt-dix cents **(1 542, 90 $)**, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) août deux mille vingt-quatre (2024).

4.2 **Frais d'exploitation** : Le Loyer inclus tous les Frais d'exploitation décrit à l'article 1.6.

4.3 **Loyer additionnel :** En plus de payer son loyer tel que décrit à l'article 4.1, Le Locataire devra assumer, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, les Taxes foncières telles que décrites aux articles 1.9 et 8.8. Une facture additionnelle sera transmise au Locataire par le Service des finances du Locateur et devra être payée selon les conditions émises sur la facture.

4.4 **Paiement** : Toute somme en retard payable en vertu des présentes, y compris celles payables à titre d'intérêts, portera intérêt au taux annuel établi par le Service des finances du Locateur dans le contexte de recouvrement.

ARTICLE 5
CESSION ET SOUS-LOCATION

5.1 **Modalités de cession, sous-location :** Le Locataire n'aura pas le droit, sans l'autorisation écrite préalable du Locateur, lequel ne pourra la refuser sans motif sérieux de céder, de sous-louer les Lieux loués en tout ou en partie, de permettre à un tiers de les occuper ou de les utiliser en tout ou en partie.

Si le Locataire cède le bail ou sous-loue les Lieux loués après avoir obtenu l'approbation du Locateur, le Locataire demeurera solidairement responsable avec le cessionnaire ou le sous-locataire de toutes les obligations contenues au présent Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 Toute installation ou amélioration locative (ci-après appelée les « Travaux d'aménagement ») apportée aux Lieux loués pendant l'occupation du Locataire dans les Lieux loués sera exécutée par le Locataire, le tout sujet à l'approbation préalable écrite du Locateur.

Le Locataire ne pourra, sans le consentement écrit et préalable du Locateur, faire aucun changement, réparation, amélioration, installation ou ajout aux Lieux loués, soit avant ou pendant la durée du Bail.

Le Locataire devra utiliser des entrepreneurs qualifiés et détenant les licences, accréditations et permis requis, approuvés par le Locateur.

Si le Locataire entreprend des Travaux d'aménagement affectant d'une quelconque manière les murs, planchers, plafonds, systèmes ou autres composantes majeures du bâtiment, le Locataire devra, au préalable, soumettre au Locateur des plans et devis décrivant les travaux et obtenir son consentement écrit.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conforme aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

7.3 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager dans les espaces communs de l'Immeuble.

7.4 **Température** : chauffer et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une température convenable aux besoins du Locataire.

7.5 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Usage** : prendre les Lieux loués dans l'état où ils se trouvent présentement. N'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau et d'entreposage, le tout en conformité avec toute loi et règlement municipal applicable.

8.3 **Entretien intérieur** voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

Paraphes	
Locateur	Locataire

8.4 **Entreposage** : Le Locataire ne doit pas posséder dans les Lieux loués des matières combustibles, inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses et n'utilisera dans les Lieux loués aucune autre source d'énergie que l'électricité de l'Immeuble.

8.5 **Modification aux Lieux loués** : n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

8.6 **Responsabilité et assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **deux millions de dollars (2 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

8.7 **Responsabilité :** tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants ;

Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux loués pendant ses périodes d'occupation.

8.8 **Taxes :** assumer le paiement des Taxes foncières, des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

8.9 **Circulation** : Le Locataire ne doit laisser ou permettre que soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les passages, entrées, trottoirs, corridors, vestibules, halls, ascenseurs, escaliers et issues de secours;

8.10 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.11 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.12 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

8.13 **Accès**: respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés à l'article 7.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable désigné par le Locateur.

Paraphes	
Locateur	Locataire

8.14 **Remise des Lieux loués** : remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

8.15 **Visite :** permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du Bail, que les Lieux loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du Bail, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux loués.

8.16 **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locataire déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATAIRE

10.1 **Modalités** : Les évènements suivants seront considérés comme étant des évènements de défaut selon les dispositions du présent Bail :

a) le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition du Bail prévoyant le paiement du Loyer, du Loyer additionnel ou tout autre montant devant être payé par le Locataire au Locateur en vertu du présent Bail, tel montant devant être réputé un loyer, payable et exigible de la même manière qu'un loyer et tel défaut continue pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet a été donné au Locataire par le Locateur;

b) le Locataire abandonne ou tente d'abandonner les Lieux loués avant l'expiration du présent Bail, que tel abandon soit à la connaissance ou non du Locateur OU les Lieux loués sont utilisés par toute autre personne ou compagnie autre que celle qui y a droit en vertu des présentes OU quelque procédure d'exécution d'un jugement rendu contre le Locataire ou en vertu de ce Bail est entrepris OU un agent agissant en vertu d'un acte de fiducie ou d'un acte d'hypothèque prend possession des actifs du Locataire;

c) le Locataire est en défaut de se conformer à tout engagement contenu aux présentes et/ou tente de se décharger de toute obligation stipulée au présent Bail (autre qu'un défaut de paiement du loyer ou tout autre coût) et que ce défaut perdure pendant quinze (15) jours après qu'un avis écrit à cet effet ait été donné au Locataire par le Locateur, à moins qu'il soit impossible de remédier à tel défaut en toute diligence durant telle période de quinze (15) jours, auquel cas le Locataire aura droit d'obtenir, s'il en fait la demande écrite au Locateur avant l'expiration dudit délai, toute prolongation de temps raisonnable afin de permettre de remédier à tel défaut.

En cas de défaut du Locataire de se conformer aux dispositions des présentes, le Locateur aura le droit, à son absolue discrétion, de résilier le présent Bail et, en sus, le Locateur aura le droit, sans avis et sans nécessité d'intenter une procédure judiciaire, de reprendre immédiatement possession des Lieux loués et de disposer des effets du Locataire abandonnés dans les Lieux loués et ce, nonobstant toute loi à l'effet contraire, le tout sans préjudice de tout autre droit et recours en dommages-intérêts dont il pourrait se prévaloir contre le Locataire en raison de tout défaut de celui-ci.

ARTICLE 11
RÈGLEMENTS D'IMMEUBLE

11.1 **Règlements d'immeuble :** Le Locataire s'engage à respecter les règlements d'immeuble joint au Bail comme Annexe B.

ARTICLE 12
DIVERS

12.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

12.2 **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

Paraphes	
Locateur	Locataire

12.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

12.4 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, pandémie, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

12.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

12.6 **Responsabilité :** Le Locateur ne sera être tenu responsable de tout dommage causé au Locataire et/ou à ses dirigeants, officiers, employés, mandataires, représentants ou visiteurs ou à toute autre personne utilisant les installations présentes dans l'Immeuble, incluant les aires communes, ni de tout dommage provenant de l'utilisation de ces installations et de ces aires communes.

12.7 **Suspension des services :** Le Locateur aura le droit, sans obligation ni responsabilité envers le Locataire, de suspendre ou modifier tout service qu'il doit fournir en vertu du présent Bail, pour le temps qu'il sera nécessaire ou qu'il jugera raisonnable, par suite d'un sinistre ou d'un accident ou dans le but de faire des réparations, remplacements, modifications ou améliorations ou pour toute autre cause hors de son contrôle. De plus, le Locateur n'encourra aucune responsabilité envers le Locataire par suite de tout défaut de fournir l'un ou l'autre de ces services, pour quelque raison que ce soit, et il n'en résultera aucune réduction de Loyer ni diminution des obligations du Locataire. Cependant, le Locateur devra, dans la mesure du possible, y remédier avec diligence et dans un délai raisonnable. Néanmoins, le Locateur sera en tout temps responsable des dommages causés par sa propre négligence ou par celle de ses employés, préposés, mandataires, sous-traitants, agents ou commettants.

12.8 **Droit d'entrée :** Si le Locateur juge nécessaire de faire traverser les Lieux loués par certains éléments des systèmes mécanique, électrique, de chauffage et de climatisation ou de plomberie, le Locataire autorise, par les présentes, le Locateur, ses représentants et ses entrepreneurs à exécuter ce travail dans les Lieux loués, sans indemnisation ou réduction du Loyer du Locataire. Le Locateur s'engage à aviser le Locataire au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance avant la date à laquelle seront effectués les travaux à moins d'une situation d'urgence.

12.9 **Aucune publicité :** Le Locataire ne pourra imprimer, publier, exposer, diffuser, afficher ou autrement offrir en tout ou en partie les Lieux loués à des fins de cession, transfert ou sous-location et ne devra permettre à aucun courtier ou aucune autre personne de le faire, à moins que le texte complet, le format et le médium n'aient été préalablement approuvés par écrit par le Locateur.

12.10 **Cession par le Locateur :** Si le Locateur loue, cède, ou autrement aliène l'Immeuble ou quelque partie de celui-ci ou encore cède le présent Bail ou tout droit, intérêt ou participation qu'il y détient, et dans la mesure où un tel acheteur ou cessionnaire assume les obligations du Locateur aux termes des présentes, ce dernier sera dès lors, ipso facto, dégagé et libéré de toute responsabilité à l'égard de ces obligations à titre de Locateur sans qu'aucune autre entente ultérieure ne soit nécessaire.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 13
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

13.1 **Règlement** : Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 14
ANNEXES

14.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

► Annexe A : Plan des Lieux loués.
► Annexe B : Règlements d'immeuble

14.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 15
ÉLECTION DE DOMICILE

15.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à :
immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à : immeubles.locations@montreal.ca

► Pour le Locataire :

LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES
3680, rue Jeanne-Mance, local 470
Montréal, Québec, H2X 2K5
514-849-5599
info@coco-net.org

15.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

15.3 **Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Bail signé électroniquement.

Le 27e jour d'avril 2023

VILLE DE MONTRÉAL



Par : Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 13 avril 2023

LOCATAIRE

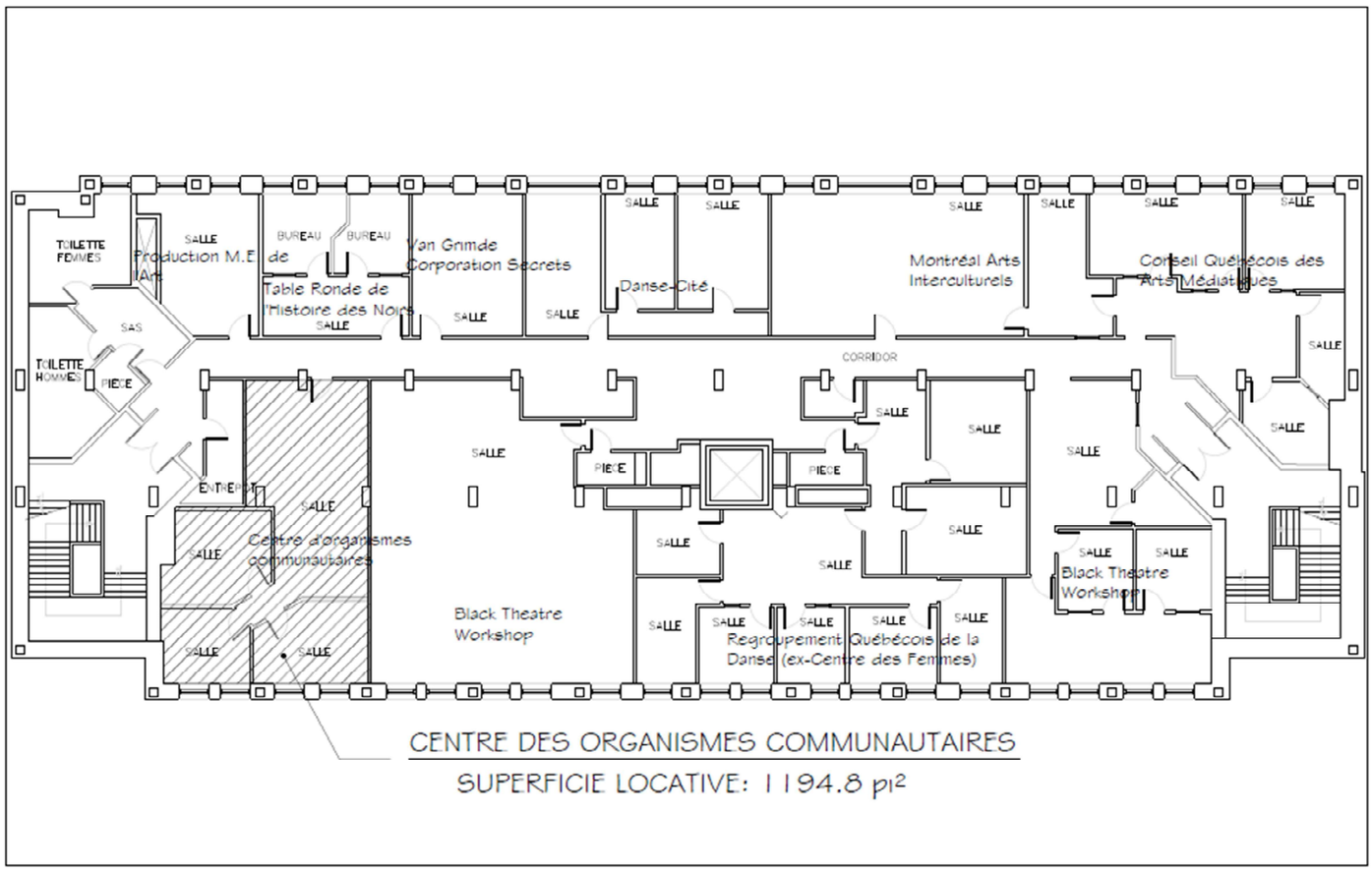


Par : Naïma Phillips

Ce bail a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le 26e jour d'avril 2023 . (Résolution: CE23 0643).

Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A : Plan des Lieux loués



Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe B

Règlements d'immeuble Centre Strathearn

- Les heures d'ouverture
  - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
  - Les portes extérieures seront barrées de 18 h à 8 h,
  - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouverture doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées
  - Si des activités ont lieu après 18 h 00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs
  - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisées sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
  - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre),
  - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance,
  - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
  - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville,
  - nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toute la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
  - Chaque occupant doit faire la gestion de ces déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il ne doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacuer de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associé à la réglementation.

Paraphes	
Locateur	Locataire

- Pendant les heures d'ouverture du Centre Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'itinérant, etc.) au service 911, aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Paraphes	
Locateur	Locataire

CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, Greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES,** personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de la Partie 3 (RLRQ, C. C-38) de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 3680, rue Jeanne-Mance, Montréal, Québec, H2X 2K5, suite 470, agissant et représentée par Estelle Davis, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : **3680, rue Jeanne-Mance, Montréal**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 27 avril 2023 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 4e, étage de l'immeuble sis au 3680 rue Jeanne-Mance à Montréal, d'une superficie de 1 194,80 pi² (les « Lieux loués »), pour un terme de deux (2) ans, débutant le 1er août 2023 et se terminant le 31 juillet 2025 ;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la Convention de modification du Bail sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locateur désire apporter certaines modifications au Bail, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locataire y consent ;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et que le Locataire déclare en avoir pris connaissance ; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente Convention de modification du Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire ED

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 2.0 du Bail Initial.

ARTICLE 3
MODIFICATIONS

L'article 3.1 du Bail est modifié et remplacé comme suit :

Durée : Le Bail est consenti pour un terme de deux (2) ans, commençant le 1er août 2025 et se terminant le 31 juillet 2027.

L'article 4.1 du Bail est modifié et remplacé comme suit :

Loyer : Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-cinq (2025) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-six (2026), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de dix-neuf mille soixante-dix dollars et vingt-huit cents **(19 070,28$)**, payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille cinq cent quatre-vingt-neuf dollars et dix-neuf cents **(1 589,19$)**, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) août deux mille vingt-cinq (2025).

Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-six (2026) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-sept (2027), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de dix-neuf mille six cent quarante-deux dollars et quarante-quatre cents **(19 642,44 $),** payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de mille six cent trente-six dollars et quatre-vingt-sept cents **(1 636,87 $)**, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) août deux mille vingt-six (2026).

L'article 8.6 du Bail est modifié et remplacé comme suit :

Responsabilité et assurance : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **cinq millions de dollars (5 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4.1 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire ED

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Bail signé électroniquement.

Le _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Domenico Zambito, Greffier adjoint

Le 20 février 2025

LE CENTRE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

_____
par : Estelle Davis

Paraphes	
Locateur	Locataire ED

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258682003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver le projet de modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à Le centre des organismes communautaires, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2025, un local situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie de 1 194,8 pieds carrés, à des fins communautaires pour un loyer total de 38 712,72 $, excluant les taxes. Le montant total de la subvention pour cette occupation est d'environ 21 028,48 $ (Bâtiment 2453-115)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1258682003 le centre des organismes communautaires.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sebastien AUCLAIR
Préposé au budget
Tél : 514

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-03

Mustapha CHBEL
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.015

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1245323007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Abroger les résolutions CE24 1262, CM24 0833 et CG24 0457 / Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain d'une superficie de 15 722 pieds carrés, connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 384 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

Il est recommandé :

1. d'abroger les résolutions CE24 1262, CM24 0833 et CG24 0457;
2. d'approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 384 du cadastre du Québec, d'une superficie de 15 722 pieds carrés, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'amendement du bail;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-13 12:56

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1245323007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Abroger les résolutions CE24 1262, CM24 0833 et CG24 0457 / Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain d'une superficie de 15 722 pieds carrés, connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 384 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

CONTENU

CONTEXTE

Une coquille s'est glissée dans le sommaire lors de l'inscription du numéro de lot 1 669 385 qui aurait dû se lire comme suit 1 669 384 du cadastre du Québec.
L'objet du dossier aurait dû se lire comme suit: Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, d'une superficie de 15 722 pi², des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 384 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection de boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $ taxes incluses pour le terme. # Bât. 6039.

Voir le plan ci-joint.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
conseiller(-ere) en immobilier expertise immobiliere

514-949-9881
Tél :
Télécop. : -

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 14 août 2024	Résolution: CE24 1262

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une période additionnelle de 10 ans à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 15 722 pieds carrés, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'amendement du bail;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.030 1245323007
/sb

Benoit DORAIS
_____
Vice-président du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 16 août 2024

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 19 août 2024 Séance tenue le 19 août 2024	Résolution: CM24 0833

Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain constitués des lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 15 722 pieds carrés, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses, pour le terme

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 22 août 2024 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Caroline Bourgeois

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- d'approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une période additionnelle de 10 ans à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 15 722 pieds carrés, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'amendement du bail;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

80.01 1245323007 (20.48)
/sb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 21 août 2024

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 22 août 2024 Séance tenue le 22 août 2024	Résolution: CG24 0457

Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain constitués des lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 15 722 pieds carrés, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $ taxes incluses, pour le terme

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une période additionnelle de 10 ans à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 15 722 pieds carrés, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'amendement du bail;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.48 1245323007
/sb

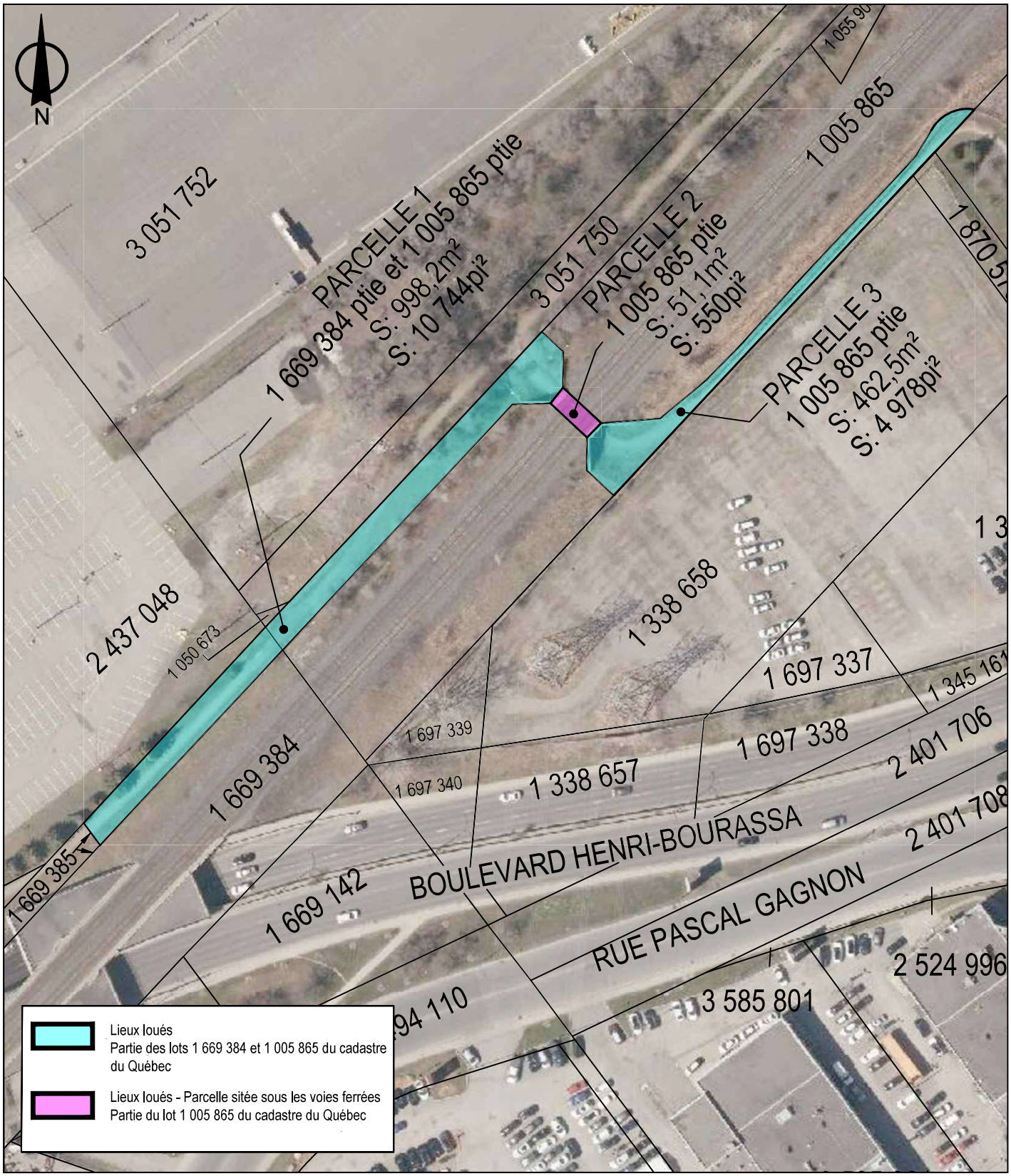
Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 23 août 2024



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES LOCATIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-3764-03
Mandat: 24-0158-L
Dessinateur: LA
Échelle: 1:1200
Date: 12 avril 2024
Révision: 13 mars 2025

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1245323007

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, d'une superficie de 15 722 pi², des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, d'une superficie de 15 722 pi², à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'amendement du bail;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-07-17 14:06

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245323007**
Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'amendement du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, d'une superficie de 15 722 pi², des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 et 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur de l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $ taxes incluses pour le terme. # Bât.: 6039

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2005, la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), des parcelles de terrain connues comme étant les lots 1 005 865 & 1 669 385 du cadastre du Québec, à des fins de maintenir un lien cyclable au parc-nature Ruisseau-De-Montigny situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. Le bail est échu depuis le 1er janvier 2024.
Récemment, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a effectué des travaux afin de prolonger le lien cyclable au parc-nature Ruisseau-De-Montigny. La CN a remesuré la superficie utilisée qui est passée de 8 181 pi² à 15 722 pi². Le Service de la Stratégie immobilière (SSI) est en accord avec la nouvelle superficie.

Le SGPMRS souhaite poursuivre la location des parcelles de terrains appartenant au CN, pour un terme additionnel de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, et a mandaté le SSI afin de négocier une prolongation de bail, selon les termes et modalités prévus à l'amendement du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0717 - 7 mai 2014 - 1- d'approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) un terrain situé dans l'emprise de la voie ferrée à des fins de lien cyclable au parc-nature du Ruisseau-De Montigny près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, dans

l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une période additionnelle de 10 ans à compter du 1er janvier 2014, pour un loyer total de 72 284,80 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au bail et selon l'offre de renouvellement du CN datée du 16 janvier 2014, le tout sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;
CE09 1257- 24 août 2009- D'autoriser le renouvellement du bail par lequel la Ville loue un terrain de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) pour une piste cyclable située dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De Montigny, pour un terme de cinq (5) ans, soit du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2013.

CE05 0899 - 18 mai 2005 - D'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), un terrain pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2004, aux fins du passage d'un sentier multifonctionnel dans l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de Ruisseau-De Montigny, moyennant un montant forfaitaire de 2 000 $, plus les taxes applicables, représentant le loyer.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver un projet d'amendement de bail par lequel la CN loue à la Ville, des parties des lots 1 005 865, 1 669 385, du cadastre du Québec, d'une superficie de 15 722 pi², pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2024, à des fins d'un lien cyclable situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dans l'emprise de la voie ferrée près de l'intersection des boulevards Henri-Bourassa et Albert-Hudon, aussi connu sous le nom de parc-nature du Ruisseau-De-Montigny, pour un loyer total de 174 290,60 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La Ville assumera l'entretien général du site. Le loyer inclut notre quote-part des taxes foncières. Le bail prévoit un avis de résiliation suivant un préavis écrit de 30 jours à la Ville, advenant que la CN requière les parcelles de terrains pour ses fins opérationnelles ou pour la sécurité ferroviaire.

JUSTIFICATION

Le SGPMRS est favorable à poursuivre la location de terrain ce qui permet de faciliter la circulation cyclable de part et d'autre du tunnel sous la voie ferrée. Ce passage est requis pour assurer le lien continu de l'itinéraire du sentier multifonctionnel actuel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voici un aperçu du loyer annuel demandé pour la durée. Pour plus de détails voir la pièce jointe Détail de loyer.

Superficie du terrain : 15 722 pi²	**Loyer antérieur 2023**	**Loyer annuel 2024**	**Loyers annuels 2025 à 2033**	**Loyers annuels totaux (10 ans)**
Loyer	6 598,00 $	14 593,00 $	136 997,00 $	151 590,00 $
Loyer annuel avant taxes	6 598,00 $	14 593,00 $	136 997,00 $	151 590,00 $
TPS (5%)	329,90 $	729,65 $	6 849,85 $	7 579,50 $
TVQ(9,975 %)	658,15 $	1 455,65 $	13 665,45 $	15 121,10 $
Loyer annuel taxes incluses	7 586,05 $	16 778,30 $	157 512,30 $	174 290,60 $
Ristourne TPS	(329,90 $)	(729,65 $)	(6 849,85$)	(7 579,50 $)

Ristourne TVQ	(329,08 $)	(727,83 $)	(6 832,73$)	(7 560,55$)
Coût total	6 927,08 $	15 320,83 $	143 829,73 $	159 150,55 $
Taux unitaire ($/pi²)	0,81 $	0,93 $	1,00 $	

Les taxes foncières sont incluses dans les loyers annuels.

La dépense totale de loyer pour le terme de 10 ans est de 174 290,60 $, taxes incluses.
Le taux unitaire moyen pour la durée du terme est de 1$/pi².
Le loyer annuel a été majoré de 15 %, ce qui représente une hausse minime considérant que le loyer inclut une portion des taxes foncières. Le taux unitaire demandé est à l'intérieur de la fourchette locative estimée par le SSI.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas directement à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, mais favorise les déplacements actifs des citoyens qui fréquentent le parc. .
Il ne contribue pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit d'une location de terrain.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier empêcherait la Ville de maintenir et d'assurer le lien continu du sentier multifonctionnel au parc-nature du Ruisseau-De Montigny.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-Antoine LAMOUREUX, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Jérémie WATTERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Jérémie WATTERS, 15 juillet 2024
Pierre-Antoine LAMOUREUX, 10 juillet 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-949-9881
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-10

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nicole RODIER
chef(fe) de division locations immobilieres, en remplacement d'Annie Gerbeau, directrice du Service des stratégies immobilières, du 10 juillet au 2 août 2024.
Tél : 514-872-8726
Approuvé le : 2024-07-16

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1255807002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation et expérience client , Division communications - marketing
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 2 000 $ à ACFAS inc. pour le projet La Preuve par l'image, édition 2025

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 2 000 $ à ACFAS inc. pour le projet La Preuve par l'image, édition 2025;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-03-03 08:52

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255807002**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation et expérience client , Division communications - marketing
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 2 000 $ à ACFAS inc. pour le projet La Preuve par l'image, édition 2025

CONTENU

CONTEXTE

ACFAS inc. est un organisme à but non lucratif contribuant à l'avancement des sciences au Québec et dans la francophonie canadienne. Chaque année, ACFAS inc. organise la preuve par l'image, qui invite des scientifiques à mettre en compétition une image illustrant leur recherche, et ce dans tous les domaines de connaissance. Les 20 images finalistes retenues par le jury du concours font l'objet d'une exposition qui se tiendra de mai à novembre, à Espace pour la vie, devant le Biodôme.
Le Gala de ACFAS inc., qui se tient chaque année en novembre, est l'occasion de dévoiler les lauréats et lauréates du concours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0433 (24 mars 2024): Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à Association francophone pour le savoir (Acfas) pour le projet « La preuve par l'image;

- CE23 1742 (8 novembre 2023): Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à Association francophone pour le savoir (Acfas) pour le projet « La preuve par l'image; Accepter une somme de 2 000 $ en provenance de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de ce projet.
- CE22 0485 (30 mars 2022): Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000$ à l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) pour le projet La Preuve par l'image, édition 2022.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver un soutien financier de 2 000 $ à ACFAS inc. pour le projet La preuve par l'image. Cette somme permettra de remettre la bourse "Humains-Nature", parrainée par Espace pour la vie, à une personne lauréate du concours.

JUSTIFICATION

La collaboration entre Espace pour la vie et ACFAS inc. vise à mettre en commun les efforts en faveur de la diffusion et de la mise en valeur des sciences. L'un et l'autre jouissent d'une grande notoriété et rejoignent des communautés importantes et complémentaires. Leurs actions conjointes permettent de créer une synergie au bénéfice de la culture scientifique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires au versement de la contribution de 2 000 $ sont prévus au budget de fonctionnement d'Espace pour la vie. Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ce soutien à ACFAS inc. contribue aux priorités Montréal 2030, notamment:

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
- Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

La grille d'analyse figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La participation au Gala de ACFAS inc. est essentielle pour le positionnement sectoriel d'Espace pour la vie auprès des organismes acteurs québécois du milieu de la recherche. Participer au Gala de l'Acfas permet également à la Ville de reconnaître la contribution de l'organisme à la vision Montréal 2030 et à son rayonnement comme métropole francophone.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

20 novembre 2025 : 80e Gala de ACFAS inc. et remise du Prix Humains-Nature par un·e représentant·e d'Espace pour la vie

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Finances

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Joelle FILION
Chargée de communication

Tél : 514 443-6801
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Cindy LEONG
chef(fe) de division - communications et marketing (espace pour la vie)

Tél : 438-861-1426
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2025-02-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1255807002**
Unité administrative responsable : Service de l'Espace pour la vie
Projet : La preuve par l'image (bourse Humains-Nature)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *16 - Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *16 - Grâce à cette collaboration avec l'ACFAS, Espace pour la vie entretient ses liens avec la communauté scientifique au Québec et rayonne aussi à l'international, dans toute la francophonie.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1255807002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation et expérience client , Division communications - marketing
Objet :	Accorder un soutien financier de 2 000 $ à ACFAS inc. pour le projet La Preuve par l'image, édition 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1255807002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fiorella NUNEZ CARPIO
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-28

Sabiha FRANCIS
Conseillère) budgetaire
Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1257956001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 équivalent au montant de la subvention attendue

Il est recommandé :

- d'approuver l'avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente;

- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 selon les informations financières inscrites au dossier, équivalent à 100 % du montant de la subvention attendue pour répondre aux besoins en matière de compétences d'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-17 09:45

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257956001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 équivalent au montant de la subvention attendue

CONTENU

CONTEXTE

Depuis quelques années, les travaux du Service du développement économique de la Ville l'ont amené à identifier le bioalimentaire comme étant un secteur stratégique. Dans cette logique, la Ville et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) ont signé en 2019 une première Entente de développement du secteur bioalimentaire (2019-2021) afin de soutenir conjointement certains projets permettant de répondre aux objectifs de la Ville en matière de développement du secteur bioalimentaire. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, cette première entente avait été prolongée jusqu'au 31 mars 2023 au moyen d'avenant.
À la suite des résultats positifs générés par la première Entente sectorielle, une seconde entente couvrant la période 2023-2025 a été conclue par les parties. L'Entente 2023-2025 a été négociée à partir des points de convergence entre la Politique bioalimentaire, l'OVT et le PDZA, notamment en ce qui a trait au développement :

- de l'agriculture urbaine commerciale;
- du secteur bioalimentaire et de ses entreprises;
- d'initiatives liées à la transition écologique du secteur et de lutte au gaspillage alimentaire;
- d'orientations en matière de sécurité alimentaire;
- etc.

Cette entente sert également de base pour des collaborations, entre la Ville et le MAPAQ, pour diverses initiatives visant l'essor du secteur bioalimentaire sur le territoire montréalais et la réalisation d'actions structurantes.

Le MAPAQ et la Ville ont récemment entrepris des négociations afin de prolonger l'entente et de bonifier les sommes qui y sont attribuées considérant que :

- la Ville et le MAPAQ sont satisfaits de leur collaboration et des actions réalisées à ce jour dans le cadre de l'entente;
- le MAPAQ a entrepris des démarches pour actualiser la Politique bioalimentaire du Québec.

Le présent sommaire décisionnel vient répondre à cet objectif en proposant l'approbation d'un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire 2023-2025 entre le MAPAQ et la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0152 - 20 avril 2023 - Approuver l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 d'un montant total de 750 000 $ avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Service du développement économique de 600 000 $ réparti entre 2023 et 2025 équivalent au montant de la subvention attendue
CG21 0031 - 28 janvier 2021 - Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2019-2021 (CG19 0383) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2023 et de porter le montant total à 1 556 250 $, majorant ainsi de 806 250 $ la valeur de l'Entente

CG19 0383 - 22 août 2019 - Approuver l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2019-2021, d'un montant total de 750 000 $, avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

DESCRIPTION

L'avenant proposé apporte les ajustements suivants à l'entente initiale :

- Report de la date de fin de l'entente du 31 mars 2025 au 31 mars 2027;
- Augmentation de l'engagement financier de chacune des parties (voir aspects financiers);
- Ajout de rencontres additionnelles du comité de gestion de l'entente durant la période couverte par la prolongation de celle-ci;
- Ajustement de la reddition de compte et des délais de transmission afin de couvrir la prolongation de l'entente.

L'Entente 2023-2025 (l'entente initiale) est une entente-cadre qui a été négociée à partir des éléments de convergence entre la Politique bioalimentaire 2018-2025 et les priorités de la Ville qui ont trait au développement et à la croissance du secteur bioalimentaire montréalais. Elle vise la réalisation de projets et d'initiatives qui seront soutenus conjointement par la Ville et le MAPAQ. Les trois objectifs de l'Entente sont les suivants :

1. Mobiliser les acteurs du milieu dans une dynamique d'engagement, de concertation et d'action afin de renforcer l'écosystème du secteur bioalimentaire, notamment en dotant l'agglomération de Montréal d'un cadre d'intervention issu d'une démarche de mise en commun des enjeux régionaux et sectoriels;

2. Mettre en œuvre des projets structurants en lien avec les priorités suivantes :
    a. le développement de l'agriculture sur le territoire de l'agglomération de

Montréal incluant l'agriculture urbaine;
b. le soutien au secteur de la transformation alimentaire;
c. l'accompagnement et l'accélération des entreprises en croissance et/ou innovantes du secteur bioalimentaire afin d'assurer une offre suffisante et adéquate à leur développement;
d. l'adoption par les acteurs du système alimentaire de bonnes pratiques en matière de développement durable, de transition écologique et de gaspillage alimentaire;
e. l'accroissement de la disponibilité et de l'accès aux produits du Québec dans le but de répondre à la demande des consommateurs et à leurs attentes;
f. la contribution au développement de la recherche et des connaissances, dans la poursuite de l'autonomie alimentaire, d'accès à une saine alimentation ou par la consolidation de projets de mutualisation porteurs.

3. Mettre en œuvre tout autre projet structurant identifié prioritaire par les parties, et répondant aux plans d'action, politiques et stratégies suivantes :
a. de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (OVT);
b. du PDZA de l'agglomération de Montréal;
c. de la Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026;
d. du Plan stratégique Montréal 2030;
e. qui s'inscrivent dans la continuité de la précédente Entente sectorielle, ou;
f. qui contribueront à soutenir le développement de l'écosystème sectoriel de l'industrie bioalimentaire montréalaise.

Outre la contribution financière des parties, l'Entente comprend, notamment, les termes suivants :

- La présence d'un comité directeur, formé de représentants du MAPAQ et du Service de développement économique de la Ville (SDÉ), pour identifier les projets à soutenir et assurer le suivi de l'Entente. Ce comité sera notamment responsable d'approuver l'ajout de nouveaux projets pouvant être financés dans le cadre de l'Entente ainsi que de l'approbation des livrables et de la reddition de comptes;
- La désignation de la Ville comme responsable de la coordination et de la gestion de l'Entente.

JUSTIFICATION

Le bioalimentaire est un secteur économique de première importance pour la métropole. Il est proposé de bonifier l'entente puisque la Ville et le MAPAQ sont satisfaits de leur collaboration et des actions réalisées à ce jour dans le cadre de l'entente.
La prolongation de cette entente et l'augmentation des sommes attribuées par les parties permettront la mise en œuvre de projets structurants pour le développement du secteur bioalimentaire et de son écosystème socio-économique dans un contexte de relance. Ceux-ci feront l'objet, le cas échéant, de décisions déléguées ou de décisions des instances distinctes. Ainsi, la prolongation de cette entente permettra à la Ville de continuer à assumer un leadership accru dans le soutien et le développement de ce secteur qui contribue aux objectifs de développement économique de la métropole. À titre d'exemple, depuis sa signature, l'entente a permis le financement et la réalisation de plusieurs projets :

- Les Rendez-vous bioalimentaires du Carrefour des Industries Bioalimentaires de l'Île de Montréal (CIBÎM);

- Commun'assiette (Équiterre);
- MontréalCulteurs (Laboratoire sur l'agriculture urbaine);
- Cultiver l'Espoir (Regroupement partage);
- Guichet unique sur la transition alimentaire (Montréal - Métropole en santé);
- Réparation du mail d'hiver des marchés Jean-Talon et Atwater (Société des marchés publics de Montréal).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est de 325 000 $. Une somme totale de 75 000 $ est prévue au budget de fonctionnement de 2025 et 2026 de la Ville de Montréal.
Pour sa part, le MAPAQ s'engage à contribuer à la mise en œuvre de cet avenant en y affectant une somme supplémentaire totale pouvant atteindre 250 000 $ pour la durée de la prolongation de l'entente. À cet effet, à la suite de l'approbation du présent dossier, selon la ventilation annuelle des montants dans le tableau présenté ci-dessous, un ajustement total de 250 000 $ au budget du Service du développement économique, en revenus et dépenses reportables, est requis. Il s'agit d'une somme totale en budget d'agglomération.

Le premier tableau ci-dessous présente la ventilation annuelle des montants prévue à l'entente initiale. Le second tableau présente la ventilation annuelle des montants que les parties s'engagent à ajouter dans l'entente en vertu de l'avenant.

Entente initiale (2023-2025)				
Parties	**2023**	**2024**	**2025**	**TOTAL**
Ministre (MAPAQ)	250 000 $	200 000 $	150 000 $	600 000 $
Ville (SDÉ)	65 000 $	65 000 $	20 000 $	150 000 $
Sommes résiduelles de la précédente entente	-	-	-	115 847 $
TOTAL	315 000 $	265 000 $	170 000 $	865 847 $

Avenant					
Parties	**2025**	**2026**	**2027**	**Total avenant**	**Total entente modifiée**
Ministre (MAPAQ)	175 000 $	75 000 $	0 $	250 000 $	850 000 $
Ville (SDÉ)	45 000 $	30 000 $	0 $	75 000 $	225 000 $

Sommes résiduelles de la précédente entente	-	-	-	-	115 847 $
TOTAL	220 000 $	105 000 $		325 000 $	1 190 847 $

Au global, la contribution de la Ville est de 21 % du montant total de l'entente alors que celle du MAPAQ correspond à 79 %.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), car les projets financés par l'entente viendront appuyer le secteur bioalimentaire sur le territoire de l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats fixés par Montréal 2030. Il répond aux priorités :
4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.
6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.
16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de l'entente permettra la mise en place et la réalisation d'activités structurantes pour les entreprises de cette industrie. De plus, la prolongation de l'entente servira comme base pour des collaborations futures, entre la Ville, le MAPAQ et d'autres acteurs du milieu, privé et public, visant l'essor du secteur bioalimentaire sur le territoire montréalais ainsi que pour la négociation d'une nouvelle entente en lien avec la future Politique bioalimentaire du Québec.
À défaut d'adopter cet avenant, des projets porteurs pour ce secteur clé de l'économie montréalaise seraient remis en question.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution financière comporte des modalités relatives à la visibilité de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre de l'entente jusqu'en 2027.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles-André MAJOR
Conseiller au développement économique

Tél : 438 368-4248
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-28

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : (438) 880-2217
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique
Tél :
Approuvé le : 2025-03-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2025-03-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1257956001*

Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Service du développement économique de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 équivalent au montant de la subvention attendue

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.* *6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.* *16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

- **Le projet permet la commercialisation des produits alimentaires locaux en période hivernale et à consolider le secteur bioalimentaire dans une optique de résilience et de transition écologique.**

6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

- **Le projet contribuera à faciliter l'accès à des aliments frais et sain en période hivernale ainsi qu'à inciter la population à les consommer.**

16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.

- **Le projet pourra contribuer à soutenir des projets axés sur la R&D et menés en collaboration avec des groupes de recherche et maison d'enseignement à l'image de ce que permet le programme MontréalCulteurs financé dans le cadre de l'entente initiale.**

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1257956001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Objet :	Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 équivalent au montant de la subvention attendue

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Avenant_ES_Montreal_2023-2025.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-242-9260

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-13

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-242-9260
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
13 mars 2025
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

AVENANT 1

ENTENTE SECTORIELLE
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE
DE LA RÉGION DE MONTRÉAL
2023-2025

ENTRE

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC, monsieur André Lamontagne, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, sous l'autorité de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* (RLRQ, chapitre M-14), ici représenté par madame Geneviève Masse, sous-ministre adjointe au développement durable, territorial et sectoriel, dûment autorisée par l'article 12 de cette Loi ;

ci-après désigné le « MINISTRE »,

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée, en vertu de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre c-11.14), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134 Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant au nom de l'Agglomération de Montréal et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ;

ci-après désignée « VILLE »,

ci-après désignées collectivement les « PARTIES **»** et individuellement une « PARTIE ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les PARTIES ont signé l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025, ci-après nommée « l'Entente », laquelle est entrée en vigueur le 1er mai 2023 ;

ATTENDU QUE les PARTIES sont satisfaites de leur collaboration et des actions réalisées à ce jour dans le cadre de l'Entente ;

ATTENDU QUE la majorité des sommes disponibles à l'Entente est affectée pour la réalisation de projets prioritaires et qu'une partie de ces sommes restent à être décaissées ;

ATTENDU QU'en vertu de la clause 16 de l'Entente, toute modification au contenu de la présente Entente doit faire l'objet d'un avenant, lequel ne peut changer la nature de l'Entente et en fait partie intégrante ;

ATTENDU QU'en vertu de la clause 16 de l'Entente, les PARTIES désirent prolonger la durée de l'Entente jusqu'au 31 mars 2027 afin de permettre que l'objet et les obligations qui y sont prévus soient pleinement réalisés ;

ATTENDU QUE toutes les clauses de l'Entente, à l'exception de celles qui sont ajoutées ou modifiées, demeurent inchangées et continuent de s'appliquer ;

EN CONSÉQUENCE, les PARTIES conviennent de modifier l'Entente selon ce qui suit.

1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les clauses 6, 7, 9, 11 et 12, ainsi que l'Annexe 1 de l'Entente afin de prolonger sa durée de deux ans, soit jusqu'au 31 mars 2027.

2. MODIFICATION À L'ENTENTE

2.1 La clause 6.1 est modifiée comme suit :

6.1 Contribuer à la mise en œuvre de cette Entente, sous réserve des crédits disponibles, en y affectant une somme totale pouvant atteindre 600 000 $ pour la durée de l'Entente conformément aux normes du programme Territoires : priorités bioalimentaires selon le calendrier suivant :

- Année financière 2023-2024 : 250 000 $
- Année financière 2024-2025 : 350 000 $

Contribuer à la mise en œuvre de cette Entente, sous réserve des crédits disponibles, en y affectant une somme totale pouvant atteindre 250 000 $ pour la durée de l'Entente conformément aux normes du Programme de développement territorial et sectoriel 2023-2026 selon le calendrier suivant :

- Année financière 2025-2026 : 250 000 $

2.2 La clause 6.4 est modifiée comme suit :

6.4 Verser à la VILLE, au plus tard le 31 mars 2025, une aide financière pouvant atteindre la somme de 150 000 $, conditionnelle au dépôt et à l'acceptation par le MINISTRE d'un bilan annuel, ainsi qu'un rapport financier, comme prévu à la clause 12.1 et à l'Annexe 1.

2.3 Les clauses 6.5 et 6.6 sont ajoutées :

6.5 Verser à la VILLE, pour l'année financière 2025-2026, une aide financière pouvant atteindre 175 000 $ conditionnelle au dépôt et à l'acceptation par le MINISTRE d'un bilan annuel, ainsi qu'un rapport financier, comme prévu à la clause 12.1 et à l'Annexe 1.

6.6 Verser à la VILLE une dernière aide financière, au plus tard le 31 mars 2026, pouvait atteindre la somme de 75 000 $, selon les dépenses réelles encourues à la suite du dépôt d'un bilan de l'ensemble des Projets structurants réalisés, des rapports financiers approuvés et documents requis par le comité directeur de l'Entente comme prévu à la clause 12.1 et à l'Annexe 1.

2.4 Les clauses 7.1 et 7.2 sont modifiées comme suit :

7,1 Contribuer à la mise en œuvre de cette Entente en y affectant une somme totale pouvant atteindre 225 000 $ pour la durée de l'Entente.

7.2 À titre de partenaire gestionnaire, réserver dès la signature de cette Entente l'ensemble des sommes prévues à la clause 7.1, le tout réparti en fonction des années budgétaires de la VILLE de la façon suivante[1] :

- 2023 : 65 000 $
- 2024 : 65 000 $
- 2025 : 75 000 $
- 2026 : 20 000 $

[1] L'année budgétaire de la Ville de Montréal est calculée du 1er janvier au 31 décembre.

2.5 Le tableau synthèse des contributions financières de la clause 9 de l'Entente est remplacé par le suivant :

PARTIES	**2023-2024**	**2024-2025**	**2025-2026**	**2026-2027**	**TOTAL**
MINISTRE	250 000 $	350 000 $	250 000 $	0 $	**850 000 $**
VILLE*	75 000 $	75 000 $	75 000 $	0 $	**225 000 $**
SOMMES RÉSIDUELLES DE LA PRÉCÉDENTE ENTENTE					115 847 **$**
TOTAL	**325 000 $**	**425 000 $**	**325 000 $**	**0 $**	**1 190 847 $**

*S'ajoute la contribution de la VILLE correspondant aux dépenses engendrées par le poste de travail et le soutien à la coordination.

2.6 La clause 11 est modifiée comme suit :

Cette Entente entre en vigueur à la date à laquelle les PARTIES l'auront signée et se termine le 31 mars 2027.

2.7 La section Mandats de la clause 12.3 est modifiée comme suit :

Mandats

- Assurer la gestion budgétaire des sommes versées par les PARTIES, aux fins de l'Entente selon les directives du comité directeur, et ce, dans le respect des normes des programmes et des politiques de chacune des PARTIES ;
- Tenir des comptes et des registres appropriés et précis à l'égard des coûts relatifs à chacun des projets visés par la présente Entente ;
- Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à la présente Entente et transmettre au comité directeur avant le 15 mars 2027 un rapport financier détaillé par projet, tel que spécifié à l'Annexe 1 ;
- Fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à l'Entente, à toute personne autorisée par l'une ou l'autre des PARTIES de l'Entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies ;
- Préparer et fournir au comité directeur les rapports financiers requis à la reddition de comptes tel que spécifié à l'Annexe 1.

2.8 L'annexe 1 est modifiée comme suit :

ANNEXE 1

REDDITION DE COMPTE

En tant que responsable de la coordination et d gestion de l'Entente, la VILLE est responsable de la production des documents requis pour la reddition de compte, tel que précisé aux clauses 12.2 et 12.3 de la présente Entente.

Les documents de reddition de comptes listés ci-dessous doivent être approuvés par les membres du comité directeur, selon le calendrier de rencontres listé ci-dessous, tel que mentionné à la clause 12.1 de la présente Entente.

Calendrier de rencontres du comité directeur

- **Mai 2023 :** Identification d'une première série de projets à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs ;

- **Décembre 2023 :** Suivi des projets en cours et identification d'une deuxième série de projets à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs ;

- **Mars 2024 :**
  - Approbation du bilan de mi-parcours et du rapport financier en conformité avec les documents listés ci-dessous ;
  - Identification d'une troisième série de projets à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs, le cas échéant ;

- **Septembre 2024 :** Suivi des projets en cours et approbation du bilan à jour, incluant le rapport financier en conformité avec les documents listés ci-dessous ;

- **Mars 2025 :**
  - Approbation du bilan annuel et du rapport financier en conformité avec les documents listés ci-dessous ;
  - Identification d'une série de projets à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs, le cas échéant ;

- **Décembre 2025 :** Suivi des projets en cours et identification d'une série de projets à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs ;

- **Mars 2026 :**
  - Approbation du bilan annuel et du rapport financier en conformité avec les documents listés ci-dessous ;
  - Identification d'une série de projets à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs, le cas échéant ;

- **Septembre 2026 :** Suivi des projets en cours et approbation du bilan à jour, incluant le rapport financier en conformité avec les documents listés ci-dessous ;

- **Mars 2027 :** Approbation de la reddition de compte finale en conformité avec les documents listés ci-dessous.

Documents et délais de transmission

Avant la réunion de mai **2025**, la VILLE devra fournir au comité directeur :

- Une liste de projets proposés à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs pour sélection par le comité directeur ;

Avant la réunion de **décembre 2025**, la VILLE devra fournir au comité directeur :

- Des documents présentant un état d'avancement pour chacun des projets réalisés, en cours ou prévus ;
- Un rapport financier détaillé couvrant l'Entente, dans son ensemble, et précisant pour chacun des projets les sommes engagées, les sommes dépensées ainsi que les dépenses prévues.

Avant la réunion de **décembre 2025**, les PARTIES devront fournir au comité directeur :

- Une liste de projets proposés à réaliser et/ou à soutenir avec leurs échéanciers et budgets respectifs pour sélection par le comité directeur.

Avant la réunion de **mars 2026**, la VILLE devra fournir au comité directeur :

- Un bilan de mi-parcours des projets identifiés par le comité directeur incluant des mises à jour pour chacun des projets réalisés, en cours ou prévus ;
- Un rapport financier détaillé couvrant l'Entente, dans son ensemble, et précisant pour chacun des projets les sommes engagées, les sommes dépensées ainsi que les dépenses prévues.

Avant la réunion de **septembre 2026**, la VILLE devra fournir au comité directeur :

- Un bilan des projets identifiés par le comité directeur incluant la mise à jour pour chacun des projets réalisés, en cours ou prévus ;
- Un rapport financier détaillé couvrant l'Entente, dans son ensemble, et précisant pour chacun des projets les sommes engagées, les sommes dépensées ainsi que les dépenses prévues.

Avant la réunion de **mars 2027**, la VILLE devra fournir au comité directeur :

- Un bilan final de l'ensemble des projets incluant des fiches projets complétées pour chacun des projets réalisés ;
- Un rapport financier détaillé couvrant l'Entente, dans son ensemble, et précisant pour chacun des projets les sommes dépensées.

3. ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur à la date à laquelle la dernière signature y est apposée.

4. SIGNATURES

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté chacune des clauses du présent Avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025.

Les PARTIES reconnaissent que toutes les clauses de l'Entente, à l'exception de celles qui sont modifiées, demeurent inchangées et continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

POUR LE MINISTRE DE l'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Madame Geneviève Masse Sous-ministre adjointe au développement durable, territorial et sectoriel	Date

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

_____ _____

M[e] Domenico Zambito
Greffier adjoint

Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1257956001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Développement du territoire
Objet :	Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 équivalent au montant de la subvention attendue

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1257956001 - Certification de fonds- Avenant entente Entente MAPAQ 2023-2025.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fiorella NUNEZ CARPIO
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-14

Habib NOUARI
Conseiller budgétaire
Tél : (514)872-0984
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1256370004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier à 84 organismes pour 86 projets pour un montant total de 1 792 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2025

Il est recommandé au comité exécutif :

- d'accorder un soutien financier à 84 organismes pour 86 projets pour un montant total de 1 792 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2025 selon le détail suivant:

Volet	Nom légal de l'organisme	Nom complet du festival ou de l'événement	Montant 2025
II	100Lux	Festival 100Lux	12 000 $
II	À Portée De Mains	Festival des saveurs interculturelle de Saint-Michel	5 500 $
II	Accueil pour immigrants et réfugiés du Sud-Ouest de Montréal – Centre Prisme (AIR-SOM / Centre Prisme)	Festival Expressions Artistiques d'ici et d'ailleurs (FEAIA)	10 350 $
II	Afrique Plurielle	Festival international d'humour africain :AFRIKIRI	6 000 $
I	Alchimies, Créations et Cultures	Festival du Monde Arabe (FMA)	47 200 $
II	Alchimies, Créations et Cultures	Festival Orientalys	30 000 $
I	Art Souterrain	Festival Art Souterrain	41 500 $
I	Association pour la recherche électro-acoustique du Québec (ACREQ – ELEKTRA)	Festival ELEKTRA 2025	39 500 $
II	Association universelle pour la promotion des noirs de Montréal	Québécois Noirs : à la découverte de l'art, de la littérature et du patrimoine de la diaspora africaine	5 500 $
II	ATSA	LA FERME - ou comment nourrir un futur intelligent?	10 000 $

I	Bach-Académie de Montréal	Festival Bach Montréal	17 000 $
I	Casteliers	Festival international de Casteliers	27 000 $
II	Centre communautaire Bon courage de Place Benoit	Festival Bon courage	4 000 $
II	Centre culturel Kabir	FESTIVAL DES FILMS DE L'ASIE DU SUD DE MONTRÉAL	6 624 $
II	Centre culturel Kabir	FESTIVAL NEXGEN MULTIARTS	4 000 $
II	Centre culturel vietnamien du Canada	Semaines culturelles vietnamiennes	6 000 $
II	Centre des musiciens du monde	Musiques sous un arbre	13 500 $
I	Cinémathèque québécoise	Les Sommets du cinéma d'animation	12 000 $
II	Cirque Hors Piste	Carnaval de cirque social	9 600 $
II	Compagnie Théâtre Créole	FESTITHÉÂTRECRÉOLE/ FESTITEYATKREYOL	6 000 $
III	Congrès national des Italo-Canadiens (région Québec)	ItalfestMTL	33 000 $
II	Convention Internationale de la Culture Urbaine (C.I.C.U.)	Festival Under Pressure: 30e anniversaire	13 500 $
I	Coup de coeur francophone	Coup de coeur francophone	49 000 $
I	Créations ETC.	Festival vue sur la Relève	23 000 $
I	Danse Imédia O.S.B.L. / Festival Quartiers Danses	Festival Quartiers Danses	40 000 $
II	Diffusion culturelle FIKA(S)	Festival nordique et scandinave FIKA(S)	8 050 $
I	Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	image+nation. festival film LGBT2SQueer Montréal	27 000 $
II	D'un oeil différent	D'un oeil différent	6 000 $
II	Festival Accès Asie	Festival Accès Asie	30 000 $
I	Festival BD de Montréal	Festival BD de Montréal	32 000 $
II	Festival de contes Il était une fois... (Festilou)	Festival de contes Il était une fois... (Festilou)	14 400 $
I	Festival de films CINEMANIA	Festival de films CINEMANIA	55 000 $
II	Festival de l'Inde	Ratha-Yatra, un Festival de l'Inde Védique	5 000 $
I	Festival de musique de chambre de Montréal	Festival de musique de chambre de Montréal	26 000 $
I	Festival des arts de ruelle	Festival des arts de ruelle	33 000 $
III	Festival du nouveau cinéma de Montréal	Estival du nouveau cinéma	27 000 $
II	Festival Filministes	Festival Filministes	25 200 $
II	Festival Haiti en Folie	19e Festival Haiti en Folie	13 500 $
I	Festival interculturel du conte de Montréal	Festival interculturel du conte de Montréal	33 600 $
I	Festival international de projection illusionniste de Montréal (MAPP MTL)	MAPP_MTL 2025	4 000 $
I	Festival International du Film Black de Montréal	21e Festival Intl du Film Black de Montréal	23 056 $
II	Festival International du Film Ethnographique du Québec, Ville de MTL	Festival International du Film Ethnographique du Québec, Ville de Montréal	12 210 $

I	Festival international du film pour enfants de Montréal	28e édition du Festival international du film pour enfants de Montréal	45 600 $
I	Festival International du Film sur l'art (FIFA)	Festival International du Film sur l'art (FIFA)	55 000 $
I	Festival Jack Of All Trades (JOAT) international	JOAT festival international de street dance	22 000 $
II	Festival Triste	Festival Triste	9 200 $
I	Fetival international de la littérature	Festival international de la littérature (FIL)	39 000 $
II	Fierté littéraire	Programmation Fierté littéraire 2025	16 000 $
II	Fondation Afromonde	Festival Afromonde	12 500 $
II	Fondation Fabienne Colas	14e Festival Fondu au Noir	8 970 $
II	Fondation LatinArte	Festival LatinArte	19 800 $
II	Fondation Massimadi	Festival Massimadi films et arts Afro-LGBTQI+	19 200 $
I	Fondation Metropolis bleu	Festival littéraire international Metropolis bleu 2025	35 000 $
I	Groupe Le Vivier	La Semaine du Neuf - Festival des musiques de création - 3e édition	4 000 $
II	Harlem du Nord	Festival Hip hop, fête de quartier 3e édition	5 500 $
I	Jamais Lu	24e Festival du Jamais Lu	27 000 $
III	La Maison de la Barbade de Montreal inc.	Festival Carimas de Montreal	30 000 $
I	LA MÈCHE COURTE arts vivants	LA MÈCHE COURTE	10 000 $
I	LA SERRE - arts vivants	OFFTA, festival d'arts vivants	30 000 $
I	La Société de musique contemporaine du Québec	Festival Montréal/Nouvelles Musiques	54 000 $
II	Le Strict Minimum	Festival Minifest	9 200 $
I	Les Concerts Lachine	Festival de musique de Lachine	6 000 $
II	Les Filles électriques	Festival Phénomena	28 800 $
I	Maison de la poésie / Festival de la poésie de Montréal	Festival de la poésie de Montréal	24 000 $
II	Maison de l'amitié de Montréal	Les Journées Brésiliennes	6 000 $
I	Montréal Baroque inc.	Festival Montréal Baroque	14 000 $
II	Montréal la plus heureuse	Festival Novembre en couleur - 4e édition	6 000 $
III	MURAL	Festival MURAL	30 000 $
II	Opération Culture et Festivités de L'Ouest	Dame Festive	5 500 $
III	Orchestre Métropolitain	L'OM au pied du Mont-Royal	35 000 $
II	PAAL Partageons le monde	Festival Dia de muertos MTL 2025	17 300 $
I	Petits bonheurs Diffusion culturelle	Festival Petits bonheurs	23 000 $
III	Piknic Électronik	Village au Pied-du-Courant – édition 2025	14 365 $
I	Plein(s) Écran(s)	Festival Plein(s) Écran(s)	9 775 $
II	Productions Chez Nous	Festival La Chasse-Balcon : 10e anniversaire	10 000 $
I	Rencontres internationales du	Rencontres internationales du	54 000 $

	documentaire de Montréal	documentaire de Montréal	
II	Société de Promotion et de Diffusion des Arts et de la Culture (S.P.D.A.C Inc)	Mtl en Arts	28 800 $
I	Société des arts libres et actuels (SALA)	Suoni Per Il Popolo	31 200 $
II	Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise / EspaceTrad	Festival Trad Montréal	10 000 $
II	Société québécoise d'Ensemble-claviers	Les Printemps Slaves	12 000 $
I	Théâtre MainLine	Festival Fringe de Montréal	22 000 $
III	Un goût des Caraïbes inc.	Festival Un Goût des Caraïbes 2025 – Célébration du 80e anniversaire de Bob Marley (Édition Reggae)	10 000 $
III	United Irish Societies of Montreal Inc.	Défilé de la Saint-Patrick de Montréal	30 000 $
I	VIVA! Art Action Montreal	VIVA! Art Action 9e édition	9 600 $
II	Voies culturelles des faubourgs	Festival des Faubourgs	6 000 $
I	Vues d'Afrique	Festival international de cinéma Vues d'Afrique	50 400 $

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-03-05 16:55

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256370004**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier à 84 organismes pour 86 projets pour un montant total de 1 792 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2025

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture coordonne le Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) qui a pour but de consolider des festivals dans tous les arrondissements de la Ville, de donner au public montréalais une meilleure accessibilité aux programmations artistiques et de développer le rayonnement de la métropole. Ce programme existe dans sa forme actuelle depuis 2023.
Le PSFEC inclut 3 volets :

- Volet I : festivals culturels professionnels
- Volet II : vitalité dans les quartiers
- Volet III : événements thématiques et festifs

Voici le portrait des dossiers dans ce programme depuis 2023:

	2025	2024	2023
Dossiers déposés	134	165	148
Dossiers admissibles	123	141	124
Dossiers recommandés	86	86	90
Budget global	1 792 500 $	1 782 500 $	1 792 500 $

L'appel à projets a été lancé le 11 octobre 2024 et la date limite de dépôt était le 6 décembre 2024. Il a été diffusé par courriel aux organismes déjà soutenus dans le programme, ainsi que sur le site internet de la Ville et sur la page LinkedIn du Service de la culture.

L'analyse a été faite par un jury composé de 3 personnes issues de l'externe et chaque volet était attribué à un jury différent. Une analyse interne des résultats était ensuite faite par l'équipe de la Division festivals et événements (pour s'assurer d'une répartition sur le territoire et d'une diversité de disciplines, entre autres).

Le présent sommaire fait état d'un soutien financier à 84 organismes pour 86 projets pour un

montant total de 1 792 500 $ pour des événements se déroulant tout au long de l'année 2025 dans les 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0498 - 3 avril 2024 - Accorder un soutien financier à 82 organismes pour 86 projets pour un montant total de 1 782 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2024
CE23 0723 - 3 mai 2023 - Accorder un soutien financier à 90 organismes pour un montant total de 1 792 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2023

CE22 0747- 4 mai 2022 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 310 000 $, aux organismes ci-après désignés pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2022

CE22 0352 - 9 mars 2022 - Accorder un soutien financier à 43 organismes pour un montant total de 937 750 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2022

DESCRIPTION

Le Service de la culture a reçu 134 demandes de soutien financier, dont 123 ont été jugées admissibles et analysées par un jury selon les critères suivants :

- Qualité générale du projet
- Promotion et population participante
- Partenariats et impacts du projet
- Équilibre financier
- Expertise de l'organisme

Répartition des dossiers recommandés :

- Volet I : festivals culturels professionnels - 37 projets
- Volet II : vitalité dans les quartiers - 41 projets
- Volet III : événements thématiques et festifs - 8 projets

Voir le tableau détaillé des dossiers recommandés en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le soutien à divers événements culturels, qui visent à faire vivre et rayonner Montréal, correspond à la mission du Service de la culture de favoriser l'accessibilité de contenus artistiques à une diversité de publics. Ces événements :

- stimulent l'activité culturelle et économique
- soutiennent l'écosystème artistique dans une perspective de participation, d'inclusion et d'échanges culturels
- offrent des programmations culturelles qui rejoignent des clientèles diversifiées dans les divers arrondissements

L'apport des festivals et événements comme levier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu : ils sont au cœur d'une importante économie, locale et

nationale, emploient un nombre important de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs, les artistes et l'émergence de nouvelles pratiques artistiques. Finalement, les événements et les festivals montréalais sont un important liant social en donnant à des publics variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

Le soutien financier à ces organismes est essentiel pour qu'ils puissent continuer à contribuer à la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais et à renforcer le titre de Montréal comme Ville de festivals.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Unité d'affaires	No résolution	2022	2023	2024
Service de la culture	CE23 0723		1 792 500 $	
	CE24 0498			1 782 500 $
	CE22 0747	310 000 $		
	CE22 0352	937 750 $		

La contribution financière maximale de 1 792 500 $ du PSFEC 2025 sera comptabilisée au budget de fonctionnement du Service de la culture.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, selon la grille en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'occupation du domaine public et les possibles entraves seront planifiées en coordination avec les services d'urgence ainsi qu'avec les équipes en charge de la mobilité, selon le territoire occupé.

L'octroi de ce financement est essentiel pour maintenir une animation urbaine de qualité au profit des Montréalaises et des Montréalais ainsi qu'aux touristes, et favoriser le rayonnement culturel de la métropole, et un retard sur le versements des subventions aurait un impact direct sur la tenue des événements aux dates prévues et pourrait mener à des annulations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes partenaires.

- Une opération de communication sera mise en place avec les organismes pour s'assurer d'informer les citoyennes et les citoyens des impacts sur le domaine public, le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Ratification de la convention avec l'organisme
- Déploiement des événements selon les dates prévues

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude VIAU
Commissaire à la culture - festivals et événements

Tél : 438 826-6858
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-03

Nathalie GOUDREAU
cheffe de division par intérim, festivals et événements

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bianelle LEGROS
directrice par interim, Cinéma-Festivals-Événements
Tél : - -
Approuvé le : 2025-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel

Tél :
Approuvé le : 2025-03-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1256370004

Unité administrative responsable : Service de la culture, Direction Cinéma - Festivals - événements, Division Festivals et événements

Projet : Accorder un soutien financier à 84 organismes pour 86 projets pour un montant total de 1 792 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- **Priorité 8:** Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.
- **Priorité 14** : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.
- **Priorité 15**: Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels, et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- **Priorité 8:** Grâce à des critères d'évaluation spécifiques liés à la diversité et l'inclusion, les projets recommandés pour ce programme démontrent les efforts consacrés à l'embauche d'artistes qui représentent la diversité de Montréal (incluant les artistes autochtones et les artistes issus de groupes sous-représentés), le développement de pratiques inclusives quant à la gouvernance des organismes, la valeur ajoutée de partenaires issus des communautés diverses et sous-représentées, la capacité de communiquer adéquatement pour que tous les publics s'identifient et participent à la vie sociale et culturelle de Montréal et la mise en place de plan d'accessibilité efficace.

- **Priorité 14** : En multipliant leurs actions auprès de publics de plus en plus diversifiés et nombreux, les festivals et événements culturels agissent comme d'importants vecteurs de promotion de nombreuses disciplines artistiques tant sur la scène locale, nationale et internationale.

- **Priorité 15**: L'intégration d'artistes de diverses disciplines et de travailleurs culturels locaux au sein des festivals et événements se tenant dans tous les arrondissements de la Ville de Montréal fait en sorte de contribuer à la pérennité du milieu.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FESTIVALS ET AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS (PSFEC) 2025

Par odre alphabétique d'organisme

Légende: premier soutien

Volet I : festivals culturels professionnels
Volet II : vitalité dans les quartiers
Volet III : événements thématiques et festifs

Volet	Nom légal de l'organisme	Nom complet du festival ou de l'événement	Montant 2025
II	100Lux	Festival 100Lux	12 000 $
II	À Portée De Mains	Festival des saveurs interculturelle de Saint-Michel	5 500 $
II	ACCUEIL POUR IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL – CENTRE PRISME (AIR-SOM / Centre Prisme)	FESTIVAL EXPRESSIONS ARTISTIQUES D'ICI ET D'AILLEURS (FEAIA)	10 350 $
II	Afrique Plurielle	Festival international d'humour africain :AFRIKIRI	6 000 $
I	Alchimies, Créations et Cultures	Festival du Monde Arabe (FMA)	47 200 $
II	Alchimies, Créations et Cultures	Festival Orientalys	30 000 $
I	Art Souterrain	Festival Art Souterrain	41 500 $
I	Association pour la recherche électro-acoustique du Québec (ACREQ – ELEKTRA)	Festival ELEKTRA 2025	39 500 $
II	Association universelle pour la promotion des noirs de Montréal	Québécois Noirs : à la découverte de l'art, de la littérature et du patrimoine de la diaspora africaine	5 500 $
II	ATSA	LA FERME - ou comment nourrir un futur intelligent?	10 000 $
I	Bach-Académie de Montréal	Festival Bach Montréal	17 000 $
I	Casteliers	Festival international de Casteliers	27 000 $
II	Centre communautaire Bon courage de Place Benoit	Festival Bon courage	4 000 $
II	Centre culturel Kabir	FESTIVAL DES FILMS DE L'ASIE DU SUD DE MONTRÉAL	6 624 $
II	Centre culturel Kabir	FESTIVAL NEXGEN MULTIARTS	4 000 $
II	Centre culturel vietnamien du Canada	Semaines culturelles vietnamiennes	6 000 $
II	Centre des musiciens du monde	Musiques sous un arbre	13 500 $
I	Cinémathèque québécoise	Les Sommets du cinéma d'animation	12 000 $
II	Cirque Hors Piste	Carnaval de cirque social	9 600 $
II	Compagnie Théâtre Créole	FESTITHÉÂTRECRÉOLE/ FESTITEYATKREYOL	6 000 $
III	Congrès national des Italo-Canadiens (région Québec)	ItalfestMTL	33 000 $
II	Convention Internationale de la Culture Urbaine (C.I.C.U.)	Festival Under Pressure: 30e anniversaire	13 500 $
I	Coup de coeur francophone	Coup de coeur francophone	49 000 $
I	Créations ETC.	Festival vue sur la Relève	23 000 $
I	Danse Imédia O.S.B.L. / Festival Quartiers Danses	Festival Quartiers Danses	40 000 $
II	Diffusion culturelle FIKA(S)	Festival nordique et scandinave FIKA(S)	8 050 $
I	Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	image+nation. festival film LGBT2SQueer Montréal	27 000 $
II	D'un oeil différent	D'un oeil différent	6 000 $
II	Festival Accès Asie	Festival Accès Asie	30 000 $
I	Festival BD de Montréal	Festival BD de Montréal	32 000 $
II	Festival de contes Il était une fois... (Festilou)	Festival de contes Il était une fois... (Festilou)	14 400 $
I	Festival de films CINEMANIA	Festival de films CINEMANIA	55 000 $
II	Festival de l'Inde	Ratha-Yatra, un Festival de l'Inde Védique	5 000 $
I	Festival de musique de chambre de Montréal	Festival de musique de chambre de Montréal	26 000 $
I	Festival des arts de ruelle	Festival des arts de ruelle	33 000 $
III	Festival du nouveau cinéma de Montréal	Estival du nouveau cinéma	27 000 $
II	Festival Filministes	Festival Filministes	25 200 $
II	Festival Haiti en Folie	19e Festival Haiti en Folie	13 500 $
I	Festival interculturel du conte de Montréal	Festival interculturel du conte de Montréal	33 600 $
I	Festival international de projection illusionniste de Montréal (MAPP MTL)	MAPP_MTL 2025	4 000 $
I	Festival International du Film Black de Montréal	21e Festival Intl du Film Black de Montréal	23 056 $
II	Festival International du Film Ethnographique du Québec, Ville de Montréal	Festival International du Film Ethnographique du Québec, Ville de Montréal	12 210 $
I	Festival international du film pour enfants de Montréal	28e édition du Festival international du film pour enfants de Montréal	45 600 $
I	Festival International du Film sur l'art (FIFA)	Festival International du Film sur l'art (FIFA)	55 000 $
I	Festival Jack Of All Trades (JOAT) international	JOAT festival international de street dance	22 000 $
II	Festival Triste	Festival Triste	9 200 $
I	Fetival international de la littérature	Festival international de la littérature (FIL)	39 000 $
II	Fierté littéraire	Programmation Fierté littéraire 2025	16 000 $
II	Fondation Afromonde	Festival Afromonde	12 500 $
II	Fondation Fabienne Colas	14e Festival Fondu au Noir	8 970 $
II	Fondation LatinArte	Festival LatinArte	19 800 $
II	Fondation Massimadi	Festival Massimadi films et arts Afro-LGBTQI+	19 200 $
I	Fondation Metropolis bleu	Festival littéraire international Metropolis bleu 2025	35 000 $
I	Groupe Le Vivier	La Semaine du Neuf - Festival des musiques de création - 3e édition	4 000 $
II	Harlem du Nord	Festival Hip hop, fête de quartier 3e édition	5 500 $
I	Jamais Lu	24e Festival du Jamais Lu	27 000 $
III	La Maison de la Barbade de Montreal inc.	Festival Carimas de Montreal	30 000 $
I	LA MÈCHE COURTE arts vivants	LA MÈCHE COURTE	10 000 $
I	LA SERRE - arts vivants	OFFTA, festival d'arts vivants	30 000 $
I	La Société de musique contemporaine du Québec	Festival Montréal/Nouvelles Musiques	54 000 $
II	Le Strict Minimum	Festival Minifest	9 200 $
I	Les Concerts Lachine	Festival de musique de Lachine	6 000 $
II	Les Filles électriques	Festival Phénomena	28 800 $
I	Maison de la poésie / Festival de la poésie de Montréal	Festival de la poésie de Montréal	24 000 $
II	Maison de l'amitié de Montréal	Les Journées Brésiliennes	6 000 $
I	Montréal Baroque inc.	Festival Montréal Baroque	14 000 $
II	Montréal la plus heureuse	Festival Novembre en couleur - 4e édition	6 000 $
III	MURAL	Festival MURAL	30 000 $
II	Opération Culture et Festivités de L'Ouest	DAME FESTIVE	5 500 $
III	Orchestre Métropolitain	L'OM au pied du Mont-Royal	35 000 $
II	PAAL Partageons le monde	Festival Dia de muertos MTL 2025	17 300 $
I	Petits bonheurs Diffusion culturelle	Festival Petits bonheurs	23 000 $
III	Piknic Électronik	Village au Pied-du-Courant – édition 2025	14 365 $
I	Plein(s) Écran(s)	Festival Plein(s) Écran(s)	9 775 $
II	Productions Chez Nous	Festival La Chasse-Balcon : 10e anniversaire	10 000 $
I	Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Rencontres internationales du documentaire de Montréal	54 000 $
II	Société de Promotion et de Diffusion des Arts et de la Culture (S.P.D.A.C Inc)	Mtl en Arts	28 800 $
I	Société des arts libres et actuels (SALA)	Suoni Per Il Popolo	31 200 $

II	Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise / EspaceTrad	Festival Trad Montréal	10 000 $
II	Société québécoise d'Ensemble-claviers	Les Printemps Slaves	12 000 $
I	Théâtre MainLine	Festival Fringe de Montréal	22 000 $
III	Un goût des Caraïbes inc.	FESTIVAL UN GOÛT DES CARAÏBES 2025 – CÉLÉBRATION DU 80e ANNIVERSAIRE DE BOB MARLEY (ÉDITION REGGAE)	10 000 $
III	United Irish Societies of Montreal Inc.	Défilé de la Saint-Patrick de Montréal	30 000 $
I	VIVA! Art Action Montreal	VIVA! Art Action 9e édition	9 600 $
II	Voies culturelles des faubourgs	Festival des Faubourgs	6 000 $
I	Vues d'Afrique	Festival international de cinéma Vues d'Afrique	50 400 $

1 792 500 $



Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2025

Volet I : Festivals culturels professionnels
Volet II : Vitalité dans les quartiers
Volet III : Événements thématiques et festifs

Service de la culture
Ville de Montréal

Montréal

Table des matières

1.Présentation 3
2.Objectifs généraux du programme 3
3. Organismes admissibles 4
4. Admissibilité des dossiers 5
4.1 Volet I – Festivals culturels professionnels 6
4.2 Volet II - Vitalité dans les quartiers 6
4.3 Volet III – Événements thématiques et festifs 7
5. Nature de l'aide financière 7
6. Critères d'évaluation des projets 8
7. Envoi de la demande 10
7.1 Date limite 11
7.2 Annonce des résultats 11
8. Reddition de comptes 11
9. Renseignements 12
9.1 Rencontre d'information 12
9.2 Coordonnées 12

Couverture : Festival Jack Of All Trades (JOAT)
Crédit photo : Victor Le

Si vous faites partie des exceptions prévues par la Charte de la langue française, nous vous invitons à préciser si vous avez des besoins dans une autre langue que le français.

1. Présentation

L'ensemble du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) vise à consolider les **festivals et les événements culturels de nature artistique** qui se déroulent sur le territoire de la Ville de Montréal afin d'accroître l'accessibilité au public montréalais et de développer le rayonnement de la métropole et de son image de marque.

Au sens de ce programme, un événement culturel est une manifestation ponctuelle (présentée à un moment précis de l'année pour une durée limitée) et périodique (annuelle ou biennale) dans un lieu physique et qui a comme intention première la présentation de contenu artistique.

2. Objectifs généraux du programme

Le programme vise à :

- Contribuer aux festivals et aux événements artistiques ayant une portée d'arrondissement, métropolitaine, nationale ou internationale afin de favoriser l'accès à la culture à toutes les citoyennes et tous les citoyens sur l'ensemble du territoire ;
- Appuyer l'ensemble des festivals et des événements culturels en respectant l'équilibre de l'écosystème ;
- Favoriser le rayonnement de Montréal et de son milieu culturel ;
- Offrir des programmations culturelles qui rejoignent des clientèles diversifiées ;
- Encourager l'équité, la diversité et l'inclusion dans l'ensemble des festivals et événements culturels ;
- Encourager les pratiques écoresponsables au sein des festivals et événements montréalais.

3. Organismes admissibles

Les organismes demandeurs doivent :

- Être un organisme à but non lucratif légalement constitué depuis un (1) an à la date de dépôt de la demande ;
- Avoir leur siège social sur le territoire de la Ville de Montréal ;
- Produire leur événement sur le territoire de la Ville de Montréal ;
- Déclarer les partenariats et les ententes de soutien financier avec la Ville de Montréal (services centraux, arrondissements, maisons de la culture ou autres centres de diffusion) et avec les paliers de gouvernements provincial et fédéral ;
- Avoir respecté leurs engagements lors de l'attribution de soutiens financiers antérieurs et être en règle avec les différents services de la Ville et les autorités fiscales.

De plus, l'organisme doit :

- **Pour le Volet I :** exercer des activités culturelles professionnelles régulières dans les secteurs des arts du cirque, des arts médiatiques, des arts de la scène, de l'art public et des arts visuels, du cinéma et de la vidéo, de la littérature et du conte, des nouvelles pratiques artistiques et des pratiques pluridisciplinaires ;
- **Pour les Volets II et III :** exercer des activités dans le domaine de la culture ou du développement social et communautaire. Exceptionnellement, les organismes à mission historique et patrimoniale peuvent déposer un projet au volet III.

La mission de l'organisme selon ses lettres patentes servira à déterminer son admissibilité.

Organismes non admissibles

- Les organismes (incluant leurs entités) recevant des subventions annuelles supérieures à 250 000 $ de la Ville de Montréal et de ses arrondissements (excluant le Conseil des arts de Montréal) ;
- Les sociétés de développement commerciales (SDC) et les organismes ayant une mission première axée sur le développement économique. De plus, les projets culturels et artistiques présentés dans le cadre d'une foire commerciale (selon les journées fixes déterminées par chacun des arrondissements) ne sont pas admissibles ;
- Les institutions d'enseignement et de formation professionnelle ;
- Les fondations et organismes essentiellement voués à la redistribution de financement à des OBNL ;

- Les organismes qui agissent à titre de diffuseur pour la Ville ;
- Les sociétés et musées d'État provinciaux ;
- Les organisations paramunicipales et organismes ou équipements inscrits à l'annexe D de la Charte de la Ville ;
- Les organismes à but non lucratif qui présentent des demandes de contribution pour :
    - leur fonctionnement
    - des foires, marchés, vitrines, salons, galas, concours, colloques et congrès
    - des activités extérieures présentées sur le domaine public impliquant une tarification pour le public. Dans le cas d'activités payantes se déroulant sur le domaine privé, les événements se déroulant au Parc Olympique et au parc Jean-Drapeau ne sont pas admissibles
    - des événements de nature essentiellement religieuse, politique ou commerciale
    - des activités de financement
    - des projets relatifs à la réalisation de fêtes nationales
    - des fêtes de quartier
    - des séances de cinéma en plein air
    - des événements gastronomiques (même si ceux-ci comportent un volet artistique ou culturel)
    - des événements communautaires non culturels
    - des événements sportifs
    - des festivals et événements intégrés dans la programmation et développés parallèlement à un marché ou une vitrine culturelle et créative
    - une programmation saisonnière d'un lieu de diffusion

4. Admissibilité des dossiers

Les dossiers ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés.

Les projets doivent :

- **avoir comme intention première de mettre en évidence une programmation artistique ;**
- **être réalisés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025 ;**
- **offrir une part d'activités de programmation entièrement gratuites pour le grand public.**

Dans le cas d'un événement biennal ou triennal, l'organisme doit présenter une demande exclusivement pour l'année de sa réalisation.

Des critères d'admissibilité spécifiques à chacun des volets seront également appliqués.

4.1 Volet I – Festivals culturels professionnels

VOLET I

S'adresse aux organismes professionnels dont la mission est culturelle et qui vise le développement d'une pratique artistique à travers la mise en œuvre d'un festival

- L'événement doit se tenir sur une **période consécutive de 3 jours minimum à 45 jours maximum**. S'il a plutôt lieu sur des jours non consécutifs, la période totale ne peut dépasser 45 jours consécutifs.
- Le projet doit avoir une portée métropolitaine, nationale ou internationale et faire sa promotion en ce sens.
- Le projet doit inclure des partenariats et des rencontres professionnelles dans une perspective de développement de discipline et de mutualisation avec les autres acteurs du milieu culturel.
- **Le budget de réalisation de la dernière édition de l'événement doit être au minimum de 150 000 $.** Dans le cas d'un nouvel événement, le budget projeté doit être au minimum de 150 000 $, montant qui sera validé lors de la reddition de compte.

4.2 Volet II - Vitalité dans les quartiers

VOLET II

S'adresse aux organismes qui exercent des activités dans le domaine de la culture ou du développement social et communautaire

- **La durée minimale du projet est de 1 journée et peut aller à une période consécutive de 45 jours maximum**. S'il a plutôt lieu sur des jours non consécutifs, la période totale ne peut dépasser 45 jours consécutifs.
- Le projet doit avoir une portée sur un arrondissement de la Ville, voire une portée métropolitaine, et faire sa promotion en ce sens.
- La programmation doit être axée sur la diversité montréalaise et favoriser les échanges, le maillage et la découverte.
- **Le budget de réalisation de la dernière édition de l'événement doit être au minimum de 50 000 $.** Dans le cas d'un nouvel événement, le budget projeté doit être au minimum de 50 000 $, montant qui sera validé lors de la reddition de compte.

4.3 Volet III – Événements thématiques et festifs

VOLET III

S'adresse à des organismes qui mettent en place des événements culturels et festifs de grande ampleur qui peuvent être ponctuels, récurrents ou non, se déroulant sur une journée minimum.

Les festivals et événements culturels professionnels visant le développement d'une discipline artistique ne sont pas admissibles dans ce volet (voir volet I).

- **La durée minimale du projet est de 1 journée et peut aller à une période non-consécutive de 4 mois maximum**.
- Le projet doit avoir une portée métropolitaine, voire nationale ou internationale, et faire sa promotion en ce sens.
- **L'événement doit comporter une thématique, être festif et susciter la participation d'un grand nombre de citoyennes et de citoyens.**
- Les projets ayant pour thème l'histoire et les patrimoines montréalais sont également admissibles dans ce volet.
- **Le budget de réalisation de la dernière édition de l'événement doit être au minimum de 150 000 $.** Dans le cas d'un nouvel événement, le budget projeté doit être au minimum de 150 000 $, montant qui sera validé lors de la reddition de compte.

5. Nature de l'aide financière

Au cours d'une même année, un projet ne peut faire l'objet de deux demandes auprès du Service de la culture.

Les dépenses admissibles sont celles liées à la production, la promotion et l'administration du projet (maximum 15 % du budget total).

Contribution financière maximale :

Dans tous les cas, lors d'une première demande, le maximum octroyé ne peut pas dépasser 10 000 S.

- **Volet I :** la contribution financière maximale est de 55 000 $ et ne peut pas excéder 10 % des dépenses admissibles ;
- **Volet II :** la contribution financière maximale est de 30 000 $ et ne peut pas excéder 20 % des dépenses admissibles ;

- **Volet III :** la contribution financière maximale est de 35 000 $ et ne peut pas excéder 15 % des dépenses admissibles.

Dépenses non admissibles pour tous les volets :

- Frais de fonctionnement des organismes (loyer, électricité, assurances, etc.) ;
- Projets d'immobilisation, incluant les améliorations locatives ;
- Projets déjà soutenus par le Service de la culture ;
- Dépassements de coûts du projet et montants affectés au déficit de l'organisme.

6. Critères d'évaluation des projets

Le Service de la culture mettra en place un comité d'évaluation externe constitué de représentants du milieu culturel. Une attention particulière sera portée à la diversité des membres de ce comité. À la suite des résultats de ce comité, une analyse interne sera faite en fonction des critères suivants :

- Les valeurs d'équité, de diversité et d'inclusion font partie intégrante des critères d'évaluation des projets ;
- La diversité des disciplines soutenues et la présence dans tous les arrondissements seront prises en compte ;
- Si plusieurs organismes désirent réaliser un événement de nature similaire au cours de l'année, la Ville de Montréal se réserve le droit d'exercer un arbitrage ;
- **La Ville de Montréal se réserve le droit de transférer un projet dans l'un ou l'autre des volets, selon son analyse ;**
- La pondération des critères d'évaluation sera adaptée en fonction de chacun des volets du programme.

Le comité d'évaluation analysera les projets soumis selon ces critères :

Qualité générale du projet

- La concordance du projet avec les objectifs généraux du programme et les critères d'admissibilité associés à chaque volet ;
- L'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival ou l'événement culturel dans le paysage montréalais ;

- Une programmation culturelle riche et diversifiée permettant le maillage et les interactions entre les divers publics et les artistes ;
- Les retombées sociales positives sur le public, le secteur d'activité et les arrondissements ;
- Les bonnes pratiques en matière d'écoresponsabilité ;
- Les efforts consacrés aux pratiques inclusives (embauche d'artistes représentant la diversité montréalaise, promotion adaptée à divers publics, pratiques inclusives quant à la gouvernance de l'organisme).

Promotion et population participante

- Un plan de diffusion et de promotion ayant une portée locale, nationale ou internationale ;
- Des stratégies diversifiées de développement de publics afin de rejoindre le plus de citoyennes et de citoyens possible ;
- Une programmation renforçant l'équité sociale ;
- Une programmation offrant des activités gratuites au public.

Partenariats et impacts du projet

- Le potentiel du projet à rallier plusieurs partenaires de divers secteurs ;
- La synergie de l'organisme avec les partenaires du milieu, dans le respect de l'équilibre du marché ;
- La pertinence et la qualité des partenariats, tant culturels que d'affaires (diffuseurs, promoteurs, producteurs, etc.) dans un esprit de mutualisation (Volet I) ;
- L'impact des rencontres professionnelles sur les retombées du projet (Volet I) ;
- L'impact du projet sur la cohésion sociale en fonction des communautés et des quartiers ciblés (Volet II) ;
- L'impact du projet sur le sentiment d'appartenance des citoyennes et citoyens et sur le rayonnement de Montréal (Volet III).

Équilibre financier

- La clarté et la pertinence du budget ;
- La description d'un budget équilibré et réaliste faisant état de la contribution financière de la Ville de Montréal ;
- La présentation d'une structure financière détaillée et équilibrée démontrant une diversification des sources de financement public, privé et autonome.

Expertise de l'organisme

- La capacité de l'organisme à mettre en œuvre et à réaliser le projet ;
- Une gouvernance saine et dynamique de l'organisme, incluant de bonnes pratiques quant à la composition de son conseil d'administration ;
- L'expertise culturelle du demandeur et les aptitudes à développer des compétences entrepreneuriales et innovantes (Volet I) ;
- La capacité de l'organisme à déployer un projet culturel axé sur la diversité et les ressources associées à un déploiement sur un site extérieur, le cas échéant (Volet II) ;
- La capacité de l'organisme à créer une expérience événementielle thématique et rassembleuse (Volet III).

7. Envoi de la demande

LIEN VERS FORMULAIRE EN LIGNE

Les demandes de soutien financier devront être faites par le biais du formulaire en ligne signé par le ou la représentant-e autorisé-e de l'organisme et devront inclure :

Les demandes de soutien financier, incluant tous les documents requis, doivent être exclusivement soumises au plus tard le **vendredi 6 décembre 2024 à 23 h 59**

Présentation du projet

- L'historique et la mission de l'organisme
- La présentation détaillée du projet
- Le budget (revenus et dépenses) du projet et de son édition précédente

Documents administratifs

- Une copie des lettres patentes de l'organisme
- Une résolution du conseil d'administration de l'organisme datée de 2024 autorisant un représentant à signer tout engagement relatif à cette demande
- La liste des membres du conseil d'administration, leur fonction et la durée de leur implication au sein de celui-ci
- Une autodéclaration de l'organisme[1]

7.1 Date limite

Le formulaire en ligne, accompagné des documents obligatoires, devra être rempli et signé au plus tard le **vendredi 6 décembre 2024 à 23 h 59.**

Aucun document ne sera accepté après la date limite.

À noter :

- **Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés sans aucune relance.**
- Les renseignements demandés doivent être inscrits uniquement sur le formulaire (aucun document annexé ne sera transmis au comité d'évaluation). Il faut donc se limiter aux espaces prévus sur le formulaire.

7.2 Annonce des résultats

Les demandes seront analysées par un comité d'évaluation et les projets retenus seront soumis pour approbation au comité exécutif de la Ville de Montréal.

Un délai approximatif de quatre mois doit être prévu entre l'échéance du dépôt de la demande et l'annonce de la décision aux organismes. L'octroi de subvention est possible même si l'événement est passé.

8. Reddition de comptes

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre du Programme s'engage à :

- Informer le ou la représentant-e de la Ville des changements apportés au projet pendant sa réalisation et des avancées et défis rencontrés selon les indicateurs et objectifs ;
- Produire un bilan du projet, signé par le ou la représentant-e autorisé-e de l'organisme, incluant entre autres:
    - deux photographies de l'événement libres de droits en format électronique;
    - des informations sur la mise en place de pratiques écoresponsables.

À noter :

- La date limite de dépôt du bilan final pour tous les organismes soutenus par le Programme est fixée à quatre (4) mois après la tenue de l'événement ;

- Le lien pour remplir le questionnaire-bilan sera envoyé ultérieurement aux organismes subventionnés ;
- Le versement final de la subvention (10 % du soutien) sera remis à l'organisme sur approbation du bilan par le ou la représentant-e de la Ville de Montréal
- Les responsabilités et obligations des organismes soutenus sont inscrites dans le formulaire de dépôt de projet en ligne signé par le ou la représentant-e autorisé-e de l'organisme. Ce formulaire fait foi de protocole d'entente.

9. Renseignements

9.1 Rencontre d'information

Une rencontre publique d'information se tiendra en mode virtuel à l'automne 2024.

Pour obtenir les détails et s'inscrire :

LIEN VERS FORMULAIRE D'INSCRIPTION À LA RENCONTRE

Vous avez un doute quant au volet dans lequel vous devriez déposer votre projet?

Assistez à la rencontre d'information virtuelle ou contactez-nous par courriel, un membre de notre équipe pourra vous conseiller.

9.2 Coordonnées

Division Festivals et événements
Service de la culture
prog-festivals@montreal.ca

Pour consulter la liste complète des programmes du Service de la culture :
https://montreal.ca/sujets/artistes-et-organismes-culturels

Division festivals et événements
Direction Cinéma-Festivals-Événements
Service de la culture

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1256370004

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier à 84 organismes pour 86 projets pour un montant total de 1 792 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1256370004 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-05

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1258514001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 15 000 $ à l'organisme Vivre en ville pour l'organisation de la 9e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 10 juin 2025 à Montréal sur le thème « Sobriété territoriale » / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 15 000 $, à Vivre en ville pour l'organisation de la 9e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra à Montréal le 10 juin 2025;

2. d'approuver à cette fin le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-03-12 17:32

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1258514001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 15 000 $ à l'organisme Vivre en ville pour l'organisation de la 9e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 10 juin 2025 à Montréal sur le thème « Sobriété territoriale » / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plus de 20 ans, l'organisme Vivre en Ville contribue au développement de collectivités viables partout au Québec. L'organisme œuvre tant à l'échelle du bâtiment, de la rue, du quartier que de l'agglomération. Chaque année, Vivre en Ville organise l'événement phare Rendez-vous Collectivités viables qui attire maintenant plus de 500 professionnels, élus, acteurs immobiliers et personnalités politiques autour d'enjeux majeurs tels que :

- Planifier une croissance urbaine à faible impact climatique (2017),
- Réconcilier commerce et aménagement urbain durable (2018),
- Oui dans ma cour! (2019),
- Traverser les crises: de la résilience climatique à l'abordabilité du logement (2021),
- Réussir les transitions énergétique, écologique, économique et juste (2022),
- Défi collectif, réponse municipale : ensemble dans l'action climatique (2023) et,
- Équité et territoire : pour des milieux de vie justes (2024).

L'édition 2020 avait été annulée en raison de la pandémie de COVID-19. La Ville de Montréal contribue financièrement aux éditions du Rendez-vous Collectivités viables depuis 2017.

Le 10 juin 2025, Vivre en Ville tiendra le Rendez-vous Collectivités viables 2025 à Montréal. L'organisme a de nouveau sollicité la Ville de Montréal à titre de partenaire financier pour la 9e édition de l'événement. La contribution financière demandée s'élève à 15 000 $. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) désire répondre favorablement à cette demande.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0377 - Le 13 mars 2024 - Accorder un soutien financier non récurrent de 15 000 $ à Vivre en ville, à même le budget de fonctionnement du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) et du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), dans le cadre du 8e Rendez-vous des Collectivités viables qui se tiendra le 12 juin 2024 à Montréal / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
CE23 0376 - Le 17 mars 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $, à même le budget de fonctionnement, à l'organisme Vivre en Ville pour l'organisation de la 7e édition du Rendez-vous Collectivités viables sous le thème ''Défi collectif , réponse municipale : ensemble dans l'action climatique '' qui se tiendra le 8 juin 2023 à Montréal. / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

CE22 0860 - Le 25 mai 2022 - Accorder un soutien financier non récurrent de 7 500 $, à même le budget de fonctionnement, à Vivre en Ville dans le cadre du 6e Rendez-vous Collectivités viables sous le thème de la transition écologique et de la résilience des milieux de vie, qui se tiendra le 22 juin 2022 / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

CE21 1539 - Le 1 er septembre 2021 - Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 5e Rendez-vous Collectivités viables sur le thème « Traverser les crises - De la résilience climatique à l'abordabilité du logement » qui se tiendra les 6 et 7 octobre 2021 au Marché Bonsecours / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

CE19 1062 - Le 26 juin 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 12 500 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 4e Rendez-vous Collectivités viables « Oui dans ma cour ! » sur le thème de la densification urbaine désirable, qui s'est tenu le jeudi 25 avril 2019 à la gare Dalhousie / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement financier de ce soutien financier.

CE18 0714 - Le 2 mai 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent de 10 000 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 3e Rendez-vous Collectivités viables sur le thème « Réconcilier commerce et aménagement urbain durable, » qui se tiendra le jeudi 10 mai 2018 au Centre des sciences de Montréal / Approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

CE17 0772 - Le 10 mai 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 10 000 $ à l'organisme Vivre en Ville dans le cadre du 2e Rendez-vous Collectivités viables sur le thème « Planifier une croissance urbaine à faible impact climatique » qui se tiendra le jeudi 25 mai 2017 à Montréal / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

DESCRIPTION

Face à un modèle de développement urbain consommant toujours plus de ressources, Vivre en Ville présentera son 9e Rendez-vous Collectivités viables 2025, lequel proposera d'engager nos collectivités sur le chemin de la sobriété territoriale afin de poursuivre un aménagement durable du territoire. Cette édition fera état des obstacles et incohérences qui nuisent au déploiement des meilleures pratiques au Québec, offrira des outils et des pistes de solutions pour freiner notre consommation territoriale, et mettra en valeur des projets et démarches exemplaires afin de soutenir la création de milieux de vie complets et résilients. La contribution de 15 000 $ demandée par Vivre en Ville correspond à 4% du budget global de

l'événement Rendez-vous Collectivités viables 2025. Le programme préliminaire de l'événement est présenté dans les pièces jointes.

JUSTIFICATION

Le thème de la sobriété territoriale abordé lors de cet événement est en lien avec la Stratégie montréalaise pour une ville résiliente, qui vise à améliorer la capacité d'anticipation, de prévention et d'adaptation pour mieux faire face aux problématiques et aux risques pouvant affecter les Montréalais et les Montréalaises, ainsi qu'avec le Plan climat de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le Projet de ville 2050 et le Plan d'urbanisme et de mobilité qui vient tout juste de faire l'objet d'une consultation publique. Cet événement se veut l'occasion pour plusieurs professionnels et professionnelles de l'urbanisme de mettre en évidence la nécessitée de requalifier les espaces urbains en transition en intensifiant leur développement pour dynamiser les milieux de vie et offrir une diversité de ressources aux citoyens et citoyennes. Le thème de la sobriété territoriale s'impose dans un contexte où des besoins considérables se manifestent en matière de nouveaux logements au moment même où il apparaît urgent de mieux protéger le territoire agricole et les milieux naturels afin d'être en mesure de maintenir une grande biodiversité sur le territoire (voir la programmation préliminaire en pièce jointe).
Le soutien financier de 15 000 $ offert par le SUM place la Ville de Montréal au rang de partenaire Platine (voir le programme de partenariat en pièce jointe) en lui offrant la visibilité attendue dans le Protocole de visibilité de la Ville de Montréal (voir le document juridique).
Vivre en Ville développe la connaissance et soutient les communautés en matière d'urbanisme, de mobilité, de verdissement, de design urbain, de politiques, d'administrations publiques et d'efficacité énergétique. Ces actions diversifiées font de l'organisme un acteur reconnu, tant pour ses activités de recherche, de formation et de sensibilisation que pour son implication dans le débat public et ses services de conseil et d'accompagnement. Considérant que Vivre en Ville déploie un large éventail de compétences au bénéfice de la communauté, il est approprié pour la Ville de Montréal de soutenir cet organisme, notamment dans le cadre d'initiatives telles que le Rendez-vous Collectivités viables.
À titre indicatif, voici l'historique de la contribution de la Ville à Vivre en ville pour l'événement '' Rendez-vous Collectivités viables'' lors des éditions précédentes :

Vivre en ville	2018	2019	2021	2022	2023	2024
Rendez-vous Collectivités viables	10 000 $	12 500 $	12 500 $	7 500 $	12 500 $	15 000 $
Pourcentage (%) de la valeur du soutien par rapport au projet global	Non disponible	8%	Non disponible	4%	5%	7%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier de 15 000 $, non récurrent, sera financé par le budget de fonctionnement de l'année 2025 du SUM.
Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Vivre en ville	2025
Rendez-vous Collectivité viables	15 000 $
Pourcentage (%) de la valeur du soutien par	4 %

rapport au projet global	

La contribution sera payée en deux versements égaux de 7 500 $: le premier dans les 30 jours qui suivront la signature de la Convention et le deuxième au plus tard le 10 juillet 2025.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Voir les détails dans la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce dossier ne comporte aucun impact majeur pour la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera préparée avec le Service des ressources humaines et des communications en conformité avec les dispositions du Protocole de visibilité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Rendez-vous Collectivités viables : 10 juin 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert BESSETTE

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-05

Floriane VAYSSIERES

Conseiller en amenagement

Tél : 000 000-0000
Télécop. :

chef(fe) de division - developpement des projets en transport

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2025-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2025-03-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258514001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : Accorder un soutien financier non récurrent de 15 000$ à l'organisme Vivre en ville pour l'organisation de la 9e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 10 juin 2025 à Montréal sur le thème « Sobriété territoriale ».

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 ?	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- 2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
- 16 - Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes a l'international.
- 19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.
- 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le neuvième Rendez-vous des collectivités viables va réunir des professionnels et des élus œuvrant à Montréal, au Québec, au Canada et à l'international dans les domaines de l'urbanisme, de l'architecture et de l'environnement. Ils seront présents en tant que participants, présentateurs ou diffuseurs de connaissances et d'expériences. Cette rencontre permettra de créer des réseaux d'échanges, de faire rayonner des initiatives montréalaises et de partager le savoir-faire de professionnels et décideurs.
Le thème de l'événement, soit la « sobriété territoriale », indique que les présentations porteront sur l'expérience acquise jusqu'à présent au niveau municipal et régional en matière de création de milieux de vie complets et résilients. Plusieurs experts viendront démontrer les actions à mettre de l'avant en matière d'optimisation de l'urbanisation et de régénérescence des milieux de vie dans un contexte de croissance démographique et de besoins croissant en matière de logements abordables. En soutenant financièrement l'événement, la Ville de Montréal permet aux intervenants municipaux locaux de s'inspirer des meilleures pratiques et des expériences réussies, ici et ailleurs.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Vivre en Ville

PROGRAMME DE PARTENARIAT 2025

VIVRE EN VILLE

Vivre en Ville
a besoin de vous !

Votre soutien à Vivre en Ville permet d'appuyer le développement des collectivités viables partout au Québec et de nous aider à poursuivre notre mission et nos activités. Grâce à votre appui nous pouvons continuer d'interpeller et d'outiller les personnes élues, les décisionnaires, les milieux professionnels et la société civile pour améliorer nos milieux de vie.

En soutenant Vivre en Ville votre organisation :



- Démontre son **engagement** envers les principes des collectivités viables ;
- Associe son nom à celui d'un organisme d'avant-garde doté d'une grande **crédibilité** ;
- Encourage la participation des décisionnaires, professionnel·les et de la population dans le développement de **milieux de vie de qualité**, prospères et favorables au bien-être de toutes et tous ;
- Contribue à la pérennité d'une organisation essentielle au **débat public** sur les enjeux des collectivités viables, dont la réduction des iniquités, l'abordabilité du logement, le financement du transport collectif, la densification et bien sûr la lutte et l'adaptation aux changements climatiques.

Crédit : Vivre en Ville

Devenez partenaires du Rendez-vous

Collectivités viables 2025

Lancé en 2016, le Rendez-vous Collectivités viables est l'événement annuel phare de Vivre en Ville et constitue aujourd'hui un incontournable dans le milieu de la planification des milieux de vie. Chaque année, il rassemble et inspire plus de 500 personnes des milieux politiques, municipaux, professionnels et de la société civile. Des idées novatrices en matière d'urbanisme, d'aménagement, de mobilité, d'habitation et de politiques publiques y sont discutées dans une série de conférences et de panels. Les moments de réseautage encouragent également le partage d'expérience et la réflexion collective pour inciter au passage à l'action.

Vous associer au Rendez-vous Collectivités viables 2025, est un moyen de diffuser votre image de marque et de montrer votre soutien aux messages portés par Vivre en Ville. C'est aussi une façon de vous distinguer auprès de son important réseau québécois d'acteurs des transformations urbaines. Vivre en Ville est suivie par plus de 50 000 abonnés sur ses différentes plateformes et vous offre une visibilité à la hauteur de votre contribution, selon un plan de partenariat clair et transparent.

500 personnes attendues

un événement de référence au Québec

Des invité·es de renom

une visibilité auprès de **50 000** abonnés sur les réseaux sociaux

Rendez-vous collectivités viables 2025

Le 9e Rendez-vous Collectivités viables se tiendra le mardi 10 juin 2025 au Marché Bonsecours à Montréal.

Face à un modèle de développement urbain consommant toujours plus de ressources, l'édition 2025 du Rendez-vous Collectivités viables proposera d'engager les collectivités sur le chemin de la sobriété territoriale, pour concrétiser un aménagement durable du territoire et créer des milieux de vie complets. Elle fera état des obstacles et incohérences qui nuisent au déploiement des meilleures pratiques au Québec, offrira des outils et pistes de solutions pour freiner notre consommation territoriale, et mettra en valeur des projets et démarches exemplaires. L'événement inspirera et énergisera les personnes participantes en exposant comment transformer les communautés pour maximiser l'utilisation du territoire déjà urbanisé et créer des milieux de vie complets et résilients.



Crédit: Saul Rosales

Plan de visibilité

	PARTENAIRE DIAMANT	PARTENARIAT PLATINE	PARTENARIAT OR	PARTENARIAT ARGENT	PARTENARIAT BRONZE
	20000$	15000$	10000$	5000$	3000$
MENTION dans les communiqués de presse de l'évènement lorsqu'applicable	✓				
MENTION lors du mot de bienvenue	✓	✓	✓		
LOGO et **HYPERLIEN** sur la page événementielle	Très grand en haut	Très grand	Grand	Moyen	Petit
MENTION et **IDENTIFICATION** dans une publication de remerciement sur les réseaux sociaux	✓	✓	✓	✓	✓
MENTION dans le rapport annuel de Vivre en Ville	✓	✓	✓	✓	✓
BILLETS gratuits pour l'évènement	5	4	3	2	1
LOGO sur le programme et les écrans de projection	Très grand en haut	Très grand	Grand	Moyen	Petit
BANNIÈRE dans la salle	✓	✓			
Possibilité de distribuer du **MATÉRIEL PROMOTIONNEL**	✓	✓	✓		

Option solidaire : achat de 10 billets / 4000$

En achetant un carnet de billets solidaires, vous permettez à Vivre en Ville d'offrir des billets gratuits aux personnes pour qui le prix d'entrée est un frein à la participation.

Visibilité :

+ Publication spéciale dans les réseaux sociaux avec une formulation du type « Grâce à notre généreux partenaire [*votre nom et identification*] nous sommes en mesure d'offrir 10 billets gratuits pour l'événement. Le prix d'entrée est un enjeu pour vous ? Contactez-nous pour plus d'informations »
+ Visibilité d'un partenariat bronze

Autres visibilités possibles

PARTENAIRE DU COCKTAIL / 2 000 $

Vivre en Ville vous offre la possibilité d'être partenaire du cocktail-réseautage, un moment fort d'échanges entre les personnes participantes qui clôture la journée en beauté.

Visibilité :

+ Parapost (fourni par le partenaire) ou affiche à proximité du bar indiquant : « [*nom du partenaire*] présentateur du cocktail réseautage »
+ Mention et identification dans la publication de remerciement de nos partenaires sur les réseaux sociaux
+ Mention dans le rapport annuel de Vivre en Ville
+ 1 billet gratuit pour l'événement

PARTENAIRE DE L'ESPACE LOUNGE / 2 000 $

Un espace lounge sera installé dans la salle attenante à la salle de conférence principale. Il permet aux participants d'échanger entre les conférences ou d'y prendre une pause. Quelques tables et chaises permettent également de travailler quelques instants ou de tenir une brève rencontre. Vivre en Ville vous offre la possibilité de commanditer cet espace pour une visibilité originale lors de l'événement.

Visibilité :

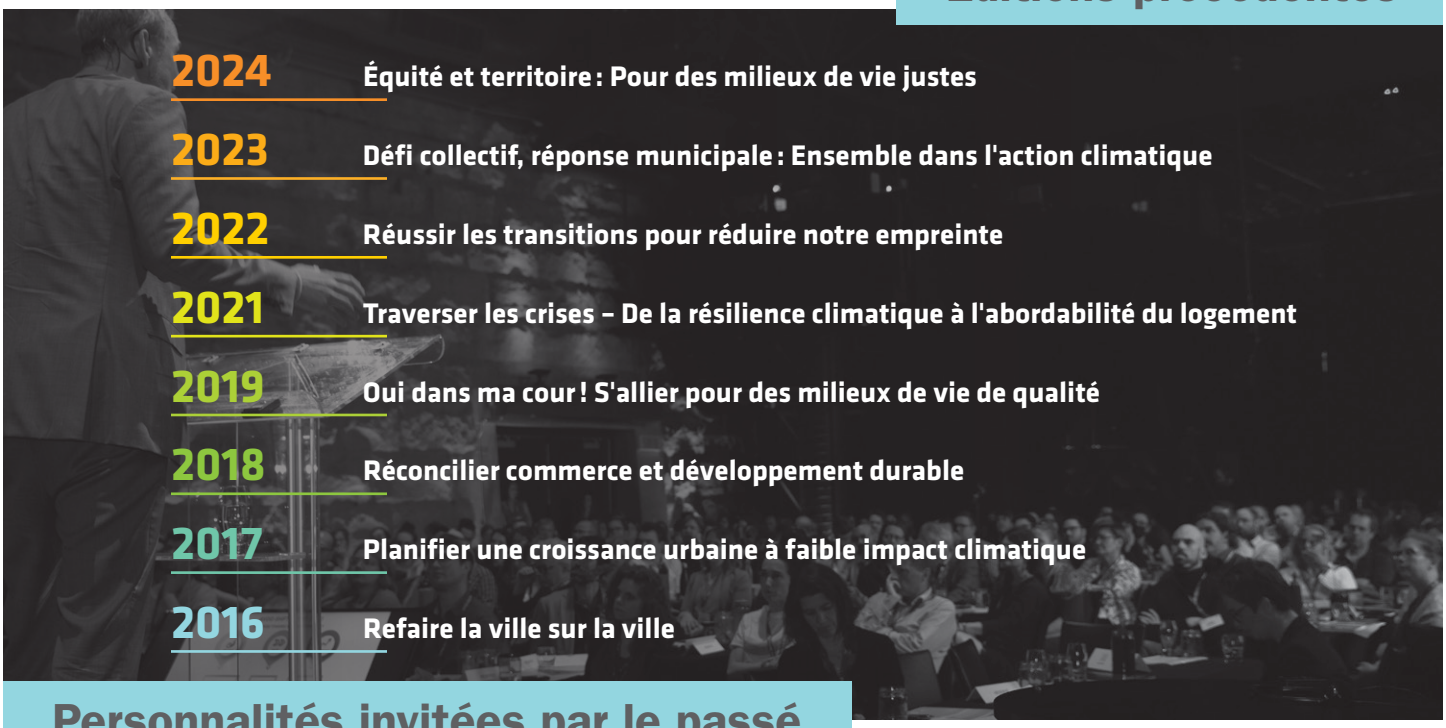
+ Parapost (fourni par le partenaire) / Affiche à l'entrée de l'espace avec le logo et la mention « Espace lounge [*nom de votre entreprise*] »
+ Mention et identification dans la publication de remerciement de nos partenaires sur les réseaux sociaux
+ Mention dans le rapport annuel de Vivre en Ville
+ 1 billet gratuit pour l'événement



Le Rendez-vous collectivités viables, un événement d'envergure devenu incontournable

L'événement annuel phare de Vivre en Ville se distingue par la richesse de sa programmation et la qualité de ses intervenants qui offre au participants une journée stimulante de réflexion et d'échanges.

Éditions précédentes



- **2024** — Équité et territoire : Pour des milieux de vie justes
- **2023** — Défi collectif, réponse municipale : Ensemble dans l'action climatique
- **2022** — Réussir les transitions pour réduire notre empreinte
- **2021** — Traverser les crises – De la résilience climatique à l'abordabilité du logement
- **2019** — Oui dans ma cour ! S'allier pour des milieux de vie de qualité
- **2018** — Réconcilier commerce et développement durable
- **2017** — Planifier une croissance urbaine à faible impact climatique
- **2016** — Refaire la ville sur la ville

Personnalités invitées par le passé



Khelsilem Tl'akwasikan
Porte-parole de la nation Squamish



Valérie Plante
Mairesse de Montréal



Toni L. Griffin
Directrice du Just City Lab et Professeure au Harvard School of Design



Janette Sadik-Khan
Directrice Transports, Bloomberg Associates et ancienne commissaire aux transports de New-York



Ellen Dunham-Jones
Professeure d'architecture Georgia Institute of Technology



David Miller
Directeur du C40 et ancien maire de Toronto



Bertrand Delanoë
Maire honoraire de Paris



Holger Dalkmann
Directeur général de Sustain 2030



Annise Parker
Ancienne mairesse de Houston

Ils soutiennent

Vivre en Ville

Les organisations suivantes ont été partenaires d'un ou plusieurs événements de Vivre en Ville dans les 8 dernières années.

Ædifica

bgla
ARCHITECTURE | DESIGN URBAIN

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES INTERNATIONALES
CÉRIUM
Université de Montréal

Communauté métropolitaine de Montréal

Communauto

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À QUÉBEC

Desjardins
Caisse d'économie solidaire

DIALEKTA

AT DISTRICT WATER
CONDOS QUARTIER

dunsky
EXPERTISE EN ÉNERGIE

Fondaction

Hydro Québec

Montréal

Prével
UN PLAISIR À VIVRE

PROMENT

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ANGUS

UPA
POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

VIA Rail Canada

À propos de Vivre en Ville

Vivre en Ville ouvre la voie aux nécessaires transformations du territoire et de nos milieux de vie. Notre approche mise sur la sobriété, la proximité et le renforcement des solidarités pour soutenir l'épanouissement de tous et toutes, assurer la vitalité des collectivités, préserver la santé des écosystèmes et traverser les crises.

Depuis près de 30 ans, Vivre en Ville met l'audace, la rigueur et la collaboration au service de l'intérêt collectif. Combinant des compétences variées et complémentaires en aménagement, mobilité, alimentation, habitation et verdissement, son équipe propose des stratégies sensibles à chaque milieu et déclinées à toutes les échelles.

Organisation à but non lucratif, Vivre en Ville est reconnue tant pour sa contribution au débat public que pour ses nombreuses publications et ses activités de formation, de sensibilisation et d'accompagnement, menées partout au Québec.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, CONTACTEZ :

Alice Richard,
Coordonnatrice – Développement et partenariats

alice.richard@vivreenville.org
514 969-1069

VIVRE EN VILLE

info@vivreenville.org | vivreenville.org | twitter.com/vivreenville | facebook.com/vivreenville

QUÉBEC
CENTRE CULTURE ET ENVIRONNEMENT FRÉDÉRIC BACK
870, avenue De Salaberry, bureau 311
Québec (Québec) G1R 2T9
T. 418.522.0011

MONTRÉAL
MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
50, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 480
Montréal (Québec) H2X 3V4
T. 514.394.1125

GATINEAU
200-A, boulevard Saint-Joseph
Gatineau (Québec) J8Y 3W9
T. 819.205.2053

VIVRE EN VILLE
la voie des collectivités viables

Rendez-vous Collectivités viables 2025

10 juin 2025 - Marché Bonsecours

Sobriété territoriale

PROGRAMMATION PRÉLIMINAIRE (en date du 12 février 2025)

Face aux défis territoriaux majeurs du Québec, il est crucial d'adopter une approche axée sur la sobriété et la résilience en matière d'aménagement. C'est pourquoi l'édition 2025 mettra à l'honneur la **sobriété territoriale,** autour de 5 axes : choisir l'existant, optimiser l'urbanisation, régénérer les milieux de vie, accélérer les transformations et humaniser l'aménagement. L'événement explorera des idées audacieuses et des réalisations exemplaires pour inspirer les acteurs de la planification et du développement des collectivités au Québec.

Le déroulé ci-dessous est une programmation préliminaire qui a pour objectif de fournir des indications quant à la ligne éditoriale de l'événement et la nature des discussions. L'ordre et le titre des blocs, des conférences et panels, ainsi que les différents conférenciers et panélistes pourront changer.

8h30	Mot(s) de bienvenue
Bloc 1 - CHOISIR l'existant	
9h00	Conférence d'ouverture : Titre à déterminer - sur la politique Zéro artificialisation nette en France *Sylvain Grisot, Urbaniste et fondateur de Dixit.net*
9h35	Panel de maires : Assumer et planifier la densification *Panélistes à confirmer*
10h20	*Pause*
Bloc 2 - OPTIMISER l'urbanisation	
10h40	Conférence: Démarches de consolidation villageoises *David Miet, co-fondateur et CEO, Villes vivantes*
11h15	Panel : Augmenter l'offre d'habitation dans les milieux de vie *Lisa Helps, Executive Lead, BC Builds et ancienne mairesse de Victoria + panélistes à confirmer*
12h00	*Dîner*
13h30	Des nouvelles de Vivre en Ville *C. Savard - Directeur général, et J. Robin - Directrice principale*

VIVRE EN VILLE
la voie des collectivités viables

Rendez-vous Collectivités viables 2025

10 juin 2025 - Marché Bonsecours

Sobriété territoriale

Bloc 3 - RÉGÉNÉRER les milieux de vie	
13h40	Conférence : Titre à déterminer *Marina Khoury, Partenaire, DPZ CoDESIGN*
14h15	Conférence : À déterminer
14h50	*Pause*
Bloc 4 - ACCÉLÉRER les transformations	
15h00	Panel de municipalités et MRC du Québec : Assumer et planifier la densification *Panélistes à confirmer*
15h55	Conférence : La cohérence comme clé d'un meilleur aménagement *Vivre en Ville*
16h20	*Pause*
Bloc 5 - HUMANISER l'aménagement - Grande conférence	
16h30	Bâtir des communautés de confiance *Charles Montgomery, Urbaniste, auteur et fondateur d'Happy Cities*
17h20	*Cocktail réseautage*

Allocution(s)

Une invitation à prononcer une allocution a été envoyée à Mme Valérie Plante, Mairesse de Montréal. D'autres invitations seront transmises à certains cabinets ministériels et acteurs institutionnels au cours des prochaines semaines.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, Personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito. Greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VIVRE EN VILLE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 870, avenue De Salaberry, bureau 311, Québec (Québec), G1R 2T9, agissant et représentée par Christian Savard, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription d'organisme de charité : 879983161 RR 0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme conseillère auprès de ses partenaires municipaux afin de contribuer au développement de collectivités viables. Pour ce faire, l'organisme réalise des recherches et traduit celles-ci dans des publications. Il s'implique dans la communauté par ses activités de formation et de sensibilisation, par son implication dans le débat public, ainsi que par ses services en conseil et en accompagnement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme du Rendez-vous Collectivités viable 2025 pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a remis à la Ville une copie du Programme du Rendez-vous Collectivités viables 2025;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de

bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura

dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de sept-mille-cinq-cents dollars (7 500 $) dollars dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de sept-mille-cinq-cents dollars (7 500 $) au plus tard le 10 juillet 2025.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 10 juillet 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 870, avenue De Salaberry, bureau 311, Québec (Québec), G1R 2T9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VIVRE EN VILLE

Par : _____
Christian Savard, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

VIVRE EN VILLE
la voie des collectivités viables

Montréal, le 12 décembre 2024

Madame Lucie Careau,
Directrice, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Ville de Montréal

OBJET : Invitation à contribuer au Rendez-vous Collectivités viables 2025

Madame Careau,

Devant les défis majeurs que le Québec doit relever, il est plus que jamais nécessaire d'imaginer des milieux de vie qui optimisent les ressources disponibles, préservent les écosystèmes et limitent les pressions sur nos territoires tout en répondant aux besoins essentiels des populations.

Chaque décision en matière d'aménagement - qu'il s'agisse de transport, d'habitation, de localisation des services, ou encore de verdissement - doit désormais être guidée par une approche de sobriété et de résilience. C'est pourquoi le thème du Rendez-vous Collectivités viables 2025 sera celui de la **sobriété territoriale**. Articulé autour de quatre axes engageants : choisir l'existant, optimiser l'urbanisation, régénérer les milieux de vie et accélérer les transformations, l'événement explorera des idées audacieuses et des réalisations exemplaires pour inspirer les acteurs de la planification et du développement des collectivités au Québec.

Le Rendez-vous Collectivités viables est aujourd'hui un incontournable au Québec. Il attire chaque année plus de 500 personnes, un succès qui n'aurait pas été possible sans le soutien indéfectible de la Ville de Montréal depuis la toute première édition. Nous vous en sommes extrêmement reconnaissants. La programmation 2025 promet de nouveau d'être des plus enrichissantes et plusieurs conférenciers de renom tels que Charles Montgomery, Sylvain Grisot, ou encore David Miet ont déjà confirmé leur participation. Les discussions résonneront certainement avec plusieurs pratiques de la Ville de Montréal, et nous espérons qu'elles sauront également inspirer ses équipes présentes lors de l'événement.

Afin de contribuer au succès de cette neuvième édition, nous serions heureux de vous compter à nouveau parmi nos partenaires. Nous vous proposons donc de renouveler votre contribution financière de 15 000$ à titre de partenaire platine. Une visibilité importante serait accordée à la Ville, selon les modalités présentées dans le plan de partenariat ci-joint. Celles-ci demeurent bien entendu ajustables et pourront être convenues conjointement. En parallèle, je tiens à vous informer qu'une invitation officielle pour une prise de parole lors de la journée a également été envoyée à Madame la mairesse Valérie Plante.

En espérant pouvoir compter sur votre présence et sur l'appui de la Ville de Montréal pour ce neuvième Rendez-vous Collectivités viables, je vous prie de recevoir, Madame Careau, mes respectueuses salutations,

Le directeur général,

Christian Savard

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258514001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Objet :	Accorder un soutien financier de 15 000 $ à l'organisme Vivre en ville pour l'organisation de la 9e édition du Rendez-vous Collectivités viables qui se tiendra le 10 juin 2025 à Montréal sur le thème « Sobriété territoriale » / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds 1258514001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposé au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-10

Julie MOTA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259622004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 35 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 35 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2025;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-13 17:27

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259622004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 35 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Cyclo-Club Lachine (CCL) a comme mission de faire rayonner l'arrondissement de Lachine et la Ville de Montréal en organisant un des événements cyclistes des plus prestigieux de l'est de l'Amérique du Nord. Le CCL organise Les Mardis cyclistes de Lachine (MCL) depuis 45 ans dans l'arrondissement de Lachine que la Ville soutient annuellement.
Le 14 février 2025, le CCL a déposé auprès du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) un plan d'affaires afin de solliciter de la Ville un soutien financier de 35 000 $ pour l'édition 2025 de l'événement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0501 - 3 avril 2024
Accorder un soutien financier maximal de 40 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

CA24 19 0074 - 2 avril 2024
Approbation de la convention entre la Ville de Montréal - arrondissement de Lachine et CYCLO-CLUB LACHINE et octroi d'une contribution financière de 10 100 $ pour l'édition 2024 de Les Mardis cyclistes de Lachine

CA23 19 0075 - 3 avril 2023
Approbation de la convention entre la Ville de Montréal - arrondissement de Lachine et CYCLO-CLUB LACHINE et octroi d'une contribution financière de 10 100 $ pour l'édition 2023

de Les Mardis cyclistes de Lachine

CE23 0322 - 8 mars 2023
Accorder un soutien financier maximal de 45 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

L'événement regroupe plus de 200 cyclistes, de manière hebdomadaire, répartis en six catégories différentes sur une période de 10 semaines. Parmi ces cyclistes se trouvent des athlètes locaux et internationaux dont plusieurs géants du monde du cyclisme québécois tels que David Veilleux, Hugo Houle et Antoine Duchesne**.**
L'édition 2025 prévoit une course avec un peloton uniquement féminin lors de la neuvième étape (29 juillet 2025), en vue d'encourager la participation féminine à l'événement.

En plus des compétitions officielles, le CCL souhaite organiser, pour une 3e année consécutive, une cyclovia afin de permettre à la population qui le souhaite de venir rouler et essayer le parcours en toute sécurité, et ce gratuitement. Cet événement est financé par le Programme de soutien aux initiatives locales de cyclovia et a été un succès lors des deux dernières années, avec plus d'une centaine d'inscriptions.

Le soutien financier recommandé correspond à 23% du total des revenus de cette édition. Depuis 2022, le soutien octroyé pour l'événement est régressif, afin de s'approcher des normes en pourcentage de soutien par rapport au budget global sans les biens et services (B&S).

L'organisme s'engage à respecter les obligations décrites dans la convention signée avec la Ville (disponible en pièce jointe).

JUSTIFICATION

Le soutien à l'événement est justifié selon une analyse des 5 principes d'investissement en matière d'événements de grande envergure.
Retombées sportives
Cet événement joue un rôle important dans le développement des cyclistes montréalais et québécois. En plus de préparer les meilleurs cyclistes québécois aux compétitions internationales, la programmation des MCL permet aux jeunes coureurs d'emprunter le même parcours que les élites et de les côtoyer chaque semaine. Cette formule encourage l'accélération du développement sportif des jeunes cyclistes montréalais. Les MCL connaissent un succès chaque année sur le plan organisationnel. L'événement est reconnu pour sa logistique impeccable et son décorum.

Pérennité de l'événement
Les MCL ne sont pas admissibles aux programmes de soutien financier provincial et fédéral. Mis à part le soutien de la Ville et de l'arrondissement Lachine, tous les autres revenus proviennent de sources autonomes. De plus, les revenus provenant des tarifs d'inscriptions sont limités en raison des règlements de la Fédération québécoise des sports cyclistes (FQSC). Le soutien de la Ville est essentiel à la tenue de l'événement.

Rayonnement et envergure
Les MCL jouissent d'une réputation dépassant les frontières de Montréal. Leur notoriété et le niveau de compétition toujours croissants en font un arrêt populaire auprès des cyclistes internationaux de passage dans l'est du Canada. L'appui de Montréal se justifie par le caractère unique de l'événement, son historique au sein de la communauté cycliste et de la communauté montréalaise, ainsi que l'importance de l'événement sur la scène provinciale.

Retombées pour la communauté
Avec l'ajout de la cyclovia depuis 2 ans, l'événement poursuit sa mission de se rapprocher de la communauté et de faire profiter des installations au plus grand nombre de citoyennes et citoyens.

Opportunité de faire rayonner le cyclisme en vue des championnats du monde de cyclisme sur route 2026
Dans le cadre des Championnats du monde Route UCI 2026 qui auront lieu à Montréal, les Mardis cyclistes de Lachine constituent une excellente vitrine pour promouvoir le vélo dans la population montréalaise et faire rayonner la métropole à l'international.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les montants nécessaires à ce dossier sont prévus au budget de fonctionnement du SGPMRS. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, en vertu de la compétence « Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ».

Organisme Cyclo-Club Lachine	Convention 2025 (Recommandation)
	2025
Soutien financier de la Ville centre	35 000 $
Soutien financier arr. Lachine	10 100$
Budget global	194 000$
Pourcentage total (%) de la valeur du soutien financier Ville de Montréal par rapport au budget global sans les B&S	23 %
Estimation soutien en biens et services (arr. Lachine)	60 000 $

Le financement octroyé a l'organisme est régressif, afin de s'approcher des normes en pourcentage de soutien par rapport au budget global sans les biens et services.

La totalité des biens et services est fournie par l'arrondissement Lachine. Une entente spécifique entre l'arrondissement et l'organisme vient définir ces modalités.

Les modalités de versement sont inscrites en annexe de la convention.

Le soutien octroyé à l'organisme au cours des dernières années est présenté en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le SGPMRS incite les promoteurs à organiser des événements écoresponsables et inclusifs dont les legs et les retombées sont tangibles.

Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la Ville approuve l'octroi d'un soutien financier d'une valeur maximale de 35 000 $ au CCL, cela :

- contribuerait à la pérennité des MCL;
- permettrait de mettre de l'avant la Ville de Montréal comme ville cycliste en vue des Championnats du monde Route de l'UCI en 2026.

Si la Ville reporte ou refuse d'approuver le soutien financier, cela :

- pourrait mettre le CCL dans une situation financière précaire;
- risquerait de perdre la tenue des MCL, ce qui pourrait nuire à sa réputation de ville d'événements sportifs et freiner le développement du cyclisme compétitif à Montréal.

Des fermetures de rues sont prévues lors des compétitions; le trajet est sécurisé. Ces services sont assurés par l'arrondissement Lachine; un plan de communication est prévu à cet effet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par le promoteur de l'événement sportif (Annexé à l'entente).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai - Août 2025 Tenue des 10 étapes des Mardis cyclistes de Lachine

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

James Edouard Ted COX, Lachine
Nemrod MEMETTE, Lachine

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FILIATRAULT
Conseiller en planification

Tél : 5148687471
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-04

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : (514) 557-7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2025-03-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal
Tél : - -
Approuvé le : 2025-03-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259622004
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique*
Projet : Accorder un soutien financier maximal de 35 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *- Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive* *- Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les génération futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles* *- Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité #4 et #5 : Augmentation du nombre d'initiatives déployées par le promoteur afin:* *- réduire l'empreinte écologique de leur événement* *- d'inclure des sphères sous représentées de la société à leur événement* *Priorité #20 : Dans le respect du protocole de visibilité du Programme, le promoteur élabore différentes stratégies de communication, de promotion et de diffusion (par exemples : utilisation des différents médias sociaux, diffusion en directe sur les*			

médias sociaux ou sur des chaînes de télévision, relations de presse, etc.) afin d'assurer une couverture médiatique satisfaisante de leur événement, d'augmenter le taux de participation tout en assurant à la Ville de Montréal une visibilité suffisante. De plus, la renommée de cet événement permet d'accueillir annuellement plusieurs cyclistes internationaux dans la métropole. Les résultats de ces courses sont diffusés à l'international.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Contributions financière 2020-2024

Nom fournisseur	No fournisseur	Unité d'affaires	No résolution	2023	2024
Cyclo-Club Lachine	144605	Grands parcs, mont Royal et sports	CE24 0501	-	40 000,00 $
			CE230322	45 000,00 $	-
		Lachine	CA23 19 0075	10 100,00 $	-
			CA23 19 308	15 295,00 $	-
			CA24 19 0074	-	10 100,00 $
Totaux				70 395,00 $	50 100,00 $



45e édition

La tradition
se poursuit...

LES MARDIS CYCLISTES

MC L

LES MARDIS CYCLISTES DE LACHINE



NOTRE MISSION

- Assurer la continuité et l'organisation de courses de vélo dans un cadre sécuritaire, encadré et fédéré;
- Susciter un intérêt dans la population pour la pratique du vélo et promouvoir les saines habitudes de vie;
- Proposer à la communauté montréalaise ainsi qu'aux visiteurs un événement sportif d'envergure;
- Créer un événement rassembleur et tisser des liens avec différentes instances et acteurs;
- Offrir l'opportunité à la relève cycliste de s'illustrer, de se démarquer et de s'accomplir.

NOS OBJECTIFS POUR LA SAISON 2025

- Être impliqué dans les activités de commémoration du 50ème anniversaire des Jeux Olympiques de 1976 ;
- Afin d'encourager la participation féminine, organiser une course avec un peloton uniquement féminin lors de la neuvième étape (29 juillet 2025);
- Organiser la troisième édition de la cyclovia lors de la finale du 5 août 2025);
- Améliorer l'expérience spectateurs lors de l'événement;
- Faire partie de la vision globale de la Ville de Montréal sur les saines habitudes de vie, la mobilité active et l'utilisation du vélo comme mode de transport;
- Susciter un engouement chez la population en lien avec l'accueil des Championnats du Monde Route UCI 2026 à Montréal.



Vélodrome de Montréal, 1981

DOMINIC ROSSI, PRÉSIDENT

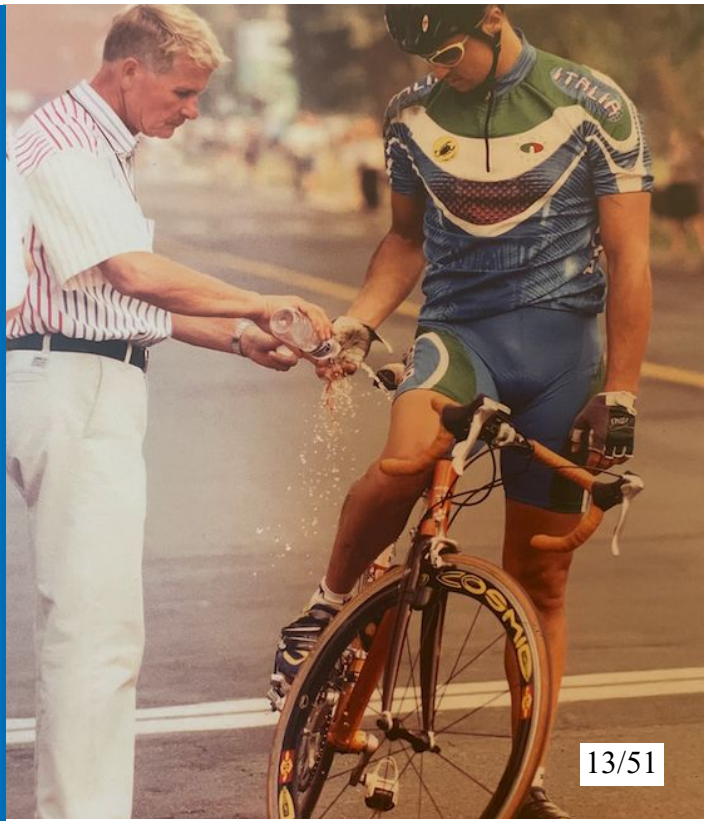
Impliqué dans le vélo depuis son enfance, Dominic Rossi a acquis au fil des ans une vaste expérience qu'il met à la disposition de la communauté de Lachine. Sa participation aux Mardis Cyclistes en tant que coureur, bénévole et maître de piste lui ont valu une excellente préparation à son rôle de président.

Dans tous les défis dans lesquels il s'est engagé, il a su montrer de la rigueur, de la discipline et un excellent sens de l'organisation. C'est avec fierté qu'il a inculqué ces valeurs à son fils Emilio qui s'implique également dans les Mardis Cyclistes.

NOTRE HISTOIRE

Fondés en 1978 par Joseph « Tino » Rossi, les Mardis cyclistes de Lachine sont présentés à Lachine tous les mardis soir de juin, juillet et août. Comptant six catégories différentes, l'événement regroupe, à chaque semaine, plus de 200 cyclistes rivalisant pour atteindre le podium en plus d'accueillir régulièrement des athlètes locaux et internationaux dont plusieurs géants du monde du cyclisme québécois tels Hugo Houle, David Veilleux et Antoine Duchesne.

C'est en 2018 que Jean-François et Marc Néron prennent la relève, cédant par la suite le flambeau à Dominic Rossi en 2023.



LES PILIERS DES MARDIS CYCLISTES DE LACHINE



ÉCONOMIQUE

Créer des opportunités et des retombées économiques pour les marchands locaux de l'arrondissement de Lachine et les partenaires d'affaire qui continuent à appuyer les Mardis cyclistes de Lachine.

DÉVELOPPEMENT SPORTIF

Au fil des années, notre événement a gagné en notoriété devenant une véritable école de vélo ainsi qu'une belle vitrine pour la relève. Pour la saison 2025, au cours de la 9e étape, les femmes auront droit à une course composée uniquement d'un peloton féminin.

COMMUNAUTAIRE

Notre événement se veut rassembleur. C'est toute une communauté lachinoise et montréalaise qui se donne rendez-vous chaque semaine pendant l'été autour du parc LaSalle. En collaboration avec l'Aviation royale canadienne, lors de la finale, nous comptons offrir un spectacle à couper le souffle avec un survol de F18.

Il va de soi qu'à chaque semaine un événement d'une telle envergure requiert son lot d'effectifs et de logistique. Sans le soutien technique et financier de l'arrondissement de Lachine et de la Ville de Montréal, la viabilité de ces compétitions ne serait envisageable. L'organisation d'un tel événement nécessite une grande équipe dotée de 5 administrateurs, 20 personnes rémunérées (officiels, annonceurs, préposés aux installations,etc.), une vingtaine de bénévoles et plusieurs centaines de coureurs.

LES MARDIS CYCLISTES

Partenariat de la Ville de Montréal et l'arrondissement de Lachine

Nous sommes reconnaissants du soutien financier que notre événement a reçu dans les dernières années. Nous souhaitons un renouvellement de ce support afin de nous permettre d'atteindre nos objectifs ambitieux. Nos standards et notre professionnalisme seront de mise à chaque instant.

Les communautés lachinoises et montréalaises ont été au rendez-vous au cours des 44 éditions précédentes. Nous sommes heureux d'offrir l'événement de nouveau en 2025.

Le vélo de route ayant connu un essor incroyable au fil des dernières années, c'est avec fierté qu'une équipe dévouée s'affaire à assurer la continuité et le succès des Mardis cyclistes de Lachine. Nous souhaitons offrir une 45e édition qui dépassera les attentes de tous.

Pour la saison 2024, nous comptions une quinzaine de partenaires. À ce jour, tous ces partenaires ont réitéré leur engagement pour la saison 2025.

À l'aube des Championnats du Monde Route UCI 2026, les Mardis cyclistes de Lachine continueront d'offrir une excellente vitrine pour susciter l'intérêt et promouvoir le vélo auprès de la population montréalaise. De plus, nous sommes disposés à offrir notre soutien à l'équipe organisatrice de ce prestigieux événement.

Montréal

Lachine
Montréal

DE RETOUR EN FORCE





ÉDITION 2025 – CE QUI VOUS ATTEND

- Une équipe administrative expérimentée composée de gens passionnés de cyclisme et motivés par l'événement des Mardis cyclistes de Lachine;
- Des visages familiers, comme de nouveaux, que vous verrez tout au long de la saison;
- De nouveaux partenaires engagés ;
- Des nouvelles équipes de vélo ;
- Un engagement communautaire et rassembleur qui fera vivre aux Lachinoises et aux Lachinois un événement cycliste en toute sécurité avec des espaces familiaux et des aires de divertissement ;
- L'émergence de nouveaux talents.

CYCLOVIA

Événement récréatif-sportif familial, ouvert à la grande population, ayant comme objectif la pratique du cyclisme dans un circuit urbain sécuritaire fermé. Les participants pourront vivre le parcours des Mardis cyclistes de Lachine dans une ambiance festive. Résumé du programme :

- Offrir un circuit sportif et familial pour les cyclistes amateurs et chevronnés;
- Transformer les rues de Lachine en espaces publics et communautaires;
- Mettre en place un environnement favorable à l'activité physique;
- Accroître l'intérêt pour les déplacements actifs;
- Créer un événement gratuit et participatif pour les résidents de Lachine et arrondissements voisins;
- Clôturer l'événement avec une célébration «pasta-party» et créer des souvenirs et des liens avec la communauté, l'arrondissement et l'organisation des Mardis cyclistes de Lachine.



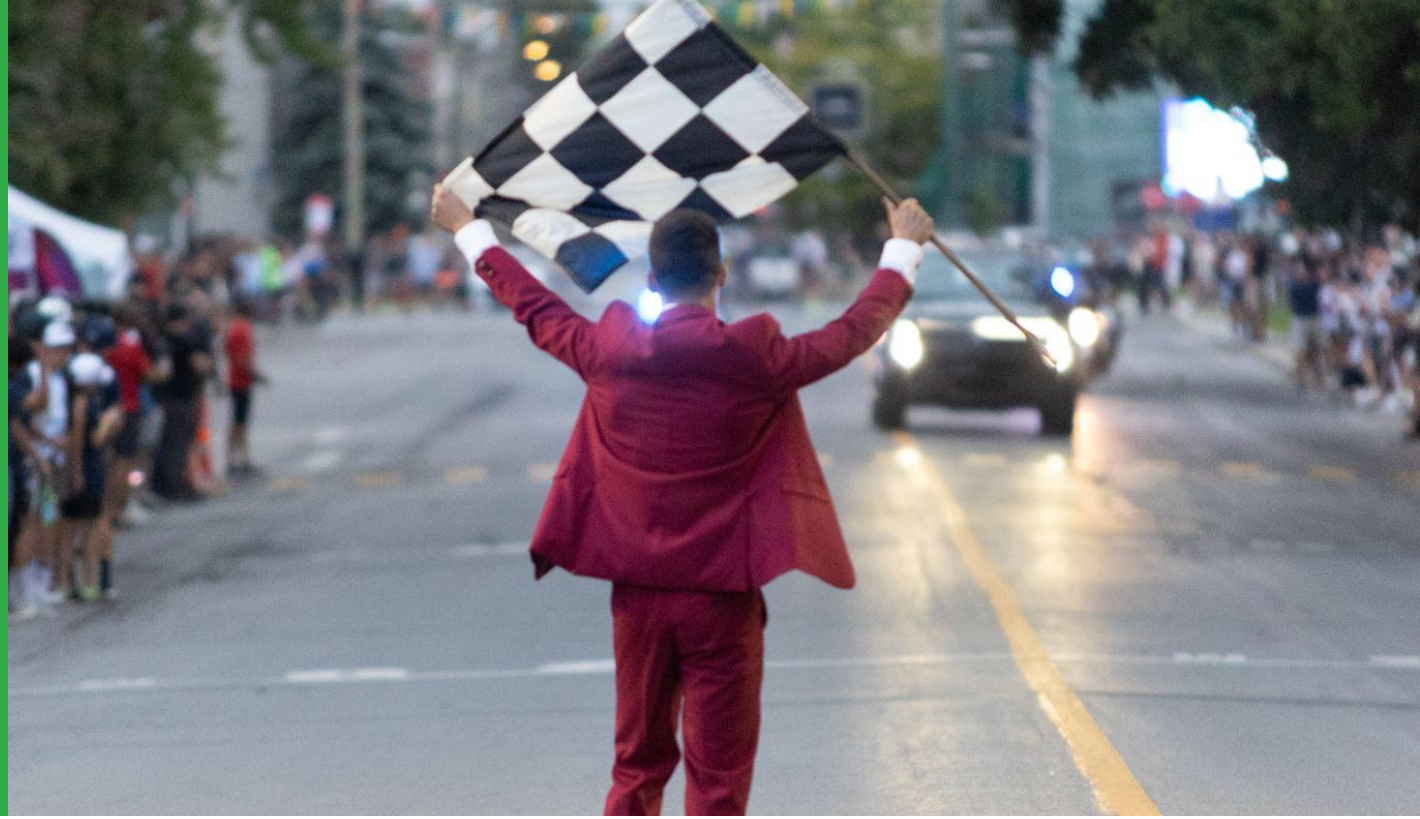




NOS PARTENAIRES

L’organisation des Mardis cyclistes de Lachine remercie ses partenaires qui, au fil des années, ont cru en l’ événement.

Sans ces derniers, nul n'aurait pu espérer une telle pérennité!



Nos partenaires

- Ville de Montréal
- Arrondissement de Lachine
- Planète Courrier
- Messorem
- Specialized
- Besco Construction
- Bioracer
- Spark Sports Nutrition
- Clinique vétérinaire de Lachine
- Rona Lachine
- Enrico Ciccone, Député de Marquette
- Desjardins Caisse de Lachine
- Aéroport International Montréal-Trudeau
- MLV Immobilier
- Plomberie Excell Plus
- Trophées Pointe-Claire
- JC Perreault
- Sticky Media
- CKVL 100,1 FM



SAISON 2025 BUDGET PRÉLIMINAIRE :

Ayant l'expérience des coûts reliés à la présentation d'un tel événement, voici les prévisions budgétaires pour la saison 2025.

Le budget de la saison 2025 est assujetti à la confirmation de l'entente avec les différents partenaires.

Budget prévisionnel 2025





PLAN DE LEGS SAISON 2025

Les Mardis cyclistes de Lachine
302 – 40 21e Avenue
Lachine Québec H8S 3T5

LES MARDIS CYCLISTES

1. Le legs sportif (développement du sport, formation, éducation, expertise, etc.)

Au fil des années, les Mardis cyclistes de Lachine se sont forgés la réputation d'être une véritable école de compétitions cyclistes. De plus, les Mardis cyclistes offrent une excellente vitrine pour la ville de Montréal afin de susciter un engouement chez la population en lien avec l'accueil des Championnats du Monde Route UCI 2026 à Montréal. Notre objectif est de positionner les Mardis cyclistes de Lachine comme la référence des rassemblements sportifs, culturels et communautaires. Nous voulons travailler à faire augmenter la popularité de notre sport et s'assurer d'attirer le plus de participants possibles à chaque course, à chaque année. De plus, nous souhaitons augmenter le nombre d'athlètes féminines.

Objectif
Contribuer au développement des athlètes et susciter un intérêt envers la pratique du cyclisme.
Cibles
• 800 athlètes inscrits ; • 730 athlètes montréalais inscrits ; • 150 athlètes féminines.
Indicateurs de performance
• Nombre d'athlètes participants ; • Nombre d'athlètes montréalais participants ; • Nombre d'athlètes féminines.
Estimation de la valeur du legs
• N/A

Résultats	
Nombre d'athlètes inscrits	
Nombre d'athlètes montréalais inscrits	
Nombre d'athlètes féminines	

Explication des résultats : à compléter en septembre 2025.

2. Le legs au plan du bénévolat et le renforcement de la collectivité

Il va de soi qu'à chaque semaine, un événement d'une telle envergure requiert son lot d'effectifs et de logistique. Sans le soutien technique et financier de l'arrondissement de Lachine et de la Ville de Montréal, la tenue de ces compétitions serait compromise. Également, une équipe de 4 administrateurs, 15 bénévoles, 6 officiels, 6 préposés aux installations et commodités et une équipe d'annonceurs sont nécessaires pour assurer l'organisation et le déroulement de la saison 2025.

Objectif
Contribuer à développer le bénévolat et l'expertise montréalaise en matière d'accueil d'événements cyclistes.
Cibles
• 15 bénévoles; • Un rapport de satisfaction de 95 %; • Un taux de rétention des bénévoles de 90 %; • 10 événements dans lesquels se retrouvent des bénévoles.
Indicateurs de performance
• Rapport de satisfaction; • Taux de rétention des bénévoles; • Nombre d'événements dans lesquels les bénévoles se retrouvent.
Estimation de la valeur du legs
• N/A

Résultats	
Rapport de satisfaction	
Taux de rétention des bénévoles	
Nombre d'événements dans lesquels des employés et des bénévoles se retrouvent	

Explication des résultats : à compléter en septembre 2025.

3. Le legs au plan de l'éducation, de la promotion d'un mode de vie physiquement actif et de la mobilisation de la communauté

Nous voulons être fidèles à notre réputation d'institution sportive et culturelle qui fait la promotion des saines habitudes de vie. Ainsi, nous souhaitons reconduire la cyclosportive afin de permettre aux citoyens de découvrir et d'expérimenter le parcours des Mardis cyclistes en circuit fermé. Les participants pourront vivre l'expérience, et ce, dans un environnement sécuritaire et rassembleur.

Objectif
Contribuer à la promotion d'un mode de vie physiquement actif et à la mobilisation du milieu et favoriser l'implication sociale et communautaire.
Cibles
• 125 inscriptions à la Cyclosportive (cyclovia volet compétitif).
Indicateurs de performance
• Nombre d'inscrits à la cyclosportive.
Estimation de la valeur du legs
• N/A

Résultats	
Nombre d'inscrits à la cyclosportive	

Explication des résultats : à compléter en septembre 2025.

4. Le legs communautaire : redonner à la communauté lachinoise et impliquer les marchands locaux

La communauté de Lachine a été des plus accueillantes au fil des décennies. Afin de s'ancrer davantage dans la communauté locale, nous souhaitons entretenir et développer des partenariats avec des commerces locaux. L'événement des Mardis cyclistes de Lachine sert de vitrine à ces différents commerces. De plus, nous souhaitons apporter quelques améliorations à la zone familiale afin de permettre à encore plus de spectateurs d'assister aux courses de vélo. Devant la demande croissante, nous travaillons étroitement avec la concession pour améliorer la fluidité de la circulation dans la zone familiale et améliorer l'expérience des spectateurs qui souhaitent souper sur place.

Objectif
Entretenir et développer des partenariats avec des commerces locaux.
Cibles
• 10 partenariats avec des commerces locaux ; • 5000 spectateurs par course.
Indicateurs de performance
• Nombre de commerces locaux présents aux Mardis cyclistes de Lachine ; • Nombre de spectateurs par course.
Estimation de la valeur du legs
• N/A

Résultats	
Nombre de partenariats avec des marchands locaux	
Nombre de spectateurs par course	

Explication des résultats : à compléter en septembre 2025.

5. Le legs médiatique (faire rayonner l'événement et le sport du cyclisme)

Nous souhaitons utiliser l'événement des Mardis cyclistes de Lachine pour faire rayonner le sport du cyclisme. Par l'entremise des réseaux sociaux, nous pouvons atteindre une quantité importante de citoyens. Nous souhaitons encourager l'engouement pour le sport cycliste en faisant des publications de façon régulière sur Facebook et Instagram.

Objectif
Contribuer à la promotion et le rayonnement du cyclisme en améliorant nos outils web et médias sociaux, ainsi qu'accroître la présence et l'engagement de la couverture médiatique.
Cibles
• 6300 abonnés Facebook ; • 3300 abonnés Instagram.
Indicateurs de performance
• Nombre d'abonnés totaux aux diverses réseaux sociaux
Estimation de la valeur du legs
• N/A

Résultats	
Nombre d'abonnés Facebook	
Nombre d'abonnés Instagram	

Explication des résultats : à compléter en septembre 2025.

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CYCLO-CLUB LACHINE** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 302 - 40 21e avenue, Lachine, Québec, H8S 3T5, agissant et représentée par Dominic Rossi, président des Mardis cyclistes de Lachine, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : N/A
Numéro d'inscription TVQ : N/A
Numéro d'organisme de charité : N/A

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a identifié Montréal comme ville hôtesse des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2025;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'établir et maintenir un club sportif pour promouvoir le cyclisme, de donner des conseils techniques sur l'achat et l'entretien d'un cycle et de mettre sur pied et organiser un programme d'entraînement, des randonnées touristiques, courses récréatives et courses de compétition;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'Événement, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention (Annexe 1);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à la présente convention;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé(e) à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, il est entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a identifié les installations de l'arrondissement Lachine (quadrilatère entourant le parc LaSalle) pour y tenir l'Événement et que ce site a été approuvé par l'arrondissement de Lachine;

ATTENDU QUE l'Organisme a une entente en biens et services avec l'arrondissement Lachine dont il s'engage à respecter toutes les conditions et obligations;

ATTENDU QUE l'Organisme s'engage à consentir à la communauté montréalaise du cyclisme un legs sportif tel que décrit dans le plan de legs (Annexe 5).

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 1);

2.2 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;

2.3 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.4 « **Événement** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et finaux, le cas échéant, ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 2;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

2.8 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation de l'Événement;

2.9 « **Annexe 2** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;

2.10 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;

2.11 « **Annexe 4** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;

2.12 « **Annexe 5** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux (2) versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de dix mille dollars (10 000 $), sur réception de la reddition de compte, et ce, à la satisfaction du responsable, au plus tard le 31 décembre 2025.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 3;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.4 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 4, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion.

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 5) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée assurée additionnelle. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 2);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 Signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties.

5.5.3 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention.

5.5.4 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.5 Dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.5.6 Tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre au Responsable, le 15 novembre, un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention.

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 Présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles.

5.5.9 Aviser promptement le Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 Obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

5.6.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs à l'Événement et les activités qui y sont reliées.

5.7 RESPECT DES LOIS

5.7.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue.

5.7.2 Adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les Installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 Si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 À la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin,

lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

5.9 **RESPONSABILITÉ**

Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 décembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 ou 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

10.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

10.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

10.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

10.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 10.3.1 à 10.3.4.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle concernant l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

12.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

12.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilées à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 302 - 40 21e avenue, Lachine, Québec, H8S 3T5 et tout avis doit être adressé à l'attention du président des mardis cyclistes de Lachine. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 23e jour de Février 2025

CYCLO-CLUB LACHINE

Par : _____
Dominic Rossi, président des mardis cyclistes de Lachine

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2025 (Résolution CE ……).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT



Disponible en pièce jointe

ANNEXE 2

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

Édition 2025		
Articles de convention	Documents attendus	Échéances
4.1.2	Premier versement de 25 000$	Dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention
2.5	Rapport annuel 2025 de l'Organisme	À la fin de l'année
2.6	Reddition de compte	Bilan final de l'Événement – 15 novembre 2025
5.2	Promotion et publicité	Inclure au Bilan final un rapport de visibilité (défini au point 2.4 de l'annexe 4)
5.3	Plan de legs de l'Événement et rapport faisant état de l'atteinte des objectifs	90 jours après l'Événement
5.4	Assurance	À la signature de la présente convention ou 15 jours avant échéance
5.5*	Aspect financier	
5.5.6	Remettre Bilan financier incluant une comptabilité distincte en lien avec l'Événement et les dépenses allouées au financement de la Ville	15 novembre 2025
4.1.2	Deuxième versement de 10 000$	30 novembre 2025, conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention
*Advenant une annulation de l'événement, l'Organisme devra déposer un bilan financier détaillé sur l'Événement, afin que la Ville puisse analyser le soutien possible des dépenses admissibles (Annexe 3) déjà effectuées à la date d'annulation de l'Événement.		

ANNEXE 3

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE 35 000 $, DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Dépenses admissibles

- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement

Dépenses non admissibles

- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex. : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 4

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que le Cyclo-Club Lachine (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente ») relativement à la tenue de l'Événement (ci-après l' Événement »).

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur l'Événement, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture de l'Événement, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires de l'Événement, s'il y a lieu, selon les directives de positionnement de logos de la Ville ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation de l'Événement advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- «Cyclo-Club Lachine remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation de l'Événement des Mardis cyclistes de Lachine» ;
- « l'Événement des Mardis cyclistes de Lachine est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- « l'Événement des Mardis cyclistes de Lachine est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.

- pour une publication sur Facebook :
    - @accesculture pour les projets culturels,
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;

- pour une publication sur Twitter :
    - @accesculture pour les projets culturels,
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner l'Événement dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre de l'Événement, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités sur un site et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin de l'Événement. Y inclure :

- une courte description de l'Événement (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant l'Événement ;
- des photos de l'Événement ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques de l'Événement, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant l'Événement **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;

- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que l'Événement est subventionné par le biais de l'Entente.

ANNEXE 5

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE



PLAN DE LEGS SAISON 2025

Les Mardis cyclistes de Lachine
302 – 40 21e Avenue
Lachine Québec H8S 3T5

LES MARDIS CYCLISTES

Plan de legs disponible en pièce jointe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1259622004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier de 35 000 $ à Cyclo-Club Lachine pour la tenue des Mardis cyclistes de Lachine pour l'année 2025 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1259622004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-11

Jed BEN AOUN
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1258414001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 100 000 $ pour les années 2024 et 2025 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 100 000 $ au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec pour les années 2024 et 2025;
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-03-14 12:44

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258414001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 100 000 $ pour les années 2024 et 2025 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal soutient activement le développement de l'activité audiovisuelle sur son territoire depuis 1979. Grâce à ce soutien continu, elle jouit depuis de nombreuses années d'une reconnaissance nationale et internationale à ce niveau. Néanmoins, Montréal doit redoubler d'efforts dans une économie où la compétitivité internationale est de plus en plus importante. En témoigne l'existence de 300 bureaux du cinéma et de la télévision dans le monde, sans oublier le travail intensif de promotion internationale et de soutien effectué par les villes de Toronto, Calgary et de Vancouver. Le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) est basé à Montréal et a pour mission de contribuer au développement et à la compétitivité de Montréal et du Québec comme centre de production audiovisuelle de calibre international.
Alors que le volume de la production locale dépend largement des subventions des institutions locales, les tournages étrangers et coproductions nécessitent une intervention spécifique pour que leur niveau se maintienne et se développe. Ils représentent également des retombées économiques directes pour Montréal, en plus d'assurer des emplois à ses artisans.

Le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) constitue un instrument privilégié pour faire la promotion de Montréal à l'étranger; les résultats de son travail en sont garants. Cet organisme sans but lucratif mis sur pied en 2006 a constitué le geste prioritaire pour que le Québec, et particulièrement Montréal, demeurent concurrentiels. Ce développement des affaires a porté ses fruits, comme en témoigne le volume des productions étrangères qui a progressé de 31,6% depuis 2019 pour atteindre la somme de 540M$ en 2023.

Le travail du BCTQ se situe au niveau du développement international de Montréal comme destination de tournage, est en complémentarité avec le travail du Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal (BCTM), qui lui accompagne les producteurs lors de leurs séjours en sol montréalais (mise en valeur, promotion, logistique, soutien technique, analyse de permis).

L'industrie du cinéma et de la production audiovisuelle est une des grandes filières économiques du Québec et de Montréal. Elle représente près de 55 000 emplois (équivalent temps plein) et 500 entreprises (production et diffusion). Autre particularité, ses activités sont très largement concentrées à Montréal (>85%), ce qui en fait un centre de production majeur en Amérique du Nord avec un volume de production annuelle de l'ordre de 2,3 milliard de dollars (2023). La vitalité de notre centre de production repose sur trois piliers essentiels:

la production locale, les tournages étrangers, les coproductions, ainsi que l'industrie des effets visuels. Elle a également comme particularité d'offrir des services et des expertises permettant de réaliser une production de A à Z.

Le présent sommaire décisionnel vise à autoriser une contribution financière de 100 000$ au BCTQ pour l'année 2024/2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 24 0113 du 31 janvier 2024 - Accorder un soutien financier de 100 000$ au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) pour l'année 2023/2024 à même le budget de fonctionnement de la Ville/ Approuver le projet de convention à cet effet.
CE 23 0653 du 26 avril 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ au Bureau de Cinéma et de la Télévision du Québec dans le cadre de l'organisation de la 2e édition de l'événement professionnel CAFÉ / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE 22 0862 - Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 25 000 $ au Bureau de Cinéma et de la Télévision du Québec dans le cadre de l'organisation de la première édition de l'événement professionnel CAFÉ

CE 22 2095 du 14 décembre 2022 - Autoriser une contribution financière de 40 000 $ (non récurrente) pour une tournée de promotion du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) à même le budget de fonctionnement du Service de la culture. Approuver le projet de convention à cet effet.

CE 22 1366 du 17 août 2022 - Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2022 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet;

CE 21 0972 du 2 juin 2021 - Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2021 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet;

CE 20 1275 du 2 septembre 2020 - Autoriser une contribution financière de 100 000 $ pour l'année 2020 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à même le budget de fonctionnement de la Ville et approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme à cet effet.

DESCRIPTION

Cette contribution financière de 100 000 $ permettra au BCTQ de réaliser, en particulier, le premier axe de son mandat soit assurer la promotion nécessaire de Montréal tant au niveau national et international afin d'attirer des tournages étrangers et des opportunités d'affaires internationales. Le deuxième axe de son mandat est de réaliser des projets porteurs et structurants pour le développement de l'ensemble de l'industrie locale. L'organisme a également été mandaté par la Communauté métropolitaine de Montréal pour agir comme Secrétariat de la Grappe du cinéma et de l'audiovisuel.
La contribution financière de la Ville sert plus précisément à soutenir le BCTQ dans ses activités de développement de marché, de représentation et d'accueil de producteurs étrangers. Ces activités comprennent des tournées de familiarisation et de repérage qui sont réalisées en collaboration étroite avec le Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal (BCTM). Lors des tournées de familiarisation, tous les atouts de l'industrie audiovisuelle montréalaise sont présentés aux producteurs étrangers afin de faire valoir que la main-d'oeuvre, les services et les infrastructures nécessaires sont disponibles à Montréal. Afin de

faciliter les maillages avec les acteurs de l'industrie locale et engendrer des occasions de développement économique, des rencontres "ad hoc" sont également organisées entre les producteurs étrangers à la recherche de partenaires ou de maisons de service, générant ainsi un plus grand volume d'affaire pour cette industrie montréalaise cruciale.

Le BCTQ participera à plus d'une dizaine de marchés internationaux afin de faire la promotion de l'industrie audiovisuelle locale auprès de la clientèle internationale.

JUSTIFICATION

La contribution de la Ville permet au BCTQ de réaliser son mandat de promotion et de prospection internationale par la tenue d'activités de développement de marchés et de représentations ainsi que l'organisation de visites, de tournées de repérage et de familiarisation avec des producteurs étrangers sans oublier les missions économiques. Le soutien de la Ville assure aussi le développement d'outils de promotion adéquats et de nouveaux événements comme celui qui découlera du comité ''Marque Québec'' prévu à l'automne 2025.
Plusieurs raisons justifient la contribution de la Ville :

- Les réalisations du BCTQ témoignent de son efficacité et de sa pertinence, notamment :

1. Il joue un rôle décisif relativement à divers sujets sensibles touchant l'industrie (crédit d'impôts, etc.).

- Le BCTQ utilise Montréal comme élément central pour la promotion internationale. À cet égard, il contribue au rayonnement international de Montréal, des ses infrastructures, de ses créateurs et artisans;

- Le BCTQ a su développer une expertise qui lui permet de poser des gestes ciblés et efficaces. D'ailleurs, son plan d'action 2022-2024 identifie les enjeux et actions les plus pertinents sous quelques axes d'intervention prioritaires, notamment :

1. Mobiliser le milieu vers une vision concertée de croissance;
2. Miser sur la compétitivité et l'innovation afin de faire croître le secteur;
3. Contribuer à améliorer le positionnement du Québec à titre de un pôle mondial de l'industrie audiovisuelle.

- Le soutien au BCTQ permet de raffermir la position de Montréal comme centre de production internationale face à une compétition de plus en plus diversifiée et internationale. En effet, les métropoles sont de plus en plus nombreuses à vouloir se démarquer comme lieu de tournage et à vouloir attirer des productions étrangères.

Le BCTQ est financé en concertation par tous les paliers de gouvernement, ainsi que par l'industrie privée.

Les impacts des interventions de cet organisme sont très significatifs :

- Avec le BCTQ, la Ville dispose d'un organisme qui a les ressources nécessaires, grâce à un financement mixte, pour effectuer la promotion adéquate et requise sur les marchés internationaux compte tenu de la concurrence. Ceci lui permet d'être à niveau par rapport à nos principaux concurrents tout en ayant pour effet de générer davantage d'opportunités d'affaires internationales et de tournages étrangers à Montréal;

- Le BCTQ contribue significativement à la consolidation de Montréal comme centre international de production et il soutient ainsi son rayonnement international;

- Montréal étant le plus important centre de production au Québec et le siège de plus de 85 % de toute l'activité de l'ensemble de cette industrie, les retombées pour notre ville sont beaucoup plus significatives et plus importantes qu'ailleurs au Québec. C'est également à Montréal que sont concentrées toutes les ressources clés de cette industrie (entreprises, techniciens, services, etc.);

- Le BCTQ étant reconnu par la Communauté métropolitaine de Montréal comme le Secrétariat de la grappe du cinéma et de l'audiovisuel, il dispose des leviers nécessaires pour permettre à la Grappe d'effectuer des interventions qui bénéficieront à l'ensemble de l'industrie montréalaise. L'organisme a donc un rôle clé dans le développement et le renforcement de l'industrie à long terme;

- Par son rôle de rassembleur lié au mandat accordé par la Communauté métropolitaine de Montréal, l'organisme assure également une meilleure cohésion de l'industrie montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

SERVICE DE LA CULTURE	2021	2022	2023-24
Entente annuelle	100 000 $	100 000 $	100 000$
Contribution financière non récurrente pour une tournée de familiarisation avec des producteurs américains		40 000 $	
Soutien financier non récurrent pour l'événement CAFÉ		25 000$	50 000$

Le budget global du BCTQ pour 2024 se chiffre à environ 2 620 000 $.
Pour 2024, la contribution 100 000$ de la Ville de Montréal représente donc 3,8 % du budget global du BCTQ.

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Le soutien à ce projet s'inscrit directement dans le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal en s'arrimant à plusieurs de ses priorités et orientations.
Priorité : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Le BCTQ travaille sans relâche afin d'augmenter le volume de productions étrangères et des effets visuels/animation à Montréal. Pour 2023/2024, le BCTQ visait des retombées économiques directes de 1,6$ milliards en combinant productions étrangères et effets visuels et animation. Les chiffres seront toutefois revus à la baisse en raison des grèves des scénaristes et des réalisateurs américains.

Orientation : Accélérer la transition écologique

1. Contribuer à la réduction de 55 % des émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
2. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux

emplois écologiques de qualité;
3. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Ainsi, les résultats/bénéfices attendus sont :

- Déploiement de la formation en production écoresponsable via le programme *On tourne vert* .
- Bonification du nombre de partenaires locaux (industrie et commerce) dans le projet.
- Accréditation de quinze plateaux de tournage avec la certification On tourne vert.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la contribution financière devait être refusée, le positionnement de Montréal, ville d'accueil des productions étrangères, se verrait grandement affaibli face aux autres grandes métropoles canadiennes et internationales. Le rayonnement et la compétitivité de Montréal sur l'échiquier mondial de l'audiovisuel seraient donc amoindris. Par conséquent, les revenus d'affaires liés à cette industrie seraient à la baisse, et une diminution marquée de l'embauche des techniciens, artistes et artisans de Montréal serait également à prévoir.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Chaque organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assurer un suivi quant à la reddition de compte.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan ETHIER
agent(e) de developpement culturel

Tél : 438-350-7380
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-07

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438 -820 -0182
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements
Tél : 438 - 820 -0182
Approuvé le : 2025-03-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
directeur(-trice) de service - culture
Tél : 438-868-5061
Approuvé le : 2025-03-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258414001
Unité administrative responsable : Direction Cinéma-Festivals-Événements / Service de la culture
Projet : Contribution financière au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**x**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles;
20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités 1, 4 et 5

- *Déploiement de la formation en production écoresponsable via le programme On tourne vert.*
- *Bonification du nombre de partenaires locaux (industrie et commerce) dans le projet.*
- *Accréditation de quinze plateaux de tournage avec la certification On tourne vert.*

Priorité 20

- *Augmentation du volume de production étrangère (Pour 2023, le BCTQ vise 485M$ CDN en productions étrangères + 700 M$ CDN en effets visuels et animation)*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

BUREAU DU **CINÉMA** ET DE LA **TÉLÉVISION** DU QUÉBEC

PROMOTION ET ACCUEIL

CONVENTION 2024-2025

Montréal

2024-2025

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES

Présentation du BCTQ 3
La Mission du BCTQ 3
MONTRÉAL : HUB DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE 4
L'objectif 4
Rehausser le positionnement de Montréal sur l'échiquier mondial 4
La veille de la compétition 5
Le BCTQ : allié du BCTM et de la ville de Montréal 5
Évènement d'industrie au centre-ville de Montréal 5
Les secteurs phares pour Montréal 5
Les tournages 5
Les effets visuels et l'animation 6
Marché prioritaire : les États-Unis 6
Marché secondaire : l'Europe 7
Les activités de développement de marché et de représentation 7
Missions économiques 7
Représentation internationale 9
Représentation locale – Montréal de l'avant 9
Les activités d'accueil 10
Les tournées de familiarisation (Fam Tour) 10
Les visites et repérages pour les producteurs et délégations étrangères 12
L'aide et l'accompagnement aux projets internationaux 12
La photothèque nationale et les albums 13
Pour une industrie durable et écoresponsable 13
Les projections pour Montréal 14
Conclusion 14
ANNEXE 15
Le conseil d'administration 17
L'équipe 17

Présentation du BCTQ

La Mission du BCTQ

Le **Bureau du cinéma et de la télévision du Québec** (BCTQ) est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de contribuer au **développement** et à la **compétitivité** de Montréal et du Québec comme **centre de production multi-écrans** de calibre international. Il génère des investissements neufs qui proviennent de l'étranger et s'appuie sur des programmes d'incitatifs fiscaux compétitifs, le savoir-faire des membres de la filière, la diversité géographique et architecturale, la qualité des infrastructures et sur la capacité de l'industrie à exporter ses produits sur les marchés internationaux.

Développement sectoriel (Grappe) - Le bureau se veut un lieu d'échange et de concertation où s'articulent des actions concrètes visant à soutenir la croissance des marchés. Il pilote à l'occasion de grands projets d'études et de consultations permettant de mesurer, d'orienter et de mieux documenter le développement industriel de la filière.

Services de production (Promotion) - Ils mettent en lumière les avantages de produire un projet audiovisuel au Québec ainsi qu'à Montréal : une diversité architecturale hors du commun, une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures de calibre international, un environnement professionnel haut de gamme et enfin, un écosystème d'effets visuels, d'animation, de postproduction et d'enregistrement sonore parmi les meilleurs au monde.

MONTRÉAL : HUB DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE

Montréal se positionne parmi les chefs de file mondiaux de l'industrie audiovisuelle. La ville abrite de grands studios de tournage renommés tels que Mels et Grandé, des experts en effets visuels et animation comme Rodéo FX (*Stranger Things, Game of Thrones*), Real By Fake (*Big Little Lies*), et Tonic DNA (*The Looney Tunes*), ainsi que des maisons de production locales influentes (Attraction, Sphère Média, Encore Télévision, Muse, Trio Orange, KOTV, Duo Productions et les Productions Déferlantes). De plus, les écoles de formation et les talents attirent l'attention internationale, faisant de Montréal un pôle incontournable de l'audiovisuel.

En 2023, la filière audiovisuelle
représentait **48 000 emplois** directs et indirects
pour la région métropolitaine de **Montréal**,
57 000 talents pour la province.

Pour cette même année, le Québec atteint un volume de
2,3 milliards de dollars de dépenses pour l'ensemble du secteur audiovisuel.

Pour les neuf (9) arrondissements desservis par le Bureau du cinéma et de télévision de Montréal, en termes de tournage en temps réel seulement, cela représente plus de 450 productions et **540 millions** de dollars dépensés sur le territoire.

L'objectif

L'objectif vise à multiplier les activités et occasions de représentation et de promotion auprès de producteurs étrangers pour les familiariser avec l'offre audiovisuelle et les amener à effectuer leur projet (tournage, effets visuels, animation, post-production, enregistrement sonore, etc.) dans la Ville de Montréal. De concert avec le Bureau du cinéma et de télévision de Montréal (BCTM), le BCTQ offre un service d'accueil et d'accompagnement personnalisé pour tout décideur étranger ayant des projets potentiels pour Montréal. Une fois atterris, ces projets injectent de l'argent nouveau dans l'économie; en moyenne, jusqu'à 75% du budget total de la production.

La ville de Montréal est le plus important centre de production pour la province de Québec. La vaste majorité des sièges sociaux des entreprises audiovisuelles québécoises ont pignon sur rue à Montréal (85%).

Rehausser le positionnement de Montréal sur l'échiquier mondial

Le marché mondial de la production audiovisuelle est indéniablement en contraction : moins de projets internationaux voient le jour et les enveloppes budgétaires (même pour les projets de très grande ampleur) sont réduites. Il est vital pour l'industrie audiovisuelle québécoise que Montréal soit mis en avant-scène sur l'échiquier mondial, comme les productions internationales permettent à notre écosystème d'être pérenne.

Il est primordial que Montréal soit en tête auprès des décideurs afin de préserver les acquis des dernières décennies, pour sécuriser la rétention des talents ainsi que la croissance de toutes les entreprises du secteur basées à Montréal.

La veille de la compétition

Le Canada demeure pour les Américains, une destination d'affaires de choix. Les villes de Vancouver et Toronto, maintiennent leur positionnement de marque pour les Américains. La compétition des crédits d'impôts devenu féroce, Montréal doit se réinventer et demeurer compétitif afin de ne pas perdre de projets, au profit d'autres grandes villes comme Calgary, Winnipeg, Londres, Sydney.
Le BCTQ effectue une veille canadienne quant au déroulement des productions étrangères ailleurs au Canada et ce, tout particulièrement grâce au regroupement des BCTC (Bureaux de cinéma et télévision du Canada) que le BCTQ a cocréé et maintient l'organisation des rencontres pour tout le réseau. Avec des relations pancanadiennes pérennes, le BCTQ veille à la compétitivité de Montréal en suivant les initiatives innovantes d'autres juridictions pour le secteur. Le BCTM est convié à ces rencontres et échanges enrichissants à toutes les six semaines ainsi qu'au nouveau sous-comité des lieux de tournage pancanadiens et/ou toute initiative d'industrie émanant de ce réseau.

Le BCTQ : allié du BCTM et de la ville de Montréal

Afin de veiller au bon déroulement des tournages (dès la préproduction) et de l'accessibilité du territoire, le BCTQ offre un soutien continu au BCTM quant au développement de relations d'affaires et de confiance, auprès d'instances privées ou gouvernementales sur son territoire. De plus, à travers ses différents chantiers et comités (Chantier prise de vue en temps réel, chantier Ville et infrastructure, Sous-comité des Lieux de tournage), le BCTQ en collaboration avec le BCTM veille au positionnement de la Ville de Montréal et demeure activement à la recherche de nouvelles propositions et de bonnes pratiques pour améliorer son offre, son accueil et sa compétitivité.

Évènement d'industrie au centre-ville de Montréal

Le Grand chantier de l'audiovisuel organisé par le BCTQ se déroulera encore cette année à Montréal, le 7 octobre 2024, un moment clé pour la concertation de l'industrie. Ce moment collaboratif démontre à quel point Montréal est le cœur de l'industrie audiovisuelle. Lors de cet évènement, en plus de la participation de deux membres du BCTM aux tables de travail, le BCTQ invite le ministre de la Culture et des communications du Québec à se joindre ainsi que la Mairesse de Montréal, Valérie Plante et la Conseillère de la Ville, Mme Ericka Alneus, à cette vitrine importante pour faire briller l'écosystème audiovisuel ainsi que Montréal auprès du gouvernement provincial en tant que pôle pour les industries créatives.

Les secteurs phares pour Montréal

Les tournages

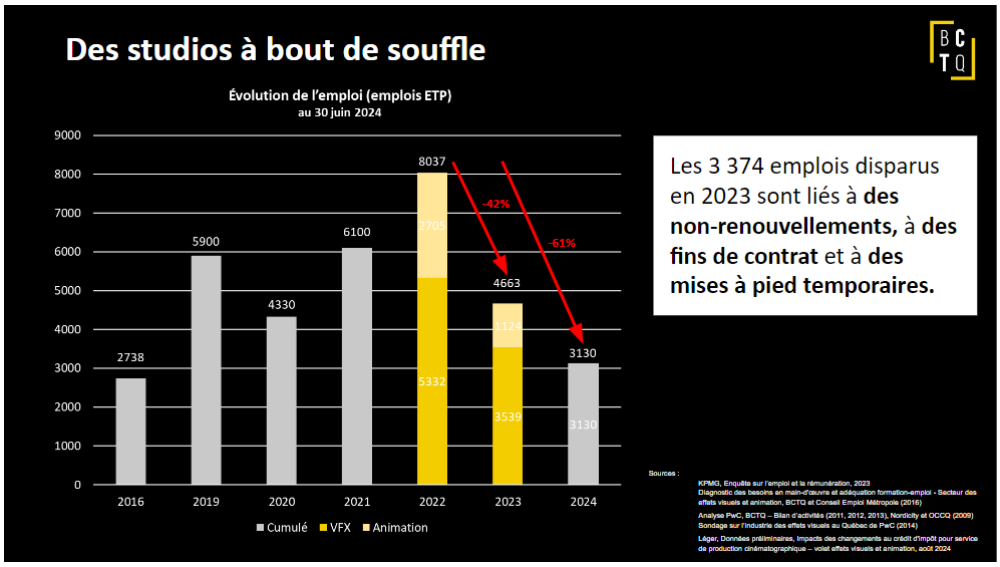
La vaste majorité des tournages étrangers choisissent de produire leur projet audiovisuel en totalité ou en partie sur le territoire montréalais. C'est également à Montréal que l'on retrouve les ressources nécessaires pour mener à bien les projets audiovisuels : l'expertise, les talents, les infrastructures et les différents services connexes à la production audiovisuelle, qui sont promus à l'international par le BCTQ. Dans la présentation de l'offre audiovisuelle effectué par le BCTQ, Montréal est présentée comme étant le grand centre de production par excellence de la province. C'est pourquoi tout accueil de représentation provenant de l'étranger organisée par le BCTQ en sol québécois (que ce soit en

repérage, visite et/ou tournée de familiarisation) est effectué à Montréal en priorité en tenant compte des besoins des productions.

Les effets visuels et l'animation

Montréal héberge la vaste majorité des studios d'effets visuels et d'animation (plus de 45 studios). Ce secteur à lui seul représente près de la moitié de la valeur économique de l'industrie complète, **soit plus de 1 milliard de dollars en 2023**. Montréal était devenu l'un des plus grands pôles au monde pour cette spécialisation. Le BCTQ, en collaboration avec le BCTM, ont travaillé de concert pour assurer la croissance de ce secteur qui a constitué un des atouts majeurs dans la promotion de l'offre audiovisuelle de la ville de Montréal.

Toutefois, depuis la modification des crédits d'impôt annoncé par le gouvernement provincial pour ce secteur spécifique en mars 2024, ce pan d'industrie connait un ralentissement dévastateur.



Plus de 60% des emplois ont été perdus depuis 2022 dans le contexte. Les compagnies sont forcées de revoir leur modèle d'affaires et dans certains cas, de fermer leurs portes.

Pour tenter de préserver cet écosystème et de retenir les talents à Montréal, plusieurs mesures (rencontres, suivis et communications) émanent du BCTQ visant à **rassurer les studios et producteurs internationaux pour maintenir un environnement d'affaires attractif et compétitif**.

En parallèle, le BCTQ poursuit sa contribution à l'accueil **d'entreprises spécialisées intéressées à s'établir à Montréal,** en présentant le portrait du secteur audiovisuel de la Ville de Montréal, de son bureau de cinéma (BCTM), en collaboration avec Montreal International et Investissement Québec.

Marché prioritaire : les États-Unis

Le BCTQ tient à maintenir une présence accrue aux États-Unis. Les villes de Los Angeles et de New York étant indéniablement les points de départ pour la majorité des productions américaines, le BCTQ tient à maintenir une proactivité et un contact quotidien dans ces deux marchés. Ainsi, nos représentantes aux États-Unis, basées à Los Angeles et à New York, assurent la continuité du développement des affaires pour le BCTQ ainsi que le positionnement de la Ville de Montréal comme centre de production audiovisuel clé.

Marché secondaire : l'Europe

Afin de diversifier la clientèle et d'augmenter les possibilités d'affaires, le BCTQ participera à des marchés européens tels que le MIFA (France), la Berlinale (Allemagne), Content London (Londres) qui sont des marchés clés de coproduction télévisuelle et cinématographique. Comme les déplacements en Europe sont plus dispendieux et plus longs, le BCTQ veille à choisir judicieusement les marchés ayant du contenu en développement. Par sa présence, le BCTQ assure la représentation et la promotion de la ville Montréal et fait ensuite le pont avec le BCTM et les nouvelles relations d'affaires développées lors de ces marchés.

Les activités de développement de marché et de représentation

Missions économiques

Organisées par le BCTQ, les missions économiques consistent à aller à la rencontre de potentiels clients et donneurs d'ordre américains en créant diverses opportunités de rencontres et de mises en relation directes auprès des partenaires participants. L'objectif est de créer de nouvelles relations et occasions d'affaires pour générer à court et à moyen terme, des retombées économiques concrètes sur le territoire.

Mission économique à Los Angeles

Du 20 au 22 mai 2024

Dans l'objectif de solidifier le message clé que la ville de Montréal est ouverte et accueillante aux tournages, le BCTQ en collaboration avec **le cabinet de la Mairesse de Montréal, le Service du développement économique (SDÉ) et le BCTM** ont organisé une mission économique exclusivement axée ''Montréal'' en présence de la Mairesse Valérie Plante. Un positionnement à Hollywood important à faire suivant la récente annonce du budget du gouvernement provincial (bonification de 5% des crédit d'impôts pour les tournages en production de service), et qui a permis à nos partenaires et participants québécois, tous basés à Montréal, de profiter d'une visibilité accrue et de maintes occasions de développement d'affaires et de réseautage exceptionnels auprès des décideurs-clés américains.

En préparation à cette mission, le BCTQ en collaboration avec le BCTM, ont sélectionné les studios à visiter tels que:

ABC Signature, Amazon-MGM Studios, AMC Television Studios, Apple TV Studios, Disney Studios, Fox Television Studios, Legendary Film & TV, NBC Universal Pictures & NBC Universal Television Studios, Paramount Pictures, Skydance Media, Netflix, Sony Television Studios, Warner Brothers Studios.

Une soirée de réception réseautage a aussi été organisée par le BCTQ en collaboration avec la Ville de Montréal, la DGQLA ainsi que le Délégué général du Québec à Los Angeles David Brulotte, auprès d'une cinquantaine de producteur(trice)s américain(e)s provenant des studios d'Amazon, Apple, Disney, FilmNation, Fremantle, Hallmark, NBC, Sony, et plusieurs autres.

De plus, un souper exclusif d'affaires organisé par le BCTQ en collaboration avec la DGQLA auprès de donneurs d'ordre, en présence de la mairesse de la Ville de Montréal, du SDÉ et des participants de la Mission, a permis à la Mairesse d'échanger directement et plus en profondeur avec les décideurs-clés des plus grands studios américains ayant des projets potentiels pour la Ville de Montréal.

Nous avons eu deux jours de mission en présence de la mairesse de la Ville de Montréal, Valérie Plante, ainsi que développement économique Eric Labelle, Benoit Turgeon, Maude Boutet en plus de la présence du Délégué général du Québec à Los Angeles, David Brulotte, la PDG du BCTQ, Christine Maestracci, ainsi que sept entreprises montréalaises. La présence de la mairesse de la Ville de Montréal fût très bien accueillie par tous les studios et producteurs rencontrés. Le BCTQ a poursuivi la mission en ajoutant une troisième journée de rencontres pour un total de 12 studios visités. À l'unanimité, ceux-ci ont salué l'augmentation du crédit d'impôt de service pour les tournages mais n'ont pu s'empêcher de nous communiquer leur incompréhension et mécontentement concernant la baisse des crédits d'impôts pour le secteur des effets visuels et de l'animation. Ils nous ont demandé de repousser la date butoir du 31 mai au 31 décembre 2024 et de voir auprès de notre gouvernement s'il est possible de réviser leur décision pour ce secteur qui jusqu'à maintenant était à leur yeux, le meilleur au monde. Sans équivoque, Montréal était le choix numéro un pour effectuer leurs effets visuels et animation avant cette annonce. Suite aux révisions budgétaires, cela ne sera malheureusement pas le cas. Depuis le 1er juin 2024, la majorité des donneurs d'ordre vont maintenant en Australie, en Angleterre et/ou en France.

Les retombées économiques potentielles de cette mission économique pour Montréal sont évaluées à 212M $ à court et moyen terme (voir tableau détaillé en annexe).

Mission économique audiovisuelle à Los Angeles
Du 24 au 27 septembre 2024
La thématique retenue pour celle-ci a été celle des 'talents'. La demande des entreprises du secteur majoritairement basées à Montréal était de rencontrer des agences de talents aux États-Unis qui représentent des acteurs, producteurs et scénaristes ayant le pouvoir décisionnel quant à la destination d'une production audiovisuelle. C'est ainsi qu'en allant à la rencontre des agents, nous nous assurons que Montréal soit bel et bien dans les options lors du développement du contenu cinématographique et télévisuel. De plus, le positionnement des secteurs *unscripted* et d'enregistrement sonore ont aussi été mis de l'avant en présentant une offre compétitive et créer un impact fort auprès des décideurs-clés américains.

Les rencontres :

- **A&E STUDIOS** : potentielle télé-série de 40M pour Montréal
- **ARTISTS FIRST** : devant 45 représentants
- **BLINK49- projet de série télévisée en développement avec Attraction**
- **CENTROPOLIS** : évalue projet pour 2025
- **GERSH : une série et un film potentiel** – ont demandé un album photo avec tous les lieux qui peuvent être doublés à Montréal pour l'Europe et l'Amérique du Nord.
- **HALLMARK** : budgets varient entre 5 et 20M USD. Serait intéressant de positionner Montréal comme 'hub' pour leurs productions
- **NBC UNIVERSAL TELEVISION STUDIOS**
- **SONY PLAYSTATION** : un projet de série télévisée potentiel pour Montréal en 2025 – 100M USD
- **UNITED ARTIST AGENCY (UTA) :** mention que Montréal est de plus en plus considéré comme lieu de tournage potentiel pour des projets ce qui n'arrivait pas auparavant.
- **WILLAM MORRIS ENDEAVOR (WME) :** lié au studio de production **Fifth Season**

Les activités de réseautage :
Réception IQI, DGQLA & BCTQ au studio de RodéoFX
Plus d'une centaine d'invités et donneurs d'ordre, ont été invités dans le cadre de cette réception réseautage entre la Délégation générale du Québec à Los Angeles, Investissement Québec

International et le BCTQ dans les studios de Rodeo FX. Plus d'une trentaine de personnes ont assistés à cette soirée, plusieurs ayant des projets de films, série télévisées, postproduction et/ou effets visuels tels que Miramax, Imperative, Lionsgate, Amazon etc.

Retombées potentielles : **20M USD**

Rencontres B2B à l'hôtel Avalon
Plus d'une dizaine de producteurs indépendants et provenant des studios se sont présentés lors de cette demi-journée de rencontres B2B. Des producteurs provenant de CBS-Paramount, Film Nation, SK Global, Amazon, Discovery-WB etc.

Projets confirmés : **5M** CBS-Paramount pilote pour novembre
Projets potentiels : entre **20M** et **40M**.

→ **Total de retombées potentielles de la Mission pour Montréal à moyen terme : 215M**

La prochaine Mission économique est prévue pour 2025 et ciblera le marché new yorkais.

Représentation internationale

Le BCTQ effectue plusieurs représentations sur les deux marchés prioritaires identifiés. (Voir la présence prévue dans le tableau en Annexe.)

Représentation locale – Montréal de l'avant

La présence dans ces évènements à domicile est importante comme elle permet d'accéder facilement à des producteurs étrangers démontrant déjà un intérêt à développer des relations d'affaires auprès des acteurs de notre industrie basé ici. Cette présence est opportune comme tous ces évènements ciblés sont basés à Montréal. Il devient également plus accessible pour le BCTM de s'y imbriquer et de faire briller Montréal à travers des rencontres ou des visites de lieux ou d'infrastructures de Montréal.

FANTASIA / MARCHÉ FRONTIÈRES – 18 juillet au 4 août 2024
Dans le cadre de son partenariat avec le Festival Fantasia (Marché Frontières) et en collaboration avec le BCTM, le BCTQ profite de cette vitrine pour rencontrer des représentants de productions étrangères potentiellement intéressés à découvrir des offres et avantages de tournage et en apprendre sur les services de production connexes. Le BCTQ offre ainsi au BCTM, une vitrine directe pour le secteur audiovisuel de Montréal en facilitant la prise de rendez-vous et offrant une table durant le marché, pour présenter le secteur audiovisuel. Dans le cadre de son partenariat, une accréditation au marché est réservée à un(e) représentant(e) du BCTM qui peut ainsi y participer gratuitement.

FESTIVAL DU NOUVEAU CINEMA (FNC) – MARCHÉ DE COPRODUCTION – 9 au 20 octobre 2024
Le Festival du nouveau cinéma de Montréal est un festival de cinéma annuel voué à la diffusion et au développement des nouvelles tendances dans le domaine du cinéma et des nouveaux médias en mettant de l'avant du contenu innovant. Il constitue un tremplin pour faire connaitre des œuvres originales et inédites, favorisant le développement du cinéma d'auteur et de la création numérique. Ce sera une occasion pour le BCTQ de rencontrer des coproducteurs européens ayant des projets de coproductions potentielles pour Montréal. Le BCTM sera invité à la réception réseautage présenté par le BCTQ afin de multiplier les occasions de rayonnement auprès des participants de ce marché.

RENCONTRES DE COPRODUCTION FRANCOPHONE (RCF) – 5 au 8 novembre 2024
Organisée par la SODEC, cette 20e édition des Rencontres de Coproduction Francophone (RCF) se déroulera à Montréal et réunira plus d'une centaine de professionnels de l'industrie du cinéma pour échanger et collaborer sur le financement et la coproduction d'œuvres cinématographiques en langue française. Le BCTQ aura une table à sa disposition et pourra en faire bénéficier le BCTM pour des rencontres auprès de producteurs internationaux.

CINÉMANIA – 6 au 17 novembre 2024
Le BCTQ sera à nouveau partenaire de cet événement important soulignant les œuvres francophones du Québec et du monde. Ce sera une occasion de mettre de l'avant notre programme On Tourne Vert ainsi que les capsules de la campagne réalisée en collaboration avec l'OQLF, Ensemble, mettons le français à l'affiche !

UNTERVAL – 6 au 8 novembre 2024
Dans le cadre du partenariat du BCTQ avec Unterval, pour sa 17e édition des Rendez-vous d'affaires & Coproduction France-Canada, le BCTM est convié à venir présenter la Ville de Montréal ainsi que les services offerts par le BCTM aux producteurs francophones européens participants provenant des secteurs de la fiction, du documentaire, de l'animation et du transmédia.

Les activités d'accueil

Les tournées de familiarisation (Fam Tour)

Fam tour : prise de vue en temps réel

Cette activité incontournable consiste à cibler et recruter des producteurs susceptibles de considérer Montréal pour leur projet audiovisuel. Les Fam tours permettent de démontrer concrètement l'ampleur de l'offre audiovisuelle du Québec sur une période de trois jours. Toutes les dépenses (frais de séjour et de déplacements des producteurs étrangers) sont couvertes par le BCTQ en partie grâce aux contributions de nos bailleurs de fonds tels que la Ville de Montréal.

Tous les Fam Tours sont basés à Montréal et permettent de montrer directement les atouts de la Ville et son écosystème unique:

- Les incitatifs fiscaux compétitifs;
- La versatilité des paysages, d'architectures et de cultures, avec quatre vraies saisons;
- Les infrastructures entièrement équipées à quelques minutes du centre-ville;
- L'offre de plateaux de production virtuelle;
- La disponibilité de la main-d'œuvre hautement qualifiée;
- L'un des hubs d'effets visuels, d'animation et de postproduction les plus importants au monde;
- L'offre complète de services créatifs, professionnels et financiers pouvant répondre à tous les besoins d'une production.

En plus d'organiser diverses rencontres d'affaires à travers la métropole, une journée entière est dédiée à la découverte de Montréal, à la présentation des services du BCTM ainsi qu'à l'expérience gastronomique et aux évènements culturelles du moment. Les élus de la Ville de Montréal, sont également invités à se joindre à chacune de ces tournées.
Voici les donneurs d'ordre américains qui ont participés aux deux plus récentes tournées de familiarisation pour le secteur de prise de vue en temps réel :

Fam Tour de mars 2024 :

- **Catch Light Studios**, Eric Odioso, Directeur de production
- **Amazon-MGM Television Studios,** Emma Platek, Productrice
- **A&E Studios**, Stephani Deoul, VP Production
- **Black Label Medias**, Seth Spector, Producteur
- **ABC/Disney**, Arturo Guzman JR, VP, post-production
- **HBO**, Sally Harvey, SVP, production



Voici une photo prise lors de la tournée de familiarisation de mars 2024, qui comprenait une rencontre et journée du BCTM incluant un repérage spécifique et la rencontre avec la Mairesse de Montréal, Valérie Plante et la Conseillère de la Ville, Mme Alneus.

Les projets et retombées économiques potentielles à la suite de cette tournée sont :

› La série télévisée ***Seaside*** de Amazon Television Studios est un exemple de retombées économiques directes pour la Ville de Montréal grâce à ce Fam Tour
› A&E Studios a un projet de série télévisée pour Montréal
› Black Label a un projet de film pour Montréal
› HBO espère y amener un projet de série télévisée

Nous avons malheureusement perdu le projet de série télévisée F1 de ABC Signature dû à l'acteur principal basé à Londres et qui désire tourner à domicile.

Fam Tour septembre 2024 :

- **Warner Bros. Television**, Jake Guswa, Producteur exécutif
- **AMC STUDIOS**, Amanda Adams, Productrice
- **LEGENDARY**, Danielle Sisk, Directrice, Production de long-métrage
- **LEGENDARY**, Alicia Phillips, Directrice, production série télévisée
- **MRC**, Elizabeth Mathis, Production & postproduction
- **CLOSER MEDIA**, Bill Hornberg, Président et producteur

› Après cette tournée de familiarisation, quatre des six producteurs invités ont déclaré vouloir amener des projets à Montréal.
› Suite à la participation de Danielle Sisk, un repérage pour un projet de film de Legendary Studios s'est tenu la semaine directement suivant la tournée.
› La semaine après la tenue de la tournée de familiarisation, la productrice Amanda Adams d'AMC Studios a contacté le BCTM afin de mettre en place un album photo pour la série *Interview with the Vampire,* saison 3, une occasion qui ne se serait pas présenté sans l'organisation de celle-ci.

Fam tour : effets visuels et animation

Montréal, du 21 au 24 octobre 2024

Le BCTQ est un des seuls bureaux de cinéma au monde à organiser une tournée de familiarisation entièrement dédiée aux secteurs des effets visuels et de l'animation. Tirant parti de la vitrine offerte par l'événement CAFÉ (Conference Animation FX Expertise), propulsé par le BCTQ, ce Fam Tour 100% basé à Montréal met de l'avant l'engouement et l'effervescence du secteur dans la métropole. Lors de CAFÉ 2024, la majorité des 45 studios d'effets visuels et d'animation, principalement situés à Montréal,

seront présents dans le grand Hub Montréal, un événement bien établi pour le développement des entreprises de créativité numérique axées sur la culture et le divertissement. Ce Fam Tour se déroulera du 21 au 24 octobre 2024 et vise à avoir une portée internationale significative.

Voici la liste des donneurs d'ordre qui ont confirmés leur présence :

- **CBS STUDIOS**, Michael Silver, VP **VFX & Animation**
- **BENTO BOX**, Joel Kuwahara, Co-Fondateur, Principal, **Animation**
- **STORY KITCHEN**, Tim Stevenson, Chef de production, **Animation**
- **The Walt Disney Studio,** Joey Bonander**,** Directeur**, VFX**
- **AMAZON –MGM STUDIOS**, Nate Eisenberg, Producteur, **Animation**
- **AMAZON-MGM STUDIOS**, Matt Hugues, Exécutif Senior, Production et Finance, **VFX**
- **FIFTH SEASON** Andre Danylevich**,** VP, **VFX & Postproduction**

La prochaine tournée de familiarisation est prévue pour le premier trimestre de 2025.

Les visites et repérages pour les producteurs et délégations étrangères

Le BCTQ poursuit l'accompagnement requis selon les besoins précis des producteurs lorsque l'intérêt se concrétise par un déplacement physique, agissant en tant que facilitateur pour une expérience client simple et efficace.
Le BCTQ reste prêt à assumer une partie des coûts de déplacement ou de séjour lors de ces visites pour démontrer la considération et l'accueil concret de ces producteurs à Montréal. Des dépenses également relatives à la création d'un budget, de représentation et/ou de prise en charge par un professionnel des lieux de tournage peut également être assumée.
Le BCTQ travaille de concert avec le BCTM pour accompagner les producteurs, créer un itinéraire en fonction des besoins de tournage sur l'ile de Montréal. Le BCTQ assure la coordination et la logistique du voyage et des déplacements au besoin.

- En juin 2024, le projet phare de Will Smith, Sugar Bandits était en repérage à Montréal pour confirmer la destination tournage.
- En août 2024, un repérage à haut potentiel pour une série produite par Disney a eu lieu à Montreal. Le BCTM a déployé tout le nécessaire pour accéder à la piste du Parc Jean Drapeau, essentiel à la réalisation de ce projet.
- En septembre 2024, un repérage a eu lieu à Montréal suite au Fam tour d'automne du BCTQ. De concert avec le BCTM, les représentants américains ont été pris en charge afin de leur offrir un maximum d'options pour les convaincre de réaliser leurs futurs projets à Montréal.

L'aide et l'accompagnement aux projets internationaux

Une fois une production atterrie à Montréal, les attentes peuvent être parfois grandes de la part des studios américains et il est important d'offrir un bon service ainsi qu'une écoute aux divers enjeux rencontrés par les productions. Comme ce fut le cas lors du tournage de la série Fox Trot du studio Apple en 2024, le BCTQ en collaboration avec le BCTM se sont réunis à plusieurs reprises afin d'adresser les divers enjeux de terrain, en effectuant des liens et des suivis auprès d'arrondissements n'étant pas sous la responsabilité du BCTM, mais veillant au traitement et à la progression de divers dossiers.

Grâce au dialogue continu, le studio américain a pu obtenir toutes les autorisations nécessaires pour le bon déroulement du projet, et ce, malgré l'ampleur, les aspects techniques complexes et les délais parfois serrés. Cette production américaine a généré des retombées économiques importantes

s'élevant à plus 100M pour la Ville de Montréal sur une période d'environ sept mois pour l'année en cours.

La photothèque nationale et les albums

La photothèque nationale est un outil indispensable pour tout producteur souhaitant découvrir ses options de lieux de tournage au Québec. Elle regroupe près de 6000 lieux de tournage, dont plus de 2000 uniquement pour la Ville de Montréal. Ces 2000 lieux sont gérés et mis à jour par l'équipe du BCTM qui s'occupe également de représenter Montréal dans divers albums personnalisés. L'outil permet de réaliser plus d'une centaine d'albums photos spécifiques tous les ans, tant pour les productions locales qu'à destination des producteurs étrangers.

La photothèque assure aussi un positionnement stratégique à l'international :

- Plusieurs studios américains ont fait l'acquisition de la base de données globale de Reel-Scout et peuvent effectuer eux-mêmes des recherches.
- Elle est liée à la grande base de données *Locations Hub* qui est un outil de recherche international connu et utilisé par les producteurs de partout sur le globe.

Lorsqu'une nouvelle demande d'album arrive au BCTQ, le pont est assurément fait auprès du BCTM pour leur contribution à la création de ceux-ci. Des projets s'adressent quelque fois uniquement à Montréal, de sorte que des albums strictement dédiés à Montréal peuvent être envoyés aux producteurs étrangers. Le BCTM est le maitre de la région métropolitaine et veille à faire briller Montréal à travers de nombreuses possibilités de lieux de tournage.

Pour une industrie durable et écoresponsable

Depuis 2021, le BCTQ œuvre pour une industrie plus durable avec le programme **On tourne vert** qui propose des formations, des guides de bonnes pratiques, ainsi que trois différents paliers d'accréditations aux productions. En 2024, une cohorte de formation dédiée spécifiquement à la métropole est en cours pour neuf entreprises montréalaises.
De plus le chantier *OTV – Ville et infrastructure* du BCTQ dans lequel est impliqué de près le BCTM, vise à faire de Montréal une destination audiovisuelle à l'avant-garde en termes d'initiatives sectorielles écoresponsables. Grâce au savoir des participants autour de la table, des mesures concrètes sont mises de l'avant pour faire avancer Montréal sur le plan de l'écoresponsabilité directement lié à l'industrie, tant au niveau des enjeux (gestion de matières résiduelles) que de solutions techniques et technologiques (comme les bornes électriques dans la ville accessibles aux tournages pour enrayer l'utilisation de génératrices).

Enfin, le BCTQ a organisé sa toute première journée entièrement dédiée à l'écoresponsabilité dans le domaine de l'audiovisuel : **Le rendez-vous On tourne vert.**
Cette journée s'est déroulée en mars dernier, à la Cinémathèque québécoise basée à Montréal et avait pour objectif de rassembler l'ensemble des parties prenantes autour des grands enjeux environnementaux auxquels fait face notre industrie, mais aussi de sensibiliser et de créer des temps d'échanger et de concertation entre les participants. Une centaine de personnes ont participé à l'évènement et celui-ci s'est clôturé par une réception réseautage saluée par Ericka Alneus, Conseillère de la Ville de Montréal.

Les projections pour Montréal

Malgré un début d'année encourageant au niveau du nombre de productions audiovisuelles, l'augmentation des crédits d'impôts au niveau des tournages n'obtiendra pas les effets escomptés à court terme dû à la contraction mondiale de l'industrie. En effet, malgré tous les efforts de promotion organisés par le BCTQ en collaboration avec le BCTM, les missions économiques, les trois tournées de familiarisation, les repérages, la représentation dans les marchés et festivals, l'été et l'automne sont relativement au ralenti au niveau de la production étrangère. C'est pourquoi il est d'autant plus important de persévérer dans nos efforts de promotion mettant de l'avant la Ville de Montréal. Grâce aux tournées de familiarisation, aux trois missions économiques incluant celle organisée en présence de la Mairesse de la Ville de Montréal, plusieurs projets potentiels devraient voir le jour dans la métropole en 2025 :

À confirmer	série	Legendary TV
À confirmer	film x 2	Legendary Film
À confirmer	série	AMC Studios
À confirmer	série	A&E Studios
War of God	série	Sony PlayStation / Vertigo / Amazon
(Plusieurs)	film	Hallmark
Lush Life	film	Closer Media
À confirmer	film	Film Nation
À confirmer	film	Disney
À confirmer	film	Thunderoad

Conclusion

L'industrie audiovisuelle de Montréal et du Québec se trouve à un tournant crucial de son histoire. Le positionnement de Montréal comme destination d'excellence pour les productions internationales est fragilisé par la contraction des grands studios internationaux et la diminution du nombre de productions, en plus de la concurrence accrue d'autres territoires, qui compromettent la capacité de Montréal à tirer son épingle du jeu dans l'attraction de projets audiovisuels étrangers.

En 2023, Montréal a observé un déclin dans le nombre de tournages étrangers, sans accueillir de superproductions comme cela avait été le cas lors des années précédentes. Ce ralentissement marqué du secteur des tournages internationaux, très perceptible sur le terrain, devrait se refléter dans les données statistiques de 2024. Cette situation met en lumière les défis continus auxquels fait face l'écosystème audiovisuel de Montréal.

Il est important de noter que grâce à sa créativité et son savoir-faire technique, le secteur audiovisuel créé de nombreux emplois et renforce la visibilité internationale de Montréal. En adoptant une stratégie de développement axée sur la promotion et la capacité d'accueil de Montréal, en soutenant le BCTQ qui travaille en collaboration avec le BCTM, la ville pourra continuer de se démarquer sur les scènes nationales et internationales, en plus de propulser l'économie locale tout en valorisant son paysage culturel qui lui est propre.

ANNEXE

Retombées potentielles suite à la Mission avec la Mairesse de Montréal de mai 2024

STUDIO	*NOTES*	*POTENTIEL DE RETOMBÉES à court terme*	*POTENTIEL DE RETOMBÉES à moyen terme*	*Budget total*	*Estimation des retombées à 60%*
WARNER BROTHERS TV	Série TV	Faible	Indéterminé		
HBO MAX	Série télévisée	Série TV		50M	30M
NBC UNIVERSAL TELEVISION STUDIOS	Série télévisée	Faible	Possible		
LEGENDARY TV & FILM	Projet de films et série télévisée	2025	Possible (pour TV)		
SKYDANCE MEDIA	Film	Possible (film)	Possible (pour TV)	100 M	60 M
NETFLIX	Niveau de production a été réduit grandement.	Possible (film)	TBC	20 M	12 M
APPLE TV STUDIOS	Heureux de l'expérience en cours.	Fort potentiel - S2 Fox Trot	Potentiellement un autre projet	100 M	40 M
PARAMOUNT PICTURES	Enjeu crédit VFX et animation, choisissent l'Australie pour ce service.	Bon potentiel	Bon potentiel (2025)	60 M	40 M
NBC UNIVERSAL PICTURES	Difficile de considérer pour les films à gros budgets dû aux cachets des acteurs.	Possible	Possible	20 M	12 M
SONY TELEVISION STUDIOS	Enjeu crédit VFX et animation.	Non	Possible		
AMC Studios			Possible	30 M	18 M
TOTAL				**380 M**	**212 M**

Représentations du BCTQ pour l'année 2024-2025 où la ville de Montréal est promue et/ou en mode collaboration avec le BCTM

ÉVÈNEMENT	*LIEU*	*DATE*	*ORGANISATION*
Mission économique – Mairesse de Montréal	Los Angeles, USA	mai 2024	BCTQ
MIFA	Annecy, France	juin 2024	EXTERNE
Fantasia (Marché Frontières)	Montréal, Québec	juillet/août 2024	EXTERNE
AFCI Week	Los Angeles, USA	août 2024	EXTERNE
Toronto International Film Festival	Toronto, Canada	septembre 2024	EXTERNE
Fam Tour - automne	Montréal, Québec	septembre 2024	BCTQ
Mission économique	Los Angeles, USA	septembre 2025	BCTQ
Festival du Nouveau Cinéma, Marché copro	Montréal, Québec	octobre 2024	EXTERNE
Unterval	Montréal, Québec	novembre 2024	EXTERNE
Cinémania	Montréal, Québec	novembre 2024	EXTERNE
Content London	Londres, Angleterre	décembre 2024	EXTERNE
Prime-Time Ottawa	Ottawa, Canada	février 2025	EXTERNE
Visual Effects Society (VES)	Los Angeles, USA	février 2025	EXTERNE
Berlinale/ European Film Market (EFM)	Berlin, Allemagne	février 2025	EXTERNE
Mission New York	New York, USA	2025	BCTQ
Fam Tour – prise de vue en temps réel	Montréal, Québec	2025	BCTQ

Services et représentations effectués par le BCTQ en collaboration avec le BCTM ayant menés à des retombées économiques directes pour Montréal en 2023

	Rencontre en marchés	Fam Tour	Repérage	Mission	Album photo
GHOSTS S3	oui	oui		oui	
Fox Trot - *préparation*		oui	oui	oui	oui
Black Bird - *préparation*		oui			
SeaSide		oui			
So Long Marianne S1			oui		
The Sticky	oui	oui	oui		oui
The Venery of Samantha Bird	oui	oui		oui	oui
The Witchboard			oui		

Le conseil d'administration



NICOLAS SAVOIE
Président (difuze)



FRANÇOIS SANSREGRET
Vice-président et représentant studios, producteurs et fournisseurs d'animation (TONIC DNA)



DEAN CHENOY
Secrétaire du Conseil (Miller Thomson)



ALAIN LACASSE
Trésorier (Raymond Chabot Grant Thornton)



CHANTAL BARRETTE
Représentante, Regroupements et associations œuvrant dans l'industrie (Guilde Canadienne des Réalisateurs)



BERNARD LARIVIÈRE
Représentant, Organisation syndicale (AQTIS 514 IATSE)



PHILIPPE MONTEL
Représentant, direction de production (Productions Belzébuth)



JAD BARSOUM
Représentant, studio et équipement de tournage (MELS)



MARIE-CLAUDE POULIN
Représentante, production (MCP Productions)



MATHIEU BOUCHER
Représentant, fournisseur d'effets visuels (Hybride)



MARIE-JOSÉE PILON
Représentante, bureaux régionaux (Film Laurentides)



GILLES CHARLAND
Vice-président, affaires gouvernementales



SOPHIE LABESSE
Représentante, bailleurs de fonds (SODEC)



KEVIN DONNELLY
Observateur (Ville de Montréal)

L'équipe



VALÉRIE DAIGNEAULT
Directrice du secrétariat de la Grappe de l'audiovisuel et Co-directrice par intérim



CHANELLE ROUTHIER
Commissaire, Film et télévision, province de Québec et Co-directrice par intérim



MARIAME ABOULHAB
Responsable de la comptabilité



VIVIANE AGOSTINO
Gestionnaire principale, marketing et communications



ÉMELINE BAILLET
Coordonnatrice, accueil et promotion



LAURINE BEL-VIEL
Chargée de projets, Grappe de l'audiovisuel



OCÉANNE BROSSARD
Coordonnatrice, marketing et communication



NICHOLAS CHEVALIER
Chargé de la veille stratégique et des chantiers



ARIANE DAGENAIS-PLANTE
Conseillère, services de production



PASCALE GUINDON
Chargée de projets, accueil et promotion



MARINE KOCKMANN
Chargée de projet, On tourne vert



AURÉE LEPAGE
Représentante à Los Angeles



JODI LIEBERMAN
Représentante de NYC



CAROLINE MOSCARDO
Coordonnatrice de projet, On tourne



JULIE SILVA
Responsable du services aux membres et du développement de partenariats

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1176 rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec), H3A 1H6, agissant et représenté par Stéphane Cardin, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 850148123RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1209501933TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme moteur au développement et à la compétitivité du Québec comme centre de production audiovisuelle et multi-écrans de calibre international;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Bianelle Legros de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif,

transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent mille dollars (100 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de soixante-dix mille dollars (70 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $), suivant la remise de la Reddition de compte à la satisfaction du responsable, au plus tard le 6 mai 2025;

- et un troisième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $), suivant la remise de ses états financiers annuels et du Rapport annuel pour l'année 2024, au plus tard le 30 juin 2025.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 30 juin 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droits liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1176 rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec), H3A 1H6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, 5e étage, pavillon Duke, Montréal, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise à le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier-adjoint

Le 7e jour de mars 2025

(BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC)

Par : _____
Stéphane Cardin, Directeur général

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) …….).

ANNEXE 1

PROJET

Mission du BCTQ

Le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de contribuer au développement et à la compétitivité du Québec comme centre de production multi-écrans de calibre international. Il génère des investissements neufs en territoire québécois qui proviennent de l'étranger et s'appuie sur des programmes d'incitatifs fiscaux compétitifs, le savoir-faire des membres de la filière, la diversité géographique et architecturale, la qualité des infrastructures et sur la capacité de l'industrie à exporter ses produits sur les marchés internationaux.

Développement sectoriel (Grappe) - Le bureau se veut un lieu d'échange et de concertation où s'articulent des actions concrètes visant à soutenir la croissance des marchés. Il pilote à l'occasion de grands projets d'études et de consultations permettant de mesurer, d'orienter et de mieux documenter le développement industriel de la filière.

Services de production (Promotion) - Ils mettent en lumière les avantages de produire un projet audiovisuel au Québec mais surtout à Montréal : une diversité architecturale hors du commun, une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures de calibre international, un environnement professionnel haut de gamme et enfin, un écosystème d'effets visuels, d'animation, de postproduction et d'enregistrement sonore parmi les meilleurs au monde.

Le projet

Le projet vise à poursuivre les activités de représentation et de promotion auprès des producteurs étrangers afin de les convaincre de venir à Montréal pour produire leur projet audiovisuel dans les domaines d'expertise suivants : tournage, effets visuels, animation, plateau de production virtuelle, post-production, enregistrement sonore, RV/RA etc. Une fois en territoire québécois, ces projets injectent de l'argent nouveau dans notre économie; jusqu'à 75% du budget total de la production. C'est là un des éléments essentiels de notre mission.

L'année 2024 marquera une année difficile dû aux grèves des scénaristes et des acteurs aux États-Unis en 2023 et qui ont eu un réel impact sur le monde entier. Tous les tournages et les effets visuels provenant des États-Unis ont été arrêtés pour une période de plus de six mois. Malgré le contexte difficile, le BCTQ a poursuivi son démarchage, organisant des tournées de familiarisation afin que plus que jamais, le Québec puisse demeurer une destination de choix tant pour les films, les séries télévisées, les effets visuels et l'animation.

Pour l'année 2023, l'ensemble des secteurs combinés (tournages étrangers, effets visuels, animation, postproduction et production locale) atteignent un volume total de 2,3 milliards de dollars en dépenses directes effectuées au Québec selon les chiffres de la SODEC pour 2024 ces chiffres seront revus à la baisse.
Le BCTQ maintient son leadership en étant un des éléments moteurs de promotion et d'attraction, en jouant également un rôle fédérateur au sein de la communauté audiovisuelle afin de soutenir l'ensemble de l'écosystème du secteur.

a) Objectifs

Pour l'année 2024-2025, le BCTQ vise un maintien des retombées économiques directes tant pour les tournages étrangers que les secteurs des effets visuels et de l'animation. Cela dit, nous devrions témoigner d'une forte baisse au niveau des retombées économiques comme tout le secteur de la production de service a été arrêté dû aux grèves pendant plus de six mois et que la reprise de production est très lente, malgré quelques productions d'envergure en début d'année 2024. Nous vous invitons à la lire notre plan d'action en lien avec cette même convention et qui est en pièce jointe.

b) Rôle du BCTQ

Le BCTQ est responsable de la planification de rencontres avec les différents producteurs et décideurs-clés étrangers afin de leur fournir tous les renseignements nécessaires et de convaincre ces derniers de considérer la province de Québec mais surtout la ville de Montréal comme centre de production audiovisuel.

Ainsi, afin de continuer efficacement sa mission, le BCTQ doit constamment adapter sa stratégie de promotion. La technologie et l'innovation continuent de jouer un rôle clé dans la création et la continuité de l'offre révisée. Nous poursuivons donc l'utilisation et la bonification de l'expérience audiovisuelle dans les lunettes en réalité virtuelle. Nous organisons des missions économiques, nous sommes présents dans les marchés et festivals internationaux, nous développons des partenariats privés et publics, en plus de travailler en collaboration avec Investissement Québec et les délégations générales du Québec dans les territoires clés de notre industrie.

Voici les responsabilités du BCTQ :

1) Promotion des leviers d'attractions du Québec :

- Incitatifs fiscaux du Québec,
- Diversité des lieux de tournage et des atouts de la ville de Montréal,
- Main-d'œuvre et expertise,
- Infrastructures et augmentation de la capacité d'accueil,
- Compagnies d'effets visuels,
- Compagnies d'animation,
- Services de postproduction,
- Enregistrement sonore,
- Services financiers,
- Services juridiques et d'assurances.

2) Développement de la filière :

- Contribuer à l'amélioration et à la compétitivité constante de l'offre québécoise dans le secteur audiovisuel.

3) Veille stratégique :

● Prendre connaissance des nouvelles tendances et avenues qui façonnent le monde audiovisuel et connaître les nouveaux enjeux.

● Collaborer et échanger sur les meilleures pratiques d'affaires dans le secteur audiovisuel via le réseau des Bureaux de cinéma et de la télévision du Canada qui a été créé en 2019 par le BCTQ en partenariat avec le Vancouver Economic Film Commission grâce à la subvention du Secrétariat du Québec aux Relations canadiennes.

c) Marchés prioritaires

Depuis plusieurs années, la ville de Montréal a démontré sa capacité à accueillir des productions de toutes tailles. L'analyse des retombées économiques directes des dernières années réaffirme que Los Angeles/Hollywood est le marché principal que le BCTQ doit continuer de cibler à travers ses actions. Nous pensons que le deuxième marché en importance pour les tournages provenant des États-Unis est New York et le troisième est Atlanta. En 2024, nous désirons poursuivre notre stratégie de croissance en développant la marque Québec pour le secteur audiovisuel en plus de conserver ses ressources à temps partiel basé dans les territoires de Los Angeles et New York.

Toutefois, le développement économique des producteurs et des entreprises du Québec est aussi un enjeu. Le BCTQ participera donc aussi à certains marchés européens tels que le MIFA, le MIPCOM, la Berlinale, qui sont des marchés clés de coproduction télévisuelle et cinématographique. Nous miserons aussi sur le lancement de l'initiative Quebec Entertainment Week (Los Angeles & Montréal) qui présentera la marque et l'offre 'Québec' pour tout le secteur audiovisuel.

Le BCTQ est constamment sollicité pour faciliter la mise en relation entre des entreprises québécoises et des partenaires éventuels européens & américains afin de développer de nouvelles relations d'affaires.

Les marchés prioritaires sont les suivants :

1. États-Unis / Los Angeles et New York : 85%
2. Europe : 13%
3. Asie : 1%
4. Amérique Latine : 1%

De plus, Montréal est devenu un des plus grands pôles au monde pour le secteur des effets visuels et de l'animation. Ces secteurs demeurent en forte croissance et constituent un des atouts majeurs de la province de Québec dont le BCTQ fait la promotion et assure le rayonnement à travers ses diverses activités. Le BCTQ contribue également à l'accueil d'entreprises intéressées à s'établir au Québec en présentant le portrait du secteur audiovisuel de la province.

d) Activités de développement de marché et représentation

Le BCTQ veut maintenir sa présence et visibilité sur les différents marchés internationaux afin de promouvoir l'expertise montréalaise et québécoise pour générer de nouvelles occasions d'affaires pour les entreprises œuvrant dans le secteur du

cinéma et de la télévision, l'animation, les effets visuels, l'enregistrement sonore et la postproduction. Le BCTQ souhaite participer aux marchés les plus importants du secteur afin de rencontrer les décideurs clés. Le Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal participe également à ces marchés dans un effort concerté.

ÉVÈNEMENT	LIEU	DATE	ORGANISATION
Congrès de l'AQPM	Gatineau, Québec	23 au 24 avril 2024	EXTERNE
Mission économique	Los Angeles, USA	Mai 2024	BCTQ
Fam Tour – printemps-été	Montréal, Québec	Juin 2024	BCTQ
MIFA, Annecy	Annecy, France	9 au 15 juin 2024	EXTERNE
Festival international du film Canada Chine	Montréal, Québec	12 juillet au 11 août 2024	EXTERNE
Fantasia (Marché Frontières)	Montréal, Québec	18 juillet au 4 août 2024	EXTERNE
AFCI Week	Los Angeles, USA	25 au 28 août 2024	EXTERNE
Toronto International Film Festival (TIFF)	Toronto, Canada	9 au 19 septembre 2024	EXTERNE
Fam Tour - automne	Montréal, Canada	Septembre 2024	BCTQ
Festival du Nouveau Cinéma, Marché copro	Montréal, Québec	09 au 20 octobre 2024	EXTERNE
MIPCOM	Cannes, France	21 au 24 octobre 2024	EXTERNE
American Film Market (AFM)	Los Angeles, USA	6 au 13 novembre 2024	EXTERNE
Unterval	Montréal, Québec	Novembre 2024	EXTERNE
Gala ALLIA	Montréal, Québec	Novembre 2024	EXTERNE
Cinémania	Montréal, Canada	Novembre 2024	EXTERNE
New York Film Festival	New York, USA	Novembre 2024	EXTERNE
Content London	Londres, Angleterre	Décembre 2024	EXTERNE
Ciné-Québec	St-Hyacinthe, Québec	Février 2025	EXTERNE
Prime-Time Ottawa	Ottawa, Canada	Février 2025	EXTERNE
Visual Effects Society (VES)	Los Angeles, USA	Février 2025	EXTERNE
Berlinale/ European Film Market (EFM)	Berlin, Allemagne	Février 2025	EXTERNE
Fam Tour - Hiver	Montréal, Québec	Hiver 2025	BCTQ
Mission économique thématique	Los Angeles, USA	Hiver 2025	BCTQ
Voyages d'affaires (2)	Los Angeles / New York	Dates à confirmer	BCTQ

i) Activités de développement de marché : national et international (hors Québec)

MIFA ANNECY - 9 au 15 juin 2024

(Annecy, France) Le MIFA est le plus important marché au monde pour le secteur de l'animation, notre Commissaire nationale ira à la rencontre de producteurs/trices de services ainsi que des coproducteurs/trices ayant des projets potentiels de séries TV et films d'animation provenant de partout dans le monde. Ce sera une occasion de positionner et présenter nos entreprises d'animation du Québec ainsi que l'offre audiovisuel de la province pour ce secteur.

AFCI Week – 25 au 28 août 2024

(Los Angeles, USA) L'Association of Film Commissioners International est un réseau mondial de plus de 360 commissions de 40 pays. L'événement AFCI Week de plusieurs jours, est exclusif aux membres, aux affiliés et aux commanditaires de l'AFCI, et comprend des opportunités de réseautage avec des décideurs de l'industrie du divertissement. La Commissaire nationale rencontrera des producteurs/trices ayant des projets potentiels de séries TV et films provenant des studios américains. Elle pourra aussi assister à diverses conférences et rencontrer les paires du réseau des Bureaux de cinéma et de la télévision du Canada qui y seront présents.

TORONTO INTERNATIONAL FILM FESTIVAL (TIFF) - 9 au 19 septembre 2024

(Toronto, ON) Le festival de film de Toronto est l'un des plus importants festivals de films au monde et le premier en Amérique du Nord. La majorité des studios et compagnies de production y assistent pour présenter leurs prochains films, trouver de nouveaux partenaires et participer aux conférences d'affaires. C'est une occasion pour le BCTQ de positionner l'offre audiovisuelle de la province de Québec et de rencontrer les meilleurs producteurs étrangers ayant des projets potentiels pour le Québec.

MIPCOM (MARCHÉ DE LA TÉLÉVISION DE CANNES) - 21 au 24 octobre 2024

(Cannes, France) Le BCTQ sera présent pour rencontrer des producteurs de services et des coproducteurs qui voudraient choisir le Québec pour leurs besoins de tournage, d'effets visuels, d'animation, d'enregistrement sonore et/ou de postproduction. Le BCTQ travaillera aussi avec ses partenaires ambassadeur et membres afin de développer de nouvelles relations d'affaires avec d'éventuels coproducteurs. Ce sera notre Présidente-Directrice générale qui assistera à cet important marché.

NEW YORK FILM FESTIVAL - 27 septembre au 15 octobre 2024

(New York, USA) Le festival du film de New York met en lumière le meilleur du cinéma mondial, en présentant des films de premier plan réalisés par des cinéastes célèbres ainsi que de nouveaux talents. Une occasion pour notre représentante de New York d'aller à la rencontre de nombreux producteurs de New York.

CONTENT LONDON - novembre 2024

(Londres, UK) Le BCTQ sera présent soit à Content London sous l'ombrelle canadienne et/ou du Québec afin de mieux positionner l'offre audiovisuelle auprès des producteurs étrangers européens et américains qui participent à cet événement.

PRIME TIME OTTAWA – Janvier 2025

(Ottawa, ON) La conférence Prime Time à Ottawa est un événement de réseautage national qui réunit quelque 600 des plus éminents chefs d'entreprise canadiens des secteurs du long métrage, de la télévision, des médias interactifs, de la radiodiffusion et des télécommunications en plus des producteurs étrangers. Le BCTQ sera présent pour assister à cette conférence pour y rencontrer des producteurs canadiens & étrangers, représentants locaux, provinciaux et nationaux, consolider ses liens avec les bureaux de cinéma et télévision du Canada et en apprendre sur les tendances et enjeux nationaux que mondiaux, quant à l'industrie audiovisuelle.

EUROPEAN FILM MARKET (EFM) BERLINALE - février 2025

(Berlin, Allemagne) Le marché du film & de la télévision de Berlin est l'un des plus importants de l'industrie. Des délégations importantes de producteurs de plusieurs pays seront présentes. Il s'agit d'une des meilleures occasions pour mettre de l'avant les nombreux avantages de tourner et de produire leur projet audiovisuel au Québec. Notre Commissaire Nationale sera présente à ce marché.

VISUAL EFFECTS SOCIETY AWARDS (VES) – février 2025

(Los Angeles, USA) La Visual Effects Society est une organisation qui réunit les professionnels des effets visuels travaillant dans l'industrie du spectacle, et notamment dans les domaines du cinéma, de la télévision, de la publicité, des jeux vidéo et de la musique. Soirée très prestigieuse dans le secteur des effets visuels, le Québec étant l'un des hubs les plus importants au monde dans ce secteur, il est important d'être présents dans le cadre de cette soirée comme plusieurs de nos entreprises et talents du Québec du secteur des effets visuels sont habituellement en nomination à chaque année.

VISITE(S) DE REPRÉSENTATION À LOS ANGELES ET À NEW YORK

Afin de renforcir et maintenir des liens d'affaires forts, la commissaire se déplacera de manière ponctuelle, deux fois au courant de la période, à Los Angeles et/ou à New York pour effectuer des rencontres privées auprès de studios et de producteurs indépendants.

ii) Missions économiques

MISSION ÉCONOMIQUE À LOS ANGELES – mai 2024
(Los Angeles, USA) Cet événement se veut une promotion de tout le secteur de l'audiovisuel du Québec afin de positionner le Québec comme hub créatif auprès du plus important marché audiovisuel au monde: Hollywood. Un positionnement important à faire suivant la récente annonce du budget du gouvernement provincial, et qui permettra à nos partenaires et participants québécois de profiter d'une visibilité et d'opportunités de réseautage exceptionnels.

MISSION ÉCONOMIQUE HIVER, LOS ANGELES – 2024 ou 2025

Une mission sur un secteur plus précis sera organisée à Los Angeles/ New York en vue de mettre en relations directement des représentants du Québec et de potentiels clients américains visant à créer de nouvelles relations et occasions d'affaires pour les compagnies participantes et amener à court et moyen terme, des retombées économiques pour la province. La thématique de celle-ci sera déterminée et tiendra compte de la demande de nos entreprises du secteur audiovisuel.

iii) Représentation locale

CONGRÈS AQPM – 23 au 24 avril 2024

(Gatineau, QC) Le BCTQ sera présentateur d'une conférence sur l'intelligence artificielle et partenaire d'une pause On Tourne Vert dans le cadre du Congrès de l'AQPM. Ce sera une occasion de positionner le mandat du BCTQ, notre industrie et comment nous pouvons soutenir tout le secteur de l'audiovisuel incluant les producteurs locaux via notre grappe audiovisuelle.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM CANADA CHINE (CCIFF) –juillet 2022

(Montréal, QC) Un partenariat sera mis en place avec le CCIFF (basé à Montréal) dans le but de favoriser et développer les opportunités de contenu numérique, les relations

d'affaires et les partenariats pour les industries créatives axées sur l'art et la technologie entre le Canada et la Chine.

FANTASIA / MARCHÉ FRONTIÈRES – 18 juillet au 4 août 2024

(Montréal, QC) Dans le cadre d'un partenariat avec le Festival Fantasia (Marché Frontières), le BCTQ compte rencontrer des représentants de productions étrangères potentiellement intéressés par l'offre québécoise en termes de tournage et de services de production connexes. Le BCTQ offrira aux bureaux municipaux et régionaux une table dans le cadre de son partenariat afin de faciliter la prise de rendez-vous et présenter aux producteurs étrangers, l'offre commune de la province de Québec pour le secteur audiovisuel.
FESTIVAL DU NOUVEAU CINEMA (FNC) - MARCHÉ Coproduction - 9 au 20 octobre 2024

(Montréal, QC) Le Festival du nouveau cinéma de Montréal est un festival de cinéma annuel voué à la diffusion et au développement des nouvelles tendances dans le domaine du cinéma et des nouveaux médias en mettant de l'avant les propositions innovantes. Il constitue un tremplin pour faire connaitre des œuvres originales et inédites, favorisant le développement du cinéma d'auteur et de la création numérique. Ce sera une occasion pour le BCTQ de rencontrer des coproducteurs européens ayant des projets de coproductions avec le Québec et leur présenter notre offre audiovisuelle.

UNTERVAL – novembre 2024

(Montréal, QC) Le BCTQ effectue un partenariat dans le cadre de cet événement afin de rencontrer des coproducteurs francophones européens ayant des projets potentiels de coproduction avec le Québec.

GALA ALLIA – novembre 2024

(Montréal QC) ALLIA vise à soutenir les femmes des industries créatives dans leur carrière, à développer leurs compétences et à faire rayonner leur talent, autour d'activités qui se veulent rassembleuses et orientées sur la solidarité. Le BCTQ participera à cet événement.

CINÉMANIA – 6 au 17 novembre 2024
(Montréal, QC) L'équipe d'accueil & promotion sera présente pour accueillir et rencontrer les producteurs/trices québécois(e)s présents dans le cadre de cet événement afin de présenter l'offre audiovisuelle disponible à Montréal et ailleurs dans la province.

CINÉ-QUÉBEC - février 2025
(St-Hyacinthe, QC) L'équipe d'accueil & promotion sera présente pour rencontrer les producteurs/trices québécois(e)s présents dans le cadre de cet événement.

iv) Représentation aux États-Unis

Le BCTQ veut maintenir sa représentation aux États-Unis. Les villes de Los Angeles et de New York demeurent nos vecteurs principaux de croissance pour le secteur audiovisuel et ces deux villes sont sans contredit le point de départ pour la majorité des

producteurs avec lesquelles nous devons maintenir notre proactivité, une présence et un contact quotidien.

Nos représentantes aux États-Unis basées à Los Angeles et New York s'assureront de la continuité du développement des affaires pour le BCTQ à raison de 30 heures par mois respectivement en plus des organisation et préparation des tournées de familiarisation et des Missions.

La représentation sur place est un atout incontournable pour la province de Québec compte tenu de la proximité avec les producteurs américains.

a) Activités d'accueil

Le BCTQ demeure flexible et adaptatif dans le but d'attirer des projets provenant de l'étranger au Québec et maintient ainsi une promotion axée sur l'innovation en utilisant la technologie au besoin :

- Accueil des producteurs étrangers ou de délégations étrangères (de passage, en repérage ou en tournage au Québec).
- Organisation de rencontres et mises en relation des producteurs étrangers en recherche de partenariat, de main-d'œuvre, d'associations et/ou d'entreprises québécoises du secteur audiovisuel;
- Diffusion d'une expérience immersive en réalité virtuelle faisant la promotion de l'offre audiovisuelle du Québec;
- Création d'outils promotionnels afin d'élargir la diffusion de la promotion et le rayonnement de l'offre québécoise à l'international;
- Représentations de développement des relations locales, notamment au Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)

<u>i) Organisation de visites de repérage pour les producteurs étrangers</u>

Le BCTQ poursuit donc l'accompagnement requis selon les besoins des productions lorsque l'intérêt se concrétise pour choisir la destination d'un tournage.
Le BCTQ demeure prêt à assumer une partie des coûts de repérages tel que le transport local, des frais d'hébergement, création de budget, de représentation et/ou de prise en charge par un professionnel des lieux de tournage. Le BCTQ peut accompagner les producteurs en plus de créer un itinéraire en fonction des besoins, tout en assurant la coordination et la logistique du voyage et des déplacements au besoin.

<u>ii) Organisation de tournées de familiarisation (Fam Tours)</u>

Cette activité consiste à cibler des producteurs susceptibles de considérer le Québec pour leur projet audiovisuel et de les inviter à découvrir l'ensemble de l'offre audiovisuelle québécoise sur une période de quelques jours.

Pour 2024-2025, le BCTQ poursuivra le modèle de tournées de familiarisation en présentiel.

Lors des Fam tours, les atouts de l'industrie audiovisuelle québécoise sont présentés aux studios américains participants:

- La versatilité des paysages, d'architectures et de cultures, avec quatre vraies saisons;
- Les incitatifs fiscaux compétitifs;
- La disponibilité de la main-d'œuvre hautement qualifiée;
- Les infrastructures entièrement équipées à quelques minutes du centre-ville de Montréal;
- La nouvelle offre de plateaux de production virtuelle;
- L'un des hubs d'effets visuels, d'animation et de postproduction les plus importants au monde;
- L'offre complète de services créatifs, professionnels et financiers pouvant répondre à tous les besoins d'une production.

Pour l'année 2024-2025, le BCTQ prévoit organiser trois (3) tournées de familiarisation en présentiel dont une qui sera entièrement dédiée aux secteurs des effets visuels et de l'animation dans le cadre de l'événement CAFE, une dans le cadre du Quebec Entertainment Week à Montréal, et une tournée à l'hiver 2025.

b) Promotion

i) Photothèque nationale

La photothèque nationale est un outil indispensable pour tous les producteurs souhaitant tourner dans la province de Québec. Elle regroupe plus de 6000 lieux de tournage et permet de réaliser plus d'une centaine d'albums photos tous les ans à destination des producteurs étrangers et locaux dans le but d'attirer les tournages et des retombées économiques au Québec et d'être un outil de travail important aux travailleurs du secteur du Québec.

De plus, par sa plateforme, le BCTQ assure le positionnement stratégique de la province Québec à l'international :

- Plusieurs studios américains ont fait l'acquisition de la base de données globale de Reel-Scout ce qui assure que le Québec puisse toujours ressortir dans les recherches en fonction des besoins des producteurs étrangers.
- L'outil maquette d'inspiration (ou moodboard) crée automatiquement une vue d'ensemble d'un lieu ou d'un album ce qui facilite grandement la compréhension d'un ensemble visuel et esthétique.
- La géolocalisation permet de positionner sur une carte Google où se trouvent les lieux de tournage et facilite ainsi les recherches et l'organisation logistique.
- Notre photothèque est maintenant liée à la grande base données Locations Hub qui est un outil de recherche international connu et utilisé par les producteurs de partout sur le globe.

ii) Promotion et rayonnement

La vidéo promotionnelle produite en hiver 2024 sera partagée et diffusée : à travers notre réseau de contacts, placée dans divers marchés ou festivals locaux et à l'international et dans des magazines spécialisés dans l'industrie de la production.

De plus, le BCTQ entend poursuivre l'approche de marketing direct avec les clients existants et les clients potentiels. Le BCTQ exploite actuellement une base de données afin d'informer les producteurs de façon périodique sur les avantages de considérer le Québec comme lieu de tournage, d'effets visuels, d'animation et de postproduction. Grâce à cette base de données, des bulletins personnalisés sont régulièrement envoyés par courriel. C'est une stratégie efficace et économique qui permet au BCTQ de garder contact avec les producteurs. Aussi, le BCTQ publie une infolettre diffusée sur une base mensuelle à l'ensemble de la filière audiovisuelle du Québec.

a) Partenariats aux événements corporatifs et relations publiques

En plus de consolider sa participation à certains événements de l'industrie audiovisuelle québécoise, le BCTQ développe également de nouvelles alliances stratégiques avec de prestigieux partenaires. De plus, le BCTQ souligne le talent québécois en nomination dans le cadre des VES Awards ou autres événements de l'industrie.

Des activités de relations publiques, de relations de presse et de promotion sont donc planifiées afin d'appuyer et de faire grandir ces partenariats. Ces activités, dont fait partie l'Assemblée générale annuelle du BCTQ, peuvent être développées sous forme de tribune publique, d'infolettres mensuelles, d'organisation d'occasions de réseautage ou de présentation publique de documents exclusifs dédiés à l'industrie, de nouvelles études et statistiques, des documents d'orientations stratégiques et le bottin Quebec Film SourceBook. Des stratégies de promotion sont également prévues sur les différentes plateformes médiatiques (site Internet, médias traditionnels, médias numériques et réseaux sociaux).

<u>i) Veille, statistique & études</u>

Base de données Luminate

Luminate est une référence incontournable en termes de suivi de production, des projets en développement, de contacts dans le secteur audiovisuel, d'organigrammes, de recherche et de veille stratégique pour le secteur audiovisuel aux États-Unis.

Projets étrangers tournés en 2024

Productions	Compagnie	Coproduction	Télé-série	Long métrage
GHOSTS S4	CBS / Lionsgate		1	
The Stolen Child	Metafilm et Cowpi Media			1
DMV (pilote)	CBS / GFB Productions Inc.		1	
Outstanding (docu drama)	?			
Prophet of Ecstasy	CBC (production canadienne)			
Seaside	Amazon		1	
Victory Blvd (Karaté Kid)	Sony Pictures		1	
Unscripted - Pilote unscripted	FOX	1	1	
Fox Trot (The Last Frontier)	Apple TV		1	
Black Bird (Mayday)	Skydance			1
Splistville	Paul Barbeau			1
GHOSTS S3	CBS / Lionsgate		1	

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairesse.montreal.ca/.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir il faut envoyer une demande à : visibilite@montreal.ca

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : (visibilite@montreal.ca)

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite de la mairesse doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Lancer une invitation »** sur https://mairessedemontreal.ca/.

ANNEXE 3

CONSEIL D'ADMINISTRATION ANNÉE 2024

Nom de l'organisme : **Bureau du cinéma et de la télévision du Québec**

	Nom	Genre*	Poste occupé au sein du CA	Nombre d'année à ce poste	Nombre d'année au sein du CA	Profession(s)	Entreprise(s)
1	NICOLAS SAVOIE	HOMME	Président	+5	20/06/2019 - 20/06/2025	Vice-président ventes et développement des affaires	Difuze
2	FRANÇOIS SANSREGRET	HOMME	Vice-président	+5	20/06/2019 - 20/06/2026	Directeur générale	Tonic DNA
3	GILLES CHARLAND	HOMME	Vice-président aux relations gouvernementales	+5	07/07/2016 - 20/06/2025		
4	ALAIN LACASSE	HOMME	Trésorier	0	20/06/2023 - 20/06/2025	Associé	Raymond Chabot Grant Thorton
5	DEAN CHENOY	HOMME	Secrétaire	+5	22/06/2010 - 20/06/2025	Avocat associé	Miller Thomson
6	MARIE-CLAUDE POULIN	FEMME	Représentatnte producteur	+5	06/07/2017 - 20/06/2025	Productrice	Sphère Media
7	PHILIPPE MONTEL	HOMME	Représentant directeur de production	+5	20/06/2019 - 20/06/2025	Président	Productions Belzébuth
8	BERNARD LARIVIÈRE	HOMME	Représentant organisation syndicale avec ou sans affiliation canadienne ou internationale	+5	07/07/2016 - 20/06/2025	Président	AQTIS 514I ATSE
9	JAD BARSOUM	HOMME	Représentant, studio et équipement de tournage	0	20/06/2022- 21/06/2024	Vice-président, affaires institutionelles	Quebecor Media
10	MATHIEU BOUCHER	HOMME	Représentant fournisseur d'effets visuels	2	20/06/2021 - 20/06/2025	Vice-présiden, opérations	Hybride
11	MARIE-JOSÉE PILON	FEMME	Représentant bureaux régionaux	1	21/06/2022 - 21/06/2023	Directrice générale	Film Laurentides
12	SOPHIE LABESSE	HOMME	Représentante bailleur de fonds	1	20/06/2023 - 20/06/25	Directrice générale	SODEC
13	CHANTAL BARETTE	FEMME	Représentante regourpements et associations oeuvrant dans l'industrie	0	20/06/2023 - 20/06/2025	Agente d'affaires	Guilde canadienne des réalisateurs - Conseil du Québec
14	BIANELLE LEGROS (EN REMPLACEMENT TEMPORAIRE DE KEVIN DONNELY)	FEMME	Observateur bailleur de fonds	2	05/07/2022 - 05/07/2024	Directrice cinéma festival événements (interim)	Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258414001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 100 000 $ pour les années 2024 et 2025 au Bureau du cinéma et de la télévision du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258414001 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-12

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1249703001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Sécurité publique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 200 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, pour une période de 2 ans, afin de contribuer à prévenir la radicalisation menant à la violence, les actes à caractères haineux ou la polarisation sociale et les violences armées / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 600 000 $ en 2025 et 600 000 $ en 2026 au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence afin de contribuer à prévenir la radicalisation menant à la violence, les actes à caractères haineux ou la polarisation sociale et les violences armées;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-02-21 16:45

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249703001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile
Compétence d'agglomération :	Sécurité publique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 200 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, pour une période de 2 ans, afin de contribuer à prévenir la radicalisation menant à la violence, les actes à caractères haineux ou la polarisation sociale et les violences armées / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs décennies, la Ville favorise et soutient le développement d'interventions locales et régionales qui répondent aux besoins des communautés touchées par l'insécurité, la violence et la criminalité. En 2015, la Ville en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique (MSP) facilitait la mise sur pied du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), un organisme à but non lucratif ayant pour mission de prévenir la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractères haineux par l'éducation, la mobilisation et l'accompagnement de la population, dans une approche communautaire. Que ce soit par ses formations, ses outils, sa plate-forme d'assistance, la Ligne-Renfort, son accompagnement, ses groupes de soutien ou son service de mentorat, la pertinence du CPRMV s'impose toujours dans le paysage montréalais et québécois de la prévention de la radicalisation menant à la violence.
La Ville et ses partenaires reconnaissent notamment l'importance de maintenir une diversité de portes d'entrée pour mieux desservir la population et réduire les possibilités de radicalisation. Le soutien financier recommandé permettra au Centre de déployer pleinement ses activités par une approche communautaire qui lui est distinctive, tout en tenant compte de l'offre de service actuelle, et ce, en collaboration avec les acteurs impliqués dans l'écosystème de la prévention de la radicalisation et des violences au Québec et à Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0083 du 23 février 2023

Accorder un soutien financier de 1 200 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), pour les années 2023 et 2024 afin de réaliser son plan d'action, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale

CM23 0174 du 20 février 2023

Accorder un contrat de services professionnels de gré-à-gré au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) pour le déploiement d'un service d'accompagnement téléphonique à l'intention des familles afin de prévenir la violence armée, pour une somme maximale de 800 000$ pour les années 2023 et 2024, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale SP-SDIS-23-010 / Prévoir un ajustement budgétaire non récurrent de 400 000$ pour 2024 au Service de la diversité et de l'inclusion sociale

CG21 0215 du 22 avril 2021

Accorder un soutien financier de 1 200 000 $ à Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV), pour les années 2021 et 2022 afin de réaliser son plan d'action, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale

CG19 0409 du 19 septembre 2019

Accorder un soutien financier de 975 000 $ à Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV ou Centre), soit un montant de 375 000 $ pour compléter le financement de l'année 2019 et un montant de 600 000 $ pour financer l'année 2020 dans le but de compléter le re-positionnement du Centre et de réaliser le plan d'action 2019 et 2020 dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale

CG19 0120 du 28 mars 2019

Autoriser une dépense additionnelle de 225 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour une période de transition de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019 et approuver un projet d'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et cet organisme (CG18 0115), majorant ainsi le montant total du soutien accordé de 1 300 000 $ à 1 525 000 $

CG18 0115 du 22 février 2018

Accorder un soutien financier de 1,3 M$, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ provenant du budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports pour la réalisation de son plan d'action annuel 2018

CG17 0416 du 28 septembre 2017

Accorder un soutien financier de 500 000 $, pour l'année 2017, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence

CG15 0771 du 17 décembre 2015

Accorder un soutien financier de 1 M$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour la réalisation de son plan d'action 2015-2016 dans le cadre du budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports

CM15 0979 du 17 août 2015

Accorder une avance de fonds de 200 000 $, sur la contribution prévue de 1 million $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence

DESCRIPTION

Par cette contribution financière, le CPRMV réalisera différentes activités inscrites dans sa planification stratégique dont :

- Maintien des services de la Ligne Renfort : service d'aide et de soutien téléphonique aux familles et aux équipes scolaires touchées par la violence armée
    - Environ 350 accompagnements téléphoniques auprès des familles affectées par les violences armées
    - Ligne téléphonique gratuite et confidentielle
    - Groupe de soutien en ligne ou en personne dans le but de briser l'isolement des familles
    - Accompagnement communautaire
- Formations de 2h à l'attention des professionnels montréalais dans les milieux

communautaires, institutionnels et scolaires :
    - 9 formations sur le thème de la radicalisation
    - 3 formations sur le thème des actes à caractères haineux
    - 6 formations sur le thème de la polarisation
- Webinaires de 90 minutes une fois par mois (français et anglais) sur les thématiques liées à la radicalisation, aux actes à caractères haineux et à la polarisation.
- Maintien des services de la plateforme Info-Radical : Environ 400 accompagnements communautaires par année, en lien avec la radicalisation et les actes haineux, auprès d'individus et leur entourage
- Groupe de soutien aux familles préoccupées par les violences armées : Une dizaine de personnes participantes qui se rencontreront environ 9 fois par année, pour une durée de 3h
- Activités de mobilisation communautaire sur les enjeux de violences armées : Près d'une douzaine de rencontres par année

JUSTIFICATION

Pour la Ville, la prévention de la radicalisation et des actes à caractères haineux représente un atout majeur pour prévenir des problèmes sociaux, dynamiser la communauté et favoriser la cohabitation harmonieuse au sein de la population montréalaise. La Ville et ses partenaires reconnaissent l'importance de maintenir une diversité de portes d'entrée pour mieux desservir la population.
Cette contribution financière permettra :

- d'informer, de former et d'outiller les praticiens et les intervenants à mieux reconnaître les signes de radicalisation et à intervenir auprès des personnes à risque de se radicaliser;
- d'assurer des services directs aux personnes à risque de se radicaliser et à leur entourage;
- de favoriser l'intégration sociale des personnes touchées par la radicalisation menant à la violence et les crimes haineux;
- de prévenir des problèmes sociaux, de dynamiser la communauté et de favoriser la cohabitation harmonieuse pour la population montréalaise; et,
- de développer une expertise et des services complémentaires aux partenaires qui œuvrent dans ce domaine, tel que le réseau de la santé et des services sociaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce projet, soit une somme de 1 200 000 $, est prévu au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS). Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne une aide spécifiquement destinée à une entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*
Le soutien accordé à cet organisme dans les dernières années pour le même projet se résume comme suit :

Organisme	Soutien accordé			Soutien recommandé 2025	Versement	
	2022	2023	2024		2025	2026
Centre de prévention de la radicalisation menant à la	600 000 $	600 000 $	600 000 $	**1 200 000 $**	600 000 $	600 000 $

violence						

Le tableau du soutien versé à cet organisme de toute unité d'affaires de la Ville depuis 2020 est en Pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ainsi le présent dossier s'inscrit dans les objectifs 8 et 19 du plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal : 8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous; 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de cette contribution financière obligerait l'organisme à suspendre ses activités, ce qui occasionnerait la perte de son expertise et aurait des impacts significatifs sur la clientèle desservie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les modalités de communication sont prévues au projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pier Alexandre LEMAIRE
conseiller en planification

Tél : 4388647326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-20

Dina HUSSEINI
Cheffe de section

Tél : 438-864-5150
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Josée MEILLEUR
Directrice - Stratégie et programmes
Tél :
Approuvé le : 2025-02-21

Grille d'analyse Montréal 20230
Numéro de dossier : *1249703001*
Unité administrative responsable : *Service de la diversité et de l'inclusion sociale*
Projet : *Soutien financier de 1 200 000$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, pour une période de deux ans, 2025-2026.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Cette contribution financière permettra :

- *d'informer, de former et d'outiller les praticiens et les intervenants à mieux reconnaître les signes de radicalisation et à intervenir auprès des personnes à risque de se radicaliser;*
- *d'assurer des services directs aux personnes à risque de se radicaliser et à leur entourage;*
- *de favoriser l'intégration sociale des personnes touchées par la radicalisation menant à la violence et les crimes haineux;*
- *de prévenir des problèmes sociaux, de dynamiser la communauté et de favoriser la cohabitation harmonieuse pour la population montréalaise;*
- *et de développer une expertise et des services complémentaires aux partenaires qui œuvrent dans ce domaine, tel que le*

réseau de la santé et des services sociaux.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD: 1249703001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG25 0220 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3535, av. du Parc, Montréal, Québec, H2X 2H8, agissant et représentée par Geneviève Desautels, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S.O.
Numéro d'inscription TVQ : S.O.

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de prévenir la violence en cultivant un vivre-ensemble harmonieux et inclusif au sein de la société;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie de son Projet (Orientations stratégiques 2025-2026);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19, ci-après « **LCV** ») auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 LCV, et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1	« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
2.2	« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
2.3	« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
2.4	« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.5	« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
2.6	« **Responsable** » :	désigne la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

2.7 « **Unité administrative** » : désigne le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3. dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres contributeurs au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le (31 janvier) de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le (31 décembre) pour la première année et la période du (date) d'une année au (date) de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme,

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 LCV, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale d'**UN MILLION DEUX CENT MILLE dollars (1 200 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025 :

5.2.1.1 une somme maximale de **QUATRE CENT CINQUANTE MILLE dollars (450 000 $)** à la signature de la présente Convention ET au dépôt d'un plan de travail détaillé des activités de l'année 2025, à la satisfaction du responsable;

5.2.1.2 une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE dollars (150 000 $**) sous réserve de la remise d'un rapport d'activités pour l'année 2025, à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026 :

5.2.2.1 une somme maximale de **QUATRE CENT CINQUANTE MILLE dollars (450 000 $)** au dépôt d'un plan de travail détaillé des activités de l'année 2026, à la satisfaction du responsable;

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

5.2.2.2 une somme maximale de **CENT CINQUANTE MILLE dollars (150 000 $)** sous réserve de la remise d'un rapport d'activités pour l'année 2026, à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.5 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.6 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

10.7 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 décembre 2026**;

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 3535, av. du Parc, Montréal, Québec, H2X 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____
Le ____e jour de _____ 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à Montreal
Le 21e jour de Février 2025

CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

Par : Signé par : Geneviève Desautels 717226CF2EEC475...
Geneviève Desautels, présidente

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ……jour de …….. 2025 (Résolution CG25……..)

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

ANNEXE 1

PROJET

GSS-13133 –CPRMV 2025-2026

Docusign Envelope ID: 92297D23-A628-43C2-BF30-CEFFBED6FC6A

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

(JOINDRE LE PROTOCOLE TÉLÉCHARGÉ)

[Si cette convention doit être approuvée par une instance décisionnelle centrale, veuillez télécharger le protocole de visibilité à l'adresse suivante : https://montreal.ca/sujets/ententes-de-partenariat-et-visibilite et le joindre comme Annexe 2 à la convention.]

[Si ce contrat doit être approuvé par un conseil d'arrondissement et que votre arrondissement a un protocole de visibilité en vigueur, joindre le protocole de visibilité comme Annexe 2 ci-dessous.]

[Si ce contrat doit être approuvé par un conseil d'arrondissement et que votre arrondissement n'a pas de protocole de visibilité en vigueur, simplement indiquer :]

#13133 - CPRMV 2025-2026 - Demande de soutien financier (envoyée le 20 février 2025 à 10:54)

Nom de l'organisme	Mission
Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence	Prévenir la violence en cultivant un vivre-ensemble harmonieux et inclusif au sein de la société.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projet sur invitation (2025-2026) Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (Autre)

Informations générales

Nom du projet: CPRMV 2025-2026

Numéro de projet GSS: 13133

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Roselyne
Nom: Mavungu
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 817-6261
Numéro de télécopieur:
Courriel: dg@cprmv.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Geneviève
Nom: Desautels
Fonction: Président(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2025-01-01	2026-12-31

Date limite de réception du rapport final
2027-01-31

Résumé du projet

Financement de base à la mission du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence qui est de prévenir la violence en cultivant un vivre-ensemble harmonieux et inclusif au sein de la société.

le Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence se positionne comme un carrefour d'informations et un spécialiste en prévention puis en intervention, développant un accompagnement spécialisé pour soutenir les individus qui se retrouvent dans un parcours de violence, leur entourage et les organisations des milieux communautaires, sécuritaires, scolaires ou de santé dans la prévention de drames résultant de mécaniques complexes et multifactorielles. Notre mandat est de prévenir la radicalisation, les actes haineux et la violence armée.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Impact Social et Éducatif

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Renforcement de la cohésion sociale

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formations de 2h sur des thématiques liées à la radicalisation, auprès de professionnels du milieu scolaire, communautaire et institutionnel (9 formations disponibles)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	12	4	2	4	30

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formations de 2h sur des thématiques liées aux actes à caractères haineux, auprès de professionnels du milieu scolaire, communautaire et institutionnel (3 formations disponibles)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	12	3	2	3	30

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formations de 2h sur des thématiques liées à la polarisation, auprès de professionnels du milieu scolaire, communautaire et institutionnel (6 formations disponibles)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	12	3	2	3	30

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Éducation Préventive

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Webinaires de 90 minutes une fois par mois, en français et en anglais, adaptés des formations (thématiques liées à la radicalisation, aux actes à caractères haineux et à la polarisation)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	9	2	1,5	1	50

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Sensibilisation

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Programmes de sensibilisation dans les établissements scolaires (ateliers jeunesse)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	1	1		1	

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Impact préventif et psychologique

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduction des actes de violence, Soutien aux individus impactés et Stratégies de prévention et d'intervention

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Plateforme Info-Radical - Accompagnement communautaire sur la radicalisation et les actes haineux proposé aux individus et à leur entourage

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	400				

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ligne Renfort - Service d'aide et de soutien téléphonique aux familles et aux équipes scolaires touchées par la violence armée

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	350				

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Groupe de soutien aux familles préoccupées par la violence armée

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	9		3	9	10

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Activités de mobilisation communautaire sur les enjeux de violence armée

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	8	2	8	15

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Impact communautaire et institutionnel

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Mobilisation des acteurs locaux

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Mobilisation dans les milieux communautaires, scolaires et sécuritaires et auprès des communautés ethniques

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	4		1		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Collaboration avec les autorités

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Partenariats avec des organismes communautaires, universitaires, de la santé et de l'écosystème de prévention

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	12				

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 3535
Rue: Av du Parc
Numéro de bureau: 4é étage
Code postal: H2X 2H8
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Autre**: Éducation et santé
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre**: Engagement social et communautaire
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Autre**: Partenariats institutionnels

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	500	500	100	1100

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère Sécurité publique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 200 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Alexandre Huard
Adresse courriel: alexandre.huard@msp.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 609-1420
Adresse postale: 2525, boulevard Laurier, 7e étage Québec (Québec)
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère Sécurité publique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	400 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Alexandre Huard
Adresse courriel: alexandre.huard@msp.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 609-1420
Adresse postale: 22525, boulevard Laurier, 7e étage Québec (Québec)
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Intervenant(e) Renfort	29,35 $	35,00	135,73 $	104	4	483 799,68 $
Autre poste : veuillez l'identifier Directeur(rice) de l'éducation	43,41 $	35,00	199,72 $	104	1	178 783,28 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordonnatrice d'accompagnement communautaire	41,12 $	35,00	189,29 $	104	1	169 362,96 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller(ère) en communication et relations médias	40,00 $	35,00	184,21 $	104	1	164 757,84 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller(ère) médias sociaux et contenu web	30,21 $	35,00	139,66 $	104	1	124 489,04 $
Autre poste : veuillez l'identifier Adjoint(e) de direction	31,97 $	35,00	74,95 $	26	1	31 041,40 $
Autre poste : veuillez l'identifier Adjoint(e) de direction	42,12 $	35,00	193,87 $	78	1	130 109,46 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller(ère) à l'accompagnement	31,35 $	35,00	144,85 $	104	1	129 178,40 $
Autre poste : veuillez l'identifier Directeur(rice) général(e)	67,69 $	35,00	310,20 $	104	1	278 652,40 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller en développement des compétences	30,21 $	35,00	139,66 $	104	1	124 489,04 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordonnateur(trice) mobilisation des connaissances - recherche	40,00 $	35,00	184,21 $	104	1	164 757,84 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordonnateur(trice) de la Ligne Renfort	35,00 $	35,00	161,46 $	104	1	144 191,84 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseillère en développement des compétences	32,89 $	35,00	151,88 $	104	1	135 515,12 $
Total						**2 259 128,30 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Prévention de la radicalisation, des incidents haineux et de la violence armée	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	1 600 000,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet	Total	Frais liés au personnel projet

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Autre: Prévention de la radicalisation, des incidents haineux et de la violence armée	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	**0,00 $**	**1 600 000,00 $**		

Autre poste : veuillez l'identifier Intervenant(e) Renfort	120 949,92 $	0,00 $	362 849,76 $	**483 799,68 $**	483 799,68 $
Autre poste : veuillez l'identifier Directeur(rice) de l'éducation	89 391,64 $	0,00 $	89 391,64 $	**178 783,28 $**	178 783,28 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordonnatrice d'accompagnement communautaire	84 681,48 $	0,00 $	84 681,48 $	**169 362,96 $**	169 362,96 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller(ère) en communication et relations médias	82 378,92 $	0,00 $	82 378,92 $	**164 757,84 $**	164 757,84 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller(ère) médias sociaux et contenu web	62 244,52 $	0,00 $	62 244,52 $	**124 489,04 $**	124 489,04 $
Autre poste : veuillez l'identifier Adjoint(e) de direction	15 520,70 $	0,00 $	15 520,70 $	**31 041,40 $**	31 041,40 $
Autre poste : veuillez l'identifier Adjoint(e) de direction	65 054,73 $	0,00 $	65 054,73 $	**130 109,46 $**	130 109,46 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller(ère) à l'accompagnement	64 589,20 $	0,00 $	64 589,20 $	**129 178,40 $**	129 178,40 $
Autre poste : veuillez l'identifier Directeur(rice) général(e)	119 422,46 $	0,00 $	159 229,95 $	**278 652,41 $**	278 652,40 $
Autre poste : veuillez l'identifier Conseiller en développement des compétences	62 244,52 $	0,00 $	62 244,52 $	**124 489,04 $**	124 489,04 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordonnateur(trice) mobilisation des connaissances - recherche	82 378,92 $	0,00 $	82 378,92 $	**164 757,84 $**	164 757,84 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordonnateur(trice) de la Ligne Renfort	61 796,50 $	0,00 $	82 395,33 $	**144 191,83 $**	144 191,84 $

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Autre: Prévention de la radicalisation, des incidents haineux et de la violence armée	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	**0,00 $**	**1 600 000,00 $**		
Autre poste : veuillez l'identifier Conseillère en développement des compétences	67 757,56 $	0,00 $	67 757,56 $	**135 515,12 $**	135 515,12 $
Total	**978 411,07 $**	**0,00 $**	**1 280 717,23 $**	**2 259 128,30 $**	**2 259 128,30 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	12 748,93 $	0,00 $	17 148,93 $	**29 897,86 $**
Photocopies, publicité	7 200,00 $	0,00 $	10 800,00 $	**18 000,00 $**
Déplacements	34 880,00 $	0,00 $	49 793,84 $	**84 673,84 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	45 600,00 $	0,00 $	59 400,00 $	**105 000,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	8 000,00 $	0,00 $	12 000,00 $	**20 000,00 $**
Autres	8 000,00 $	0,00 $	12 400,00 $	**20 400,00 $**
Total	**116 428,93 $**	**0,00 $**	**161 542,77 $**	**277 971,70 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**9,93 %**			
Frais administratifs	**105 160,00 $**	**0,00 $**	**157 740,00 $**	**262 900,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9,39 %**			
Total	**1 200 000,00 $**	**0,00 $**	**1 600 000,00 $**	**2 800 000,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

En raison du changement des paramètres de financement de la Ville et de la réduction dans les effectifs qui s'en est suivi, les résultats attendus ont été revus à la baisse. Le financement actuel ne permettant plus un même niveau de livrables. Les ateliers jeunesse en milieux scolaires ont été réduits considérablement.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
CPRMV_Budget 2025.xlsx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
un-doute-une-inquietude-cprmv.pdf	*Non applicable*
CPRMV_Ligne RENFORT 2024_Depliant_FR.pdf	*Non applicable*
CPRMV_formations_FR.pdf	*Non applicable*
CPRMV_Plan d'action 2025.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

—

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20250211-050913_cprmv.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Sommaire | Détail | Tableau GDD

Nom fournisseur | No fournisseur | Unité d'affaires | Exercice | No résolution

				2020	2021	2022	2023	2024
Totaux				**550 000,00**	**550 000,00**	**600 000,00**	**647 951,00**	**1 237 597,18**
Centre De Prevention De La Radicalisation	375488	Diversité et inclusion sociale	CE23 1164	-	-	-	47 951,00	11 988,00
			CG19 0409	550 000,00	100 000,00	-	-	-
			CG21 0215	-	450 000,00	600 000,00	150 000,00	-
			CG23 0083	-	-	-	450 000,00	600 000,00
			CM23 0174	-	-	-	-	625 609,18

Docusign Envelope ID: D78D4BCB-84F2-4543-B589-1061F2A0CC58

Diversité et inclusion sociale Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Geneviève Desautels** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **CPRMV 2025-2026** pour Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

Signé par :
Geneviève Desautels
717226CF2EEC475...

12/02/2025

Geneviève Desautels

Président(e)

Date

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249703001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 200 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, pour une période de 2 ans, afin de contribuer à prévenir la radicalisation menant à la violence, les actes à caractères haineux ou la polarisation sociale et les violences armées / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249703001 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-21

Jed BEN AOUN
Agent de gestion ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.023

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.024

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.025

2025/03/26 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.026

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259920004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la quittance mutuelle et finale liée au contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du plan Verre l'innovation de Éco Entreprise Québec et la résiliation dudit contrat

Il est recommandé :

· d'autoriser le greffier de la Ville à signer la Quittance mutuelle et finale liée au contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du plan Verre l'innovation de Éco Entreprise Québec et la résiliation dudit contrat;

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-21 16:05

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259920004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la quittance mutuelle et finale liée au contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du plan Verre l'innovation de Éco Entreprise Québec et la résiliation dudit contrat

CONTENU

CONTEXTE

La Direction générale de la Ville de Montréal a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) pour vendre de gré à gré le Centre de tri des matières recyclables de Lachine (CTRM Lachine) à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC (Via), actuel opérateur du site.
Le 19 décembre 2024, le Conseil d'agglomération a approuvé une promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre le CTMR Lachine ainsi que tous les équipements en permettant l'opération à son opérateur actuel, Via. Cette promesse approuvait aussi la donation de l'un de ces équipements, soit le système du tri du verre (STV) installé sur le site du CTMR Lachine. Cette donation est effectuée conformément au souhait de Éco Entreprise Québec (ÉEQ), cette dernière en ayant fait préalablement don à la Ville.

La donation du STV à la Ville, notariée le 2 mai 2019, faisait suite à la conclusion d'un contrat de fourniture (Contrat de fourniture) signé entre la Ville et ÉEQ en 2017 dans le cadre du Plan Verre l'innovation. Ce contrat de fourniture établissait plusieurs obligations entre la Ville et ÉEQ, à l'égard de l'installation puis de l'exploitation du STV. De plus, le Contrat de fourniture permettait à ÉEQ de reprendre possession du STV à la fin du contrat.

Ces obligations ayant été respectées par les deux parties, ÉEQ souhaite formaliser le transfert de responsabilité complet à la Ville concernant le STV, préalablement à la donation de celui-ci à Via, laquelle doit intervenir au plus tard le 31 mars 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0741 – 19 décembre 2024 Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025.

CE19 0527 – 3 avril 2019 Approuver le projet d'acte de donation par lequel Éco Entreprise Québec donne à la Ville de Montréal un système de traitement du verre à installer au nouveau centre de tri des matières recyclables situé dans l'Arrondissement de Lachine;

CE17 1711 - 20 septembre 2017 Approuver la signature d'un contrat avec Éco Entreprise Québec visant la fourniture d'un système de traitement du verre pour le nouveau centre de tri des matières recyclables.

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel a pour but d'approuver la signature de la quittance et résiliation des obligations mutuelles contenues au Contrat de fourniture signé entre la Ville et ÉEQ concernant le STV, tel que présenté dans le document annexé dans l'intervention des affaires juridiques. (Quittance et résiliation)
Dans le contexte où la Ville transfère la propriété du CTMR Lachine ainsi que tous les équipements en permettant l'opération, incluant le STV, il est requis de mettre fin au Contrat de fourniture liant la Ville et ÉEQ pour l'exploitation du STV. La Ville et ÉEQ ont toutes deux rempli leurs obligations mutuelles déterminées par ce Contrat de fourniture. Elles se donnent donc à l'issue de la résiliation, quittance mutuelle totale et finale.

Ce faisant, ÉEQ renonce à reprendre le STV et, la Ville et ÉEQ clarifient les modalités de transfert du STV lors de la cession de l'ensemble des actifs du CTMR par la Ville, laquelle se fera au profit de Via, selon les modalités prévues à la promesse approuvée par le Conseil d'agglomération le 19 décembre 2024, avant le 31 mars 2025.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· La signature de la quittance et résiliation officialise la fin des obligations de la Ville envers ÉEQ concernant le STV;
· La signature est nécessaire préalablement au transfert du STV à Via par donation, cette dernière devant avoir lieu avant le 31 mars 2025, concurremment à la vente du CTMR Lachine et de l'ensemble de ses équipements;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation de ce dossier décisionnel n'a aucun impact financier.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une résiliation de contrat.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus d'approuver ce dossier décisionnel compromettrait la vente du CTMR Lachine et la donation du STV de la Ville à Via, ces dernières devant avoir lieu au plus tard le 31 mars 2025, et pourrait occasionner un bris de service du traitement des matières recyclables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avant le 31 mars 2025 : Signature de la quittance

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karinne CARMONI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Roger LACHANCE, Service de l'environnement

Lecture :

Roger LACHANCE, 20 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aurelie GRONDEIN
Conseillère en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-14

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions immobilières

Tél :	438 865-1137	**Tél :**	514-449-4842
Télécop. :	514 872-8350	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nicole RODIER
chef(fe) de division locations immobilieres, en remplacement d'Annie Gerbeau jusqu'au 28 mars 2025
Tél : 514-872-8726
Approuvé le : 2025-03-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259920004*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : *Quittance et résiliation du contrat de fourniture relié au système de tri du Verre installé au Centre de tri des matières recyclables de Lachine*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

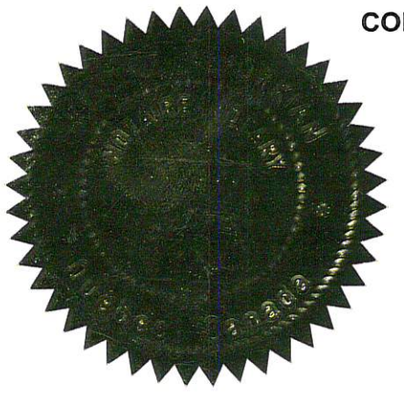
CONTRAT RELATIF À LA FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS DANS LE CADRE DU PLAN VERRE L'INNOVATION DE ÉEQ

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, CE DEUXIÈME JOUR DE MAI (2/05/2019).

NO: 8,127

ACTE DE DONATION

DEVANT: **Me Kevork KEVORKIAN**, notaire à Montréal, province de Québec;



COMPARAISSENT : **ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies du Québec* (RLRQ, c. C-38), ayant son siège au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant aux présentes par sa Présidente-directrice générale, Mme Maryse Vermette, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution de son conseil d'administration en date du neuf (9) juin deux mille dix-sept (2017). Copie de cette résolution demeurant **annexée** à la minute des présentes après avoir été reconnue véritable et signée par le représentant en présence du notaire soussigné;

(ci-après le « **Donateur** »),

ET: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, avocat – Directeur et greffier de la Ville, dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) du règlement RCE 02-004, soit le *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six (26) juin deux mille deux (2002) en vigueur depuis le quinze (15) juillet deux mille deux (2002); modifié notamment par

MILLER THOMSON
AVOCATS | LAWYERS

KEVORK
KEVORKIAN, TEP
NOTAIRE | NOTARY
ASSOCIE | PARTNER

le règlement RCE 15-001 du deux (2) septembre deux mille quinze (2015) (article 26.1 du règlement RCE 02-004); et par le règlement RCE 18-005 du vingt-sept (27) juin deux mille dix-huit (2018) (article 26.1 du RCE 02-004); et

b) de la résolution numéro CE19 0527, adoptée par le comité exécutif à sa séance du trois (3) avril deux mille dix-neuf (2019).

Copies certifiées dudit règlement et de cette résolution demeurent **annexées** à l'original des présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

(ci-après le « **Donataire** »).

Le Donateur et le Donataire sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA DONATION QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Donateur souhaite encourager l'amélioration du traitement des matières recyclables et particulièrement du verre de la collecte sélective au Québec et que, dans ce contexte, il a adopté un plan destiné à l'industrie du recyclage intitulé *Verre l'Innovation* qui vise notamment à équiper les centres de tri de technologies permettant de traiter le verre du Québec.

ATTENDU QUE dans le cadre dudit plan *Verre l'Innovation*, le Donateur a convenu de fournir, sous forme de donation, un système de traitement de verre au Donataire pour les fins d'être intégré au centre de tri des matières recyclables que le Donataire construira sur le site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine (le « **CDT** »).

ATTENDU QUE pour ce faire, les Parties ont conclu, le **vingt (20) octobre deux mille dix-sept (2017),** un contrat intitulé *Contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du Plan Verre l'Innovation d'ÉEQ* (le « **Contrat** ») afin de convenir des modalités relatives à la fourniture par le Donateur du système de traitement de verre au Donataire, y incluant la conception, l'installation et l'opération du système de traitement de verre pour les fins du CDT (le « **Projet** »).

ATTENDU QUE conformément à l'article 28 du Contrat, les Parties ont convenu de signer un acte de donation notarié dont les modalités sont essentiellement les mêmes que le Contrat et ce, pour fins de satisfaire les exigences prévues au *Code civil du Québec* quant à la donation.

LES PARTIES AUX PRÉSENTES déclarent et conviennent de ce qui suit :

1. DONATION

1.1 Les Parties incorporent au présent acte de donation le Contrat de façon telle qu'il fait partie intégrante des présentes. Une copie du Contrat et ses annexes demeurent **annexée** sous l'**Annexe 1** du présent acte après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné.

1.2 Le Donateur donne à titre gratuit au Donataire qui accepte, un système de traitement de verre, étant défini au Contrat comme le « **Système Visé** », La liste des équipements composant le Système Visé est **jointe** aux présentes, sous l'**Annexe 2** du présent acte, après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence du notaire soussigné.

1.3 Le Donateur s'engage et s'oblige par les présentes à transférer le Système Visé conformément aux modalités et conditions prévues au Contrat. Pour plus de précision, le Donateur se constitue débiteur envers le Donataire en vertu de l'article 1807 paragraphe 2 du *Code civil du Québec* à compter de la date du présent acte de donation.

1.4 Le Donateur s'engage à acquérir le Système Visé incluant tous les équipements le composant conformément aux modalités et conditions prévues au Contrat.

1.5 Le Donataire s'engage à respecter les modalités et conditions prévues au Contrat, notamment l'engagement d'utilisation du Système Visé pendant le Terme fixé à l'article 11 du Contrat et de prendre les moyens raisonnables pour faire respecter par l'Entrepreneur (tel que défini au Contrat) la clause 2.3.14 de l'Annexe 5 du Programme fonctionnel des procédés qui stipule que le verre nettoyé et trié devra être recyclé ou à défaut, valorisé. Pour plus de précision, est exclu de la définition de « verre recyclé » le verre expédié en lieu d'enfouissement technique sous toute forme (enfouissement, recouvrement journalier ou hebdomadaire, remblai, routes, etc.). Cette Annexe 5 étant jointe à l'annexe F du Contrat.

2. PRÉSÉANCE

2.1 En cas de contradiction ou incompatibilité entre toute disposition des présentes et une disposition du Contrat, les modalités et conditions du Contrat auront préséance sur celle des présentes.

3. TRANSFERT DE RISQUES

3.1 La responsabilité du risque de perte et de dommage relatif au Système Visé incombe au Donataire dès sa livraison au lieu du Projet où sera installé le Système Visé, sis à l'angle des rues Fairway et

François-Lenoir (lot 2 437 119 du cadastre du Québec) dans l'arrondissement Lachine à Montréal (le « **Lieu Désigné** »).

4. GARANTIE

4.1 Le Donateur n'est pas tenu à aucune garantie quant au Système Visé. Le Donataire accepte le Système Visé tel quel, sans garantie de quelque nature que ce soit du Donateur.

4.2 Nonobstant ce qui précède, le Donateur devra, pour la protection du Donataire, requérir ou exiger que soient requise de l'installateur du Système Visé (l' « **Installateur** ») des garanties conventionnelles quant au Système Visé. Ces garanties devront s'étendre à la Ville pour une période de (i) 4 160 heures d'opération du Système Visé ou (ii) douze (12) mois à compter de la Mise en service, selon la période la plus courte. Le terme « **Mise en service** » étant défini au Contrat. La responsabilité du Donateur en vertu du présent paragraphe sera limitée à (i) requérir et négocier ces garanties de l'Installateur et (ii) fournir toute l'assistance raisonnable au Donataire pour la mise en œuvre de ces garanties, y compris de fournir l'assistance raisonnablement requise dans le cadre de l'exercice de tout recours juridique par le Donataire pour la mise en œuvre de ces garanties à l'encontre de l'Installateur.

4.3 Sous réserve de l'accomplissement par la Ville de l'obligation prévue à l'article 6.1.1 du Contrat, le Donateur transfère au Donataire, à compter de la Mise en service du Système Visé, tous ses droits dans les garanties mentionnées au paragraphe précédent.

5. DÉCLARATIONS

5.1 Le Donateur à plein pouvoir, droit et autorités de faire la donation conformément aux dispositions des présentes.

5.2 Le Donataire à plein pouvoir, droit et autorités d'accepter la donation conformément aux dispositions des présentes.

5.3 Le Donateur est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

6. INSAISISSABILITÉ

6.1 La donation du Système Visé est réputée faite à titre insaisissable pour une période de cinquante (50) ans suivant la date des présentes. Cette stipulation d'insaisissabilité est justifiée par l'intérêt sérieux et légitime d'assurer que le Système Visé demeure pour les fins caritatives en vertu desquelles la donation est faite par le Donateur conformément au Contrat.

7. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

Le Donataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Donateur.

6. DISPOSITIONS DIVERSES

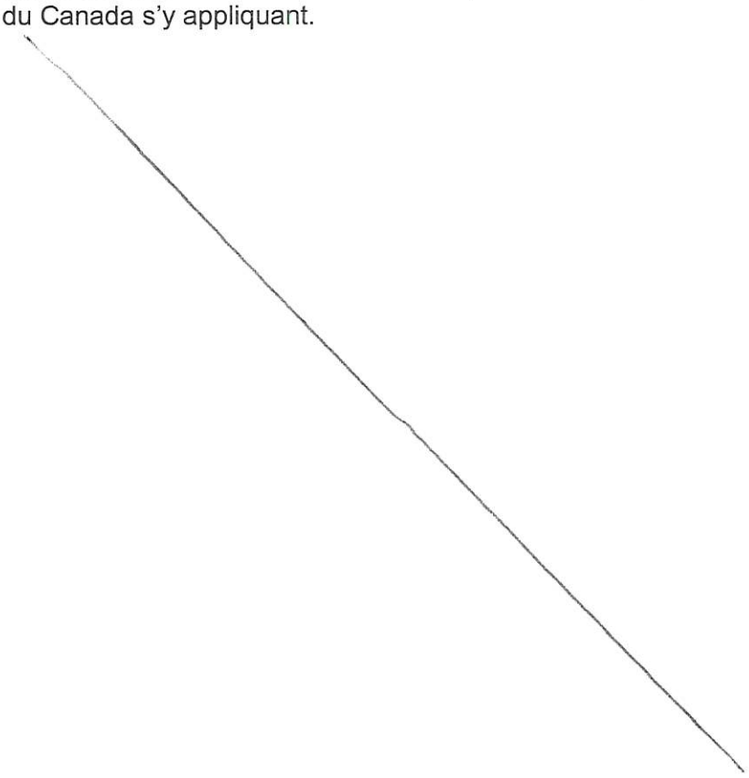
6.1 **Préambule**. Le préambule fait partie intégrante de cet acte de donation.

6.2 **Successeurs et ayants cause**. Cet acte de donation lie les Parties, leurs successeurs, leurs ayants cause et cessionnaires autorisés.

6.3 **Frais de notaire**. Le Donateur prend à sa charge le coût des présentes incluant les frais de publication et les copies requises, dont une pour le Donataire. Toutefois, chaque partie sera seule responsable des honoraires de ses conseillers juridiques, le cas échéant.

6.4 **Taxes.** Si la présente donation est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, le Donataire effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Donateur.

6.5 **Droit applicable**. Cet acte de donation est conclu et doit être interprété en conformité des lois de la province de Québec et des lois du Canada s'y appliquant.



KEVORK
KEVORKIAN, TEP
NOTAIRE | NOTARY
ASSOCIÉ | PARTNER

DONT ACTE à **Montréal** sous le numéro **HUIT MILLE CENT VINGT-SEPT (8,127)** des minutes du notaire soussigné.

LES PARTIES DÉCLARENT au notaire soussigné avoir pris connaissance de ce présent acte et d'avoir exempté le notaire soussigné d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de notaire soussigné.

ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC

Par : Maryse Vermette
Présidente – directrice générale

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Me Yves Saindon, avocat - Directeur et greffier

Me Kevork KEVORKIAN, Notaire

COPIE CONFORME

KEVORK
KEVORKIAN, TEP
NOTAIRE | NOTARY
ASSOCIÉ | PARTNER

RÉSOLUTION DE LA CENT-SIXIÈME RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC TENUE LE 9 JUIN 2017, À 12 HEURES 30, À LA SALLE DE CONFÉRENCE DE ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC, SITUÉE AU 1600, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL

CA 2017-06-09 - 106.6.1.2
Optimisation - Plan Verre l'innovation
Centre de tri de la Ville de Montréal - entente contractuelle et mode de financement

Attendu la résolution adoptée le 12 août 2016 par le conseil d'administration de ÉEQ sur son intention de fournir des équipements de traitement du verre dans le cadre du plan *Verre l'innovation* pour le nouveau centre de tri de la Ville de Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal a intégré à son devis d'appel d'offres public une annexe portant sur la fourniture d'un système de traitement du verre par ÉEQ dans le cadre du plan *Verre l'innovation*;

Considérant qu'il est nécessaire de signer une entente avec la Ville de Montréal pour définir les modalités de fourniture d'un système de traitement du verre, et ce, au cours de l'été 2017;

Attendu le rapport de la direction déposé à la présente assemblée;

SUR PROPOSITION DE MADAME DIANE BOUCHARD, APPUYÉE PAR MONSIEUR PIERRE RENAUD, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

- D'adopter les prévisions budgétaires et le mode de financement inhérents à la fourniture d'un système de traitement du verre pour le nouveau centre de tri de la Ville de Montréal, soit un montant de 3,5 M$ pour l'achat, la fourniture et l'installation dudit système de traitement du verre qui sera financé à l'aide des tarifs 2018 et 2019 de ÉEQ, répartis de la façon suivante :
  - Tarif 2018 : 2 M$ financés par la tarification des contenants de verre.
  - Tarif 2019: 1,5 M$ financés par la tarification des contenants de verre.
- D'autoriser la présidente-directrice générale, Mme Maryse Vermette, à signer une entente avec la Ville de Montréal relative à la fourniture d'un système de traitement du verre dans son nouveau centre de tri.

Johanne Leclerc
Secrétaire-trésorière

Reconnue véritable et signée pour identification par le donateur avec et en présence du notaire soussigné et annexée à la minute 8127 dudit notaire.

COPIE CONFORME

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 3 avril 2019	Résolution: CE19 0527

Il est

RÉSOLU :

d'approuver le projet d'acte de donation par lequel Éco Entreprises Québec donne à la Ville de Montréal un système de traitement du verre à installer au nouveau centre de tri des matières recyclables situé dans l'arrondissement de Lachine.

Adopté à l'unanimité.

20.019 1197159001
/mt

Benoit DORAIS
Président du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier adjoint

(certifié conforme)

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier adjoint

Reconnu véritable et signé pour identification par le Donataire avec et en présence du notaire soussigné et annexé à la minute numéro 8,127 dudit notaire

COPIE CONFORME

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

EXTRAIT

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCE 02-004

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

ATTENDU que le comité exécutif a le pouvoir de déléguer certains de ses pouvoirs à des fonctionnaires ou à des employés de la ville;

ATTENDU que le 19 décembre 2001, le comité exécutif a adopté un premier règlement de délégation de pouvoirs de ce comité à des fonctionnaires ou à des employés de la ville, lequel règlement est en vigueur depuis le 1er janvier 2002;

ATTENDU que la réorganisation administrative en cours justifie le directeur général de la ville, qui a notamment comme fonction de soumettre au comité exécutif ses recommandations sur tout sujet en vue de la saine administration des deniers publics, à recommander que des ajustements soient apportés en matière de délégation des pouvoirs du comité exécutif aux fonctionnaires ou employés de la ville;

ATTENDU qu'il y a lieu que certains pouvoirs du comité exécutif soient, dans un esprit de responsabilisation et d'imputabilité, délégués à des fonctionnaires ou à des employés de la ville et ce, afin d'atteindre une plus grande efficacité administrative et d'offrir un meilleur service aux citoyens;

ATTENDU que des mécanismes de reddition de compte et des encadrements administratifs seront mis en place;

ATTENDU qu'il vaut mieux, pour assurer plus de transparence et une meilleure compréhension du Règlement sur la délégation de pouvoirs du comité exécutif aux fonctionnaires ou employés de la ville, abroger le premier règlement et en adopter un nouveau;

VU l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À la séance du 26 juin 2002, le comité exécutif décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :
« charte » : la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-14);
« fonctionnaire » : un fonctionnaire ou employé au sens de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

« fonctionnaire de niveau A », « fonctionnaire de niveau B », « fonctionnaire de niveau C », « fonctionnaire de niveau D » et « fonctionnaire de niveau E » : un fonctionnaire oeuvrant dans une unité administrative de la ville désigné comme tel à l'une ou l'autre des annexes jointes.

2. La délégation de l'exercice d'un pouvoir à un fonctionnaire comporte la délégation de l'exercice de ce pouvoir à son supérieur hiérarchique, au supérieur hiérarchique de ce dernier et ainsi de suite jusqu'au directeur général de la ville.

3. Le directeur général de la ville et un fonctionnaire de niveau A ou B peuvent, dans tous les cas, se réserver l'exercice d'un pouvoir délégué à tout fonctionnaire relevant de leur autorité directe.

4. Un fonctionnaire de niveau A transmet mensuellement au comité exécutif un rapport global sur l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu des articles 20 à 27 ainsi que sur ceux délégués à un fonctionnaire relevant de son autorité en vertu de ces dispositions. Le directeur général transmet un rapport semblable à l'égard de l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu de ces dispositions ou qui sont délégués à un fonctionnaire de niveau B qui ne relève pas de l'autorité directe d'un fonctionnaire de niveau A.

Le directeur des Affaires juridiques transmet mensuellement un rapport semblable sur l'exercice des pouvoirs délégués en vertu des articles 34, 35 et 36.

Dans les autres cas, le comité exécutif peut exiger d'un fonctionnaire à qui un pouvoir est délégué en vertu d'une autre disposition du présent règlement tout rapport qu'il détermine concernant l'exercice de ce pouvoir.

5. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement doit être exercé conformément aux dispositions de la loi et des règlements applicables et conformément aux encadrements administratifs.

6. Un fonctionnaire à qui l'exercice d'un pouvoir est délégué en vertu du présent règlement est autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents découlant de l'exercice de ce pouvoir.

Le greffier est également autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents relevant de la compétence du comité exécutif, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution ont été déléguées à un fonctionnaire en vertu du présent règlement.

CHAPITRE II
RESSOURCES HUMAINES

7. La création, la modification, l'évaluation ou l'abolition d'un emploi est déléguée :

1° au directeur général adjoint du Service des ressources humaines, pour un emploi dont le titulaire est visé au deuxième ou troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

Reconnue véritable et signée pour identification par le Donataire ci-avant et en présence du notaire soussigné et annexée à la minute numéro 8,127 dudit notaire

COPIE CERTIFIÉE

COPIE CONFORME

GREFFIER DE LA VILLE

Annexe 1
(*Contrat relatif à la fourniture d'équipements*
dans le cadre du plan Verre l'Innovation de ÉEQ)

Ci-joint.

*Reconnue véritable et signée pour identification par toutes les **parties** avec et en présence du notaire soussigné et annexée à la minute numéro **8,127** dudit notaire.*

ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC

Par : Maryse Vermette
Présidente – directrice générale

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Me Yves Saindon, avocat

Me **Kevork KEVORKIAN**, notaire

COPIE CONFORME

KEVORK
KEVORKIAN, TEP
NOTAIRE | NOTARY
ASSOCIÉ | PARTNER

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
8 SEP. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONTRAT RELATIF À LA FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS DANS LE CADRE DU PLAN VERRE L'INNOVATION DE ÉEQ

conclu à Montréal, Québec, en date d'effet du 20/10/2017

ENTRE : **ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies du Québec* (RLRQ, c. C-38), ayant son siège au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant aux présentes par sa Présidente-directrice générale dûment autorisée, ainsi qu'elle le déclare, M^me^ Maryse Vermette;

(« **ÉEQ** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Roger Lachance, Directeur du Service de l'environnement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution ...CE17...1711.....;

(la « **Ville** »)

(collectivement les « **Parties** »)

– PRÉAMBULE –

ATTENDU QUE ÉEQ souhaite encourager l'amélioration du traitement des matières recyclables et particulièrement du verre de la collecte sélective au Québec;

ATTENDU QU'un plan destiné à l'industrie du recyclage intitulé Verre l'Innovation (le «**Plan** ») a été adopté par ÉEQ, lequel s'articule autour de deux (2) axes principaux : i) un accroissement significatif de la diversité des débouchés novateurs pour le verre de la collecte sélective et ii) l'introduction d'équipements à la fine pointe de la technologie dans les centres de tri du Québec pour assurer un approvisionnement en verre recyclé qui rencontre les standards de l'industrie et la demande des marchés;

ATTENDU QUE ÉEQ dispose d'une position stratégique pour encourager l'innovation et le partage des meilleures pratiques pour optimiser la chaîne de valeur des matières recyclables;

ATTENDU QUE ÉEQ a annoncé, le 5 juin 2015, un programme pour aider au traitement du verre de la collecte sélective;

ATTENDU QUE dans le cadre du Plan, ÉEQ a mis en place cinq projets-pilotes d'expérimentation, consistant à équiper les centres de tri sélectionnés à la suite d'un appel à candidature lancé le 14 janvier 2016 afin qu'ils soient en mesure de séparer, de nettoyer et de préparer le verre de manière plus efficace et plus efficiente, pour ensuite l'acheminer vers des conditionneurs/recycleurs grâce à des technologies permettant à la fois la fragmentation du verre par implosion et le nettoyage de ce dernier (les « **Projets-pilotes** »);

ATTENDU QUE ÉEQ et la Ville ont entretenu des discussions relativement au projet de la Ville d'implanter de nouveaux centres de tri de matières recyclables sur le territoire de la ville de Montréal et que dans ce contexte, ÉEQ et la Ville ont signé une entente de confidentialité en date du 17 décembre 2015 (l'« **Entente de confidentialité** ») suite à l'adoption, d'une part, d'une résolution du conseil d'administration d'ÉEQ le 4 décembre 2015 et, d'autre part, de l'adoption d'une résolution du comité exécutif de la Ville le 16 décembre 2015;

ATTENDU QUE suite à ces discussions et dans le cadre du Plan, ÉEQ souhaite fournir à la Ville, et la Ville souhaite obtenir, le système de traitement du verre décrit l'Annexe A des présentes (le « **Système Visé** ») pour les fins d'être intégré au centre de tri des matières recyclables que la Ville construira sur le site Fairway et François-Lenoir, arrondissement Lachine (le « **CDT** »);

ATTENDU QUE le conseil d'administration de ÉEQ a adopté le 12 août 2016 une résolution relativement à son intention de fournir le Système Visé à la Ville dans le cadre du Plan pour les fins du CDT;

ATTENDU QUE la Ville a publié, le 3 février 2017, l'appel d'offres public # 17-5849 (l'« **Appel d'offres** ») pour l'octroi d'un contrat pour la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du CDT (le « **Contrat CCEE** »);

ATTENDU QUE le document *Programme fonctionnel des procédés* relatif à l'Appel d'offres prévoit notamment, à son *Annexe 5*, les modalités relatives à l'intégration du Système Visé au CDT et à son utilisation. Ladite *Annexe 5* est jointe aux présentes comme Annexe F;

ATTENDU QU'en date des présentes, le Contrat CCEE n'a pas été adjugé par la Ville et que l'adjudicataire (l'« **Entrepreneur** ») n'est donc pas connu;

ATTENDU QUE ÉEQ entend conclure un contrat relatif à l'achat, l'installation et la mise en service du Système Visé (le « **Contrat d'Achat** ») avec l'installateur du Système Visé sélectionné par ÉEQ (l'« **Installateur** ») en vertu duquel l'Installateur vendra le Système Visé à ÉEQ et agira comme intégrateur et installateur du Système Visé dans le CDT;

ATTENDU QUE ce Projet est réalisé dans le cadre de la collaboration de longue date entre la Ville et ÉEQ, en lien avec le Chantier des meilleures pratiques de la collecte sélective et permettra une première intégration des meilleures pratiques acquises lors des Projets-pilotes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à ÉEQ;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du *Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal* (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

ATTENDU QUE le conseil d'administration de ÉEQ a adopté, lors d'une séance tenue le 9 juin 2017, la résolution # 106.6.1.2 qui autorise la présidente-directrice générale de ÉEQ à signer une entente avec la Ville relativement à la fourniture du Système Visé pour le CDT;

ATTENDU QUE les Parties désirent convenir au présent contrat (le « **Contrat** ») des modalités relatives à la fourniture du Système Visé par ÉEQ à la Ville, y incluant la conception, l'installation et l'opération du Système Visé pour les fins du CDT (le « **Projet** »);

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

1.1 Objet

L'objet du présent Contrat est de prévoir les droits et obligations des Parties relativement à la fourniture par ÉEQ du Système Visé à la Ville pour les fins du Projet, afin notamment d'atteindre les objectifs suivants :

1.1.1 l'apprentissage du bon fonctionnement et de l'opération et l'entretien du Système Visé dans le cadre du Projet;

1.1.2 l'opération optimale des équipements en fonction des variations saisonnières;

1.1.3 la production la plus uniforme possible de verre de qualité;

1.1.4 la validation de la qualité du verre auprès de différents conditionneurs/recycleurs;

1.1.5 l'acquisition de connaissances et la diffusion de bonnes pratiques; et

1.1.6 l'optimisation des coûts d'opérations du Système Visé et la maximisation du prix de vente du verre traité.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS ET DIVERS

2.1 Définitions

Aux fins des présentes, à moins d'incompatibilité avec le contexte, les définitions suivantes s'imposent et toute variation grammaticale de ces dernières a une signification corrélative :

2.1.1 « **Activités de mise en service** » : les activités de validation et de mise en service concernant le Système Visé et effectués par, selon le cas, l'Installateur, ÉEQ et l'Entrepreneur, incluant (i) les procédures de validation décrites aux paragraphes 5.6 et 5.7 des présentes et (ii) une période raisonnable d'utilisation du Système Visé suite à la réussite des procédures de validation afin d'en valider la réussite continue (laquelle est estimée durer jusqu'à trois (3) mois);

2.1.2 **« Appel d'Offres » :** a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.3 **« CDT » :** a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.4 **« Contrat » :** a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.5 **« Contrat CCEE » :** a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.6 **« Contrat d'Achat »** : a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.7 « **Directeur** » : représentant du service de la Ville concerné ou son représentant désigné ayant toute autorité pour gérer le Contrat CCEE et s'assurer que toutes les obligations de l'Entrepreneur prévues au Contrat CCEE soient respectées;

2.1.8 « **ÉEQ** » : a le sens qui lui est attribué dans l'intitulé;

2.1.9 **« Entente de confidentialité »** : a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.10 « **Entrepreneur** » : Personne physique, société ou personne morale retenue à titre d'adjudicataire dans le cadre de l'Appel d'Offres et qui est responsable de l'exécution du Contrat CCEE;

2.1.11 « **Installateur** » : a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.12 « **LET** » : un lieu d'enfouissement technique au sens du *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles*, RLRQ c Q-2, r 19;

2.1.13 « **Lieu Désigné** » : le lieu du Projet où sera situé le Système Visé, sis à l'angle des rues Fairway et François-Lenoir (lot 2 437 119 du Cadastre du Québec) dans l'arrondissement Lachine à Montréal;

2.1.14 « **Mise en service** » : le moment où le Système Visé est prêt à utiliser conformément au présent Contrat suite à l'accomplissement des Activités de mise en service;

2.1.15 « **Parties** » : ÉEQ et la Ville;

2.1.16 « **Plan** » : a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.17 « **Projet** » : a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.18 « **Projets-pilotes** » : a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.19 « **Sûreté** » : une priorité, une hypothèque ou une autre sûreté au sens du *Code civil du Québec* ou des lois fiscales applicables, ou une garantie en vertu de la *Loi sur les banques*;

2.1.20 « **Système Visé** » : a le sens qui lui est attribué au préambule;

2.1.21 « **Terme** » : a le sens qui est défini à l'Article 11;

2.1.22 « **Ville** » : a le sens qui lui est attribué dans l'intitulé;

2.2 Dispositions interprétatives

2.2.1 ***Annexes*** – Les annexes suivantes auxquelles il est référé dans ce Contrat en font partie intégrante :

(a) Annexe A : Système visé;

(b) Annexe B : Équipes impliquées;

(c) Annexe C : Frais exclus;

(d) Annexe D : Échéancier;

(e) Annexe E : Protocole d'échantillonnage et de caractérisation du verre;

(f) Annexe F : Annexe 5 du Programme fonctionnel des procédés de l'Appel d'offres;

(g) Annexe G : Plans d'installation du Système Visé;

(h) Annexe H : Procédure de validation concernant le procédé du CDT;

(i) Annexe I : Procédure de validation concernant le Système Visé.

Les Parties conviennent que le contenu de certaines annexes n'est pas disponible à la date de signature du présent Contrat et qu'il sera joint aux annexes visées dès que disponible selon les termes du présente Contrat. À cet égard, chaque Partie s'engage à parapher ledit contenu dès que disponible, auquel moment ce contenu forme partie intégrante de l'annexe visée.

2.2.2 ***Aux présentes*** – Les expressions « ce Contrat », « aux présentes », « des présentes » et toute autre expression similaire utilisée dans ce Contrat réfèrent à l'entièreté de ce Contrat.

2.2.3 ***Contrat entier*** – Ce Contrat et l'Entente de confidentialité constituent l'entente entière entre les Parties relativement à son objet et remplace toute entente antérieure, négociations et discussions, verbales ou écrites.

2.2.4 ***Délais*** – Les délais stipulés dans ce Contrat sont de rigueur. Tous les délais sont donc de déchéance. Cependant, si un délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, ce délai est prorogé jusqu'au lundi ou jour non férié suivant, selon le cas.

2.2.5 ***Genre et nombre*** – Dans ce Contrat, selon que le contexte l'exige, le masculin comprend le féminin et le singulier, le pluriel, et inversement.

2.2.6 ***Invalidité*** – L'invalidité ou l'absence de force exécutoire d'une disposition n'a pas pour effet d'affecter la validité ou la force exécutoire des autres dispositions.

2.2.7 ***Loi*** – Ce Contrat est régi par les lois en vigueur dans la province de Québec. Les tribunaux du Québec ont juridiction exclusive pour décider de tout litige y afférent, district judiciaire de Montréal, à l'exclusion de tout autre.

2.2.8 ***Modification*** – Ce Contrat ne peut être modifié ni complété que par un écrit signé par toutes les Parties. Toutefois, les Parties conviennent de poser tout geste et de signer tout document que l'une d'entre elles peut

raisonnablement requérir afin de parfaire, s'il y a lieu, les dispositions de ce Contrat.

2.2.9 ***Originaux*** – Tous les exemplaires signés des présentes constituent autant d'originaux d'un seul et même contrat. Les documents peuvent être signés par voie électronique.

2.2.10 ***Préambule*** – Le préambule fait partie intégrante de ce Contrat.

2.2.11 ***Référence*** – Dans un article de ce Contrat, à moins d'indication contraire, la référence à un article inclut tous ses paragraphes, la référence à un paragraphe inclut tous ses sous-paragraphes et ainsi de suite.

2.2.12 ***Renonciation explicite*** – Toute renonciation à la pleine exécution d'une obligation stipulée dans ce Contrat doit être explicite et constatée par un écrit dûment signé. Ainsi, la tolérance d'un défaut de respecter une obligation n'emporte pas renonciation.

2.2.13 ***Successeurs*** – Ce Contrat lie toutes les Parties, qu'elles le soient à titre de parties ou d'intervenants, ainsi que leurs successeurs et ayants cause respectifs.

2.2.14 ***Titres*** – Les titres et les sous-titres des articles et des paragraphes de ce Contrat n'y sont insérés que pour en faciliter la lecture et ne peuvent servir à l'interpréter.

ARTICLE 3
CONCEPTION, CONSTRUCTION, EXPLOITATION ET ENTRETIEN DU CDT

3.1 Conformité du CDT quant à l'Appel d'offres

La Ville s'engage à requérir de l'Entrepreneur, et à obtenir de celui-ci, la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien du CDT conformément, à tous égard pertinents au Système Visé, aux modalités, conditions, exigences et spécifications prévus à l'Appel d'offres et aux documents y afférents (y compris, sans s'y limiter, le cahier des charges), lesquels incluent notamment les exigences suivantes :

3.1.1 le CDT aura une capacité nominale de traitement de 100 000 tonnes métriques par année, basée sur une opération de 5 jours par semaine avec 2 quarts de travail de 8 heures, incluant les pauses et arrêts, planifiés ou non, par jour;

3.1.2 le délai de réalisation des travaux pour la période de conception-construction du CDT (telle qu'elle est définie à l'Appel d'offres), est de 640 jours calendrier à compter de la date mentionnée dans l'ordre de débuter les travaux donné par écrit par le Directeur à l'Entrepreneur;

3.1.3 la durée initiale du service d'exploitation du CDT est d'une période de soixante (60) mois (telle que définie à l'Appel d'offres); et

3.1.4 le Système Visé aura une capacité maximale de 6,2 tonnes métriques à l'heure du verre issu d'équipements de séparation granulométrique tels que

des cribles ou d'un trommel qui seront installés en amont du Système Visé par l'Entrepreneur.

3.2 Exigences du CDT relatives au Système Visé

De façon particulière et sans limiter la généralité du paragraphe 3.1, la Ville s'engage à :

3.2.1 transmettre un avis informant ÉEQ dès l'adjudication du Contrat CCEE;

3.2.2 exiger que l'Entrepreneur respecte toutes les dispositions et clauses contenues à l'Appel d'Offres et aux documents afférents, notamment les articles 2 et 5 de l'*Annexe 5* du *Programme fonctionnel des procédés* (laquelle est jointe aux présentes comme Annexe F) afin de permettre l'installation du Système Visé et la Mise en service; et

3.2.3 avant l'installation du Système Visé, consulter ÉEQ afin de s'assurer que le procédé et l'aménagement du CDT permettent le respect des critères qualité du verre alimentant le Système Visé, notamment l'article 4 de l'*Annexe 5* du *Programme fonctionnel des procédés* (laquelle est jointe aux présentes comme Annexe F).

ARTICLE 4
INTÉGRATION DU SYSTÈME VISÉ AU CDT ET CONTRAT D'ACHAT

4.1 Échéancier

ÉEQ et la Ville s'engagent à collaborer et à convenir d'un commun accord, après consultation de l'Installateur et de l'Entrepreneur, d'un échéancier pour la mise en place du Projet. Cet échéancier constituera l'Annexe D du présent Contrat.

4.2 Collaboration pour l'intégration du Système Visé

ÉEQ s'engage à coordonner avec l'Entrepreneur et à obliger l'Installateur à coordonner avec l'Entrepreneur, aux fins de déterminer les éléments finaux relatifs à l'intégration du Système Visé au CDT, notamment au niveau de l'agencement du Système Visé et du contrôle des équipements en lien avec le reste du CDT.

4.3 Avis pour la signature du Contrat d'Achat

La Ville donnera avis écrit à ÉEQ de signer le Contrat d'Achat, étant entendu que la Ville donnera tel avis au moment où elle estimera pouvoir prendre livraison du Système Visé au jour de sa livraison (considérant notamment le délai de livraison approximatif prévu au paragraphe 4.5).

4.4 Signature du Contrat d'Achat

Suite à la réception de l'avis prévu au paragraphe 4.5, ÉEQ signera le Contrat d'Achat avec l'Installateur.

4.5 Délai approximatif de livraison

Les Parties conviennent que le délai de livraison des équipements constituant le Système Visé est d'approximativement 20 semaines suivant la signature du Contrat d'Achat.

4.6 Demande de modification

Toute demande de modification d'élément(s) du Système Visé sera à la charge de la Ville, sous réserve de l'acceptation écrite préalable par ÉEQ.

4.7 Approbation des plans d'installation du Système Visé

ÉEQ et la Ville se concerteront pour une approbation conjointe des plans d'installation suivant la procédure établie dans l'Appel d'offres. Après leur approbation finale, les plans d'installation du Système Visé constitueront l'Annexe G du présent Contrat. La Ville reconnait et accepte que le fait que ÉEQ approuve lesdits plans d'installation n'ait pas pour effet de rendre ÉEQ responsable de la conception ou l'installation du Système Visé et la responsabilité à cet égard demeure avec l'Installateur et l'Entrepreneur, selon le cas.

4.8 Frais exclus

La Ville reconnait que le Système Visé n'inclut pas les éléments mentionnés à l'Annexe C, lesquels éléments sont la responsabilité et à la charge de la Ville.

ARTICLE 5
INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DU SYTÈME VISÉ

5.1 Travaux nécessaires préalablement à l'installation du Système Visé

La Ville s'engage, avant et pendant l'installation et la Mise en service du Système Visé, à s'assurer que les travaux de préparation et d'installation et les Activités de mise en service sont bien intégrés à l'échéancier-maître et à l'échéancier détaillé de réalisation de l'Entrepreneur, et que ces derniers soient validés sur le terrain par l'Installateur.

5.2 Installation du Système Visé

ÉEQ fournit à la Ville l'installation du Système Visé, incluant le raccordement électrique des moteurs des équipements et des instruments jusqu'au panneau principal de contrôle du Système Visé, ainsi que le raccordement des plaques chauffantes aux 2 panneaux secondaires et le raccordement des conduites d'air comprimé du Système Visé jusqu'au point de raccordement qui se trouvera au-dessus de la réserve des rejets, à l'exception des frais exclus mentionnés à l' Annexe C qui sont la responsabilité à la charge de la Ville, le tout conformément aux plans d'installations approuvés en vertu du paragraphe 4.7.

5.3 Durée des travaux d'installation

ÉEQ s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux d'installation par l'Installateur respecte la durée prévue d'un (1) mois, ce qui comprend l'installation mécanique, le raccordement électrique du Système Visé et le démarrage à

vide (« dry run »), pour autant que les travaux soient effectués sur un quart de travail de douze heures de jour et un quart de travail de douze heures de nuit (24 h / 24h).

5.4 Formation sur le protocole d'échantillonnage et de caractérisation

ÉEQ fournit à la Ville la formation du personnel de la Ville et de l'Entrepreneur portant sur le protocole d'échantillonnage et de caractérisation présenté à l'Annexe E.

5.5 Formation sur l'opération et l'entretien du Système Visé

ÉEQ doit s'assurer que l'Installateur fournisse la formation du personnel de la Ville et de l'Entrepreneur, et ses sous-traitants portant sur l'opération et l'entretien adéquats du Système Visé, incluant la délivrance de certificats de formation aux employés ayant suivi avec succès la formation.

5.6 Procédures de validation à l'entrée du Système Visé

Les Parties s'engagent à suivre les procédures de validation concernant le procédé du CDT pour démontrer l'atteinte des critères de qualité du verre à l'entrée du Système Visé telles que spécifiées à l' Annexe H. Ces validations devront avoir été effectuées et réussies préalablement aux validations du Système Visé en vertu du paragraphe 5.7, à l'appréciation de ÉEQ.

5.7 Procédures de validation du Système Visé

Suite à la réussite des procédures de validation prévues au paragraphe 5.6, les Parties s'engagent à suivre les procédures de validation du Système Visé, telles que spécifiées à l'Annexe I, à l'appréciation de ÉEQ.

ARTICLE 6
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DU SYSTÈME VISÉ

6.1 Transfert de propriété du Système Visé

ÉEQ s'engage à transférer la propriété du Système Visé (y compris la garantie de l'Installateur conformément au paragraphe 14.1) à la Ville, et la Ville s'engage à l'accepter, suivant la satisfaction des conditions suivantes :

6.1.1 ÉEQ a reçu, de la part de la Ville ou de l'Entrepreneur, une preuve écrite démontrant que le Système Visé a bien été intégré aux procédures de santé et sécurité du CDT, notamment, mais sans s'y limiter, au programme de prévention, aux procédures de verrouillage et de cadenassage, aux procédures de travail en espace clos et aux procédures de travail en hauteur; et

6.1.2 ÉEQ confirme à la Ville la Mise en service du Système Visé.

6.2 Document constatant le transfert du Système Visé

Le transfert de propriété prévu au paragraphe 6.1 sera régi par l'acte de donation prévu à l'Article 28 ainsi que les dispositions pertinentes du chapitre du *Code civil du Québec* concernant la donation. Aux fins de la tenue de leurs dossiers respectifs, au jour du transfert de propriété du Système Visé en vertu du paragraphe 6.1, les Parties

s'engagent à signer un document confirmant le transfert du Système Visé, lequel document sera en la forme et la teneur dont les Parties conviendront raisonnablement.

ARTICLE 7
EXPLOITATION ET ENTRETIEN DU SYTÈME VISÉ

7.1 Disponibilité à l'Entrepreneur

La Ville s'engage à rendre disponible à l'Entrepreneur le Système Visé fourni par ÉEQ pour utilisation et intégration au CDT.

7.2 Engagement d'utilisation

La Ville s'engage à ce que le Système Visé soit utilisé dans le CDT au cours de la durée du Terme, conformément au présent Contrat.

7.3 Conditions d'utilisation

La Ville doit utiliser, et s'assurer que l'Entrepreneur utilise, le Système Visé exclusivement pour les fins auxquelles il est destiné et aux fins du Projet. La Ville et son Entrepreneur ne peuvent faire usage du Système Visé ou en permettre l'utilisation de telle manière que leur condition puisse en être affectée. La Ville et son Entrepreneur doivent utiliser le Système Visé avec soin et prudence, conformément aux spécifications du Système Visé (incluant le manuel d'opération et d'entretien préventif de l'Installateur) et aux autres instructions de l'Installateur, et sans en permettre l'utilisation par quiconque autre que les membres de leurs personnels dûment formés par l'Installateur.

7.4 Respect des lois

La Ville ne peut permettre l'utilisation du Système Visé à toute fin contraire à toute loi se rapportant à leur utilisation ou à leur fonctionnement et doit, à ses frais, se conformer à l'ensemble des lois et règlements se rapportant de quelque manière à la possession, à l'utilisation ou à l'entretien du Système Visé.

7.5 Entretien

La Ville doit s'assurer que l'Entrepreneur maintienne à ses frais le Système Visé en bon état et, notamment, à veiller au bon fonctionnement et au bon ordre des installations mécaniques et des accessoires selon les instructions de l'Installateur, incluant le manuel d'opération et d'entretien préventif de l'Installateur. La Ville doit s'assurer que l'Entrepreneur voit à exécuter toutes les mesures d'entretien recommandées par l'Installateur.

ARTICLE 8
MODALITÉ DE SUIVI DES OPÉRATIONS APRÈS LE TRANSFERT DU SYSTÈME VISÉ

8.1 Caractérisation du verre

La Ville s'engage envers ÉEQ, suite à la Mise en service du Système Visé et pendant la durée du Terme, à ce que l'Entrepreneur :

8.1.1 intègre le protocole d'échantillonnage et de caractérisation du verre développé par ÉEQ et joint à l'Annexe E aux activités courantes d'échantillonnage et de caractérisation prévues à l'Appel d'Offres pour l'ensemble des matières du CDT;

8.1.2 s'assure qu'au minimum deux (2) employés de la Ville et deux (2) employés de l'Entrepreneur suivent la formation qui sera donnée par ÉEQ portant sur l'application du protocole d'échantillonnage et de caractérisation (laquelle est prévue au paragraphe 5.4 du présent Contrat);

8.1.3 procède sur une base régulière pour la première année d'opération à des échantillonnages et des caractérisations du verre entrant et sortant du Système Visé conformément au Protocole d'échantillonnage et de caractérisation du verre joint à l'Annexe E;

8.1.4 fasse parvenir, sur une base mensuelle, à ÉEQ les résultats bruts de caractérisation sous format Excel pour chaque prélèvement de verre effectué, et ce, de manière électronique;

8.1.5 fasse parvenir annuellement, sous forme électronique, le calendrier prévisionnel d'échantillonnage de verre pour la durée du Terme;

8.1.6 permette l'accès au CDT à ÉEQ pour valider la conformité des opérations d'échantillonnage et de caractérisation à réaliser selon le protocole joint à l'Annexe E du présent contrat;

8.1.7 permette à ÉEQ ou à son sous-traitant d'effectuer des prélèvements du verre entrant et du verre sortant du Système Visé ou de l'un de ses équipements pour des fins d'échantillonnage et de caractérisation et d'utiliser la salle de caractérisation.

8.2 Contrôle-qualité et opérations

À compter de la Mise en service du système visé et pour la durée du Terme, la Ville s'engage à :

8.2.1 s'assurer que l'Entrepreneur dédie au minimum un (1) trieur en tout temps aux opérations du traitement du verre afin d'exercer un contrôle de qualité et d'éliminer manuellement les matières qui pourraient endommager ou empêcher le bon fonctionnement du Système Visé;

8.2.2 s'assurer que l'Entrepreneur exploite le Système Visé selon les objectifs du Projet conformément aux modalités des présentes, exclusivement pour les fins auxquelles ils sont destinés;

8.2.3 voir au respect par l'Entrepreneur des instructions et des conditions imposées par l'Installateur quant au Système Visé;

8.2.4 obtenir l'accord de ÉEQ préalablement à toute décision de réorientation du Projet ou modification notable, ou affectation différente du Système Visé;

8.2.5 s'assurer que le Système Visé traite uniquement le verre de la Ville issu du CDT;

8.2.6 ne pas autoriser ni effectuer de modification, amélioration, addition ni aucun changement au Système Visé durant la période de la garantie obtenue en vertu du paragraphe 14.1, sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de ÉEQ et le cas échéant, de l'Installateur;

8.2.7 garder le Système Visé exempt et libre de toute Sûreté;

8.2.8 ne pas déplacer ni utiliser le Système Visé (ou quelque équipement constituant le Système Visé) hors du Lieu Désigné sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de ÉEQ;

8.2.9 assumer seule les frais d'opération et de fonctionnement liés au Système Visé et de manière générale afin de réaliser le Projet; et

8.2.10 informer ÉEQ de tout bris, accident ou évènement hors du cours normal du Système Visé, et ce, à l'intérieur d'un délai de 48 h.

8.3 Verre pour tests de débouchés

8.3.1 ÉEQ pourra prendre livraison de jusqu'à 2000 tonnes de verre produit par le Système Visé afin de tester des débouchés pendant la première année suivant la Mise en service. ÉEQ se réserve le droit d'acheminer ce verre, à ses frais, vers des conditionneurs/recycleurs de son choix par l'entremise de l'Entrepreneur ou un tiers transporteur.

8.3.2 La Ville s'engage à pleinement collaborer avec ÉEQ concernant la logistique permettant la réalisation des tests de débouchés et doit s'assurer que l'Entrepreneur collabore pleinement également. Cette démarche permettra d'obtenir une appréciation qualitative du verre traité, d'apporter au besoin des correctifs, et finalement d'évaluer la valeur de reprise du verre auprès de différents conditionneurs/recycleurs.

8.4 Accès

8.4.1 La Ville convient de donner accès à ÉEQ au Lieu Désigné en tout temps, moyennant un avis à la Ville et à l'Entrepreneur envoyé au moins deux jours ouvrables à l'avance, afin de visiter le Système Visé.

8.4.2 La Ville convient de donner accès au Lieu Désigné, sur demande préalable écrite d'au moins deux jours ouvrables, à ÉEQ ou aux membres de son personnel ou ses représentants afin de récupérer le verre selon le paragraphe 8.3.1. La Ville convient de fournir à ÉEQ la main-d'œuvre, les équipements nécessaires au chargement du verre, l'accès à la balance et aux documents de pesées (sans frais pour ÉEQ).

8.5 Suivi de la performance du Système Visés

8.5.1 La Ville s'engage pour la durée du Terme à fournir mensuellement à ÉEQ dans un fichier Excel les données suivantes provenant du système SCADA du CDT ou d'enquête auprès de l'Entrepreneur :

(a) durée d'utilisation du Système Visé;

(b) durée d'utilisation des convoyeurs de contournement;

(c) temps d'arrêt planifiés;

(d) temps d'arrêt non planifiés;

(e) temps d'entretien, de réparation et de maintenance;

(f) coût d'entretien, de réparation et de maintenance, incluant le détail des pièces de rechange remplacées;

(g) réglages utilisés des équipements composant le Système Visé.

8.6 Destination du verre

8.6.1 La Ville s'engage à prendre les moyens raisonnables pour faire respecter par l'Entrepreneur la clause 2.3.14 de l'*Annexe 5* du *Programme fonctionnel des procédés* (laquelle est jointe aux présentes comme Annexe F) qui stipule que le verre nettoyé et trié devra être recyclé ou à défaut, valorisé. Pour plus de clarté, aucun enfouissement du verre issu du Projet n'est permis aux fins des présentes.

8.6.2 Si par mesure exceptionnelle, le Directeur approuvait l'envoi de verre par l'Entrepreneur pour être valorisé en LET, la Ville s'engage à en informer ÉEQ par écrit moins de 48 h après l'envoi de l'autorisation à l'Entrepreneur.

8.6.3 La Ville s'engage à transmettre électroniquement à ÉEQ sur une base mensuelle un fichier Excel indiquant le tonnage, le prix de vente et la destination du verre pour chacune des granulométries de verre produites par le Système Visé pour toute la durée du Terme.

8.6.4 La Ville s'engage à collaborer avec ÉEQ dans la recherche de nouveaux débouchés du verre issu du Projet.

8.6.5 Au minimum, deux rencontres annuelles entre les représentants de ÉEQ et de la Ville, où il sera possible d'inviter également l'Entrepreneur, seront organisées par ÉEQ afin que les Parties puissent évaluer les possibilités d'intégration du verre recyclé dans les infrastructures et les travaux publics de la Ville, et ce, pour la durée du Terme.

ARTICLE 9
SANTÉ-SÉCURITÉ

9.1 Santé-sécurité

9.1.1 ÉEQ s'engage à se conformer, et s'engage à déployer les meilleurs efforts pour que l'Installateur se conforme, aux directives de l'Entrepreneur concernant la santé-sécurité, l'accès au chantier ainsi que toutes directives relevant du rôle de maître-d'œuvre de l'Entrepreneur.

9.1.2 Préalablement à l'installation du Système Visé, la Ville s'engage à ce que son Entrepreneur donne une formation sur la santé-sécurité à ÉEQ et à l'Installateur.

9.1.3 ÉEQ s'engage à ce que ses employés concernés suivent la formation sur la santé-sécurité donnée par l'Entrepreneur et s'engage à déployer les efforts raisonnables pour que l'Installateur suive cette même formation.

ARTICLE 10
ÉQUIPES ET GESTION

10.1 Équipes

ÉEQ et la Ville nommeront, et requerront respectivement de l'Installateur et de l'Entrepreneur de nommer, chacune leur équipe impliquée dans le Projet, incluant selon le cas le gestionnaire de projet principal et le gestionnaire de projet technique dont les rôles et obligations sont respectivement prévus aux paragraphes 10.2 et 10.3. La liste de ces équipes constitue l'Annexe B de ce Contrat.

10.2 Gestionnaire de projets principal

Chaque gestionnaire de projets principal aura les responsabilités suivantes :

10.2.1 gérer les informations d'ordre contractuel;

10.2.2 communiquer avec la haute direction de, selon le cas, ÉEQ, la Ville, l'Installateur et l'Entrepreneur;

10.2.3 faire le suivi global des indicateurs de performance du Projet;

10.2.4 assurer une présence aux évènements de relations publiques, en collaboration avec ÉEQ et la Ville;

10.2.5 prendre les mesures raisonnables pour assurer le succès de l'implantation et de la réalisation du Projet dans son ensemble;

10.2.6 agir comme interlocuteur principal en cas d'urgence.

10.3 Gestionnaire de projets technique

Chaque gestionnaire de projets technique aura les responsabilités suivantes :

10.3.1 agir à titre d'interlocuteur principal pour tout le terme du Projet;

10.3.2 gérer les informations d'ordres technique et financière;

10.3.3 communiquer avec le gestionnaire de projets technique de ÉEQ;

10.3.4 gérer la planification et l'exécution des travaux avant l'installation du Système Visé;

10.3.5 assurer le suivi de l'installation et des Activités de mise en service du Système Visé;

10.3.6 assurer le suivi des essais pour démontrer l'atteinte des critères de qualité du verre à l'entrée du Système Visé et l'atteinte des performances attendues du Système Visé;

10.3.7 participer aux rencontres de suivi de Projet, lorsque requises;

10.3.8 assurer le suivi rigoureux des indicateurs de performance du Projet; et

10.3.9 gérer les membres de l'équipe technique.

10.4 Responsable des communications et relations publiques

Chaque Partie devra désigner un responsable des communications et des relations publiques qui collaborera à l'organisation et à la réalisation des visites, évènements et autres activités décrites à l'Article 24 et à l'Article 25 du présent Contrat.

10.5 Remplacement

ÉEQ et la Ville informeront et requerront respectivement de l'Installateur et de l'Entrepreneur d'informer, par écrit, ÉEQ, la Ville, l'Installateur et l'Entrepreneur (selon le cas) de tout remplacement d'un membre de son équipe.

10.6 Rencontres bimensuelles

La Ville s'engage, avant et pendant la Mise en service du Système Visé, à organiser des rencontres bimensuelles de suivi du Projet avec ÉEQ.

10.7 Réunions au cours de l'installation

Lors des travaux d'installation et des Activités de mise en service du Système Visé, une réunion de chantier ou par conférence téléphonique devra être tenue avec la Ville, ÉEQ, l'Installateur et l'Entrepreneur, au besoin, quotidiennement, mais au minimum, une fois par semaine.

10.8 Communication de l'échéancier maître

La Ville s'engage, avant et pendant l'installation du Système Visé et la Mise en service, à fournir à ÉEQ une copie de l'échéancier maître, une version simplifiée de l'échéancier détaillé de réalisation portant sur les systèmes de prétraitement du verre et le Système Visé et des rapports mensuels d'avancements pour permettre aux Parties d'assurer conjointement une bonne gestion de Projet.

ARTICLE 11
TERME

11.1 Terme

Le Contrat prend effet lors de sa signature et se termine à la date à laquelle la durée initiale de soixante mois (60) du service d'exploitation prévue à l'Appel d'offres prend fin, telle période du service d'exploitation-entretien étant définie aux articles 6.1.1.1 et 6.1.1.2 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) des documents d'Appel d'offres (le « **Terme** »).

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 Résiliation par ÉEQ

Nonobstant les dispositions de l'Article 11, ce Contrat peut être résilié à la demande de ÉEQ dans les cas suivants :

12.1.1 en cas de défaut de la Ville d'exécuter toute obligation qui lui incombe aux termes du présent Contrat (autres que les cas visés par le paragraphe 12.1.2), si la Ville n'y a pas remédié dans les quinze (15) jours de la réception par elle d'un avis écrit à cet effet de ÉEQ; et

12.1.2 en cas de défaut de la Ville d'exécuter toute obligation qui lui incombe en vertu des paragraphes 7.1 à 7.5 et 8.2.

12.2 Résiliation par la Ville

Nonobstant les dispositions de l'Article 11, ce Contrat peut être résilié à la demande de la Ville dans les cas suivants :

12.2.1 à tout moment avant l'envoi par la Ville de l'avis prévu au paragraphe 4.3, à l'entière appréciation de la Ville, sur préavis écrit remis à ÉEQ au moins quinze (15) jours avant la date de prise d'effet de la résiliation; et

12.2.2 en cas de défaut de ÉEQ d'exécuter toute obligation qui lui incombe aux termes du présent Contrat, si ÉEQ n'y a pas remédié dans les quinze (15) jours de la réception par elle d'un avis écrit à cet effet de la Ville.

12.3 Droits additionnels de ÉEQ en cas de résiliation

Dès la résiliation du Contrat en vertu du paragraphe 12.1.2, ÉEQ a le droit, mais non l'obligation, à son entière appréciation et sans préjudice aux autres recours pouvant être exercés par ÉEQ, de reprendre la possession du Système Visé (ou partie de celui-ci, au choix de ÉEQ). Dans un tel cas, la Ville devra remettre le Système Visé (ou partie de celui-ci, selon le cas) dans le même état, ordre et condition qu'il était au début du Terme, compte tenu toutefois de la dégradation et de l'usure normales, ainsi que des modifications, améliorations, changements, remplacements, réparations ou restaurations faits au cours de la durée du Terme. La Ville devra collaborer avec ÉEQ pour le démontage du Système Visé (ou partie de celui-ci, selon le cas) et devra assumer les frais relatifs au démontage et à la reprise du Système Visé (ou partie de celui-ci, selon le cas).

12.4 Absence de recours contre ÉEQ

Dès la résiliation du Contrat, pour quelque motif que ce soit, ÉEQ n'aura plus aucune obligation en vertu du présent Contrat et toute résiliation se fera sans indemnité payable de sa part à la Ville.

ARTICLE 13
TITRE, RISQUES ET ASSURANCES

13.1 Titre de propriété

ÉEQ sera le propriétaire du Système Visé jusqu'au transfert de la propriété du Système Visé conformément au paragraphe 6.1, auquel moment la propriété du Système Visé passe de ÉEQ à la Ville.

13.2 Transfert des risques

La responsabilité du risque de perte ou de dommage relatif aux Système Visé incombe à la Ville dès sa livraison au Lieu désigné.

13.3 Assurances

Sans limiter la généralité de l'Article 3, la Ville doit s'assurer que l'Entrepreneur souscrive, fournisse et maintienne en vigueur les polices d'assurance prévues aux paragraphes 3.3.1 à 3.3.8 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) des documents d'Appel d'offres, conformément auxdits paragraphes.

ARTICLE 14
GARANTIES QUANT AU SYSTÈME VISÉ

14.1 Garantie de l'Installateur

ÉEQ devra, pour la protection de la Ville, requérir ou exiger que soient requises de l'Installateur des garanties conventionnelles quant au Système Visé. Ces garanties devront s'étendre à la Ville pour une période de (i) 4 160 heures d'opération du Système Visé ou (ii) douze (12) mois à compter de la Mise en service, selon la période la plus courte. La responsabilité de ÉEQ en vertu du présent paragraphe sera limitée à (i) requérir et négocier ces garanties de l'Installateur et (ii) fournir toute l'assistance raisonnable à la Ville pour la mise en œuvre de ces garanties, y compris de fournir l'assistance raisonnablement requise dans le cadre de l'exercice de tout recours juridique par la Ville pour la mise en œuvre de ces garanties à l'encontre de l'Installateur.

14.2 Absence de garantie par ÉEQ

À l'exception de son engagement prévu au paragraphe 14.1, ÉEQ n'est tenu à aucune garantie quant au Système Visé. La Ville accepte le Système Visé tel quel, sans garantie de quelque nature que ce soit de ÉEQ, et ne fera aucune réclamation contre ÉEQ à leur égard. La Ville reconnait et accepte que les garanties offertes sur le Système Visé seront limitées aux garanties contenues dans la garantie offerte par l'Installateur.

ARTICLE 15
RESPONSABILITÉ

15.1 Responsabilité de ÉEQ

La Ville reconnait et accepte que ÉEQ n'est pas le vendeur, fabricant, distributeur ou fournisseur du Système Visé, que les dispositions du *Code civil du Québec* applicables aux vendeurs, fabricants, distributeurs ou fournisseurs ne s'appliqueront pas au transfert

de propriété du Système Visé, lequel transfert sera régi par l'acte de donation prévu à l'Article 28 ainsi que les dispositions pertinentes du chapitre du *Code civil du Québec* concernant la donation.

15.2 Défaut de prendre livraison

En cas de défaut de la Ville de prendre livraison du Système Visé au jour de sa livraison en vertu du Contrat d'Achat, la Ville pourrait être tenue à une pénalité équivalente aux frais d'entreposage et de manutention du Système Visé assumés par ÉEQ jusqu'à la nouvelle date de livraison du Système Visé, à la demande de ÉEQ. Malgré ce qui précède, si la Ville en fait la demande et sujet aux conditions dont les Parties pourront convenir, la Ville pourra prendre livraison du Système Visé de façon à l'entreposer dans ses propres installations de façon temporaire jusqu'à ce que le CDT soit prêt pour en prendre la livraison.

ARTICLE 16
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES DE ÉEQ

16.1 Généralités

ÉEQ donne à la Ville les représentations et garanties mentionnées dans cet article.

16.2 Capacité

ÉEQ a la capacité et le pouvoir absolu de s'engager conformément aux dispositions de ce Contrat.

16.3 Force exécutoire

Ce Contrat constitue un engagement valide et exécutoire de ÉEQ.

16.4 Absence de défaut

La conclusion de ce Contrat et le respect de ses dispositions ne constituent pas ÉEQ en défaut à l'égard des lois auxquelles il est assujetti ni des obligations auxquelles il est lié, et n'ont pas non plus pour effet de donner à quiconque un droit ni de permettre l'exécution d'une Sûreté contre le Système Visé.

16.5 Propriété du Système Visé

ÉEQ garantit à la Ville être propriétaire du Système Visé, que ce dernier est libre de toute Sûreté et que ÉEQ détient tous les droits pour transférer la propriété du Système visé à la Ville, suivant les modalités prévues à l'Article 6 des présentes.

ARTICLE 17
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES DE LA VILLE

17.1 Généralités

La Ville donne à ÉEQ les représentations et garanties mentionnées dans cet article.

17.2 Capacité

La Ville a la capacité et le pouvoir absolu de s'engager conformément aux dispositions de ce Contrat.

17.3 Force exécutoire

Ce Contrat constitue un engagement valide et exécutoire de la Ville.

17.4 Absence de défaut

La conclusion de ce Contrat et le respect de ses dispositions ne constituent pas la Ville en défaut à l'égard des lois auxquelles elle est assujettie ni des obligations auxquelles elle est liée, et n'ont pas non plus pour effet de donner à quiconque un droit ni de permettre l'exécution d'une Sûreté contre le Système Visé (outre les droits de l'Entrepreneur d'utiliser le Système Visé conformément au présent Contrat).

ARTICLE 18
INDEMNISATION

18.1 Indemnisation par les Parties

Chaque Partie s'engage à tenir indemne et à couvert l'autre Partie à l'égard de tout préjudice subi en raison d'une réclamation qui est reliée au défaut de respecter les obligations en vertu de ce Contrat ou à la fausseté ou à l'inexactitude de l'une ou l'autre des garanties données aux termes de ce Contrat ou de tout document livré en vertu de ce Contrat.

18.2 Indemnisation par la Ville

La Ville s'engage à indemniser ÉEQ et convient de prendre, à ses frais, fait et cause à l'occasion de toute poursuite ou réclamation de quelque nature que ce soit, présentée contre ÉEQ pour blessure corporelle ou dommage matériel subi par un tiers (incluant l'Entrepreneur) et relié directement au Système Visé, sa possession, son utilisation ou son exploitation ainsi que de tous les frais judiciaires et extrajudiciaires raisonnables y afférents, en capital et intérêts.

ARTICLE 19
LOCATION ET CESSION

19.1 Location et cession

La Ville ne peut céder, transférer ou grever ses droits dans ce Contrat, ni louer le Système Visé, sans avoir au préalable obtenu l'approbation écrite de ÉEQ.

ARTICLE 20
FORCE MAJEURE

20.1 Force Majeure

Les Parties sont dégagées des obligations que leur impose ce Contrat par l'avènement de tout acte, événement ou fait échappant à leur contrôle et qui en rend l'exécution impossible, ou par tout événement de force majeure, pourvu toutefois que la Partie ainsi

dégagée de ses obligations prenne les mesures appropriées pour prévenir, atténuer ou faire cesser cet acte, cet événement ou ce fait rendant cette exécution impossible. En conséquence, l'une ou l'autre des Parties ne peut être tenue responsable de son défaut de remplir ses obligations en vertu des présentes de même que pour tout dommage ou perte pouvant en résulter ou pouvant résulter de toute cause attribuable à l'autre Partie ou autre cause d'urgence en dehors de son contrôle.

ARTICLE 21
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

21.1 Propriété

Les procédés, savoir-faire ou informations scientifiques, inventions, techniques ou commerciales, et autres droits de propriété intellectuelle acquis ou développés par la Ville dans le cadre du présent Contrat ou autrement au moyen des aides techniques et financières de ÉEQ, sont en propriété conjointe à parts égales entre ÉEQ et la Ville.

21.2 Licence en faveur de la Ville

ÉEQ octroie à la Ville une licence non exclusive et perpétuelle et sans contrepartie pour l'utilisation de la propriété intellectuelle visée au paragraphe 21.1 dans la mesure requise pour permettre à la Ville de faire usage raisonnable du Système Visé.

21.3 Licence en faveur de ÉEQ

La Ville accorde à ÉEQ une licence non exclusive et perpétuelle et sans contrepartie pour l'utilisation de la propriété intellectuelle visée au paragraphe 21.1 afin de lui permettre d'exploiter librement et de développer des améliorations aux procédés et débouchés afin d'assurer le succès, la viabilité et la visibilité du Plan, la capitalisation d'expériences et de diffusion de bonnes pratiques. Ainsi, ÉEQ peut utiliser librement tout ou une partie des propriétés intellectuelles découlant du Plan, les informations, résultats et enseignements y figurant ainsi que les supports de présentation élaborés pour le Projet.

ARTICLE 22
CONFORMITÉ

22.1 Conformité

La Ville se conforme à toutes les dispositions pertinentes de la loi en vigueur dans le cadre de ses activités. Sans limiter la portée de ce qui précède, la Ville s'engage à obtenir et à maintenir en vigueur tous les permis et licences requis en raison de la nature des services connexes liés au Système Visé et toutes les autorisations et tous les permis requis afin de permettre l'installation du Système Visé et d'exécuter correctement les opérations conformément aux dispositions de la loi, et elle doit respecter toutes les modalités, conditions et exigences de celle-ci dans l'exécution de ses opérations.

ARTICLE 23
CONFIDENTIALITÉ

23.1 Partage

La Ville s'engage à partager avec ÉEQ, l'ensemble des informations relatives au Projet, notamment concernant la performance du Système Visé et toute information relative au verre conforme au Terme.

23.2 Usage

La Ville reconnaît que ÉEQ peut utiliser l'ensemble des informations relatives au Projet pour son usage interne.

23.3 Confidentialité

Les Parties reconnaissent que les renseignements dont elles peuvent avoir accès ou connaissance, notamment dans le cadre du Plan et du présent Contrat, sont confidentiels et qu'une Partie ne doit pas, sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie, être fournis, divulgués ou utilisés de quelque façon que ce soit, en totalité ou en partie, particulièrement, sans s'y limiter, dans le cadre de communication à l'externe, avec d'autres municipalités ou autres centres de tri, avec les médias et sur des sites Internet, sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels*.

23.4 Propriété

Les Parties reconnaissent que l'information confidentielle qui émane d'une Partie est la propriété exclusive de cette Partie et les Parties s'engagent à conserver, sous le couvert de la confidentialité, toute l'information confidentielle dont elles peuvent avoir connaissance, sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels*.

23.5 Restrictions à l'usage

La Ville s'engage à ne pas utiliser l'information confidentielle à son avantage ou à celui d'une tierce partie ou de façon susceptible de nuire aux intérêts de ÉEQ ou de l'Installateur.

ARTICLE 24
AFFAIRES PUBLIQUES DU PROJET

24.1 Annonce du Projet

24.1.1 ÉEQ et la Ville organiseront conjointement un évènement public pour annoncer la collaboration de ÉEQ et de la Ville au Projet, et ce, préalablement à l'installation du Système Visé.

24.1.2 Le responsable des communications et des affaires publiques de la Ville, tel que spécifié à l'article 10.4, sera la personne-ressource pour gérer la logistique entourant l'annonce du Projet, en collaboration avec le responsable des communications et des affaires publiques de ÉEQ.

24.1.3 La Ville désignera une personne comme porte-parole officiel auprès des médias pour cet évènement.

24.2 Inauguration

24.2.1 La date d'inauguration du Système Visé sera déterminée conjointement par ÉEQ et la Ville. Cet évènement aura lieu quelques semaines après la Mise en service du Système Visé.

24.2.2 Au choix de la Ville, l'inauguration du Système Visé pourra être intégrée à l'inauguration du CDT ou faire l'objet d'un évènement distinct.

24.2.3 La Ville s'engage à participer et collaborer à l'inauguration du Système Visé.

24.2.4 Le responsable des communications et des affaires publiques de la Ville et le responsable des communications et des affaires publiques de ÉEQ seront les personnes-ressources pour gérer la logistique entourant l'annonce du Projet.

24.2.5 La Ville devra désigner une personne comme porte-parole officiel auprès des médias pour cet évènement.

24.2.6 La Ville permettra à ÉEQ d'identifier sa contribution au moyen d'une affiche permanente qui sera installée sur le Système Visé montrant son logo et un libellé au choix de ÉEQ.

24.2.7 En préparation de l'inauguration, la Ville s'engage à ne pas publier d'articles et à ne pas accorder d'entrevues au sujet du Plan ou du Système Visé sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du responsable des communications et des affaires publiques de ÉEQ.

24.3 Autres évènements

24.3.1 La Ville s'engage à participer et collaborer, dans une mesure raisonnable, à la tenue d'autres événements d'affaires publiques dans le cadre du Plan au cours du Terme.

24.3.2 La Ville accepte que ÉEQ fasse visiter le Lieu Désigné à diverses parties prenantes impliquées dans le recyclage du verre. ÉEQ fournira à la Ville un préavis d'une semaine ouvrable. La Ville s'engage à collaborer avec ÉEQ pour le bon déroulement des visites d'affaires publiques. Ces dernières seront planifiées à l'avance et d'un commun accord. Une telle autorisation est consentie sous réserve de la préservation de l'image de la Ville et sous réserve du respect des engagements de confidentialité.

ARTICLE 25
COMMUNICATIONS ET RELATIONS MÉDIAS DU PROJET

25.1 Relations médias

Au cours du déroulement du Projet et suite au Terme, la Ville s'engage à :

25.1.1 accepter que sa dénomination sociale et la thématique générale du Projet l'associant à ÉEQ puissent faire l'objet de communication externe par ÉEQ;

25.1.2 accepter que ÉEQ fasse visiter le Lieu Désigné à des médias. ÉEQ fournira à Ville un préavis de 48 h. La Ville s'engage à collaborer avec ÉEQ pour le bon déroulement de ces visites, sous réserve de la préservation de l'image de la Ville et sous réserve du respect des engagements de confidentialité;

25.1.3 informer le responsable des communications et des affaires publiques de ÉEQ si un article ou une entrevue est donnée aux médias au sujet du Plan ou du Système Visé.

25.2 Communications

25.2.1 La Ville s'engage à protéger la bonne réputation de ÉEQ auprès des médias et des parties prenantes externes lors de communications visant le Système Visé.

ARTICLE 26
AVIS

26.1 Avis

Tout avis transmis en référence à ce Contrat doit être écrit et signé par l'expéditeur. À moins d'une disposition expresse à l'effet contraire, il doit être transmis par un moyen de communication qui permet la preuve de sa réception par le destinataire.

26.1.1 Si le destinataire est la Ville :

À l'attention de : Roger Lachance
Courriel : rlachance@ville.montréal.qc.ca

Adresse postale :

Service de l'environnement
1555, Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2

26.1.2 Si le destinataire est ÉEQ :

À l'attention de : Maryse Vermette, Présidente-directrice générale
Courriel : mvermette@ecoentreprises.qc.ca

Adresse postale :

Éco Entreprises Québec
1600, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 600
Montréal (Québec) H3H 1P9

ARTICLE 27
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Un comité mixte composé d'un représentant de chaque Partie sera mis en place afin de régler tout désaccord ou différend relatif à ce Contrat ou découlant de son interprétation ou de son application. Advenant le cas où le comité mixte ne réussit pas à régler à l'amiable un tel

désaccord ou différend, ce désaccord ou différend pourra être soumis à un médiateur choisi par les Parties, lequel devra entendre les Parties dans un délai de dix (10) jours de la demande au médiateur. Les Parties pourront également référer tout tel désaccord ou différend aux tribunaux de droit commun.

ARTICLE 28
DONATION ET ACTE DE DONATION NOTARIÉ

Les Parties conviennent que le transfert de la propriété du Système Visé prévu au présent Contrat est fait sous forme de donation par ÉEQ à la Ville. À cet égard, les Parties s'engagent à signer, à tout moment avant l'envoi par la Ville de l'avis prévu au paragraphe 4.3, l'acte de donation et à accomplir toutes les autres formalités raisonnablement requises pour effectuer ladite donation. La signature de l'acte de donation constitue une condition préalable à l'envoi par la Ville de l'avis prévu au paragraphe 4.3.

En foi de quoi les parties ont signé à Montréal, ce 20ème jour de Octobre 2017.

ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC

Par : _____
Maryse Vermette
Présidente-directrice générale

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Roger Lachance
Directeur du Service de
l'environnement

ANNEXE A
SYSTÈME VISÉ

Le Système Visé est celui décrit à l'article 3 de l'*Annexe 5* du *Programme fonctionnel des procédés de l'Appel d'offres* (laquelle est jointe aux présentes comme Annexe F).

La liste des équipements composant le Système Visé sera fournie par ÉEQ et sera jointe à la présente Annexe A dès que cette liste est disponible.

ANNEXE B
ÉQUIPES

Le contenu de la présente annexe y sera joint dès que disponible.

ANNEXE C
FRAIS EXCLUS

Les frais suivants sont exclus des éléments fournis par ÉEQ :

- les trois réserves devant recevoir les deux granulométries de verre et les rejets et supporter les charges et les forces du Système Visé;
- les portes de garage donnant accès de l'Extérieur aux réserves;
- tous les convoyeurs et les équipements nécessaires pour capter le verre et le séparer des autres matières du CDT;
- les convoyeurs et les équipements nécessaires pour effectuer un prétraitement du verre afin d'atteindre les critères du verre à l'entrée du système (tel que défini à la clause 4.2 de l'Annexe 5 du Programme fonctionnel des procédés de l'Appel d'offres);
- le(s) convoyeur(s) nécessaires pour alimenter le verre provenant du CDT au Système Visé;
- tout convoyeur ou chute ou système non prévu à l'Annexe A permettant de rediriger toutes matières issues du Système Visé vers le CDT;
- la cabine de tri;
- les équipements roulants, outils et autres infrastructures de manutention et d'entretien du Système Visé ;
- le chauffage et l'éclairage de la zone et des équipements du Système Visé;
- toute protection incendie, incluant les extincteurs, de la zone et des équipements du Système Visé;
- le filage et le raccordement électrique entre l'entrée électrique principale du CDT et les panneaux de contrôle du Système Visé;
- la fourniture, l'installation et le raccordement d'un compresseur et des équipements afférents requis pour l'alimentation en air comprimé du Système Visé;
- le branchement d'un conduit d'air comprimé entre l'alimentation et le point de branchement du Système Visé;
- le raccordement Ethernet et l'intégration au système SCADA incluant une page à l'interface opérateur du CDT pour le Système Visé;
- l'intégration du Système Visé aux procédures de verrouillage des équipements et autres procédures de santé-sécurité du CDT;
- tous contenants pour la manutention ou le transport des matières sortantes du Système Visé (ex. : « roll-off », « big bag »);
- travaux ou équipements additionnels de récupération et traitement de la poussière;

- tout travaux civils reliés à l'installation des équipements (p. ex. : ouverture à l'extérieur pour conduite anti-explosion du séparateur de particules fines);
- tout système temporaire de détournement du verre afin de permettre l'installation du Système Visé;
- tout équipement de mesure ou contrôle du système non prévu à l'Annexe A;
- les consommables, plaques d'usures et autres pièces de rechange du Système Visé.

ANNEXE D
ÉCHÉANCIER

Le contenu de la présente annexe y sera joint dès que disponible.

ANNEXE E
PROTOCOLE D'ÉCHANTILLONNAGE ET DE CARACTÉRISATION DU VERRE

Le contenu de la présente annexe y sera joint dès que disponible.

ANNEXE F
ANNEXE 5 DU PROGRAMME FONCTIONNEL DES PROCÉDÉS DE L'APPEL D'OFFRES

Montréal

Conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables
Programme fonctionnel des procédés – Annexe 5
N° appel d'offres public : 17-5849

Volume 2

SYSTÈME DE TRAITEMENT DU VERRE

262424292.9

1. MISE EN CONTEXTE

1.1.1 Créé à l'initiative des entreprises qui mettent sur le marché québécois des contenants, des emballages et des imprimés, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est un organisme privé sans but lucratif agréé par RECYC-QUÉBEC en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement depuis 2005. Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est l'organisme qui élabore le Tarif et perçoit la contribution des entreprises, laquelle est ensuite redistribuée afin de financer les services municipaux de collecte sélective au Québec.

1.1.2 Dans le cadre de son plan Verre l'innovation, ÉEQ investit dans plusieurs centres de tri avec comme objectif d'améliorer le recyclage du verre issu de la collecte sélective au Québec. ÉEQ fournira un système de traitement du verre pour le nouveau centre de tri de la Ville de Montréal de manière à permettre le traitement performant du verre de Montréal et ainsi en faire l'un des plus gros générateurs de verre de qualité issu de la collecte sélective au Québec. Ce système sera installé par l'entreprise (l'installateur) choisie par ÉEQ .

1.1.3 Dans le cadre de son plan Verre l'innovation, ÉEQ travaille également à développer une diversité de marchés pour le verre issu de la collecte sélective au Québec.

2. RESPONSABILITÉ

2.1 Ville

2.1.1 La Ville rend disponible à l'entrepreneur le système de traitement du verre fourni par ÉEQ pour utilisation et intégration aux autres équipements du centre de tri qui seront installés par l'entrepreneur.

2.2 Éco Entreprises Québec

2.2.1 ÉEQ fournit à la Ville les équipements du système de traitement du verre, incluant leurs panneaux de contrôle.

2.2.2 ÉEQ fournit également à la Ville l'installation des équipements du système de traitement du verre, le raccordement électrique des moteurs des équipements et des instruments jusqu'au panneau principal de contrôle du système de traitement du verre, ainsi que le raccordement des plaques chauffantes aux 2 panneaux secondaires, et le raccordement des conduites d'air comprimé du système de traitement du verre jusqu'au point de raccordement spécifié à l'article 5.7.1.

2.2.3 ÉEQ et son installateur, incluant leurs sous-traitants, se conforment aux directives de l'entrepreneur concernant la santé-sécurité, l'accès au chantier ainsi que toutes directives relevant du rôle de maître d'œuvre.

2.2.4 ÉEQ pourra prendre livraison jusqu'à 2000 tonnes de verre produit par le système de traitement du verre afin de tester des débouchés pendant la première année d'utilisation des équipements. ÉEQ se réserve le droit d'acheminer ce verre, à ses frais, vers des conditionneurs/recycleurs de son choix par l'entremise de l'entrepreneur ou un tiers transporteur.

2.3 Entrepreneur

2.3.1 L'entrepreneur doit donner une formation sur la santé-sécurité au personnel de ÉEQ et de l'installateur du système choisi par ÉEQ.

2.3.2 L'entrepreneur doit permettre l'accès au site requis pour l'installation du système au personnel de ÉEQ, de l'installateur, ainsi que leurs sous-traitants autorisés sous réserve que ceux-ci possèdent la carte ASP et qu'ils suivent une formation sur les risques spécifiques au chantier du CTMR donné par l'entrepreneur.

2.3.3 L'entrepreneur doit permettre l'accès au site à ÉEQ lors de l'opération pour la réalisation d'activités de suivi des performances des équipements (caractérisations et autres indicateurs de performance). Chaque visite sera précédée d'un avis d'au moins 24 heures. Des visites du système de traitement du verre, dans le cadre d'activités de relation publique organisées par ÉEQ pourront également avoir lieu avec l'approbation du Directeur.

2.3.4 L'entrepreneur doit fournir les services (air comprimé, électricité, protection incendie, communication) tel que requis pour le raccordement du système de traitement du verre.

2.3.5 L'entrepreneur doit séparer le verre des autres matières entrantes du centre de tri en début de procédé. Afin de maximiser le taux de captage du verre, tous les endroits où le verre est séparé des autres matières doivent être connectés au convoyeur d'alimentation du système de traitement du verre. L'entrepreneur doit s'assurer que le verre alimenté au système de traitement du verre ne subisse pas de broyage ou de réduction excessive de sa taille en amont du système.

2.3.6 L'entrepreneur est responsable d'assurer l'alimentation en continu du système de traitement de verre par convoyeur, ou alternativement par un chargeur sur roue dans la trémie d'alimentation. Cette dernière méthode d'alimentation revêt un caractère exceptionnel et est prévue pour réalimenter le système en cas de bris ou de blocage.

2.3.7 L'entrepreneur est responsable de garder le verre à l'abri des intempéries en tout temps, dès sa réception jusqu'à son expédition.

2.3.8 L'entrepreneur est responsable de la conception, la fourniture, la construction et l'installation de la structure des réserves devant contenir le verre et les rejets et devant soutenir les équipements et les plateformes qui y prendront appui. L'entrepreneur doit faire préparer par un ingénieur habilité et membre de l'OIQ les calculs et les plans en se basant sur les données qui seront fournies par l'installateur.

2.3.9 L'entrepreneur doit collaborer avec la Ville, ÉEQ et l'installateur choisi par ce dernier afin d'intégrer adéquatement le système de traitement du verre aux autres équipements du centre de tri.

2.3.10 L'entrepreneur doit dédier au minimum un trieur aux opérations de contrôle-qualité, tel que décrit à l'article 4.1.1.

2.3.11 Pour accueillir le poste de tri de contrôle-qualité, l'entrepreneur est responsable de fournir et installer une cabine de tri éclairée et ventilée selon les dimensions identifiées au plan.

2.3.12 L'entrepreneur est responsable d'opérer le système de traitement du verre conformément aux exigences du cahier des charges s'appliquant au reste des installations.

2.3.13 L'entrepreneur est responsable d'entretenir le système de traitement du verre selon les recommandations de l'Installateur et de l'installateur du système et selon les exigences du cahier des charges.

2.3.14 L'entrepreneur est responsable de la mise en marché du verre produit et de la gestion des rejets au même titre que pour les autres matières incluses au contrat à l'exception du verre dont ÉEQ pourrait se porter propriétaire. Le verre produit ne doit en aucune façon être envoyé dans des sites d'enfouissement. Le verre produit doit être acheminé vers des conditionneurs/recycleurs aux fins de recyclage. Toutefois, par mesure exceptionnelle, et ce pour une période limitée dans le temps, et sur approbation du Directeur seulement, le verre peut être valorisé comme matériel de recouvrement ou utilisé pour les fonds de routes dans des sites d'enfouissement, si les lois et règlements le permettent.

2.3.15 L'entrepreneur doit prendre les moyens nécessaires pour favoriser la valorisation des rejets du système de traitement du verre.

2.3.16 L'entrepreneur doit déléguer le personnel requis pour suivre les formations données par ÉEQ ou l'installateur du système sur l'opération, la maintenance et l'entretien ainsi que sur l'échantillonnage et la caractérisation du verre.

2.3.17 L'entrepreneur s'engage à collaborer avec ÉEQ concernant la logistique permettant la réalisation des tests de débouchés, tel que mentionné à l'article 2.2.4.

3. DESCRIPTION DU PROCÉDÉ DE TRAITEMENT

3.1 Technologie retenue

3.1.1 Le système proposé permet à la fois la fragmentation du verre par implosion et le nettoyage de ce dernier. L'imploseur sera jumelé à une poulie magnétique, des équipements d'aspiration et des tamis. Le système permettra de produire deux granulométries de verre : l'une de verre fin et l'autre de gros morceaux de verre.

L'imploseur est un équipement fermé qui provoque une onde de choc par un rotor à vitesse calibrée sur les morceaux de verre. Cette onde qui voyage en aller-retour provoque l'implosion instantanée du verre sans affecter les étiquettes de papier ou les collets des bouteilles; intacts, ces derniers sont plus faciles à trier et à extraire, n'ayant pas été broyés en morceaux.

Lorsque le système est en opération, un trieur doit effectuer un contrôle-qualité du verre sur la ligne afin de retirer les contaminants qui pourraient endommager ou causer une usure prématurée de l'imploseur et des autres équipements du système de traitement du verre.

Le système fourni par ÉEQ comprend des équipements pour imploser le verre, retirer des métaux ferreux, tamiser le verre pour le séparer par granulométrie ainsi que retirer les contaminants de grande dimension et aspirer les contaminants légers.

3.2 Description

3.2.1 Le système de traitement du verre fourni par ÉEQ débute dans la trémie d'alimentation. Cette trémie est alimentée par convoyeur ou alternativement par un chargeur sur roue. Cette dernière méthode d'alimentation revêt un

caractère exceptionnel et est prévue pour réalimenter le système en cas de bris ou de blocage.

3.2.2 Le système comprend un séparateur magnétique haute intensité de type poulie de tête pour enlever les pièces métalliques de manière à protéger le rotor de l'imploseur.

3.2.3 Le système comprend un convoyeur réversible pour l'alimentation de l'imploseur. En cas de bris ou de blocage de l'un des équipements, ce convoyeur réversible permet de dévier le verre partiellement nettoyé par la poulie magnétique et le tamis. Le verre dévié est alors directement acheminé vers la réserve de morceaux de verre, d'où il peut être réalimenté à la trémie par un chargeur sur roues.

3.2.4 L'aspiration des contaminants légers se fera par deux types d'équipements, l'un adapté pour le traitement du verre fin et d'un Zig Zag pour les gros morceaux de verre.

3.3 Capacité du système

3.3.1 Le système est conçu pour traiter un débit maximal de 6,2 tonnes à l'heure de verre issu d'équipements de séparation granulométrique tels que des cribles ou d'un trommel qui seront installés en amont du système de traitement du verre par l'entrepreneur.

4. EXIGENCES OPÉRATIONNELLES DU SYSTÈME

4.1 Main d'œuvre

4.1.1 L'entrepreneur doit dédier au minimum un trieur aux opérations du système de traitement du verre lorsque celui-ci est en opération afin d'exercer un contrôle de la qualité et d'éliminer manuellement les matières qui pourraient endommager ou empêcher le bon fonctionnement du système de traitement de verre (matières exclues selon le tableau ici-bas).

4.2 Intrants

4.2.1 Afin de rencontrer les spécifications de qualité du verre produit à la sortie et décrit à l'article 4.3, le verre à l'entrée du système de traitement du verre doit respecter les critères suivants :

Critères du verre à l'entrée du système	
Densité minimale (tonne/m³)	0.7 (tonne/m³)
Débit maximal verre à l'entrée (tonne/heure)	6,2 (tonne/heure)
Taux d'humidité maximal	6 %
Composition massique minimale en verre	85 %
Composition massique maximale en matières organiques	1 %
Composition massique de bouchons de métal, opercules et couvercles	1 %
Granulométrie à l'entrée du système de traitement du verre	Le verre alimentant le système de traitement du verre ne doit pas subir de broyage ou de réduction excessive de

	sa taille
Inclusions	Bouteilles de verre entières de 300 mm ou moins, couvercles, papier, plastiques provenant de la collecte sélective
Exclusions	Bois, textiles, petits aimants permanents (« pot magnets »), longs objets autres que du verre de plus de 200 mm et matières résiduelles dangereuses tels que matières radioactives, produits pétroliers, seringues et aiguilles, ainsi que les métaux ferreux et non-ferreux hors-formats ou denses.

4.2.2 Le système ne peut être utilisé que pour le traitement du verre issu de la matière triée au centre de tri de la Ville de Montréal situé à Lachine.

4.3 Qualité du verre produit

4.3.1 Le verre sera produit en 2 grades soit :

- Environ 12mm et moins
- Environ 12mm à 50mm.

Le verre produit d'environ 12mm et moins ne doit pas contenir plus de 5 % de contaminants.

La qualité du verre d'environ 12mm à 50mm est variable en fonction du ratio de 12mm et moins produit.

Dans tous les cas, la qualité globale du verre produit est tributaire de la qualité de l'opération et de l'entretien du système de même que du respect de la qualité de la matière à l'entrée spécifié à l'article 4.2.1.

4.4 Contaminants rejetés

4.4.1 L'entrepreneur est responsable de la manipulation et de la gestion des contaminants extraits du verre. Les contaminants proviendront du séparateur magnétique, des systèmes d'aspiration, des tamis ainsi que des cyclones et du séparateur de particules fines.

4.5 Mise en marché du verre

4.5.1 L'entrepreneur doit s'assurer que le verre produit est recyclé. Aucun enfouissement du verre n'est autorisé.

4.5.2 L'entrepreneur doit divulguer le tonnage, la destination et le prix du verre pour chacun des grades produits.

4.6 Accès au système

4.6.1 L'entrepreneur doit permettre l'accès au système à ÉEQ et à ses sous-traitants pour effectuer un suivi de la performance du système fourni. ÉEQ et ses sous-traitants peuvent prélever des échantillons du verre entrant et du verre sortant ainsi qu'à différents endroits du système de traitement du verre.

4.7 Échantillonnage, caractérisation et suivi de la performance

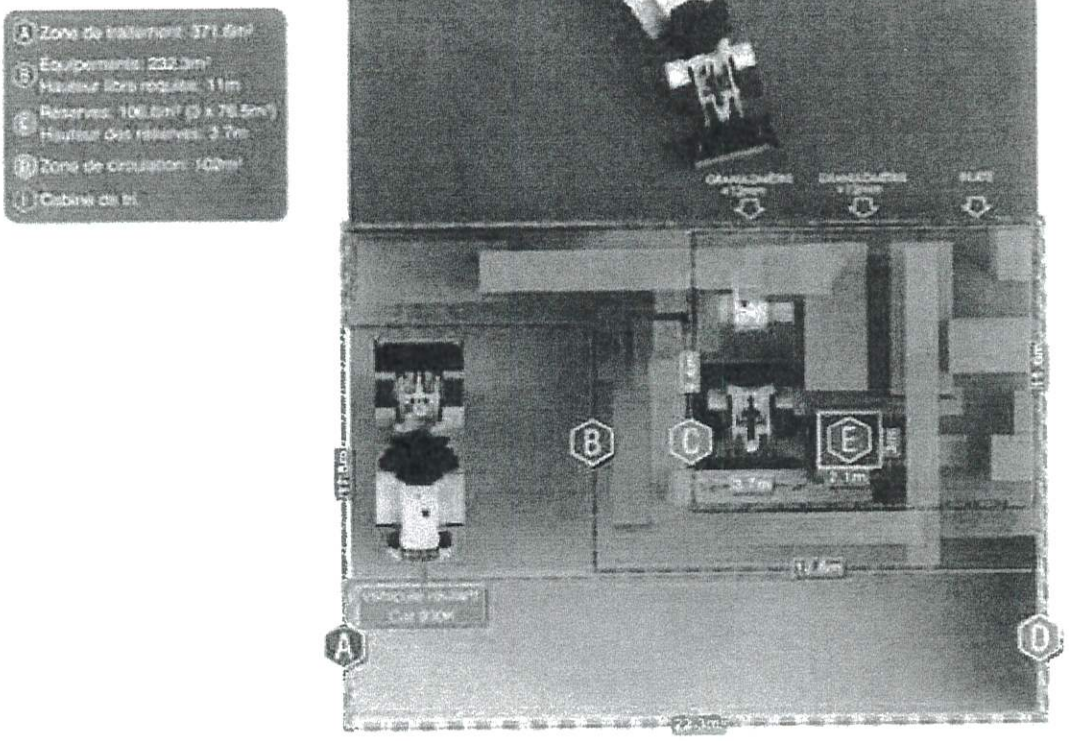
4.7.1 Un programme de suivi d'indicateurs de performance, incluant des activités d'échantillonnage et de caractérisation du verre doit être mis en place et doit être suivi. Des échantillons du verre entrant ainsi que sortant doivent être prélevés. L'échantillonnage du verre expédié doit se poursuivre pour toute la durée du contrat selon les exigences opérationnelles.

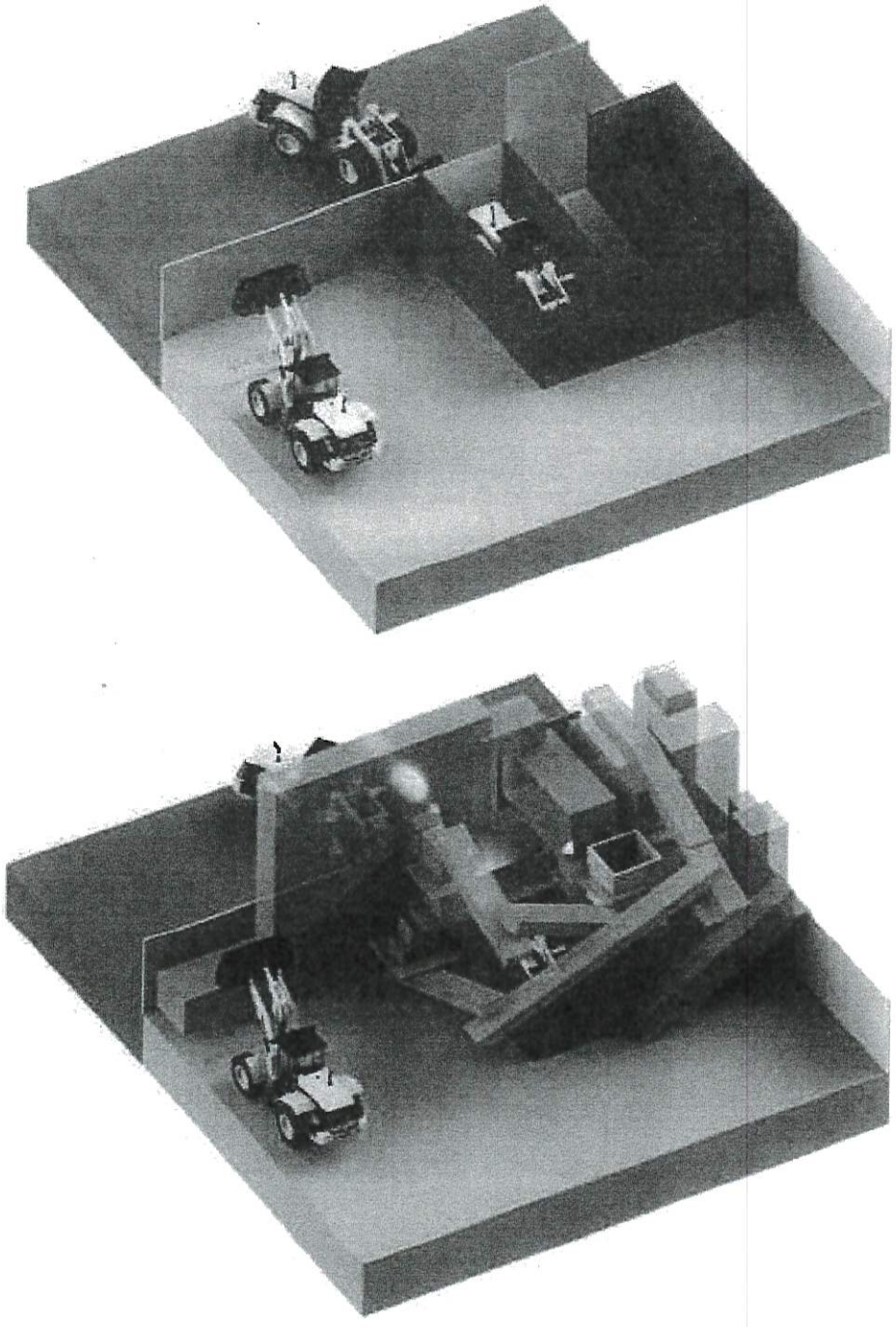
4.7.2 Les indicateurs de performance comprennent notamment le taux de pureté du verre sortant, la qualité de l'air ambiant, le taux de recyclage, la destination du verre, le taux de capture du verre, le taux d'humidité du verre, la densité du verre, le temps d'opération, les temps d'arrêt non planifiés, le temps d'entretien, le prix de vente du verre par granulométrie et la destination des rejets.

5. INTÉGRATION DES ÉQUIPEMENTS

5.1 Espace requis

5.1.1 L'entrepreneur doit prévoir un emplacement de 372m^2 avec une hauteur libre de 11m tel que présenté aux croquis suivants :





5.1.2 La zone de circulation peut être partagée avec le reste de l'usine et doit permettre l'accès à la zone de chargement à l'aide d'un chargeur sur roues de capacité et de dimension similaire à un « Cat 930K ».

5.1.3 La surface de plancher occupée par le système de traitement du verre doit être en béton armé et respecter les exigences relatives à l'ancrage,

l'installation et le support de la structure et équipements fixes ainsi qu'à l'entreposage du verre.

5.2 Délais de livraison

5.2.1 L'entrepreneur doit prévoir un délai de livraison de 20 semaines après la coordination des plans entre l'entrepreneur et l'installateur du système de traitement du verre.

5.3 Conception

5.3.1 L'entrepreneur doit coordonner conjointement avec ÉEQ et son installateur la conception finale du système notamment au niveau de l'agencement et du contrôle des équipements en lien avec le reste de l'usine.

5.4 Installation

5.4.1 Lors de l'installation, l'entrepreneur conserve le rôle de maître d'œuvre du chantier, tel que défini dans le Cahier des clauses administratives générales à l'article 1.3.12. L'installateur de ÉEQ doit agir comme sous-traitant de l'entrepreneur pour l'installation du système de traitement du verre. Il doit notamment suivre l'ensemble des règles de santé-sécurité établie par le maître d'œuvre.

5.4.2 L'entrepreneur doit fournir et prendre en charge les coûts liés à la surveillance du chantier en tout temps pendant la période d'installation et de mise en marche, en y affectant notamment les ressources compétentes nécessaires et les équipements de protection en incendie. Durant toute la période d'installation, une surveillance de chantier doit être assurée (24h/24).

5.4.3 L'entrepreneur doit préparer et rendre disponible une zone de déchargement pour la réception des équipements. Cette zone doit être propre et déneigée. Certains équipements, notamment l'imploseur et les panneaux de contrôle, doivent être déchargés et entreposés dans un espace intérieur à l'abri des intempéries.

5.4.4 L'entrepreneur est responsable de préparer et de maintenir le lieu d'installation du système de traitement du verre propre et libre de matériaux ou d'équipements. Seules les personnes autorisées peuvent pénétrer le périmètre pour la durée de l'installation. Aucune circulation de véhicules autres que ceux nécessaires à l'installation du système n'est autorisée durant l'installation.

5.4.5 L'entrepreneur doit fournir les services requis selon l'article 2.3.4 à temps pour l'installation du système. Il doit réserver des quantités de verre suffisantes qui respectent les critères énumérés à l'article 4.2.1 pour les tests de mises en marche.

5.4.6 L'entrepreneur doit fournir l'accès à la salle à manger et aux installations sanitaires pour l'équipe d'installation.

5.4.7 La durée d'installation prévue est de 1 mois, ce qui comprend l'installation mécanique, le raccordement électrique des équipements du système de traitement du verre et leur démarrage en autant que les travaux soient effectués sur un quart de travail de douze heures de jour et un quart de travail de douze heures de nuit (24h).

5.4.8 L'entrepreneur doit fournir l'alimentation électrique ainsi que l'éclairage appropriée pour toute la durée des travaux d'installation.

5.5 Électricité

5.5.1 L'entrepreneur doit fournir et installer l'alimentation électrique du panneau principal de l'usine jusqu'aux panneaux de contrôle du système de traitement du verre. L'alimentation du panneau principal du système de traitement du verre doit avoir une capacité de 300 A, sachant que les équipements du système vont requérir une capacité de 210 A (Full Load) à 575/600 V. L'alimentation des deux panneaux secondaires doit avoir une capacité totale de 60 A à 240 V pour l'alimentation des plaques chauffantes. L'entrepreneur doit prévoir une alimentation de 120V en fonction des spécifications fournies par l'installateur de ÉEQ.

5.5.2 Les panneaux de contrôle du système de traitement du verre se trouveront au-dessus de la réserve de rejets.

5.6 Contrôle

5.6.1 Le système fourni par ÉEQ comprend ses propres panneaux de contrôle. Des signaux d'entrée et de sortie serviront à intégrer le système aux panneaux de contrôle du centre de tri.

5.6.2 L'entrepreneur est responsable de fournir et d'installer le câblage de contrôle entre les panneaux de contrôle du système de traitement du verre et le panneau de contrôle du centre de tri.

5.6.3 L'entrepreneur devra intégrer une page à l'interface opérateur du centre de tri pour le système de traitement du verre. Il est responsable d'y intégrer et d'enregistrer les principaux paramètres d'opération et de contrôle.

5.6.4 La séquence de contrôle à l'intérieur des limites du système de traitement du verre ne peut être modifiée que par ÉEQ ou son installateur dans le but d'améliorer la sécurité, la fiabilité ou la performance du système.

5.7 Air comprimé

5.7.1 L'entrepreneur doit prévoir une quantité d'air de 15 SCFM à 90-105 psig au point de branchement. L'air doit être sec et libre d'huile. L'entrepreneur doit fournir et installer le conduit d'air jusqu'au point de branchement identifié qui se trouvera au-dessus de la réserve de rejets.

5.8 Protection incendie

5.8.1 L'entrepreneur est responsable de la protection incendie de la zone et des équipements si requis.

5.9 Sécurité machine

5.9.1 Le système de traitement du verre fourni par ÉEQ comprend les gardes de sécurité machine, arrêts d'urgence, arrêts temporaires et autres dispositifs de sécurité machine requis.

5.9.2 Les équipements fournis par ÉEQ doivent être intégrés avec les autres équipements du centre de tri aux procédures de verrouillage des équipements.

5.10 Entreposage de produits triés

5.10.1 L'entrepreneur doit fournir trois (3) réserves soit une pour le verre fin (environ 1-12mm), une pour les morceaux de verre (environ 12-50mm) et une autre pour les rejets. Les tailles des réserves sont les suivantes :

	Longueur	Largeur	Hauteur	Capacité de stockage maximale
Verre fin	9.4m	3.7m	3.7m	76.5m^3
Morceaux de verre	9.4m	3.7m	3.7m	76.5m^3
Contaminants	9.4m	3.7m	3.7m	76.5m^3

Les surfaces des réserves sont incluses dans l'aire de 372 m^2 demandée.

La conception, la fourniture, la construction et l'installation des réserves sont aux frais de l'entrepreneur. Les charges et forces requises pour la conception sont fournies suite à l'adjudication du contrat.

5.10.2 L'entrepreneur doit fournir les portes de garage donnant accès aux réserves pour le chargement du verre dans des camions de vrac à l'aide d'un chargeur sur roues. Les portes doivent demeurer fermées en tout temps sauf lors du chargement du verre afin de conserver le verre à l'abri des intempéries et éviter les émissions fugitives de verre et de rejets.

5.11 Ventilation et séparation des particules fines

5.11.1 Le système fourni comprend des équipements d'aspiration comprenant des cyclones et un séparateur de particules fines de type dépoussiéreur à cartouches à air pulsé ayant pour fonction de retirer les contaminants du système de traitement du verre.

6. ENTRETIEN

6.1 Définitions des coûts de remplacement des consommables et des efforts liés à la main d'œuvre d'entretien, de maintenance et mécanique

6.1.1 Les consommables : pièces et plaques d'usure entrant en contact direct avec le verre tout au long du procédé de traitement du verre.

6.1.2 La main d'œuvre d'entretien : vise une main-d'œuvre non spécialisée ne requérant pas de formation mécanique particulière responsable du nettoyage général des lieux, par exemple enlever les accumulations de matériel, retirer les matières coincées entre les équipements, etc.

6.1.3 La main d'œuvre de maintenance : vise une main-d'œuvre ayant des compétences mécaniques de base qui effectue des graissages, lubrifications, ajustements d'écrous desserrés, etc.).

6.1.4 La main d'œuvre mécanique : main d'œuvre qui requiert des compétences de mécanicien de machine pour le remplacement des consommables.

6.2 Fondement du calcul des coûts de remplacement des consommables et des efforts liés à la main d'œuvre d'entretien, de maintenance et mécanique

6.2.1 Les coûts de remplacement des consommables sont estimés à la tonne. Les estimations sont basées sur un traitement annuel de 16 000 tonnes de verre entrant, sur deux quarts de travail quotidien, pendant les cinq (5) premières années d'opération des équipements du système de traitement du verre.

6.2.2 Les coûts de remplacement des consommables peuvent fluctuer en fonction du taux de change applicable. En effet, le système de traitement du verre comprend différents équipements provenant notamment de la Grande-Bretagne, de l'Australie et de l'Allemagne. Aux fins des présentes, les estimations sont basées sur les taux de change moyens en vigueur en janvier 2017. Les taxes et autres droits de douane potentiellement applicables ne sont pas compris.

6.2.3 Les efforts liés à la main-d'œuvre d'entretien, de maintenance et mécanique sont estimés en heure/année, basés sur un traitement annuel de 16 000 tonnes de verre entrant.

6.2.4 Il est à noter que les estimations sont basées sur des valeurs théoriques puisque les équipements du système de traitement du verre n'ont pas encore fait l'objet d'une validation dans un contexte de centre de tri québécois. Ainsi, les coûts et ces efforts liés à la main-d'œuvre d'entretien, de maintenance et mécanique reposent sur des données en centre de tri dans un contexte international.

6.2.5 Nous assumons que la qualité de verre entrant dans les équipements du système de traitement de verre respecte les caractéristiques en matière de densité, de débit maximal, de taux d'humidité, de granulométrie, de taux de pureté et de type de contaminants, tel que prévu au paragraphe 4.2. Le non-respect des critères de qualité du verre entrant pourrait entrainer des coûts d'entretien supérieurs, une usure prématurée des équipements de même qu'une réduction de la capacité de traitement des équipements.

6.2.6 Nous assumons qu'un trieur effectue de manière adéquate le contrôle de la qualité du verre intrants afin d'éliminer manuellement les matières qui pourraient endommager et/ou empêcher le bon fonctionnement des équipements du système de traitement de verre, le tout tel que prévu au paragraphe 4.1. Un manquement à la mesure de contrôle et d'élimination des matières non conformes pourrait également entrainer des coûts d'entretien supérieurs.

6.3 Coûts de remplacement des consommables et des efforts liés à la main d'œuvre d'entretien, de maintenance et mécanique

Les présentes données et informations sont fournies sur une base estimative et sont données à titre indicatif seulement. Plus d'information sera divulguée suite à la signature d'une entente de confidentialité entre ÉEQ et le candidat retenu.

6.3.1 Coûts de remplacement des consommables : en moyenne 12,25 $ par tonne métrique, selon l'usure du consommable visé.

6.3.2 Effort de main d'œuvre d'entretien : environ 1000 h/an

6.3.3 Effort de main d'œuvre de maintenance : environ 450 h/an

6.3.4 Effort de main d'œuvre mécanique : environ 175 h/an

ANNEXE G
PLANS D'INSTALLATION DU SYSTÈME VISÉ

Le contenu de la présente annexe y sera joint dès que disponible.

ANNEXE H
PROCÉDURE DE VALIDATION CONCERNANT LE PROCÉDÉ DU CDT

Le contenu de la présente annexe y sera joint dès que disponible.

ANNEXE I
PROCÉDURE DE VALIDATION CONCERNANT LE SYSTÈME VISÉ

Le contenu de la présente annexe y sera joint dès que disponible.

Annexe 2
Système Visé

Le Système Visé comprend les équipements suivants :

- 11 Convoyeurs de transfert, de dimensions variables, incluant un 1 convoyeur bidirectionnel, réversible, aussi connu sous le nom de « bypass »;
- 1 Zig Zag 250/1200 sur verre fin incluant les accessoires, ventilateurs, conduits, vannes rotative, etc. ;
- 1 Zig Zag 250/800 sur gros verre incluant les accessoires, ventilateurs, conduits, vannes rotative, etc. ;
- 1 Tamis Flip Flow double-niveau (« double deck »);
- 1 Panneau de contrôle du système de traitement de verre, avec filage entre le panneau de contrôle et les équipements de traitement du verre et sécurité;
- Des plateformes d'accès maintenance, de dimensions différentes, incluant mezzanines et escaliers.

*Reconnue véritable et signée pour identification par toutes les **parties** avec et en présence du notaire soussigné et annexée à la minute numéro **8,127** dudit notaire.*

ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC

Par : Maryse Vermette
Présidente – directrice générale

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Me Yves Saindon, avocat

Me **Kevork KEVORKIAN**, notaire

COPIE CONFORME

KEVORK
KEVORKIAN, TEP
NOTAIRE | NOTARY
ASSOCIÉ | PARTNER

DEMANDE DE SERVICE: 19-0459572

ÉTAT CERTIFIÉ DE L'INSCRIPTION NO 19-0459572-0001

DATE DE CERTIFICATION DU REGISTRE: 2019-05-03 09:43

INSCRIPTION	DATE-HEURE-MINUTE	DATE EXTRÊME D'EFFET
19-0459572-0001	2019-05-03 09:38	2069-05-02

STIPULATION D'INSAISISSABILITÉ

PARTIES

Stipulant
ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC
1600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal, Québec H3H 1P9

Bénéficiaire
VILLE DE MONTRÉAL
275, rue Notre Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6

BIENS

Le Donateur donne à titre gratuit au Donataire qui accepte, un système de traitement de verre, étant défini au Contrat comme le « Système Visé », La liste des équipements composant le Système Visé est reproduite ci-après :

Le Système Visé comprend les équipements suivants :

11 Convoyeurs de transfert, de dimensions variables, incluant un 1 convoyeur bidirectionnel, réversible, aussi connu sous le nom de « bypass »;

1 Zig Zag 250/1200 sur verre fin incluant les accessoires, ventilateurs, conduits, vannes rotative, etc.;

1 Zig Zag 250/800 sur gros verre incluant les accessoires, ventilateurs, conduits, vannes rotative, etc. ;

1 Tamis Flip Flow double-niveau (« double deck »);

1 Panneau de contrôle du système de traitement de verre, avec filage entre le panneau de contrôle et les équipements de traitement du verre et sécurité;

Des plateformes d'accès maintenance, de dimensions différentes, incluant mezzanines et escaliers.

1, rue Notre-Dame Est, bureau 7.07
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Montréal et les environs : 514 864-4949
Québec et les environs : 418 646-4949
Sans frais : 1 800 465-4949
Télécopieur : 514 864-4867
services@rdprm.gouv.qc.ca
www.rdprm.gouv.qc.ca

... 2

SUITE DE L'INSCRIPTION 19-0459572-0001
BIENS (SUITE)

DEFINITIONS

"Contrat" signifie un contrat intitulé Contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du Plan Verre l'Innovation d'ÉEQ conclu le 20 octobre 2017 entre le Donateur et le Donataire.

"Donateur" signifie ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC.

"Donataire" signifie VILLE DE MONTRÉAL.

MENTIONS

RÉFÉRENCE À L'ACTE CONSTITUTIF
FORME DE L'ACTE: Notarié en minute
DATE: 2019-05-02
LIEU: Montréal, Québec
NO MINUTE: 8,127
NOM DU NOTAIRE: Kevork Kevorkian, notaire

AUTRES MENTIONS:
La donation du Système Visé est réputée faite à titre insaisissable pour une période de cinquante (50) ans suivant le 2 mai 2019. Cette stipulation d'insaisissabilité est justifiée par l'intérêt sérieux et légitime d'assurer que le Système Visé demeure pour les fins caritatives en vertu desquelles la donation est faite par le Donateur conformément au Contrat.

***** FIN DE L'ÉTAT CERTIFIÉ *****

Certifié conforme
Christian G. Sirois
Officier de la publicité des droits
personnels et réels mobiliers

1, rue Notre-Dame Est, bureau 7.07
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Montréal et les environs : 514 864-4949
Québec et les environs : 418 646-4949
Sans frais : 1 800 465-4949
Télécopieur : 514 864-4867
services@rdprm.gouv.qc.ca
www.rdprm.gouv.qc.ca

DEMANDE DE SERVICE: 19-0459572

Cette inscription a été faite sous le(s) nom(s) :

VILLE DE MONTRÉAL H2Y 1C6

1, rue Notre-Dame Est, bureau 7.07
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Montréal et les environs : 514 864-4949
Québec et les environs : 418 646-4949
Sans frais : 1 800 465-4949
Télécopieur : 514 864-4867
services@rdprm.gouv.qc.ca
www.rdprm.gouv.qc.ca

Minute: **8,127**

Date: **2 mai 2019**

ACTE DE DONATION

ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC
Donateur

VILLE DE MONTRÉAL
Donateur

Copie Certifiée
L'Original demeure au Greffe du Notaire

La clause d'insaisissabilité est publiée au
Registre des Droits
Personnels et Réels Mobiliers
Le **3 mai 2019**
Sous Le No. **19-0459572-0001**

MILLER THOMSON
AVOCATS | LAWYERS

KEVORK
KEVORKIAN, NOTAIRE | NOTARY
ASSOCIÉ | PARTNER

1000 De La GAUCHETIÈRE Ouest, 37e étage
Montréal (Québec) H3B 4W5
CANADA

Tel: 514.871.5357 Cel: **514.381.9001**
kkevorkian@millerthomson.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1259920004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Autoriser la signature de la quittance mutuelle et finale liée au contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du plan Verre l'innovation de Éco Entreprise Québec et la résiliation dudit contrat

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, la Quittance mutuelle et finale liée au contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du Plan Verre l'Innovation de Éco Entreprise Québec et résiliation ci-jointe, laquelle est déjà signée par Éco Entreprise Québec (ÉEQ). N.D. : 24-000289

FICHIERS JOINTS

2025-03-20_Quittance mutelle lié au contrat de fourniture verison finale (signée ÉEQ).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529
Division :

Docusign Envelope ID: 76BC3A67-F643-4ED4-8BBF-59A3EB572364

QUITTANCE MUTUELLE ET FINALE LIÉE AU CONTRAT RELATIF À LA FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS DANS LE CADRE DU PLAN VERRE L'INNOVATION DE ÉEQ ET RÉSILIATION

ENTRE : **ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC (ÉEQ)**, personne morale, ayant son siège au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant aux présentes par Lana Fiset _____, dûment autorisé(s) conformément au Règlement sur la délégation d'autorité adopté aux termes d'une résolution du conseil d'administration en date du 25 octobre 2024;

(**ÉEQ**)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par _____ , dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____;

(la « **Ville** »)

(ci-après collectivement désignées comme les « **Parties** » ou individuellement comme une « **Partie** »)

– PRÉAMBULE –

ATTENDU QUE le ou vers le 20 octobre 2017, les Parties ont signé un Contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du Plan Verre l'innovation de ÉEQ (tel qu'amendé, le « **Contrat de fourniture** »);

ATTENDU QUE le 2 mai 2019, les Parties ont signé devant Me Kevork Kevorkian, notaire, un Acte de donation sous le numéro HUIT MILLE CENT VINGT-SEPT (8 127) intitulé Contrat relatif à la fourniture d'équipements dans le cadre du Plan Verre l'Innovation de ÉEQ (l'« **Acte de donation** »);

ATTENDU QUE la Ville souhaite aliéner le Centre de tri des matières recyclables (le « **CTMR** ») ainsi que tous les équipements qui s'y trouvent et nécessaires à ses opérations, dont notamment le Système Visé;

Docusign Envelope ID: 76BC3A67-F643-4ED4-8BBF-59A3EB572364

ATTENDU QUE le Contrat de fourniture comprend plusieurs obligations et engagements pris par chacune des Parties et qu'il est requis de le résilier préalablement à l'aliénation du CTMR et que les Parties s'en donnent quittance mutuelle;

ATTENDU QUE, pour aliéner le Système Visé, il est requis que la Ville obtienne l'autorisation de ÉEQ compte tenu que le paragraphe 12.3 du Contrat de fourniture prévoit qu'en cas de résiliation du Contrat de fourniture, ÉEQ a le droit, mais non l'obligation, de reprendre la possession du Système Visé;

ATTENDU QUE le préambule fait partie intégrante des présentes.;

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

1. Interprétation

Les mots commençant par une lettre majuscule aux présentes et qui ne sont pas défini ont la signification qui leur est attribuée au Contrat de fourniture.

2. Confirmation de certains états de fait

2.1. ÉEQ confirme avoir signé le Contrat d'Achat avec l'Installateur le ou vers le 13 juin 2019.

2.2. Les Parties confirment la livraison du Système Visé au Lieu Désigné, soit le CTMR sis à l'angle des rues Fairway et François-Lenoir à Lachine (Montréal) le ou vers le 31 mai 2021.

2.3. Les Parties confirment que l'installation et les Activités de mise en service ont été complétées le 6 décembre 2022.

2.4. La Ville confirme que le Système Visé a bien été intégré aux procédures de santé et sécurité du CTMR, notamment, mais sans s'y limiter, au programme de prévention, aux procédures de verrouillage et de cadenassage, aux procédures de travail en espace clos et aux procédures de travail en hauteur.

3. Transfert de responsabilité

3.1. Les Parties confirment le transfert de responsabilité du Système Visé en date du 6 décembre 2022 de la façon, et dans les conditions prévues à l'Acte de donation.

4. Quittance totale et mutuelle

4.1. Les Parties confirment avoir rempli l'ensemble des obligations et engagements prévus au Contrat de fourniture et, par conséquent, elles s'en donnent quittance mutuelle totale et finale.

5. Résiliation du Contrat de fourniture et conditions d'aliénation du Système Visé

5.1. Les Parties conviennent de résilier le Contrat de fourniture à toutes fins que de droit et ÉEQ renonce à reprendre possession du Système Visé, tel que prévu à l'article 12.3 du Contrat de fourniture dans la mesure où la Ville s'engage à ne pas vendre, céder ou disposer du Système Visé, en totalité ou en partie (collectivement, une « **Cession** ») sans le consentement préalable écrit de ÉEQ, sauf si toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

Docusign Envelope ID: 76BC3A67-F643-4ED4-8BBF-59A3EB572364

a) La Cession est effectuée par donation, à titre gratuit;
b) La Cession est effectuée dans le cadre de la vente, cession ou disposition de l'ensemble des actifs du CTMR;
c) La Cession est effectuée en faveur d'un opérateur du centre de tri du Québec (l'« **Opérateur** ») qui a conclu ou s'est engagé à conclure un contrat avec ÉEQ à titre d'organisme de gestion désigné en vertu du *Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles* (Québec) ou de tout successeur de ÉEQ à ce titre, et qui n'est pas en défaut en vertu dudit contrat ou des conditions d'octroi dudit contrat à la satisfaction de ÉEQ;
d) La Ville obtient de l'Opérateur une représentation et garantie à l'effet que le Système Visé ne sera jamais vendu, cédé ou disposé autrement que dans les conditions prévues aux sous-paragraphes a), b) et c) ci-dessus et qu'en cas de toute telle vente, cession ou disposition, cet Opérateur obtiendra des représentations et garanties similaires d'un futur opérateur.

6. Généralités

6.1 La présente quittance et résiliation prend effet dès sa signature par les Parties.

6.2 La présente quittance et résiliation est régie par les lois du Québec.

En foi de quoi les Parties ont signé à Montréal, ce 20 mars 2025 2025.

ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC

Par : Signé par : Lana Fiset E1781A59095949C...

Par : Lana Fiset

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

CE : 20.027

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.028

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259796002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves , Division de la gestion stratégique des actifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables existantes localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du programme de maintien du réseau cyclable 2025

Il est recommandé :
d'accepter l'offre de services du Conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables existantes localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du programme de maintien du réseau cyclable 2025.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2025-03-12 17:31

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259796002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves , Division de la gestion stratégique des actifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables existantes localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du programme de maintien du réseau cyclable 2025

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan de transport adopté en juin 2008 prévoit un ensemble de mesures visant à accroître les déplacements actifs sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. L'objectif étant de favoriser l'émergence de nouveaux liens cyclables sur le territoire des arrondissements et des villes liées dans la perspective d'accroître les déplacements actifs et d'encourager l'utilisation du vélo à des fins utilitaires et non seulement de loisirs.
Dans ce contexte, l'agglomération se doit de poursuivre le développement du réseau cyclable et de continuer à offrir aux cyclistes des conditions de déplacement qui soient optimales, sécuritaires, attirantes et compétitives par rapport aux autres modes de transport. Les nouvelles infrastructures à mettre en place doivent donner un accès le plus direct possible aux pôles d'emplois, aux services ainsi qu'aux zones commerciales, touristiques, institutionnelles et autres, de telle sorte qu'un transfert modal soit possible et encouragé.

Le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) poursuit – via son Programme de maintien du réseau cyclable (PMRC) – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau cyclable, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau cyclable d'agglomération témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer le confort et la sécurité des cyclistes.

Par ailleurs, le 21 novembre 2024, le Conseil d'agglomération avait délégué au Conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre

2025, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan Vélo 2019 situé sur le territoire de la Ville de Montréal (CG24 0665). Les travaux de maintien des voies cyclables sur le territoire de la Ville de Montréal relève donc de la juridiction du Conseil municipal par délégation du Conseil d'agglomération.

Sachant que l'aménagement et le réaménagement de pistes cyclables sur lesquelles il souhaite intervenir est de la juridiction du Conseil municipal par délégation du Conseil d'agglomération, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un Conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au Conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du Conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le Conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ».

L'acceptation de l'offre de services de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville constitue l'objet du présent dossier.

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville propose de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de voirie de certaines pistes cyclables existantes localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (CA25 09 0032 - 3 février 2025). Par ces travaux de sécurisation et réfection, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville souhaite d'offrir des axes sécuritaires et structurants en favorisant le déplacement quatre (4) saisons (réseau blanc) afin d'assurer un meilleur partage de rue et d'améliorer le confort et la sécurité des cyclistes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 09 0032 - 3 février 2025 - Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du programme de maintien du réseau cyclable (PMRC) 2025, ainsi que des travaux de voirie sur certaines rues du réseau artériel. (Dossier 1255456001);
CG24 0665 - 21 novembre 2024 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2025, la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). (Dossier 1241024001);

CM24 0177 - 19 février 2024 - Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables existantes localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du programme de maintien du réseau cyclable (PMRC) 2024 (1249796001);

CG23 0749 - 21 décembre 2023 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2024, la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). (Dossier 1238471002);

CA23 09 0365 - 13 décembre 2023 - Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4),

de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du Programme de maintien du réseau cyclable (PMRC) 2024. (Dossier 1237930010);

CG22 0699 - 24 novembre 2022 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). (Dossier 1221024002);

CG15 0118 - 26 février 2015 - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - Modification au Plan de transport 2008 (1144368010).

DESCRIPTION

Dans le but d'offrir des axes sécuritaires et structurants en favorisant le déplacement quatre (4) saisons (réseau blanc) tout en assurant un meilleur partage de rue et améliorant le confort et la sécurité des usagers incluant des cyclistes, il est nécessaire d'ajouter les protections permanentes au lieu de la bande de protection en marquage actuellement en place. En effet, certaines voies cyclables présentent des enjeux de sécurité, surtout en période hivernale, une fois les balises séparatrices retirées. Les travaux de réfection de la chaussée sont également prévus dans deux rues artérielles afin d'améliorer l'état de la chaussée et des trottoirs.
Les interventions proposées et les tronçons de rue identifiés sont présentés dans la demande de l'arrondissement PMRC25_AHU auprès de la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE) du SIRR. Les travaux proposés comprennent les deux volets suivants :

Les travaux de sécurisation des pistes cyclables, estimés par l'arrondissement à 1 300 000$, consistent en la construction de terre-plein le long de la piste cyclable sur :

- Une portion de la rue Prieur d'une longueur approximative de 850 m entre Christophe-Colomb et Papineau;
- Une portion de la rue Garnier d'une longueur approximative de 70 m entre Camille-Paquet et Prieur.

Les travaux de réfection de chaussée, estimés par l'arrondissement à 480 000$, consistent en la réhabilitation de chaussées et la réfection mineure des trottoirs sur :

- Une portion de l'avenue Émile-Journault d'une longueur approximative de 330 m entre Henri-Julien et Basile-Routhier;
- L'Intersection des rues Hamel et Fleury.

Les plans de localisation des travaux se retrouvent en pièces jointes.

Les travaux de sécurisation des pistes cyclables et de réfection de chaussées seront réalisés à l'été 2025.

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés dans le réseau cyclable identifié au Plan vélo d'agglomération, dont la compétence est déléguée par le Conseil d'agglomération à la Ville centre, il est opportun que celle-ci délègue à l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville la

conception, la coordination et la réalisation des travaux, en acceptant son offre de fourniture de ce service, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de son expertise en construction et du fait que les travaux se déroulent sur son territoire, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville est l'instance la mieux placée pour réaliser rapidement et efficacement ces travaux.

Conditions d'acceptation, par la Ville centre, de l'offre de services de l'arrondissement :

L'arrondissement devra inscrire le SIRR, Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE) - chef de la Section voirie et éclairage comme partie prenante ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux de sécurisation et de réfection des pistes cyclables existantes. Cette intervention confirmera que le SIRR assumera l'entièreté des dépenses liées aux travaux susmentionnés selon les conditions émises, y compris les plans et devis.

Les conditions et exigences de la Ville centre comprennent également, sans s'y limiter, les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Société de transport de Montréal (STM) des plans et devis réalisés;
- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville (résolution CG10 0158);
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire;
- Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget requis pour financer les travaux de sécurisation et de réfection des pistes cyclables existantes identifiées par l'arrondissement dans son offre de services est présenté

au tableau 1 suivant. À noter que les travaux dans l'intersection des rues Hamel et Fleury incorporés dans le cadre du projet intégré de la rue locale Hamel sont financés par un autre programme. Tout dépassement de coûts devra faire l'objet d'une approbation préalable par la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves. Les travaux doivent être réalisés en 2025.

Tableau 1 : Coût des projets proposés pour fin budgétaire 2025

Interventions	**Coût des travaux (net de ristournes)**
Travaux de sécurisation de certaines pistes cyclables	1 370 000,00 $
Travaux de réfection de chaussée	480 000,00 $
Total	**1 850 000,00 $**

La Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves du SIRR s'engage à assumer les coûts de réalisation des travaux à l'intérieur de ses budgets d'investissement disponibles dans le PDI 2025-2034, soit :
- Projet investi 45009 pour Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable (PMRC).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, il ne sera pas possible de réaliser les travaux. Cela aurait pour conséquence une baisse du niveau de service en termes de confort et de sécurité des usagers.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville lors des différentes étapes du projet. Les intervenants seront informés de la portée des travaux ainsi que des délais de réalisation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : fin Mai ou début Juin 2025
Fin des travaux : Octobre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie SIMARD, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Valérie SIMARD, 13 février 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nam NGUYEN
Ingénieur

Tél : 514 872-6832
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-10

Patrick RICCI
Chef de section - Voirie et éclairage

Tél : 514-872-4471
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie PARENT
chef(fe) de division - geomatique

Tél : 514-872-4587
Approuvé le : 2025-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2025-03-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259796002
Unité administrative responsable : Service des infrastructures du réseau routier , Division de la gestion stratégique des actifs
Projet : Accepter l'offre de services du Conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de sécurisation et de réfection de certaines pistes cyclables existantes localisées sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre du programme de maintien du réseau cyclable (PMRC) 2025.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue aux priorités suivantes: 1. Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050; 3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour tous; 19. Offrir à l 'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;

Résultat/bénéfice attendu :

- Augmentation de la part modale des transport actifs permet de réduire les émissions de GES

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour tous;

Résultat/bénéfice attendu :

- Augmentation de la part modale des transport actifs
- Amélioration de la sécurité et le confort des cyclistes sur les axes sécuritaires et structurants

19. Offrir à l 'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;

Résultat/bénéfice attendu :

- Amélioration d’accessibilité et de sécurisation de certaines pistes cyclables au sein de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONCEPT PRÉLIMINAIRE

Terre-plein existant

Se connecter au terre-plein existant ?

Collège Mont-Saint-Louis

Valider ouverture vis-à-vis dos d'âne

Terre-plein existant

RUE PRIEUR

AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB

BOULEVARD OLYMPIA

AVENUE HAMEL

AVENUE CORNETTE

RUE FRANCIS

RUE TACHÉ

RUE GARNIER

AVENUE POTH

AVENUE PAPINEAU

Zone des travaux

Notes:
- La localisation des utilités publiques est approximative.

Les dimensions sont exprimées en mètres.

Légende:
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Puisard de rue
- Puisard trottoir
- Boîte de service
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Borne fontaine
- Regard de chambre d'aqueduc
- Regard de chambre d'égout
- Site d'arbre
- Feu de circulation
- Entrée charretière
- Sens de circulation
- École

ÉCHELLE: 1/300

No	Modifications / Revisions	Par	Date

Ville de Montréal
Direction du développement du territoire

Projet: **PMRC2025**
Trongon Prieur
entre l'autoroute 40 et Christophe-Colomb

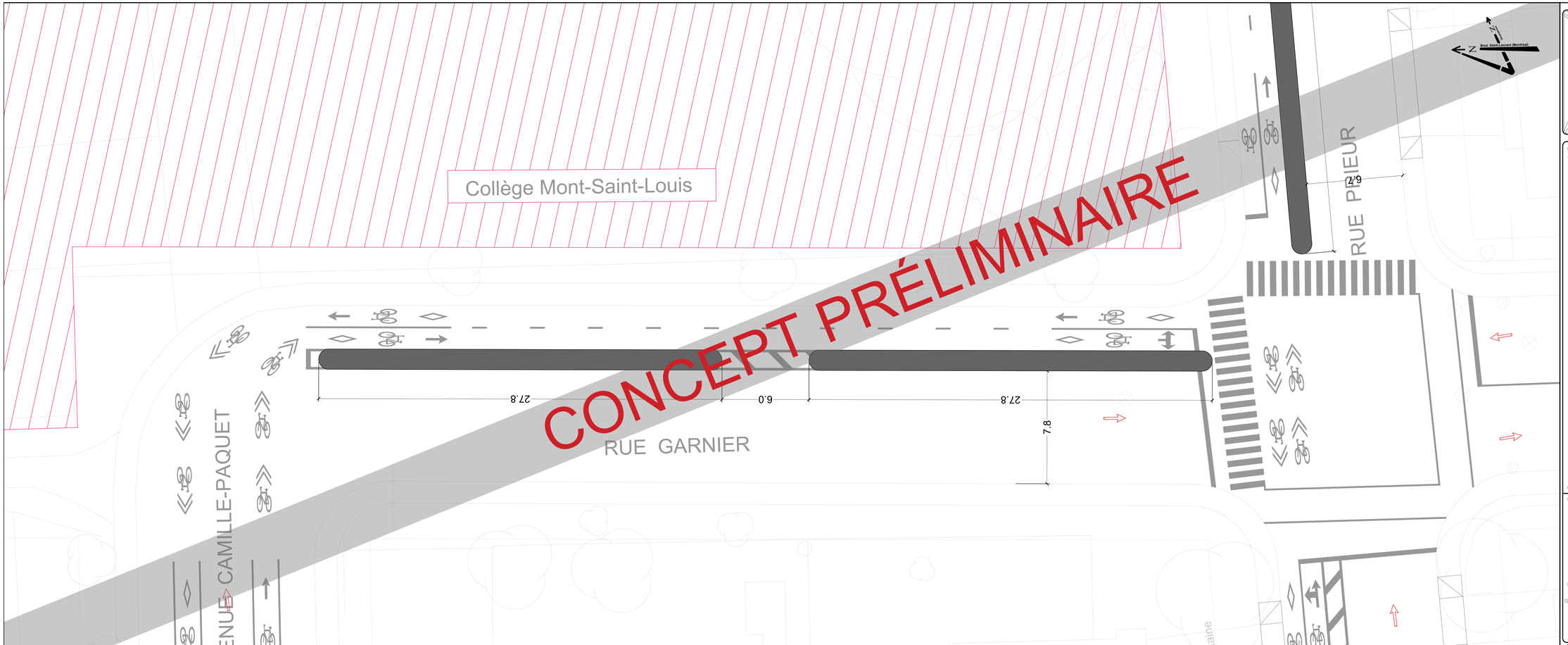
Nature des travaux: **Terre-pleins**
Pose cyclable bidirectionnelle côté nord

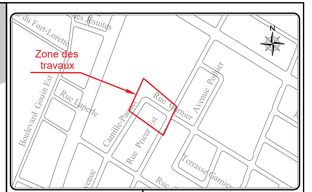
Études techniques

Préparé par: Alex Papelian, ing. PRT
Mise en plan:
Approuvé par:

Sceau de l'ingénieur(e):

Plan numéro: XX-XXX





Notes:
1. La localisation des utilités publiques est approximative.

Les dimensions sont exprimées en mètre.

Légende:

- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Puisard de rue
- Puisard trottoir
- Boîte de service
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Borne fontaine
- Regard de chambre d'aqueduc
- Regard de chambre d'égout
- Dôs d'âne
- Feu de circulation
- Entrée charretière
- Sens de circulation
- École

ÉCHELLE: 1/300

No.	Révision	Date	Par
A	Croquis préliminaires	19-10-18	EFF

Arrondissement de Ville-Marie
Montréal
Direction du développement du territoire

Projet:
PMRC2025
Tronçon Garnier
entre Prieur et Camille-Paquet

Nature des travaux:
Terre-pleins
Piste cyclable bidirectionnelle côté nord

Études techniques

Préparé par: Alex Papelian, ing. PRT
Mise en plan:
Approuvé par:

Sceau de l'ingénieur(e):

Plan numéro: XX-XXX

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1256549002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le guide et l'appel de projets 2025 pour les organismes à but à non lucratif pour la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 pour la période du 18 avril au 31 décembre 2025 / Réserver une somme maximale de 200 000 $ à cet effet

Il est recommandé :
1. d'approuver le guide et l'appel de projets 2025 pour les organismes à but à non lucratif pour la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 pour la période du 18 avril au 31 décembre 2025;
2. de réserver une somme maximale de 200 000 $ à cet effet.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-13 17:31

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256549002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver le guide et l'appel de projets 2025 pour les organismes à but à non lucratif pour la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 pour la période du 18 avril au 31 décembre 2025 / Réserver une somme maximale de 200 000 $ à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Les Jeux olympiques (JO) de 1976 sont un événement marquant qui a laissé une empreinte indélébile dans l'histoire du sport et de la culture montréalaise, québécoise et canadienne.

La Ville de Montréal a organisé une consultation d'acteurs sportifs, culturels et événementiels montréalais en vue de mieux définir des scénarios de programmation de la célébration du 50e anniversaire des JO de 1976, qui aura lieu en 2026. À l'issue de cette consultation, la proposition de mise en place d'un appel de projets a été retenue par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Cet appel de projets vise à souligner un épisode mémorable qui, non seulement célèbre le passé, mais aussi construit un avenir inspirant pour les citoyennes et citoyens de la ville de Montréal et de ses villes liées, en transcendant le sport et la culture, notamment au sein d'événements sportifs et culturels déjà existants.

Le présent sommaire décisionnel a pour but :

- d'adopter l'appel de projets aux organismes à but non lucratif pour la célébration du 50e anniversaire des JO de 1976, pour la période du 18 avril au 31 décembre 2025,
- d'autoriser une dépense maximale de 200 000 $ à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal réaffirme son ambition de faire de la métropole une ville qui vibre à travers la pratique du sport, qu'elle soit libre ou encadrée.

Les demandeurs de cet appel de projets devront avoir le statut juridique d'organisme à but non lucratif (OBNL) et poser des gestes concrets pour organiser des initiatives inclusives, écoresponsables et/ou zéro déchet, de nature sportive ou culturelle en lien avec les Jeux olympiques de 1976.

L'appel de projets comprend trois volets et concerne des dépenses à engager en 2025 pour la phase de planification de projets devant être réalisés en 2026 :

VOLET	DESCRIPTION
1. Bonification d'activités sportives ou d'événements existants	Événements sportifs récurrents pour lesquels des OBNL souhaitent ajouter des activités concrètes ou des références symboliques aux Jeux Olympiques de 1976.
2. Nouvelle activité sportive ou culturelle en lien avec le 50e anniversaire des Jeux Olympiques de 1976	Événements, compétitions, démonstrations sportives, ou participation du public à des activités sportives interactives au sein de festivals culturels montréalais déjà établis.
3. Événement protocolaire	Cérémonies, discours officiels, remise de prix, pour souligner l'importance historique des JO de Montréal et renforcer les liens entre les institutions et la communauté.

Au volet 1, pour les demandes de soutien déjà admissibles au programme récurrent du SGPRMS qui est le Programme de soutien aux événements sportifs, nationaux, internationaux et métropolitains (PSES), les promoteurs devront soumettre une demande séparée afin de démontrer la bonification des activités par rapport à l'édition régulière de l'événement.

Les projets non admissibles au soutien financier sont ceux qui ne sont pas reliés au sport et au 50e des Jeux Olympiques et aussi les :

- événements de sports professionnels
- formations de personnel
- levées de fonds et gala sportif ayant un objectif autre que la remise de prix ou la reconnaissance en lien avec le 50e anniversaire des JO de 1976.

Le soutien financier maximal comprend un plafond commun aux trois volets et couvre 100% admissibles jusqu'à concurrence de 40 000 $ par projet.

Les organismes qui déposeront un projet s'engagent à respecter les obligations décrites dans le guide et le formulaire de demande.

Les détails relatifs à l'appel de projets sont disponibles dans le guide de l'appel de projets et le formulaire de dépôt de demande, en pièce jointe du présent sommaire décisionnel.

Un second sommaire décisionnel est prévu pour recommander le renouvellement de cet appel

de projets afin de soutenir la phase de réalisation des projets en 2026.

JUSTIFICATION

Cet appel de projets répond aux 5 objectifs suivants :

- Honorer l'héritage olympique : souligner l'importance historique des JO tenus à Montréal et leur impact sur le développement du sport dans la région.
- Promouvoir les valeurs olympiques : encourager l'excellence, l'amitié et le respect à travers des initiatives qui rassemblent la communauté autour des valeurs fondamentales du mouvement olympique.
- Favoriser l'engagement sportif et communautaire : impliquer divers organismes et institutions, y compris les écoles, les clubs sportifs et les artistes, pour créer une célébration inclusive et participative.
- Inspirer les générations futures : éduquer les jeunes sur l'importance du sport et des valeurs olympiques, afin de les inspirer à s'engager activement dans des activités sportives.
- Renforcer l'identité montréalaise : utiliser cet anniversaire pour renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la communauté sportive montréalaise, en mettant en avant le patrimoine sportif et culturel de la ville de Montréal, et en renforçant les legs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget annuel de l'appel de projets est de 200 000 $ et est prévu dans le budget de fonctionnement 2025 du SGPMRS.
Ces montants permettront le financement des activités et des événements récurrents bonifiés tout en favorisant le développement de nouvelles initiatives à caractère sportif.

Pour chacun des projets qui seront évalués par le comité responsable, les modalités de versement du soutien sont les suivantes :

Un premier versement de 80% du montant accordé, suivant la date d'adoption aux instances de la recommandation du soutien financier relié à la demande déposée.
Un second versement de 20% sera versé après l’approbation de la reddition de compte du projet relié à la demande déposée.

MONTRÉAL 2030

Tout en contribuant à l'estime collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le SGPMRS encourage fortement les demandeurs à organiser des initiatives inclusives et universellement accessibles, et dont les legs et retombées sont concrets.
Des critères d'évaluation spécifiques à cet égard sont considérés lors de l'analyse des demandes qui seront déposées.

Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

- Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
- Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
- Priorité #20 | Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'appel de projets est adopté :

- un nombre significatif d'événements uniques et spéciaux soulignant les Jeux olympiques de 1976 seraient soutenus sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal;
- le balisage du soutien octroyé aux organisateurs d'événements sportifs faciliterait la prise de décisions par les dirigeants et les instances décisionnelles.

Si l'appel de projets est adopté tardivement ou refusé :

- les organisateurs tenant leurs événements sportifs risqueraient de perdre des opportunités de financement pour faire rayonner et maximiser la créativité de la célébration du 50e anniversaire;
- certains organisateurs pourraient être réticents à déposer la candidature de Montréal pour y tenir des événements sportifs une fois la célébration terminée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le service des ressources humaines et des communications élaborera, en 2025, une stratégie de communication pour la Ville qui s'harmonisera avec les initiatives prises par le comité de pilotage en charge de l'appel de projets.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

21 avril 2025: communication officielle sur le lancement de l'appel de projets
15 juin 2025 : date de dépôt des projets
septembre 2025 : annonce des projets soutenus.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jamal Tarek EL-KURDI
Agent de Recherche

Tél : 438 376 6116
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-05

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 557 7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2025-03-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal
Tél : - -
Approuvé le : 2025-03-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1256549002
Unité administrative responsable : Service des grands Parc, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division des sports de l'activité physique (SGPRMS)
Projet : Adopter l'appel de projets aux organismes à but à non lucratif pour la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 pour la période du 18 avril au 31 décembre 2025 / Autoriser une dépense maximale de 200 000 $ à cet effet.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #4 et #5 : Augmentation du nombre d'actions et d'initiatives déployées par les promoteurs d'événement afin de:

- réduire l'empreinte écologique de leur événement
- d'inclure des sphères sous représentées de la société à leur événement

Priorité #20 : Dans le respect du protocole de visibilité du Programme, les promoteurs d'événements élaborent différentes stratégies de communication, de promotion et de diffusion (par exemples : utilisation des différents médias sociaux, diffusion en directe sur les médias sociaux ou sur des chaînes de télévision, relations de presse, etc.) afin d'assurer une couverture médiatique satisfaisante de leur événement, d'augmenter le taux de participation tout en assurant à la Ville de Montréal une visibilité suffisante.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

GUIDE DE L'APPEL DE PROJETS 2025 POUR LES OBNL

CÉLÉBRATION DU 50e ANNIVERSAIRE DES JEUX OLYMPIQUES DE 1976 –

Phase de planification

Préambule

La Direction des sports de la Ville de Montréal lance un appel de projets pour célébrer le 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976, un évènement marquant qui a laissé une empreinte indélébile dans l'histoire du sport et de la culture montréalaise, québécoise et canadienne.

Cet appel de projets vise à souligner un évènement mémorable, qui célèbre le passé, mais aussi construit un avenir inspirant pour les citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal et de ses Villes liées, en transcendant le sport et la culture.

Cet appel de projets contribue à l'atteinte des résultats en lien notamment avec la priorité #20 du Plan stratégique Montréal 2030 qui est d'"*accroitre l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole*".

La Ville de Montréal réaffirme son ambition de faire de la Métropole une ville inclusive et universellement accessible à travers la pratique du sport, qu'elle soit libre ou encadrée.

La Ville de Montréal souhaite que les demandeurs de cet appel de projets posent des gestes concrets pour organiser des initiatives écoresponsables et/ou zéro déchet.

1. Raison d'être de l'appel de projets :

- Honorer l'héritage olympique : souligner l'importance historique des Jeux tenus à Montréal et leur impact sur le développement du sport dans la région.
- Promouvoir les valeurs olympiques : encourager l'excellence, l'amitié et le respect à travers des initiatives qui rassemblent la communauté autour des valeurs fondamentales du mouvement olympique.
- Favoriser l'engagement sportif et communautaire : impliquer divers organismes et institutions, y compris les écoles, les clubs sportifs et les organismes culturels, pour créer une célébration inclusive et participative.
- Inspirer les générations futures : éduquer les jeunes sur l'importance du sport et des valeurs olympiques, afin de les inspirer à s'engager activement dans des activités sportives.
- Renforcer l'identité montréalaise : utiliser cet anniversaire pour renforcer le sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la communauté montréalaise, en mettant en avant le patrimoine sportif et culturel de la Ville de Montréal, et en renforçant les legs.

2. Paramètres et étapes à suivre pour déposer un projet

Le programme prend effet au 18 avril 2025 et se termine au 31 décembre 2025.

L'appel de projets vise à soutenir la phase de planification des évènements et activités de commémorations du 50e des Jeux olympiques.

Les projets doivent permettre la tenue d'activités ou d'évènements en 2026

Voici les étapes à suivre nécessaires pour déposer un projet :

a. Lire la totalité du document afin de vérifier l'admissibilité du requérant et du projet

b. Remplir le formulaire de dépôt au plus tard à la date butoir du 15 juin 2025

c. Envoyer le formulaire de dépôt rempli et les documents accompagnant la demande (cf. Section F) à la boite générale (adresse SPJD à venir) avec comme titre en objet :

" Dépôt de projet [Nom du projet] 50e JO ".

3. Projets admissibles à l'appel de projets

Les projets doivent se déployer sur le territoire de l'agglomération de Montréal et peuvent être financés pour 100% des dépenses admissibles jusqu'à concurrence de 40 000$, pour la phase de planification.

Advenant le déploiement d'un appel de projets en 2026 – phase de réalisation, les projets soutenus financièrement en 2025 feront l'objet d'une recommandation positive pour l'octroi d'un soutien financier pour cet appel de projets éventuel.

Vous pouvez contacter la personne coordonnatrice du programme en cas de doute sur l'admissibilité de votre projet.

L'admissibilité du projet ne garantit pas l'octroi d'une subvention.

Les projets pouvant être soutenus sont répartis en **3 catégories**, à savoir :

3.1. Bonification d'activités sportives ou d'évènements sportifs existants

Exemples :

Une saveur "JO 1976" au marathon de Montréal : recréer le parcours - de manière plus ou moins exacte - du marathon de 1976 incluant l'habillement. Intégrer des animations spéciales tout au long du parcours faisant référence au marathon de 1976.

Jeux de Montréal "Édition spéciale" : Intégrer des activités spéciales pendant les Jeux de Montréal 2026 pour permettre aux participants de découvrir et célébrer l'héritage des Jeux de 1976. Cela pourrait être d'inclure des visites des sites olympiques historiques, des rencontres avec d'anciens athlètes et des expositions ou jeux sur les disciplines olympiques de 1976.

Note : Pour les demandes de soutien déjà admissibles au programme de soutien aux évènements sportifs, nationaux, internationaux et métropolitains (PSES), les promoteurs

devront soumettre une demande séparée afin de démontrer la bonification des activités par rapport à l'édition régulière de l'évènement.

3.2. Nouvelle activité sportive ou culturelle en lien avec le 50e anniversaire des JO de 1976

Exemple :

Festival sportif, culturel et festif : festival rassemblant à la fois des activités sportives d'initiation et récréatives, des conférences, des espaces de démonstration et d'exposition et des performances artistiques. Il est conçu pour engager le public, promouvoir l'inclusion et créer une atmosphère de célébration et de partage.

Cela peut aussi être des évènements, des compétitions, des démonstrations sportives, ou la participation du public à des activités sportives interactives au sein de festivals culturels montréalais déjà établis.

L'objectif est de célébrer l'esprit olympique, de promouvoir le sport et l'activité physique, ainsi que de susciter l'engagement et la participation de la communauté dans des initiatives sportives.

3.3. Événement protocolaire (cérémonies, discours officiel, réception, remise de prix) ou création de contenu soulignant les JO de 1976

Exemple :

Partenariats médias : Baladodiffusion, articles, entretiens, reportages, un site internet, etc. Toute sorte de contenus qui permettraient de répondre à la raison d'être de "devoir de mémoire et réconciliation" avec les Jeux olympiques de 1976. C'est l'occasion de se rappeler, valoriser et transmettre l'héritage olympique de Montréal, et de l'évolution des sports et de la pratique sportive au cours des cinquante dernières années.

Il peut aussi s'agir de discours et de déclarations officielles, de réceptions protocolaires, de visites officielles, de rencontres avec des représentants gouvernementaux ou de la remise de prix et de distinctions honorifiques, des rencontres avec des athlètes olympiques. Ces activités visent à souligner l'importance historique des Jeux olympiques de Montréal et à renforcer les liens entre les institutions et la communauté.

Projets inadmissibles :

Tout projet qui n'est pas relié au sport et au 50e des Jeux olympiques, et ce incluant :

- Événements de sports professionnels
- Formations de personnel
- Levées de fonds et gala sportif qui ont un objectif autre que la remise de prix ou la reconnaissance en lien avec le 50e des JO

4. Organismes pouvant déposer un projet

Tout organisme à but non lucratif (OBNL) incluant les :

- Écoles et institutions publiques (excluant les CEGEP)
- Organismes sportifs, communautaires, culturels, etc.

5. Documents à inclure avec la demande de soutien financier

Pour les demandes de soutien déjà admissibles au programme de soutien aux évènements sportifs, nationaux, internationaux et métropolitains (PSES), les documents déjà déposés pourront être utilisés. Toutefois, la reddition de compte doit permettre d'identifier clairement la partie bonifiée de l'évènement de la partie régulière de l'évènement.

Autrement, chaque proposition doit inclure le/la/les :

5.1 Organisme

- Lettres patentes de l'organisme
- Résolution du conseil d'administration autorisant le requérant à déposer une demande de soutien financier au nom de l'organisme
- Derniers états financiers disponibles (bilan et états des revenus-dépenses)
- Formulaire "Charte de la langue française" rempli

Note : pour les demandes de soutien déjà admissibles au programme de soutien aux évènements sportifs, nationaux, internationaux et métropolitains (PSES), les documents déjà déposés pourront être utilisés, il n'est donc pas requis de déposer à nouveau les pièces citées ci-haut.

5.2. Projet

- Descriptif détaillé du projet
- Budget prévisionnel, incluant une ventilation des dépenses liées à la phase de planification (Lettres de soutien de bailleurs de fonds, le cas échéant)
- Plan de communication, le cas échéant
- Partenariats envisagés, le cas échéant
- Confirmation écrite garantissant la réservation des installations pour le projet, le cas échéant

6. Critères d'évaluation et pondération de la demande de soutien

Les propositions seront analysées par un comité d'évaluation qui formulera une recommandation finale du montant à octroyer au projet, sur la base des 7 critères suivants :

a. Alignement avec l'identité et les priorités de Montréal (Montréal 2030) ainsi que le plan nature et sports, volet 4 Montréal Active **15%**
b. Mise en valeur historique et symbolique des Jeux pour Montréal, mise en valeur des infrastructures et des équipements **20 %**
c. Qualité de l'organisation, gouvernance saine et structure opérationnelle et financière viables **20 %**

d. Impacts sur la jeunesse et legs (héritage) concrets pour la communauté **15%**
e. Visibilité et rayonnement du projet **10%**
f. Intégration sport et culture **10%**
g. Actions inclusives, écoresponsables et de réconciliation **10%**

En plus de la notation du comité d'évaluation, le montant finalement recommandé reste sous réserve de la disponibilité des fonds alloués à l'appel de projets, du volume des demandes reçues, et de l'adoption de la recommandation aux instances municipales.

Le montant demandé pourrait être différent du montant octroyé par la Ville de Montréal.

7. Reddition de compte du projet attendu

Les documents suivants devront être envoyés au plus tard le 31 janvier 2026 :

- Bilan des activités de planification du projet réalisées grâce au soutien financier accordé
- Budget réel relié à la phase de planification du projet
- Factures des dépenses admissibles pour un montant égal ou supérieur à la subvention octroyée (cf. Section I)
- Le cas échéant, un tableau détaillant l'affectation des ressources temporaires et permanentes qui ont œuvré aux interventions associées au soutien financier accordé. Le document devra notamment présenter les interventions, le temps alloué par la ressource et le salaire correspondant.

8. Balises de financement et dépenses admissibles au projet

La subvention peut atteindre 100% des dépenses admissibles correspondantes au projet.

Les dépenses admissibles au projet sont celles qui sont ponctuelles et reliées spécifiquement à la planification du projet, à savoir la/les :

- Main-d'œuvre (heures de travail) pour la planification du projet ;
- Frais d'honoraires professionnels (création, production) ;
- Frais de logistique et d'équipement directement liés à la planification du projet ;
- Frais de communication directement liés à la planification du projet ;
- Frais administratifs requis à la planification du projet (ex. frais de vérification, comptable de production, etc.)

9. Dépenses inadmissibles au projet

- Frais liés à la mission régulière de l'organisme (salaire annuel du personnel, papeterie, téléphonie, loyer, etc.)
- Frais liés à une activité ou à un évènement déjà existant qui ne font pas partie d'un volet spécifique du 50e des JO
- Frais liés à la réalisation d'activités ou d'évènements en 2025
- Frais facturés à un organisme tiers

10. Modalités et délais de versement de la subvention

Un premier versement de 80% du montant accordé, suivant la signature de la convention de contribution financière.

Il faut compter environ 90 jours de délai entre la date du dépôt de projet et l'envoi du premier versement.

Un second versement de 20% sera versé après l'approbation de la reddition de compte du projet.

11. Protocole de visibilité

Les organismes devront suivre le protocole de visibilité en vigueur lié aux commémorations du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976.

Contact

Pour plus d'information, merci de contacter (à confirmer lors de l'octroi du contrat).

DEMANDE DE SOUTIEN | CÉLÉBRATION DU 50e DES JO DE 1976 | PROJET EN PHASE DE PLANIFICATION

Cet appel de projets concerne la **phase de planification de projets**, en lien avec la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976, qui seront ensuite réalisés en 2026.
Les demandes de soutien 2025 concernent l'engagement de dépenses admissibles dans le courant de l'année 2025 (cf. section 8 du guide de l'appel de projets).

Date butoir pour déposer une demande 2025: Le dimanche 15 juin 2025

Pour déposer une demande:
1 - Vérifier que votre demande est admissible selon les critères mentionnés dans le guide d'appel de projets
2 - Compléter le présent formulaire de dépôt
3 - Nous acheminer à l'adresse courriel **[adresse SPJD],** une copie pdf du présent formulaire rempli et signé, accompagnée des pièces justificative demandées en rapport avec l'admissibilité (cf. section 5 du Guide de l'appel de projets), à savoir :

Organisme:

- Les lettre patentes de l'organisme
- La résolution du conseil d'administration appuyant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant une personne à signer l'entente entre l'organisme et la Ville de Montréal pour cet appel de projets
- Les derniers états financiers disponibles (bilan et états des revenus-dépenses)
- Le formulaire de déclaration sur le respect de la charte de la langue française rempli et signé (**insérer le lien vers la page "montreal.ca" de l'appel de projets**)

Projet:

- Un descriptif détaillé du projet
- Un budget prévisionnel, incluant une ventilation des dépenses liées à la phase de planification (lettres de soutien de bailleurs de fonds, le cas échéant) . Au besoin, un gabarit de budget vierge que vous pouvez remplir est disponible (**insérer le lien du gabarit qui sera intégrer sur le**

INFORMATIONS SUR VOTRE PROJET

1. Nom du requérant responsable de la demande *

2. Adresse courriel du requérant responsable de la demande *

3. Nom légal de l'organisme représenté par le répondant qui réalisera le projet *

4. Loi applicable au statut de l'organisme *

- ◯ Un OBNL constitué sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec (RLRQ, c. C-38);
- ◯ Un OBNL constitué sur la Loi sur les coopératives du Québec (RLRQ, C. C-67.2).
- ◯ Un OBNL constitué sous l'autorité de la Partie II de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C 2009, ch. 23);
- ◯ Un OBNL constitué sous l'autorité d'un loi à caractère privé, ou loi particulière comme la Charte d'une loi Fédérale,
- ◯ Autre Loi qui confère à l'organisme son statut d'OBNL (envoyer une preuve par courriel avec la demande)

5. Numéro d'entreprise (NEQ ou NE) *

6. Numéro de fournisseur de la Ville de Montréal (si disponible) :
*Pour recevoir un soutien financier de la Ville de Montréal, vous devez être inscrit au Fichier des fournisseurs et avoir un numéro de fournisseur actif. Voici le lien pour vous inscrire ou faire la mise à jour de votre dossier : **http://ville.montreal.qc.ca/fournisseur*** *

7. Site Web de l'organisme ou du projet (s'il y a lieu)

8. Nom du projet *

9. Descriptif sommaire du projet (l'ensemble de l'information relative au projet et sa phase de planification doivent être incluses dans un document séparé par courriel) *

10. Thématiques visée(s) par le projet *

- [ ] Événement sportif fédéré
- [ ] Événement sportif non fédéré
- [ ] Événement sportif récréatif
- [ ] Danse ou performance théâtrale
- [ ] Conférence ou atelier
- [ ] Programme de sensibilisation
- [ ] Cérémonie protocolaire
- [ ] Art public ou exposition
- [ ] Autre

11. Lieu de l'évenement *

- ◯ Domaine public
- ◯ Installation sportive intérieure
- ◯ Installation sportive extérieure
- ◯ Parc
- ◯ Arénas
- ◯ Autre

12. Adresse(s) du/des lieu(x) envisagé(s) du projet *

13. Date de début de la phase de planification du projet envisagé *

14. Date de fin de la phase de planification du projet envisagé *

15. Catégorie dans laquelle rentre le projet *

- ◯ Bonification d'activités sportives ou d'évènements sportifs existants - **maximum de 40 000 $ par demande**
- ◯ Nouvelle activité sportive ou culturelle en lien avec le 50e anniversaire des JO de 1976 - **maximum de 40 000 $ par demande**
- ◯ Événement protocolaire (cérémonies, discours officiel, réception, remise de prix) ou création de contenu soulignant les JO de 1976 - **maximum de 40 000 $ par demande**

16. Montant du soutien financier demandé *

17. Autres soutiens au projet:
Veuillez détailler toutes les ressources (en argent ou en valeur de biens & services) consenties ou en voie d'être consenties par l'administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements) et celles des 15 villes de l'île de Montréal, par les bailleurs de fonds publics et privés, en soutien à la présente demande

18. À quel(s) objectif(s) de l'appel de projet répond le projet ?

- [ ] 1. Honorer l'héritage olympique : souligner l'importance historique des Jeux detenus à Montréal et leur impact sur le développement du sport dans la région.
- [ ] 2. Promouvoir les valeurs olympiques : encourager l'excellence, l'amitié et le respect à travers des initiatives qui rassemblent la communauté autour des valeurs fondamentales du mouvement olympique.
- [ ] 3. Favoriser l'engagement communautaire : impliquer divers organismes et institutions, y compris les écoles, les clubs sportifs et les artistes, pour créer une célébration inclusive et participative.
- [ ] 4. Inspirer les générations futures : éduquer les jeunes sur l'importance du sport et des valeurs olympiques, afin de les inspirer à s'engager activement dans des activités sportives.
- [ ] 5. Renforcer l'identité montréalaise : utiliser cet anniversaire événement

19. Veuillez justifier *

20. De quelle manière votre demande répond à certaines priorités du plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal ? *

Notamment: Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive.Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

21. En quoi votre demande est en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS ? *

Notamment: Encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs / Inciter les Montréalaises et Montréalais à une vie active / encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise / Offrir davantage d'opportunités aux citoyens de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public / Optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais / Augmenter le nombre d'événements sportifs sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité / Maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal / Positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale / Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et des athlètes.

22. Nombre de participant(e)s visé(e)s, en chiffres, par le projet : *

23. Nombre de personnes spectatrices visées, en chiffres, par le projet *

24. Quel(s) est/sont le(s) public(s) cible(s) du projet ? *

- [ ] Enfants (6-12 ans)
- [ ] Adolescent(e-s) (13-17)
- [ ] Adultes (18 et+)
- [ ] Adultes (30-64 ans)
- [ ] Aîné(e-s) (65 ans et plus)
- [ ] Familles
- [ ] Personnes autochtones
- [ ] Personnes avec ou sans limitations fonctionnelles ou cognitives
- [ ] Personnes issues des communautés culturelles
- [ ] Personnes vulnérables ou groupes marginalisés
- [ ] Personnes issues de quartiers aux conditions sociales et économiques modestes
- [ ] Hommes
- [ ] Femmes
- [ ] Personnes de la diversité sexuelle et de genre (LGBTQ2+)

25. Quelle(s) stratégie(s) de communication et outils de promotion seront utilisés pour rejoindre le(s) public(s) ? *

26. Votre projet comporte-il une ou des œuvres ou performances visuelles destinées à être présentées ou exposées dans l'espace public ? La Ville se réserve le droit de demander le remplacement des images et des textes pouvant mettre en cause la **garantie d'un environnement inclusif et respectueux des sensibilités de toutes et tous.** *

- ◯ Oui. Je joindrai les images et les textes et document pour approbation

27. Échéancier détaillé de la phase de planification du projet : *

28. Partenaires et leurs rôles détaillés dans la phase de planification du projet, s'il y a lieu :

29. Mise en valeur historique et symbolique des Jeux pour Montréal *

Décrivez quel(s) élément(s) lié(s) aux Jeux Olympiques de 1976 est mis en avant dans le cadre du projet.

30. Comité organisateur du projet: identité des personnes et expériences antérieures démontrant une capacité à réaliser ce projet (vous pouvez compléter en ajoutant des liens Internet) *

31. Legs (financier, matériel, organisationnel,social) fournis grâce au projet et son/ses impact(s) attendu(s) sur le public cible *

32. Activité existante ou nouvelle activité / intégration du sport et de la culture dans le projet *

Vérifier la capacité du projet à intégrer l'olympisme dans le projet, et de mobiliser des acteurs sportifs et culturels déjà établis.

33. Mesures écoresponsables mises en place dans le cadre de ce projet *

34. Mesures d'inclusivité et de réconciliation mises en place dans le cadre de ce projet

35. Mesures mises en place pour gérer les risques du projet (humains, matériels, financiers, sanitaires, médicaux, logistiques, etc.) *

SIGNATURE DE L'ENTENTE

36. Reddition de compte du projet *

Veuillez accepter en cochant "Oui", qu'une fois le projet réalisé, les documents suivants devront être envoyés à l'adresse "evenements.sportifs@montreal.ca" avec en objet du courriel :"Appel de projets 50e - reddition de compte [nom du projet]"**, au plus tard le 31 janvier 2026** :

- Bilan des activités de planification du projet réalisées grâce au soutien financier accordé
- Budget réel relié à la phase de planification du projet
- Factures des dépenses admissibles pour un montant égal ou supérieur à la subvention octroyée (cf. Section 8)
- Le cas échéant, un tableau détaillant l'affectation des ressources temporaires et permanentes qui ont œuvré aux interventions associées au soutien financier accordé. Le document devra notamment présenter les interventions, le temps alloué par la ressource et le salaire correspondant.

37. Le répondant de la demande confirme que l'organisme qui dépose cette demande : *

Sélectionnez les 7 options

- ◯ Est constitué en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL) légalement constitué depuis six (6) mois à la date de dépôt de la demande
- ◯ Planifiera le projet qui se réalisera sur le territoire de l'agglomération de Montréal en 2026 ;
- ◯ Soumet une demande complète et conforme aux objectifs de l'appel de projets décrit dans le guide de l'appel de projets, aux orientations du plan stratégique Montréal 2030 et aux orientation du Plan Nature et Sports;
- ◯ Est en règle avec les autres paliers du gouvernement ainsi qu'avec les différents services et arrondissements de la Ville de Montréal (notamment quant à l'obtention de permis, le paiement de taxes, et de dettes).
- ◯ Respectera l'échéance et l'envoi des documents demandés après la

38. **Le répondant de la demande confirme que les documents énoncés au début du formulaire devant accompagner la présente demande ont été envoyés par courriel à l'adresse [insérez contact SPJD]**

** Les demandes hors délais ou incomplètes seront déclarées inadmissibles et ne pourront être acheminées au comité d'évaluation pour analyse.*

◯ Oui, c'est fait !

39. **Obligations et engagements partie 1**

Veuillez accepter en cochant "Oui" les conditions suivantes:

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à:

- Utiliser cette somme pour réaliser la phase de planification de l'événement en lien avec des dépenses considérées comme admissibles, à engager au cours de l'année 2025, pour lequel la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal, en vertu des présentes.
- Aviser promptement la personne responsable de l'appel de projets à la Ville de Montréal (evenements.sportifs@montreal.ca) de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement la personne responsable de l'appel de projets à la Ville de Montréal de tout changement d'importance à l'événement pour lequel une aide financière a été demandée.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans le soutien financier du projet en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le site Internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/sujets/ententes-de-partenariat-et-visibilité.
- Inviter, au moins dix jours ouvrables à l'avance, la Ville de Montréal à participer aux activités publiques afférentes à l'événement (conférence de presse, cérémonie d'ouverture ou de remise de médailles, etc.).
- Respecter le protocole de visibilité en vigueur lié aux commémorations du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976, lequel est disponible sur la page web de l'appel de projets **[insérer lien à venir de la nouvelle page sur le site montréal.ca]**

◯ Oui

40. Obligations et engagements partie 2

Veuillez accepter en cochant "Oui" les conditions suivantes.

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à:

- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Livré le projet en répondant aux plus hauts standards d'éthique professionnelle, sportive et culturelle.
- Payer aux paliers de gouvernements et aux organismes concernés les impôts et les taxes, tout en obtenant les permis ainsi que les droits prescrits pour la réalisation de l'événement.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou de l'événement organisé par l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison de la tenue de l'événement.

41. Obligations et engagements partie 3

Veuillez accepter en cochant "Oui" les conditions suivantes.

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à:

- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, laquelle est disponible sur le site internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d7eebefd653158035a5a91
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour réaliser l'événement visé.

◯ Oui

42. Obligations et engagements partie 4

Veuillez accepter en cochant "Oui" les conditions suivantes.

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à:

- Fournir le bilan financier et l'état des dépenses et revenus de sa dernière année fiscale.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville, à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca, des états financiers vérifiés, approuvés et signés par l'organisme au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.

43. Obligations et engagements partie 5

Je soussigné(e), à titre de personne requérante dont l'identité est confirmé à la question 1 du présent formulaire, être autorisée à déposer une demande de soutien financier et dans le cadre de l'appel de projets pour la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 à Montréal.

L'organisme qui m'a désigné comme requérant pour cette demande s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations de l'appel de projets et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnaît que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande.

Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

L'appel de projets, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

- [ ] Oui, je m'engage à respecter les dispositions du Protocole de visibilité de la vIlle de Montréal
- [ ] Oui, je m'engage à respecter toutes les obligations contenues dans le guide de l'appel de projets et dans la présente demande de soutien financier;
- [ ] Oui, je certifie que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

44. Oligations et engagements partie 6

Veuillez accepter en cochant "Oui" les conditions suivantes.

La Loi 25 (anciennement projet de loi 64) vise à moderniser les lois québécoises encadrant la protection des renseignements personnels, notamment dans le secteur privé et public. Elle impose des obligations accrues pour garantir une gestion responsable des données personnelles dans un contexte technologique évolutif.

Objectifs principaux :

1. Renforcer la transparence et la responsabilisation des organisations dans leur traitement des données.
2. Protéger les droits des individus en leur offrant plus de contrôle sur leurs informations personnelles.
3. Encourager les bonnes pratiques en matière de sécurité et de confidentialité des données

En vertu des exigences de la Loi 25, l'organisme s'engage à :

1. Désigner un responsable de la protection des renseignements personnels chargé de veiller à la conformité des pratiques organisationnelles.
2. Informer clairement les membres, donateurs et autres parties prenantes de l'utilisation et du partage de leurs renseignements personnels par le biais d'une politique de confidentialité accessible.
3. Mettre en œuvre des mesures de sécurité adaptées pour protéger les renseignements personnels contre les risques de perte, de vol ou d'accès non autorisé.
4. Fournir un mécanisme permettant aux individus d'exercer leurs droits,

45. **EN FOI DE QUOI, par son répondant, l'organisme a signé à Montréal**

Date de la signature - l'envoi de ce formulaire par voie électronique fait foi de signature.

Ce contenu n'a pas été créé ni n'est approuvé par Microsoft. Les données que vous soumettez sont envoyées au propriétaire du formulaire.

Microsoft Forms

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1256549002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver le guide et l'appel de projets 2025 pour les organismes à but à non lucratif pour la célébration du 50e anniversaire des Jeux olympiques de 1976 pour la période du 18 avril au 31 décembre 2025 / Réserver une somme maximale de 200 000 $ à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1256549002 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-06

Jed BEN AOUN
Agent de gestion ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.003

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259577001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), afin de tenir compte de la réception par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier

Il est recommandé :

1. De modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), afin de tenir compte de la réception par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier;

2. D'augmenter le budget 2025 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve en conséquence de la réception de cette somme.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-05 11:30

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 3 mars 2025	Résolution: CA25 27 0038

Demander au comité exécutif, conformément à l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la subvention de 63 000 $ obtenue par l'arrondissement dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » du ministère de la Sécurité publique pour le projet visant les jeunes de 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Alia HASSAN-COURNOL

Et résolu :

De demander au comité exécutif, conformément à l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la subvention de 63 000 $ obtenue par l'arrondissement dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » du ministère de la Sécurité publique pour le projet visant les jeunes de 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.

D'augmenter le budget 2025 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve conséquemment à la réception de cette somme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.04 1259577001

Dina TOCHEVA

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 mars 2025

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1259577001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), afin de tenir compte de la réception par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre du programme « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olga SACALIUC
Analyste de dossiers

514-872-4228
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259577001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre de la subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.

Je recommande :

1. De demander au comité exécutif de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre de la subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.

2. D'augmenter le budget 2025 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve en conséquence de la réception de cette somme.

Signé par Véronique BELPAIRE **Le** 2025-02-20 10:26

Signataire : Véronique BELPAIRE

_____

directeur(-trice) - arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259577001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre de la subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'appel à projets pour la subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » proposé par le ministère de la Sécurité publique au Québec, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve a obtenu une subvention de 63 000 $ pour consolider un espace pour les jeunes de 8 à 12 ans et bonifier l'offre d'animation à la bibliothèque Langelier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 270149 - 5 juin 2023 : Autoriser le dépôt d'une demande de subvention à l'appel de projets « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » du ministère de la Sécurité publique et autoriser madame Patricia Plante, directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social à signer tous les engagements relatifs à cette demande de subvention. (dossier 1238939001)
CA24 270044 - 4 mars 2024 : Autoriser une dépense de 50 000 $ pour assurer la création d'un espace et d'une programmation pour la clientèle adolescente à la bibliothèque Langelier. Affecter une somme de 50 000 $ aux surplus de l'arrondissement à cette fin. (dossier 1249577003)

CA24 270209 - 12 août 2024 : Autoriser le dépôt d'une demande de reconduction de la

subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 du ministère de la Sécurité publique » et autoriser madame Patricia Plante, directrice à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, à signer tous les engagements relatifs à cette demande de subvention. (dossier 1249577004)

DESCRIPTION

Ce dossier vise à demander au comité exécutif de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la subvention de 63 000 $ octroyée à l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve provenant du ministère de la Sécurité publique du gouvernement du Québec.

JUSTIFICATION

La lettre d'entente de financement entre le ministère de la Sécurité publique et l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve est jointe à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation du budget de revenus et de dépenses de l'année financière 2025 pour une somme 63 000 $ est détaillée dans l'intervention de la Division des ressources financières, matérielles et informationnelles de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise à se conformer à l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA)

Certification de fonds :

Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement (Nathalie LANGLAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katherine LAPRADE
chef(fe) de section - bibliotheque (arrondissement)

Tél : 514-872-1529
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-01-15

Marie-Eve BONNEAU
chef(fe) de division - culture et bibliotheque en arrondissement

Tél : 514-872-4096
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Evelyne CHICOINE
Directrice - DCSLDS
Tél : 514-704-9603
Approuvé le : 2025-02-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1259577001**
Unité administrative responsable : ***Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques***
Projet : : *Demander au comité exécutif de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre de la subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements*			

attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité. Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

Québec

Gouvernement du Québec
Le ministre de la Sécurité publique
Le ministre responsable de la région de l'Estrie

PAR COURRIEL

Québec, le 9 octobre 2024

Madame Patricia Plante
Directrice
Culture, sports, loisirs et développement social
Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Objet : Demande de financement – Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais

Madame la Directrice,

J'ai le plaisir de vous annoncer l'octroi d'une subvention de 63 000 $ à votre organisation à la suite de l'acceptation de votre demande de financement 2024-2025 présentée au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026.

L'enveloppe budgétaire associée à ce soutien vise à offrir aux jeunes montréalais une plus grande variété et quantité d'activités ainsi qu'à mettre à leur disposition des infrastructures pour les accueillir. Il est également souhaité que les organismes soient en mesure de développer les initiatives, les services et les interventions identifiées par les milieux montréalais déterminés comme étant prioritaires. Les paramètres de votre projet répondent à ces objectifs et, en ce sens, le ministère de la Sécurité publique est heureux de poursuivre la collaboration avec votre organisation.

Un protocole d'entente suivra afin de préciser les obligations des parties ainsi que les modalités de versement de l'aide financière accordée.

… 2

Tour des Laurentides, 5e étage
2525, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 2L2
Téléphone : 418 643-2112
Télécopieur : 418 646-6168

Si vous avez des questions concernant les informations qui précèdent ou sur tout autre aspect de ce dossier, je vous invite à communiquer, par courriel, avec l'équipe de la prévention de la criminalité, à prevention.criminalite@msp.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Sécurité publique,



François Bonnardel

N/Réf. : 2024-12800

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1259577001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre de la subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1259577001 - Espace jeunesse subv - budget modifié.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie LANGLAIS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-7063

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-17

Julien LIMOGES-GALARNEAU
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4876
Division : Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1259577001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget 2025 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de l'octroi, à l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'une subvention de 63 000 $ pour 2024-2025 provenant du ministère de la Sécurité publique dans le cadre de la subvention « Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais 2022-2026 » pour le projet visant les 8 à 12 ans à la bibliothèque Langelier.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1259577001 Aug. Rev. Dép.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
Agent de recherche
Tél : 4385053171

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-14

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.004

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259017001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de Sport et Loisir de l'Île de Montréal, dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement / Approuver la convention à cet effet / Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention

Il est recommandé :

1. de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de *Sport et Loisir de l'île de Montréal* (SLIM), dans le cadre du programme *Circon flexe* , volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement;

2. d'autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire revenus/dépenses de 2025 de l'arrondissement de Verdun;

3. d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-17 10:13

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 11 mars 2025	Résolution : CA25 210048

Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de *Sport et Loisir de l'Île de Montréal* (SLIM), dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement. / Approuver la convention à cet effet. / Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention. (1259017001)

Il est proposé par la conseillère Véronique Tremblay

appuyé par le conseiller Enrique Machado

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

1. de demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de *Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)*, dans le cadre du programme *Circonflexe*, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement;

2. d'approuver la convention à cet effet;

3. d'autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention.

30.05 1259017001

Marie-Andrée MAUGER
_____
Mairesse d'arrondissement

Stephanie Zhao LIU
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 mars 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259017001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM), dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement. / Approuver la convention à cet effet. / Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention.

Il est recommandé :

1. de demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de *Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)* , dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement;
2. Approuver la convention à cet effet;
3. Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention.

Signé par Annick DUCHESNE **Le** 2025-02-28 08:32

Signataire : Annick DUCHESNE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Verdun , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259017001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM), dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement. / Approuver la convention à cet effet. / Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme *Sport et Loisir de l'Île de Montréal* (SLIM) est responsable du déploiement du programme de soutien financier dédié à la création de centrales de prêt d'équipement d'activités physiques, sportives et récréatives sur le territoire de l'Île de Montréal appelé *Circonflexe* , principalement soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation.
Le 18 février 2025, le SLIM a confirmé l'octroi d'une contribution financière de 49 215 $ à l'arrondissement de Verdun en soutien au projet de prêt de matériels et d'équipements déposé dans le cadre du programme *Circonflex e* pour 2025.

Le présent dossier vise à autoriser la réception de cette contribution financière.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1554 - 9 octobre 2024 - Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une subvention de 4 800 $ (non taxable) provenant du *Programme de soutien aux activités sportives et de loisirs nautiques 2024* de l'organisme *Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM)* et devant être versée à l'organisme *NAVI Espace N autique* pour la tenue de l'événement « Prêts gratuit de kayak et de planche à pagaie » / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et de développement social (DCSLDS). (1245163004)
CA24 210110 - 7 mai 2024 - Autoriser la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) à utiliser la somme maximale de 5 000 $ pouvant être accordée par *Sport et loisir de l'île de Montréal (SLIM)* pour la tenue de l'événement « Prêt gratuit de kayak et de planche à pagaie » organisé par l'organisme *NAVI E space nautique*

dans le cadre du programme Verdun actif. (1245163003)

CA23 210071 - 4 avril 2023 - Autoriser la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) à utiliser la somme maximale de 5 000 $ pouvant être accordée par *Sport et loisir de l'île de Montréal* (SLIM) pour la tenue de l'événement « *Prêt gratuit de kayak et de planche à pagaie* » organisé par l'organisme *NAVI Espace nautique* dans le cadre du programme Verdun actif. (1235163004)

CE24 0257 - 28 février 2024 - Autoriser la réception d'une contribution financière de 49 500 $ provenant de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) pour l'acquisition d'équipements de plein air et sportifs dans le cadre du programme « circonflexe » et autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant (1232888001)

CE22 1733 - 19 octobre 2022 - Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre c-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une subvention de 4 500 $ (non taxable) provenant du Programme de soutien aux activités sportives et de loisirs nautiques 2022 de l'organisme *Sport et Loisir de l'Île de Montréal* (SLIM) et devant être versée à l'organisme *NAVI Espace Nautique* pour la tenue de l'événement «Prêts gratuit de kayak et de planche à pagaie» / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à cette somme à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et de développement social (DCSLDS). (1225163003)

CA22 210103 - 3 mai 2022 - Autoriser la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) à utiliser la somme maximale de 5 000 $ pouvant être accordée par *Sport et loisir de l'île de Montréal (SLIM)* pour la tenue de l'événement « Prêt gratuit de kayak et de planche à pagaie » organisé par l'organisme *NAVI Espace nautique* dans le cadre du programme *Verdun actif* . (1225163002)

CA21 210121- 1er juin 2021 - Autoriser la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) à utiliser la somme maximale de 5 000 $ pouvant être accordée par *Sport et loisir de l'île de Montréal (SLIM)* pour la tenue de l'événement « Prêt gratuit de kayak et de planche à pagaie » organisé par l'organisme *NAVI Espace nautique* dans le cadre du programme *Verdun actif* . (1215163002)

DESCRIPTION

L'arrondissement de Verdun compte officialiser 2 centres de prêt d'équipements sportifs sous la bannière *Circonflexe* : le premier est ouvert presque 10 mois par année au parc Arthur-Therrien et le second est ouvert durant la période hivernale pour le prêt de patins ainsi qu'au printemps et à l'automne au parc Willibrord à la patinoire réfrigérée *Bleu Blanc Bouge* . La DCSLDS a déposé une demande de financement le 18 février 2025 à l'organisme *Sport et Loisir de l'Île de Montréal* (SLIM), responsable du déploiement du programme de soutien financier dédié à la création de centrales de prêt d'équipement d'activités physiques, sportives et récréatives sur le territoire de l'Île de Montréal appelé *Circonflexe* .

Les objectifs du programme de financement :

- Développer de nouvelles habitudes de pratique d'activités physiques, principalement auprès des personnes en situation vulnérable pour qui les barrières à la pratique sont plus nombreuses (par exemple, une barrière financière ou l'exclusion sociale);
- Augmenter la fréquence de pratique d'activités physiques.

Le projet déposé par l'arrondissement de Verdun consiste à financer :

- un réaménagement de locaux du chalet du parc Arthur-Therrien (deux locaux sélectionnés servent déjà au prêt d'équipements);
- l'achat d'équipements à prêter pour les parcs Arthur-Therrien et Willibrord;
- un organisme pour opérer les activités du centre de prêt aux chalets de parc Arthur-Therrien et Willibrord.

JUSTIFICATION

Le centre de prêt *PLEIN D'ÉNERGIE* au parc Arthur-Therrien sera opéré par un organisme. Situé dans un parc où se trouvent 6 terrains de tennis, 2 terrains de pétanque, 4 terrains de baseball, 1 terrain de soccer, 1 terrain de basketball, un *skatepark* , une table de ping-pong, une butte à glisser et des pistes de ski de fond, entre autres, le centre sera, sans nul doute, populaire en raison de son emplacement et permettra de promouvoir davantage l'activité physique chez les jeunes et les moins jeunes.
Situé à proximité d'une école secondaire, de l'Auditorium de Verdun, de la plage, de l'Hôpital de Verdun et d'une piste cyclable, le parc Arthur-Therrien, hôte d'un camp de jour estival desservant 150 jeunes, est le pôle sportif central de l'arrondissement. De plus, ce parc est situé à proximité de trois résidences pour personnes âgées. Le parc Arthur-Therrien est dans Wellington-De L'Église, le quartier où on retrouve la quasi-totalité des zones de vulnérabilité et prioritaires de l'arrondissement. Dans ces zones de vulnérabilités habitent plus de 7 500 citoyennes et citoyens. La répartition des vulnérabilités est de 23 % pour l'aspect économique et de 25 % pour l'aspect culturel, sportif et de loisirs. Ainsi, le prêt d'équipement permettra un accès facilité à faible coût à des activités de loisirs pour cette population vulnérable.

Ce nouveau centre de prêt pourra rendre disponible une diversité d'équipements sportifs :

- en été : raquettes de ping-pong, jeu de pétanque, ensemble pour tournoi de *spikeball* , jeu de quilles finlandais, *rampshot* , frisbee, vélo d'apprentissage pour enfants, planches à roulettes (de types *street* , *surfskate* et *longboard*), trottinettes, ballons sportifs (basketball, soccer et football);
- en hiver : patins, tubes de glisse, skis de fond, raquettes, *snowskate*, traîneau de ski pour bébé.

Le projet est en lien direct avec les priorités du *Plan de développement stratégique de Verdun 2022-2025*, plus spécifiquement pour les éléments suivants :

- Axe 1 : Stimuler la vie de quartier et le sentiment d'appartenance.
    - Assurer l'accès à trois activités culturelles, sportives et de loisirs à 1 km ou moins de chez soi.
    - Favoriser la mise en valeur de l'offre d'activités en sport, loisir et culture;
- Axe 2 : Offrir des parcs et des espaces verts de qualité.
    - Réaliser la phase II du *skatepark* au parc Arthur-Therrien.
    - Aménager des allées de pétanque au parc Arthur-Therrien.
        - Ces deux actions étant complétées, ces installations seront bonifiées en permettant à la population sans planche à roulettes ou boules de pétanque d'en emprunter au centre de prêt;
- Axe 4 : Renforcer les liens entre l'Arrondissement et les citoyens et offrir des services de qualité aux citoyens.
    - Favoriser la participation citoyenne.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet déposé par l'arrondissement de Verdun consiste à financer :

- la rémunération et des biens non durables : un réaménagement de locaux du chalet du parc Arthur-Therrien pour les convertir en comptoir de prêt ou en locaux d'entreposage pour l'équipement mis à la disposition des citoyens;
- d'autres biens non durables : l'achat d'équipements à prêter;
- des services professionnels : un organisme pour opérer les activités du lieu de prêt au chalet du parc Arthur-Therrien.

Le personnel de l'Arrondissement assure le déploiement du projet. Les dépenses en aménagement, en achat d'équipements et en promotion du projet sont couvertes par la subvention (à l'exception des taxes qui seront couvertes par le budget de fonctionnement de la Division des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement).

MONTRÉAL 2030

Ce programme de prêt d'équipement soutient la démarche Montréal 2030 en offrant aux citoyennes et citoyens des services municipaux de qualité et des milieux de vie sains favorisant leur bien-être et leur épanouissement. La grille d'analyse est jointe au présent dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le déploiement de ce projet bonifiera largement l'accès au prêt de matériel et d'équipements sans aucune contrainte, pour l'ensemble de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le plan de communication établi sera déployé par les professionnels en communication de l'Arrondissement en collaboration avec les responsables du programme *Circonflexe* .

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Signature de l'entente avec le SLIM;
2. Versement dans les trente (30) jours suivant la signature de l'entente de contribution financière entre SLIM et la Ville de Montréal, de la subvention du montant de 49 215 $ à la Ville par SLIM;
3. Acquisition des équipements sportifs pour la réalisation du projet;
4. Réaménagement des locaux du chalet du parc Arthur-Therrien;
5. Signature de la convention de service avec l'organisme *Camp Énergie* ;
6. Préparation de la campagne de promotion;
7. Déploiement du programme;
8. Production d'un rapport d'activités final (compilation des indicateurs demandés par le partenaire).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Verdun , Direction des services administratifs (Simona STOICA STEFAN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martin ROBERGE, Verdun
Jean-Francois M MATHIEU, Verdun
Mathieu ROBERT-PERRON, Verdun

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David GAGNE COTE
Agent de développement

Tél : 514-217-4317
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-24

Marlène M GAGNON
Directrice CSLDS

Tél : 514-794-0799
Télécop. : -

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259017001*
Unité administrative responsable : Division des sports et loisirs et du développement social
Projet : Autoriser la réception d'une contribution financière de 49 215,25 $ provenant de Sport et loisir de l'île de Montréal (SLIM), dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et équipement.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *9- Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire* *19- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *9- Le projet favorise l'accès à du prêt de matériel et équipement sans aucune contrainte, pour l'ensemble de la population, sur l'ensemble du territoire.* *19-Le projet bonifie l'offre de service en activités libres au sein de parcs dans 2 lieux différents de l'arrondissement.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

20 février 2025

SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

ENTENTE DANS LE CADRE CIRCONFLEXE

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Entre : **Sport et Loisir de l'île de Montréal,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les* compagnies, gestionnaire et coordonnateur du programme *Parc actif*, ayant sa place d'affaires au 7333, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2R 2E5, agissant et représentée par **Josée Scott**, directrice générale, dûment autorisée à agir aux fins des présentes,

ci-après désignée : « **SLIM** »

ET

Arrondissement de Verdun, personne morale de droit public, dont l'adresse est située au 4501, Bannantyne, Montréal (Québec) H4G 1E3, agissant et représentée par **Audrée Mondou, cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social,** dûment autorisé(e) à agir aux fins des présentes,

ci-après désignée : « l'**ARRONDISSEMENT** »

ATTENDU QUE **SLIM** est un organisme à but non lucratif voué notamment au développement et à la valorisation du loisir, du sport, de l'activité physique et du plein air sur le territoire de l'île de Montréal.

ATTENDU QUE dans le cadre de sa mission, **SLIM** est responsable du déploiement du programme de soutien financier dédié à la création de centrales de prêt d'équipements d'activités physiques, sportives et récréatives sur le territoire de l'île de Montréal appelé « circonflexe » (ci-après « Programme circonflexe ») et qu'il est principalement soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation.

ATTENDU QUE **SLIM** est gestionnaire et coordonnateur de circonflexe

ATTENDU QUE l'**ARRONDISSEMENT** désire déployer le service de prêt d'équipements d'activités physiques, sportives et récréatives sur son territoire, service permettant notamment à ses citoyens et citoyennes d'emprunter gratuitement du matériel, et ce, pour favoriser la pratique, sur son territoire, du loisir, du sport, de l'activité physique et du plein air (ci-après « Projet »);

ATTENDU QUE l'**ARRONDISSEMENT** a présenté son Projet à **SLIM** et qu'il sollicite la participation financière de ce dernier pour pouvoir le réaliser;

ATTENDU QUE **SLIM** accepte de contribuer financièrement à la réalisation du Projet de l'**ARRONDISSEMENT**;

ATTENDU QUE la présente entente vise à établir les obligations des parties, les modalités de paiement de l'aide financière ainsi que les autres conditions reliées à l'ensemble du programme.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Interprétation

1.1. Le préambule et les Annexes A, B, C et D font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des Annexes A, B, C, et D qui pourraient être inconciliables avec celui-ci.

2. Définitions

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

2.1. « Annexe A »: document intitulé « Description du Projet »;
2.2. « Annexe B »: document intitulé « Plan budgétaire – Contribution financière et dépenses admissibles »;
2.3. « Annexe C »: document intitulé « Politique de visibilité »;
2.4. « Annexe D »: document intitulé « Rétroaction – Bilan »;
2.5. « Responsable »: L'arrondissement de Verdun ou son représentant dûment autorisé.

3. Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions relatives au versement et à l'utilisation de la contribution financière que **SLIM** s'est engagé à verser à l'**ARRONDISSEMENT**, afin que cette dernière puisse réaliser le **Projet**.

4. Obligation de SLIM

4.1. En considération de l'exécution par l'**ARRONDISSEMENT** des obligations contenues à la présente convention, **SLIM** convient de lui verser la somme maximale de quarante-neuf mille deux cent quinze dollars (49 215,00$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.
La somme versée par **SLIM** en vertu de la présente convention n'est accordée que pour le paiement des dépenses admissibles (Annexe B) en vertu de circonflexe.

4.2. L'aide financière est versée, selon les modalités suivantes :
a) Un montant de 49 215 $, dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention ;

4.3. Les représentants concernés de **SLIM** doivent collaborer et travailler en lien étroit avec le Responsable.

5. Obligations de l'ARRONDISSEMENT

5.1. L'**ARRONDISSEMENT** doit réaliser et compléter le Projet décrit dans le document intitulé Description du Projet (Annexe A) au plus tard le 31 mars 2026.

5.2. L'**ARRONDISSEMENT** doit utiliser la contribution financière reçue aux seules fins de réaliser le Projet conformément à la présente convention et n'affecter ladite contribution qu'au paiement des dépenses admissibles (Annexe B).

5.3. L'**ARRONDISSEMENT** doit faire état de la contribution financière de **SLIM**, conformément à la Politique de visibilité (Annexe C).

5.4. L'**ARRONDISSEMENT** doit, à la date de terminaison de la présente convention (article 6 (Durée)), remettre à **SLIM** toute somme non engagée dans la réalisation du Projet.

5.5. L'**ARRONDISSEMENT** doit maintenir son Projet pendant la durée de la présente entente (article 6 (Durée)).

5.6. L'**ARRONDISSEMENT** convient de remettre à **SLIM**, par l'entremise de son Responsable, le document intitulé « Rétroaction – Bilan » (Annexe D) faisant notamment état de l'utilisation de la contribution financière versée et résumant le déroulement du Projet, et ce, au plus tard dans les trente (30) jours suivant la fin de la présente convention.

5.7. L'**ARRONDISSEMENT** s'engage à garder ses livres et autres documents en lien avec le projet durant une période de trois (3) ans afin de permettre à **SLIM** d'effectuer toute vérification en rapport avec l'aide financière attribuée, à examiner les registres, dossiers, comptes ou autres documents de l'**ARRONDISSEMENT**.

6. Durée de la convention

La présente convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 9 (Défaut et résiliation), au plus tard le 31 mars 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison

7. Déclaration et garanties

7.1. Chaque Partie déclare et garantit:.

7.1.1. qu'elle a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.1.2. que la présente convention n'entre en conflit avec aucune autre entente ou obligation aux termes de laquelle une Partie est liée;

7.1.3. qu'à sa connaissance, il n'existe aucune poursuite en cours, en attente ou qui puisse être intentée contre elle, ayant potentiellement un effet nuisible considérable sur l'exécution des obligations prévues aux termes de la présente convention;

7.1.4. que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles elle n'aurait pas signé celle-ci.

8. Relations entre les parties

Aucune clause de la présente convention ne vise à établir entre les Parties aucune autre relation que ce soit à titre de partenaire, d'associé, de mandant-mandataire ou d'employeur-employé.

9. Défaut et résiliation

9.1. **SLIM** peut mettre fin à la présente convention en tout temps sur préavis écrit au Responsable dans le cas suivant:

9.1.1. Tout défaut ou manquement de l'**ARRONDISSEMENT**, ou toute inobservation ou violation de la présente convention que cette dernière omet de corriger dans un délai d'au moins dix (10) jours suivant la réception d'un avis écrit à cet effet, à moins que le défaut ou le manquement ne soit imputable au fait que **SLIM** n'a pas respecté une disposition quelconque de la présente convention;

9.2. L'**ARRONDISSEMENT** peut mettre fin à la présente convention en tout temps sur préavis écrit à **SLIM** dans le cas suivant:

9.2.1. Si **SLIM**, pour quelque raison que ce soit, ne respecte pas son obligation de verser sa contribution financière à l'**ARRONDISSEMENT** ou en cas de tout autre défaut ou manquement de **SLIM** à toute modalité de la présente convention, que cette dernière omet de corriger dans un délai d'au moins dix (10) jours suivant la réception d'un avis écrit à cet effet, à moins que le défaut de **SLIM** ne soit imputable au fait que l'**ARRONDISSEMENT** n'ait pas respecté une disposition quelconque de la présente convention.

9.3. Si l'**ARRONDISSEMENT** décide de résilier la présente convention en raison d'un défaut de la part de **SLIM**, l'**ARRONDISSEMENT** a le droit de retirer et de détruire toute publicité, information ou tout autre matériel d'identification de **SLIM** requis aux termes de la présente convention dans le cadre du Projet.

9.4. L'une ou l'autre des Parties peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à présente convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'autre, sur préavis écrit d'au moins dix (10) jours.

10. Droits des parties au moment de la résiliation

10.1. Au moment de la résiliation de la présente convention conformément aux dispositions applicables mentionnées à l'article 9 (Défaut et résiliation), toutes les obligations des Parties prendront fin à l'exception de ce qui suit:

10.1.1. L'**ARRONDISSEMENT** doit rembourser toute portion de la contribution financière non engagée conformément à la présente convention (Annexe B) au moment de la réception de l'avis de résiliation, sous réserve d'une déduction aux fins des sommes engagées par l'**ARRONDISSEMENT** aux fins de ses obligations en vertu de la présente convention jusqu'à la date de la réception de l'avis de résiliation; et

10.1.2. L'**ARRONDISSEMENT** demeure propriétaire des équipements de plein air et sportifs et du matériel de pratique qu'il a acquis dans le cadre du Projet au moment de la fin de la présente convention.

10.2. En cas de résiliation, l'**ARRONDISSEMENT** doit également préparer et transmettre à **SLIM** une Rétroaction - Bilan (Annexe D) dans les meilleurs délais.

11. Droits des parties au moment de la résiliation

11.1. Chaque Partie (la « Partie indemnisatrice ») indemnise et tient à couvert par la présente entente l'autre Partie, y compris tout employé ou représentant de celle-ci (chacune des personnes qui précèdent étant ci-après appelée individuellement une « Partie indemnisée »)

et les tient indemnes, contre tout coût, responsabilité, dommage ou dépense (incluant les frais juridiques et les honoraires raisonnables d'un avocat) imputés par des tiers (autre que la responsabilité imputable à la « Partie indemnisée ») découlant de tout manquement de la part de la « Partie indemnisatrice » relativement à toute garantie, déclaration ou entente émanant de la partie indemnisatrice et contenue dans la présente entente. La « Partie indemnisatrice » devra collaborer avec la « Partie indemnisée » et lui offrir tout le soutien raisonnablement demandé par celle-ci relativement à la défense de toute demande de règlement faite par une telle tierce partie. Aucune Partie ne devra admettre sa responsabilité ou faire des compromis à l'égard d'une telle demande sans le consentement préalable écrit de l'autre Partie qui ne pourra refuser sans motif raisonnable. La défense d'une telle réclamation devra être menée avec l'aide d'un avocat choisi par la « Partie indemnisatrice » et approuvé par la « Partie indemnisée » qui ne pourra refuser sans motif raisonnable.

11.2. La responsabilité pouvant être imputée à l'une ou l'autre des Parties en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant y compris en cas de résiliation abusive, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 4.1 de la présente convention.

12. Circonstances indépendantes de la volonté des parties

12.1. Tout manquement à exécuter toute obligation dans le cadre de la présente convention pour des raisons indépendantes de la volonté des Parties, notamment une grève, un lock-out ou toute autre mesure prise à la suite d'un conflit de travail, d'un incendie, d'une inondation, d'un cas de force majeure, d'une guerre, d'une émeute ou de toute autre insurrection, d'un acte licite de l'autorité publique, ou de tout retard ou manquement causés par un transporteur public qui ne pouvait être prévu ou empêché de façon raisonnable ne sera pas considéré comme une violation de toute modalité de la présente convention.

13. Dispositions générales

13.1. Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2. Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3. Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4. Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.5. Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6. Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.7. Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

13.8. Exemplaire ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DE LA PRÉSENTE ENTENTE ET L'AVOIR ACCEPTÉ, ONT SIGNÉ EN TRIPLE EXEMPLAIRE, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Pour Sport et Loisir de l'île de Montréal

Le 20e jour de février 2025.

Josée Scott, Directrice générale

Pour l'Arrondissement

Le e jour de 20 .

Audrée Mondou, cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social,

ANNEXE A – DESCRIPTION DU PROJET

LE PROGRAMME CIRCONFLEXE

Circonflexe est un programme géré par Sport et Loisir de l'île de Montréal (**SLIM**) et soutenu financièrement par le ministère de l'Éducation, dont la mission consiste à encourager la création de centrales de prêt d'équipement pour la pratique d'activités physiques sportives, récréatives ou de plein air.

L'OBJECTIF DU PROGRAMME CIRCONFLEXE

Permettre une meilleure accessibilité, ainsi qu'augmenter et favoriser de façon durable la pratique régulière d'activités physiques, sportives et récréatives sur l'ensemble du territoire québécois et pour l'ensemble de la population, notamment auprès des personnes plus vulnérables.

DÉPLOIEMENT DU PROJET DANS L'ARRONDISSEMENT

Le projet porte sur deux point de service de prêt circonflexe, visant à favoriser l'accès à l'activité physique pour tous. Le centre PLEIN D'ÉNERGIE, situé au parc Arthur-Therrien et opéré par Camp Énergie, offrira un service de prêt d'équipements variés à l'année. Un second centre, situé au parc Willibrord, proposera un service de prêt de patins durant la saison hivernale pour la patinoire réfrigérée Bleu Blanc Bouge. Le but est de faciliter l'accès aux citoyen·ne·s à des équipements leur permettant de découvrir et pratiquer diverses activités sportives.

FONCTIONNEMENT DES ACTIVITÉS

Le fonctionnement des prêt est encore à déterminer.

ANNEXE B – PLAN BUDGÉTAIRE - CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DÉPENSES ADMISSIBLES

CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Conformément à l'article 4 (Obligations de **SLIM**) de la présente convention, **SLIM** convient de verser à l'**ARRONDISSEMENT** la somme maximale de quarante-neuf mille deux cent quinze dollars (49 215$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet. Son utilisation par l'**ARRONDISSEMENT** doit respecter ce qui suit:

- Un maximum de 20% de la contribution financière peut être utilisé pour les payer les autres dépenses admissibles (exemple coordination, promotion, assurance, formation etc.) énumérées ci-après;
- Un minimum de 80% de la contribution financière doit être utilisé pour :
  - l'achat des équipements de plein air et sportifs et du matériel de pratique,
  - l'aménagement de l'espace à des fins d'entreposage ou d'achat d'équipement servant au rangement des équipements de plein air et sportifs et du matériel de pratique acheté;
  - l'animation des activités publiques liées à la centrale, incluant les événements.

Les équipements achetés par l'**ARRONDISSEMENT** pour la réalisation du Projet lui appartiennent dès leur acquisition et demeure sa propriété étant entendu qu'à la fin de la présente convention (article 6 (Durée de la convention) ou article 9 (Défaut et résiliation)) elle demeure libre notamment de les utiliser ou d'en disposer comme elle l'entend.

DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses admissibles pour l'achat d'équipement sont les suivantes :

- Ressources humaines dédiées exclusivement aux activités suivantes :
  - Aide à la coordination de la centrale d'équipement;
  - Accueil du public et service de prêt de matériel liés exclusivement à la centrale d'équipement;
  - Animation des activités publiques liées à la centrale, incluant les événements.
- Ressources matérielles :
  - Achat du matériel et des équipements de pratique;
  - Éléments de transport et d'entreposage;
  - Entretien et réparation des équipements;
- Assurances additionnelles requises;
- Formation des gestionnaires;
- Frais de déplacement pour le matériel.

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses non admissibles dans le cadre de la présente aide financière sont les suivantes :

- Équipements non destinés à la pratique d'une quelconque activité physique;
- Infrastructures, modules et mobilier urbain non liés directement au prêt du matériel;
- Achat ou location de terrain;
- Salaire à la mission de l'organisation;
- Véhicules motorisés;

- Nourriture et breuvages;
- Équipements à usage personnel (vêtement, prix de participation);
- Frais professionnels pour étude technique, plan d'affaires, géoréférencement ou toute autre production de document d'avant-projet;
- Taxes (TPS et TVQ).

> Toute dépense n'étant listée ni dans les dépenses admissibles, ni dans les dépenses non admissibles doit faire l'objet d'une soumission à approbation auprès de **SLIM** avant d'être considérée comme admissible.

ANNEXE C – POLITIQUE DE VISIBILITÉ

1. Interprétation

L'**ARRONDISSEMENT** s'engage à :

1.1. Développer, réaliser et présenter à **SLIM** une stratégie ou des actions de communication dédiées au Projet et répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Mettre en valeur le programme circonflexe en apposant le logo du programme, sur tous les outils promotionnels et informatifs du Projet de l'**ARRONDISSEMENT**. Le logo de circonflexe devra occuper un espace privilégié et être positionné en haut de la page, à gauche, et ce, sur l'ensemble desdits documents lesquels sont destinés au public.

Logo du programme circonflexe :

circonflexe

1.3. Le logo de l'**ARRONDISSEMENT** peut être apposé en haut de la page, à droite, et ce, sur tous les outils promotionnels et informatifs du Projet destinés au public.

1.4. Faire état de la participation de **SLIM** et du ministère de l'Éducation dans toutes les communications, qu'elles soient écrites ou verbales, destinées au public qui concernent le Projet.

1.5. Apposer le logo de **SLIM** et du ministère sur tous les outils promotionnels et informatifs, faisant état du Projet, produits par l'**ARRONDISSEMENT**. Les logos de **SLIM**, du ministère et de l'**ARRONDISSEMENT** devraient être positionnés de la façon suivante, avec les inscriptions correspondantes:

Propulsé par SPORT ET LOISIR DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Avec la contribution financière de Québec

En collaboration avec Montréal

1.6. Dans le cas où l'application des logos est impossible, **SLIM** demande qu'un crédit lui soit accordé, ainsi qu'à ses partenaires, sous forme de remerciements, par l'utilisation de la formule écrite ou verbale suivante :

« Circonflexe est un programme propulsé par Sport et Loisir de l'île de Montréal grâce à la contribution financière du ministère de l'Éducation.»

1.7. Soumettre pour approbation écrite à **SLIM** tous les outils promotionnels et informatifs concernant le Projet, au moins quinze (15) jours ouvrables avant leur diffusion. **SLIM** s'engage à donner son approbation concernant la conformité des logos et l'exactitude des libellés des rôles de **SLIM** et de ses partenaires, dans un délai de dix (10) jours ouvrables de la réception de la demande d'approbation transmise par le Responsable.

1.8. Offrir la possibilité au ministère de l'Éducation d'insérer un mot du ministre dans les documents de présentations du projet circonflexe. Faire parvenir les spécifications techniques des éléments de visibilité à **SLIM** dans un délai minimum de dix (10) jours ouvrables.

1.9. Offrir la possibilité à **SLIM** et au ministère de l'Éducation d'installer, sur les lieux où se déroule le Projet, une bannière ou affiche portant leur logo respectif.

2. Communication

L'**ARRONDISSEMENT** s'engage à :

2.1. Informer **SLIM**, au moins dix (10) jours ouvrables avant la tenue d'activités publiques et médiatiques relatives au Projet (lancement, événement promotionnel, présentation de bilan ou toute autre activité concernant la réalisation du Projet) et lui fournir le détail de ces activités (scénario et liste d'invités).

2.2. Inviter officiellement **SLIM** à toute activité publique et médiatique concernant la réalisation du Projet et leur accorder une place privilégiée.

2.3. Permettre à **SLIM** et au ministre de l'Éducation ou son représentant désigné de prendre la parole lors d'activités publiques et médiatiques relatives au Projet.

2.4. Permettre à **SLIM** de prendre des images, photographies et vidéos, des activités réalisées dans le cadre du Projet à la condition que **SLIM** obtienne l'approbation préalable, expresse et écrite des personnes concernées.

2.5. Transmettre à **SLIM** des photographies ou des vidéos prises dans le cadre des activités du Projet, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion du programme circonflexe par **SLIM**, sur Internet ou sur tout autre support de communication. Lesdites photos ou vidéos pourront être transmises à un moment convenu entre les Parties.

2.6. Fournir à **SLIM** les preuves de visibilité, numérique ou physique, des outils de promotion et d'information développés par l'**ARRONDISSEMENT** (affiche, dépliant, etc.) en même temps que le document intitulé « Rétroaction – Bilan ».

2.7. Autoriser **SLIM** à intégrer le Projet à leur campagne de communication globale et intégrée qui inclut l'ensemble des autres projets approuvés dans le cadre du programme circonflexe. L'**ARRONDISSEMENT** s'engage à fournir à **SLIM**, dans la mesure du possible, les éléments qu'il demande afin de faire état du Projet de l'**ARRONDISSEMENT** dans les différentes plateformes de promotion du programme administrées ou gérées par **SLIM**.

ANNEXE D – RÉTROACTION - BILAN

Conformément à l'article 5.6 de la présente convention, l'**ARRONDISSEMENT** convient de remettre à **SLIM**, par l'entremise de son Responsable, le document intitulé « Rétroaction – Bilan » faisant notamment état de l'utilisation de la contribution financière versée et résumant le déroulement du Projet, et ce, au plus tard dans les trente (30) jours suivant la fin de la présente convention. Ce document doit notamment traiter des sujets mentionnés dans la présente Annexe D

LISTE DES ÉLÉMENTS À ÉVALUER DURANT LE DÉROULEMENT DU PROJET

- Popularité du Projet: nombre de prêts d'équipements de plein air et sportifs et de matériel de pratique effectués dans le cadre de la durée du Projet.
- Popularité du Projet: nombre de participant·e·s aux activités organisées dans le cadre de la durée du Projet.

LISTE DES DOCUMENTS OU RENSEIGNEMENTS QUI DOIVENT NOTAMMENT ACCOMPAGNER LE DOCUMENT RÉTROACTION – BILAN À TRANSMETTRE À SLIM

- L'ensemble des documents promotionnels réalisés par l'**ARRONDISSEMENT** pour le Projet ;
- L'ensemble des éléments à évaluer durant le déroulement du Projet **;**
- Un bilan détaillé du projet dont **SLIM** fera parvenir la structure avant la fermeture du site de prêt
- L'ensemble des factures ou tout autre élément justificatif des dépenses effectuées avec la contribution financière versée à l'**ARRONDISSEMENT** et jugé approprié par **SLIM**.

En outre, pendant la durée de la présente convention, le Responsable peut fournir sur demande de **SLIM**, tout document ou renseignement relatif à l'application de la présente convention.

Verdun Montréal

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Aspects financiers relatifs au dossier décisionnel

N° de dossier:	1259017001
Nature du dossier:	
	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'Arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM), dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et équipement.
Financement:	Le versement de la soutien financier serait effectué conformément aux modalités et conditions inscrites à la convention.

PROVENANCE
Budget additionnel - Revenus

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	CT
Clé comptable:	2436	0010000	305732	07153	45901	000000	0000	000000	000000	00000	00000	49,215.00 $

IMPUTATION :
Budget additionnel - Dépenses

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	DT
Clé comptable:	2436	00100000	305732	07153	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	34,625.00 $
	2436	00100000	305732	07153	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000	3,000.00 $
	2436	0010000	305719	09008	51102	050250	0000	000000	000000	00000	00000	11,590.00 $
Total												**49,215.00 $**

Note : le virement d'un budget additionnel de revenu équivalent à un budget additionnel de dépenses sera effectué par le service des finances, et ce, suite à la résolution du comité exécutif.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Verdun , Direction des services administratifs

Dossier # : 1259017001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM), dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement. / Approuver la convention à cet effet. / Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1259017001 - Programme de soutien aux activités sportives(SLIM).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona STOICA STEFAN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 765-7026

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-25

Christian PARE
Directeur Services Administratifs

Tél : 514-765-7031
Division : Verdun , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1259017001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Verdun , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville de Montréal en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Verdun, d'une contribution financière de 49 215 $ provenant de Sport et Loisir de l'Île de Montréal (SLIM), dans le cadre du programme Circonflexe, volet « Point de service », pour le déploiement du projet de prêt de matériel et d'équipement. / Approuver la convention à cet effet. / Autoriser la cheffe de section des sports, des loisirs et du développement social à signer ladite convention.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1259017001 Aug. Rev. Dép.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
Agent de recherche
Tél : 4385053171

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

CE : 30.005

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.006

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259060002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ en provenance du budget de fonctionnement de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2025 afin d'acquérir 4 licences Microsoft Team Room / Autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026

Il est recommandé :

1. D'autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ en provenance du budget de fonctionnement de l'Arrondissement Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir quatre licences Microsoft Team Room;
2. D'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-12 15:31

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 10 mars 2025	Résolution: CA25 170045

VIREMENT BUDGÉTAIRE POUR L'ACQUISITION DE QUATRE LICENCES LOGICIELLES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ du budget de fonctionnement en provenance de l'Arrondissement Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir quatre licences logicielles, et autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.03 1259060002

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mars 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1259060002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ du budget de fonctionnement en provenance de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir quatre licences logicielles, et autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.

Il est recommandé :
D'autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ du budget de fonctionnement en provenance de l'Arrondissement Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir quatre licences logicielles, et autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-03-04 09:55

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259060002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ du budget de fonctionnement en provenance de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir quatre licences logicielles, et autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de répondre aux besoins opérationnels de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de -Grâce en ce qui a trait à l'acquisition de licences, il est demandé d'autoriser un virement budgétaire du budget de fonctionnement de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 et d'autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.
Le total du virement à effectuer est de **2 460 $** au net.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

L'arrondissement souhaite se doter de 4 licences Microsofts Team Room pour équiper des salles, dont sa salle de Conseil, et deux salles du 6e étage pour les bureaux administratifs.
Voici les détails:

Licence	Nombre	Prix unitaire au net	Coût total
Team Room	4	615,00 $	2 460,00 $

JUSTIFICATION

L'acquisition des ces licences permettra à l'arrondissement la tenue des séances du conseil de l'arrondissement, ainsi que diverses rencontres administratives en mode virtuel ou hybride.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier vise l'acquisition de 4 licences Microsofts Team Room du Service des technologies

de l'information pour un total de 2 460.00 $.
Les clés budgétaires à utiliser pour le transfert sont les suivantes :

Clé comptable de provenance	Montant
2406.0010000.300714.01101.53601.014010.0000.000000.000000.00000.00000	1 230,00 $
2406.0010000.300702.01301.57402.000000.0000.000000.000000.00000.00000	1 230,00 $

Imputation : 2101.0010000.110125.01303.54510.014432.0000.000000.051362.00000.00000

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit PELLETIER THIBAULT

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-25

Guylaine GAUDREAULT

Agent de gestion des ressources financières et matérielles

Tél : (514) 868-5140
Télécop. :

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : (438) 920-3612
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259060002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ du budget de fonctionnement en provenance de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir quatre licences logicielles, et autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise l'autorisation de virements budgétaires vers le Service des Technologies de l'information pour l'année 2025 et l'autorisation pour les années récurrentes à partir de 2026.

Les fonds seront virés du budget de fonctionnement du Bureau des élus et de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

Le détail de l'information financière associée aux virements est présenté dans le document joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1259060002 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1259060002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Objet :	Autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ du budget de fonctionnement en provenance de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l'information (STI) pour l'année 2025 afin d'acquérir quatre licences logicielles, et autoriser l'ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l'année 2026.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1259060002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-03

Touria EL JEDDAOUI
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.007

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.001

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1258678005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), une ordonnance autorisant la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins d'éducation et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest

Il est recommandé:
d'édicter une ordonnance, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), afin d'autoriser la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins éducatives et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2025-03-14 14:23

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 10 mars 2025	Résolution: CA25 22 0070

Demander au comité exécutif d'édicter, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), une ordonnance autorisant la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins éducatives et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Tan Shan Li

ET RÉSOLU :

De demander au comité exécutif d'édicter une ordonnance, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), afin d'autoriser la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins éducatives et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.12 1258678005

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Daphné CLAUDE
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 13 mars 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1258678005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif d'édicter, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), une ordonnance autorisant la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins d'éducation et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest

Il est recommandé:
De demander au comité exécutif d'édicter une ordonnance, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), afin d'autoriser la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins éducatives et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest.

Signé par Benoit GLORIEUX **Le** 2025-02-26 08:43

Signataire : Benoit GLORIEUX

_____

Directeur d'arrondissement par intérim
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258678005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif d'édicter, en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), une ordonnance autorisant la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 du cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet communautaire à des fins d'éducation et de sensibilisation à l'environnement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Une ordonnance est requise, en vertu du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012) afin d'autoriser la garde de poules sur le site du jardin communautaire Pointe-Verte, situé sur la rue Knox (lot 1 382 231 au cadastre du Québec), dans le cadre d'un projet pilote en lien avec une activité communautaire à des fins éducatives et de sensibilisation à l'environnement.
Le comité exécutif peut adopter une ordonnance relative à la garde d'animaux en vertu de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012) sur demande d'un conseil d'arrondissement dans les endroits qu'il détermine, les animaux ne faisant pas partie de la liste des espèces permises conformément à l'article 7.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La présence de poules est régie par le Règlement sur l'encadrement des animaux no 21-012 de la Ville de Montréal. Dans le cas présent, seul un nombre limité de poules est visé. L'ordonnance vise à permettre la présence de poules sous certaines conditions. En résumé :

- Elle s'effectue dans le cadre d'une activité communautaire à des fins éducatives et de sensibilisation à l'environnement.
- Le poulailler doit se situer à au moins 3 mètres des lignes de propriété et à 3 mètres de toute fenêtre ou porte d'un bâtiment.
- Le poulailler devra accueillir un maximum de 4 poules.
- Le requérant doit assurer en tout temps le bien-être de l'animal (soins appropriés, aménagement adéquat du poulailler, accès à la nourriture et eau, etc.).
- Les poules doivent être gardées en permanence à l'intérieur d'un poulailler fermé.
- La garde de coqs est interdite.
- La vente d'œufs issus de la ponte est interdite.

- L’abattage est interdit.
- Un affichage obligatoire sur le poulailler sera proposé afin de rappeler les bonnes pratiques de salubrité.
- Les déchets et le fumier (déjections fécales) doivent être mis aux ordures uniquement, et ce, dans un contenant hermétique.
- Les personnes qui gardent les poules ne doivent pas avoir été déclarées coupables d’une infraction à la Loi sur le bien-être et la sécurité de l’animal ou à ces règlements d’application ou au Règlement sur l’encadrement des animaux domestiques.
- Une assurance responsabilité civile d'un montant de 2 millions sera requise.

JUSTIFICATION

La garde de poules devient une pratique de plus en plus courante et plusieurs arrondissements de la ville de Montréal ont autorisé la présence de poulaillers sur leur territoire par le billet d'une ordonnance. Il est évidemment nécessaire d’encadrer adéquatement la garde de poules pour assurer le bien-être animal, la sécurité des citoyens ainsi qu’une cohabitation harmonieuse.
Le comité exécutif peut, par ordonnance, sur demande d’un conseil d’arrondissement, prévoir, à l’occasion d’événements ou dans les endroits qu’il détermine, les animaux ne faisant pas partie de la liste des espèces permises conformément à l’article 7, à l’exception des chiens hybrides et interdits, qui peuvent y être gardés ou qui peuvent circuler dans un endroit public ainsi que les conditions de garde applicables, s’il y a lieu (article 66, paragraphe 3) du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o

MONTRÉAL 2030

Promouvoir un avenir durable en encourageant l'agriculture urbaine et l'aménagement d'espaces publics diversifiés qui favorisent les liens sociaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates prévisionnelles:
Recommandation par le conseil d'arrondissement : 10 mars 2025
Adoption par le comité exécutif : 25 mars 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, aux lois et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ariane MERCIER
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-8342
Télécop. : 514-872-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-24

Martin PARÉ
chef de division

Tél : 514-242-9371
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PARÉ
chef de division - urbanisme (arrondissement)
Tél : (514) 242-9371
Approuvé le : 2025-02-25

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR L'ENCADREMENT DES ANIMAUX DOMESTIQUES (21-012)

ORDONNANCE Numéro X

ORDONNANCE RELATIVE À L'AUTORISATION POUR LA GARDE DE POULES POUR LE JARDIN COMMUNAUTAIRE POINTE-VERTE ET DES CONDITIONS ASSOCIÉES À CETTE ACTIVITÉ SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST

Vu le paragraphe 13^{o} de l'article 66 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012);

À la séance du xx le 2025 le comité exécutif décrète :

1. Que malgré le deuxième alinéa de l'article 7 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), la garde de poules en captivité est permise pour le jardin communautaire Pointe-Verte (lot 1 382 231) aux conditions suivantes :

1° Elle s'effectue dans le cadre d'un projet pilote en lien avec une activité communautaire à des fins éducatives et de sensibilisation à l'environnement autorisé par le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest;

2° un maximum de 4 (quatre) poules peuvent être gardées, aucun poussin ou poule de moins de 16 semaines n'est permis ;

3° la garde de coqs est interdite ;

4° la vente d'œufs issus de la ponte est interdite ainsi que toute autre activité commerciale relative à la garde de poules ;

5° l'élevage de poussins et éclosion d'œufs fécondés dans des couveuses artificielle est interdit ;

6° il est interdit de garder des poules à l'intérieur d'un bâtiment;

7° l'installation doit être exempte d'urine ou de matières fécales, aucune odeur liée à cette activité ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain où la garde s'exerce;

8° l'installation doit être tenue en bon état et propre pour éviter la présence ou la prolifération de rongeurs ou d'insectes ;

9° les déchets et le fumier (déjections fécales) doivent être mis aux ordures uniquement, et ce, dans un contenant hermétique ;

10° les poules ne peuvent causer de dommages à une propriété ;

11° le corps d'une poule morte doit être remis à un refuge, à un établissement vétérinaire ou à tout autre endroit légalement autorisé à recevoir les animaux morts ;

12° les poules doivent avoir accès à une quantité suffisante d'eau, de nourriture, un abri adéquat, une ventilation, un éclairage et un chauffage adéquats, ainsi que des soins vétérinaires adéquats en cas de maladie ;

13° les poules doivent être gardées en tout temps dans le poulailler ;

14° l'abattage des poules est interdit ;

15° un maximum d'un (1) poulailler fermé quatre saisons incluant une volière (enclos de promenade) est permis par terrain;

16° l'installation doit respecter les normes de conception et la volumétrie suivantes :

a) la dimension minimale du poulailler doit correspondre à 0,37 m^2 par poule et l'enclos de promenade extérieur à 0,92 m^2 par poule;

b) le poulailler, incluant l'enclos de promenade (volière), ne peut excéder une superficie de 10 m^2;

c) la hauteur maximale au faîte de la toiture du poulailler est limitée à 2,5 m;

17° l'installation doit se situer, au minimum, à 3 mètres des lignes de propriété, et à 3 mètres de toute fenêtre ou porte d'un bâtiment;

18° un affichage fourni par l'arrondissement sur les mesures de prévention des maladies et mesures de salubrité doit être installé sur le poulailler de façon à être à la vue constante des responsables du poulailler et des visiteurs et elle doit être maintenue en bonne condition.

19° la garde de poules s'effectue dans le respect de toute disposition, de toute réglementation de l'arrondissement du Sud-Ouest ainsi que celle de la Ville de Montréal

20° Toute personne qui s'occupe des poules, doit au moment de l'inscription prévue à l'article 1 de

la présente ordonnance:

1° déclarer par écrit à l'autorité compétente qu'il n'a pas, dans les cinq (5) ans précédant la demande, été déclaré coupable :

a) d'une infraction à la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (RLRQ, chapitre B-3.1) ou à ses règlements d'application;

b) d'une infraction identifiée à l'annexe 1 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012);

21° une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de deux millions de dollars (2 000, 000,00$) est requise durant toute la durée de l'autorisation.

2. L'autorisation conférée au requérant par la présente ordonnance est révoquée par l'autorité compétente si celui-ci :

1° refuse de se conformer à une demande de l'autorité compétente suivant l'exercice de ses pouvoirs prévus à l'article 3 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012);

2° refuse de se conformer à une ou plusieurs conditions mentionnées à la présente ordonnance.

L'autorité compétente notifie le requérant de son intention de révoquer l'autorisation. Elle lui donne un délai de 48 heures pour lui faire part de ses commentaires. Suivant l'analyse des commentaires et de la situation, l'autorité compétente détermine si le requérant peut poursuivre la garde en captivité de ses poules, ainsi que les mesures additionnelles devant être prises par le gardien. À défaut de se conformer aux mesures additionnelles, le requérant se verra révoquer l'autorisation de garder des poules. L'installation devra être démontée et les poules confiées à un autre gardien, un refuge ou un établissement vétérinaire.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1252937001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), les ordonnances modifiant les ordonnances relatives à la collecte des matières résiduelles pour les territoires des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (numéro 3), Le Sud-Ouest (numéro 7), de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (numéro 8) et de Saint-Léonard (numéro 16)

Il est recommandé :

1. d'édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), l'ordonnance modifiant l'ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce afin d'interdire les sacs de plastique transparent en tant que contenants pour la collecte des résidus verts (numéro 3);
2. d'édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), l'ordonnance modifiant l'ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest afin d'interdire les sacs de plastique transparent en tant que contenants pour la collecte des résidus verts (numéro 7);
3. d'édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), l'ordonnance modifiant l'ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve afin d'interdire les sacs de plastique transparent en tant que contenants pour la collecte des résidus verts (numéro 8);
4. d'édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), l'ordonnance modifiant l'ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard afin d'interdire les sacs de plastique transparent en tant que contenants pour la collecte des résidus verts (numéro 16).

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2025-03-07 15:14

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1252937001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), les ordonnances modifiant les ordonnances relatives à la collecte des matières résiduelles pour les territoires des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (numéro 3), Le Sud-Ouest (numéro 7), de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (numéro 8) et de Saint-Léonard (numéro 16)

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), le conseil municipal a prolongé au 31 décembre 2027 l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM24 1122 concernant les compétences à l'égard de l'enlèvement, du transport et du dépôt des matières résiduelles provenant des arrondissements. Ainsi, le Service de l'environnement est responsable de planifier les services et contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de la Ville de Montréal et les encadrements réglementaires qui y sont rattachés.
L'adoption du Règlement sur les services de collecte 16-049 a permis d'actualiser et d'harmoniser les règles d'utilisation et les pratiques de gestion des matières résiduelles en fonction des nouvelles modalités de collecte et de remplacer les dispositions réglementaires dans les arrondissements relativement aux services de collecte.
L'article 18 de ce règlement autorise le comité exécutif à adopter des ordonnances afin d'adapter les modalités du Règlement aux particularités de chaque arrondissement :

18. Le comité exécutif peut, par ordonnance :
1. déterminer les horaires et les secteurs des collectes prévues au présent règlement et les faire varier selon les catégories d'unités d'occupation et les parties du territoire qu'il désigne;
2. prescrire l'utilisation d'un contenant aux fins de toute collecte;
3. déterminer le lieu et l'heure de dépôt des contenants en vue des collectes prévues au présent règlement de même que l'heure de leur retrait;
4. faire varier le service, les types de collecte et les quantités selon les catégories d'unités

d’occupation.

Dans ce contexte, dix-neuf (19) ordonnances visant chacun des arrondissements ont été adoptées.

En cours de contrat, ou lors de changements de contrats, il peut être nécessaire que les ordonnances soient modifiées, au besoin, afin d'être représentatives des modalités opérationnelles en vigueur.

Le présent sommaire vise à modifier les ordonnances des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Léonard afin de refléter des changements quant à la prescription de l'utilisation de contenants aux fins de la collecte des résidus verts.

Les modifications apportées ont été établies conjointement avec les arrondissements concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1122 - 22 octobre 2024 : prolonger, jusqu'au 31 décembre 2027, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM20 0761 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4); mandater le Service de l’environnement d’inviter l’Association québécoise de récupération des contenants de boissons et Éco Entreprises Québec à présenter aux élu.es en mars 2026 un bilan de la première année de déploiement de la modernisation des systèmes de consigne et de collecte sélective, instituée par la Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective (Loi 65); mandater le Service de l’environnement de produire et de présenter aux élu.es au plus tard au mois de juin 2025 un bilan du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

CE24 0610 - 24 avril 2024 : édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), l'ordonnance numéro 13-3 modifiant l'ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointes-aux-Trembles (numéro 13).

CE24 0120 - 31 janvier 2024 : édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), l'ordonnance numéro 2-5 modifiant l'ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement d'Anjou (numéro 2).

CE23 1655 - 11 octobre 2023 : édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), les ordonnances suivantes, modifiant les ordonnances relatives à la collecte des matières résiduelles pour les territoires de 5 arrondissements (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Laurent, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension).

CM23 0570 - 16 mai 2023 : accorder six (6) contrats aux firmes 9386-0120 Québec Inc. et Derichebourg Canada Environnement inc. pour les services de collecte et de transport de matières résiduelles, pour une période de 14 mois à cinq (5) ans (possibilité d'options de prolongation de deux (2) ans) - Dépense totale de 92 812 835,31$, taxes incluses (contrats 83 113 640,85 $ + indexations 5 361 215,42 $ + contingences 4 337 979,04 $) - Appel d'offres public # 23-19726 - cinq (5) soumissionnaires conformes.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter, en vertu du Règlement sur les services de collecte 16-049, quatre (4) ordonnances modifiant les ordonnances sur les services de collecte pour le territoire des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Léonard en raison de modifications des modalités de collecte. Ces ordonnances décrivent les spécificités propres à chaque arrondissement de manière à correspondre aux pratiques en vigueur. Dans le cas présent, les ordonnances visent à refléter l'interdiction des sacs de plastique transparent en tant que contenants pour la collecte des résidus verts. Cette interdiction permet de minimiser les enjeux de traitement de la matière collectée et réduire les rejets issus de cette collecte. Ces modifications d'ordonnances permettent d'uniformiser l'interdiction des sacs de plastique transparent, qui est déjà appliquée dans quinze (15) arrondissements, à l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

L'adoption de ces ordonnances, visant à modifier les ordonnances en vigueur dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Léonard est nécessaire afin :

- d'assurer la cohérence des règles d'utilisation du service et des pratiques de gestion des matières résiduelles en fonction de l'évolution des contrats de service qui garantissent la réception et le traitement des matières générées sur leur territoire ;
- d'améliorer la performance globale des collectes des matières résiduelles ;
- de diminuer le nombre de requêtes adressées au 311 ;
- de rendre les nouvelles modalités légalement applicables aux utilisateurs du service municipal afin de permettre un meilleur encadrement auprès de ces derniers et d'exercer un contrôle pratique de leurs activités dans le but d'atteindre les objectifs environnementaux et d'optimiser la propreté en favorisant les bons comportements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier contribue à l'atteinte des cibles suivantes dans le cadre :

- du Plan Vision Montréal 2030 : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles (priorité 5).
- du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) 2020-2025 : atteindre un taux de détournement de l'élimination de 70 % d'ici 2025.
- du C40 Cities : faire de Montréal une agglomération zéro déchet d'ici 2030.
- du Plan climat 2020-2030 : exemplarité de la Ville (Réaliser les actions du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 (chantier D - action 40)).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ces ordonnances est nécessaire afin de représenter les pratiques des collectes des matières résiduelles en vigueur dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Léonard,
Sans son adoption, les arrondissements ne disposeront pas du cadre réglementaire nécessaire pour assurer la performance des activités de collecte, encourager la réduction

des matières résiduelles vouées à l'enfouissement et offrir un encadrement à la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications. Les arrondissements concernés réaliseront les communications de proximité, le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les ordonnances entreront en vigueur au moment de leur publication.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mederick ANGERS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
André D DESJARDINS, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Michel A. MARCEAU, Saint-Léonard
Marco CANTINI, Le Sud-Ouest
Louise M TREMBLAY, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Mederick ANGERS, 5 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère planification

Tél : 514 863-8484
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-26

Maud F FILLION
Cheffe de section - planification et developpement gmr

Tél : (514) 267-2105
Télécop. : (514) 872-4106

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yves EKILA
chef(fe) de division - collecte transport et traitement des matieres residuelles
Tél : 514-243-9597
Approuvé le : 2025-03-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur de service - environnement

Tél : (514) 795-4732
Approuvé le : 2025-03-07

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1252937001*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement, Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures*
Projet : *Édicter, en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), les ordonnances modifiant les ordonnances relatives à la collecte des matières résiduelles pour les territoires des arrondissements Côte-des-Neiges-Notre–Dame-de-Grâce, Le sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Léonard*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et plus propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Augmentation du taux de détournement des matières résiduelles de l'élimination (en cohérence avec le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025 : Atteindre un taux de détournement de l'élimination de 70 % d'ici 2025.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES SERVICES DE COLLECTE (16-049)

ORDONNANCE Numéro 8-11

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE RELATIVE À LA COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE (NUMÉRO 8)

Vu l'article 18 du Règlement sur les services de collecte (16-049);

À la séance du , le comité exécutif décrète :

1. L'Ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (numéro 8), adoptée en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), est modifiée par l'ajout, après l'article 6.2, de l'article suivant :

« 6.3. Malgré le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 10 de ce règlement, les résidus verts ne peuvent pas être déposés dans un sac en plastique transparent aux fins de la collecte. ».

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans XXXXXX le XXXXX.

GDD : 1252937001

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES SERVICES DE COLLECTE (16-049)

ORDONNANCE Numéro 7-6

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE RELATIVE À LA COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT LE SUD-OUEST (NUMÉRO 7)

Vu l'article 18 du Règlement sur les services de collecte (16-049);

À la séance du , le comité exécutif décrète :

1. L'Ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement Le Sud-Ouest (numéro 7), adoptée en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), est modifiée par l'ajout, après l'article 6.4, de l'article suivant :

« 6.5. Malgré le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 10 de ce règlement, les résidus verts ne peuvent pas être déposés dans un sac en plastique transparent aux fins de la collecte. ».

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans XXXXXX le XXXXX.

GDD : 1252937001

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES SERVICES DE COLLECTE (16-049)

ORDONNANCE Numéro 3-7

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE RELATIVE À LA COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (NUMÉRO 3)

Vu l'article 18 du Règlement sur les services de collecte (16-049);

À la séance du , le comité exécutif décrète :

1. L'Ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (numéro 3), adoptée en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), est modifiée par l'ajout, après l'article 16, de l'article suivant :

« 16.1. Malgré le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 10 de ce règlement, les résidus verts ne peuvent pas être déposés dans un sac en plastique transparent aux fins de la collecte. ».

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans XXXXXX le XXXXX.

GDD : 1252937001

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES SERVICES DE COLLECTE (16-049)

ORDONNANCE Numéro 16-4

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE RELATIVE À LA COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT SAINT-LÉONARD (NUMÉRO 16)

Vu l'article 18 du Règlement sur les services de collecte (16-049);

À la séance du , le comité exécutif décrète :

1. L'Ordonnance relative à la collecte des matières résiduelles pour le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard (numéro 16), adoptée en vertu du Règlement sur les services de collecte (16-049), est modifiée par l'ajout, après l'article 7.1, de l'article suivant :

« 7.2. Malgré le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 10 de ce règlement, les résidus verts ne peuvent pas être déposés dans un sac en plastique transparent aux fins de la collecte. ».

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans XXXXXX le XXXXX.

GDD : 1252937001

CE : 40.003

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.004

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.005

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1258370002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Édicter deux ordonnances visant à modifier les dates auxquelles s'appliquent le programme AccèsLogis Québec ainsi que le programme AccèsLogis Montréal (Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif) (02-102)

Il est recommandé :

1. d'édicter, en vertu de l'article 0.1 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102) l'ordonnance déterminant les dates auxquelles s'appliquent le règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102);

2. d'édicter, en vertu du paragraphe 17° de l'article 23 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) l'ordonnance ayant pour objet Ordonnance déterminant l'étape devant être atteinte par un projet et la date à laquelle cette étape doit être atteinte afin d'être assujetti au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis montréal) (02-102) .

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-21 08:08

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258370002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Édicter deux ordonnances visant à modifier les dates auxquelles s'appliquent le programme AccèsLogis Québec ainsi que le programme AccèsLogis Montréal (Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif) (02-102)

CONTENU

CONTEXTE

Dans la foulée de l'Entente Réflexe Montréal de 2016 et ensuite, de l'Entente de transfert des budgets et pouvoirs de la Société d'habitation (SHQ) à la Ville de Montréal, la Ville a créé, en 2018, un programme de développement de logements sociaux et communautaires répondant aux conditions de réalisation sur son territoire, soit le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) (RCG 17-036), AccèsLogis Montréal.

Le 18 avril 2018, le comité exécutif a déterminé par ordonnance la date d'entrée en vigueur du règlement (RCG 17-036) (CE18 0684), faisant en sorte que tout nouveau projet de logement social se ferait désormais dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal. Toutefois, la Ville a continué de gérer des projets déjà en cours dans le programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (AccèsLogis Québec).

En mars 2019 une contribution budgétaire du gouvernement du Québec de 72,8 M $ a été octroyée à Montréal pour des nouvelles unités AccèsLogis Québec. Afin de se prévaloir de ce budget, il était nécessaire de basculer de programme pour que les nouveaux projets soient engagés dans le programme AccèsLogis Québec et non AccèsLogis Montréal. Depuis cette date, tous les nouveaux engagements (dites "analyses préliminaires") sont faits à même le programme AccèsLogis Québec.

À partir du 28 mars 2025, il ne sera plus possible d'introduire de nouveaux projets dans le programme AccèsLogis Québec. Afin de se prévaloir des sommes restantes dans les

enveloppes octroyées par les Ententes de transfert des budgets de la SHQ à la Ville de Montréal, il est nécessaire d'ajuster la réglementation afin de permettre l'introduction de nouveaux projets dans AccèsLogis Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 0436 - **29 mars 2023** - Autoriser le directeur général à signer l'avenant n.1 augmentant le montant initiale de la subvention accordée dans l'entente tripartite conclue le 29 mars 2022, à être ratifiés par le Conseil d'agglomération, avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, et visant à recevoir par la suite une subvention supplémentaire de la somme de 79 590 656 $, pour un total de 109 590 656$, destinée à des projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (GDD 1239531001).

CG22 0480 - 25 août 2022 - Autoriser la ratification de l'avenant no.1 modifiant l'entente tripartite conclue le 27 mars 2020 et l'avenant no.1 modifiant l'entente tripartite conclue le 29 mars 2021 avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal (GDD 1229531002).

CE22 1161 - 3 août 2022 - Autoriser le directeur général à signer l'avenant no 1 modifiant l'entente tripartite conclue le 27 mars 2020 et l'avenant no 1 modifiant l'entente tripartite conclue le 29 mars 2021, à être ratifiés par le conseil d'agglomération, avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal (GDD 1229531001).

CG22 0254 - 28 avril 2022 - Autoriser la ratification de l'entente tripartite avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, permettant le transfert de 30 000 000 $ destinés à des projets d'habitation dans le cadre des programme AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal ; autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la contribution financière attendue de 30 000 000 $; déléguer à la directrice ou au directeur du Service de l'habitation le pouvoir spécifique de distribuer la contribution reçue pour verser des subventions aux projets des programmes AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal (GDD 1220196002).

CE22 0468 - 25 mars 2022 - Autoriser le directeur général à signer l'entente tripartite, à être ratifiée par le Conseil d'agglomération, avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal, et encaisser la somme de 30 000 000 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal (GDD 1220196001).

CG21 0210 - 22 avril 2021 - Approuver l'entente tripartite de 2021 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de

Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal ; autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la subvention attendue de 79 400 000 $ (GDD 1210196001).

CG20 0135 - 26 mars 2020 - Approuver l'entente tripartite de 2020 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal ; autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la subvention attendue de 46 097 208 $ (GDD 1208320001).

CE19 1075 - 13 mai 2019 - Édicter deux ordonnances visant à déterminer les projets auxquels s'applique le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102) et les projets auxquels s'applique le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) (GDD 1196185001).

CG19 0148 – 28 mars 2019 - Approuver l'entente tripartite de 2019 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal (GDD 1198320001).

CE18 0684 - 18 avril 2018 - Approuver l'ordonnance no 1 établissant l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)
(RCG 17-036 - AccèsLogis Montréal) (GDD 1173251001).

CG18 0182 - 29 mars 2018 - Approuver l''entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'entente-cadre Réflexe Montréal reconnaissant le statut particulier de la métropole (GDD 1180640001).

CE18 0488 - 28 mars 2018 - Approuver de l'entente tripartite entre la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative à l'octroi d'une subvention de 22 182 000 $ pour le financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (GDD 1180640002).

CG17 0502 – 29 novembre 2017 - Approuver du projet d'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des responsabilités en habitation et des budgets afférents, en vue de la mise en œuvre de l'entente-cadre (Réflexe Montréal) reconnaissant le statut particulier de la métropole (GDD 1170640001).

CG17 0572 - 14 décembre 2017 Adopter du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102). Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable (GDD 1170634001).

DESCRIPTION

La première ordonnance vise à établir que le programme AccésLogis Québec s'applique aux

projets ayant reçu leur approbation préliminaire entre le 28 juin 2019 et le 27 mars 2025. Quant à la seconde, elle ouvre l'accès au programme AccésLogis Montréal à tout nouveau projet présenté après le 28 mars 2025.

JUSTIFICATION

La suspension du programme AccèsLogis Québec et l'admissibilité des projets dans AccèsLogis Montréal permettront de réaliser un projet en voie de développement qui ne pourra faire son engagement définitif avant la date limite de la Société d'habitation de Québec, soit le 27 mars 2025. Plus spécifiquement, cela permettra la réalisation du projet Habitations des Neiges, projet en stade avancé de développement sous réserve d'une confirmation de la SHQ.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le fait qu'après le 28 mars 2025, les nouveaux projets ne seront pas traités en vertu d'AccèsLogis Québec mais plutôt en vertu d'AccèsLogis Montréal ne demandent pas de contrepartie de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse est en annexe du présent sommaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait qu'après le 28 mars 2025, les nouveaux projets seront traités en vertu d'AccèsLogis Montréal permettra d'allouer des fonds qui seraient demeurées inutilisées sans ce changement de programme. Cet apport est essentiel pour rencontrer les objectifs de l'Administration en matière de logement hors marché.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter du 28 mars 2025, le projet Habitations des Neiges sera traité en vertu du programme d'AccèsLogis Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire ABRAHAM
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : 514-868-7342
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-19

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2025-03-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2025-03-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1258370002**
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : AccèsLogis Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité No 7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

Le GDD cible l'ouverture du programme AccèsLogis Montréal afin de pouvoir réaliser le projet Habitations des Neiges, 31 logements hors marché pour familles et personnes seules dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (02-102)

ORDONNANCE NUMÉRO XX-XXX

ORDONNANCE DÉTERMINANT LES DATES AUXQUELLES S'APPLIQUENT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (02-102)

Vu l'article 0.1 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102);

À la séance du , le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. En plus des projets ayant reçu leur approbation préliminaire avant le 23 avril 2018, le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102) s'applique aux projets ayant reçu leur approbation préliminaire entre le 1er juillet 2019 et le 28 mars 2025.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1258370002

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (ACCÈSLOGIS MONTRÉAL) (02-102)

ORDONNANCE NUMÉRO XX-XXX

ORDONNANCE DÉTERMINANT L'ÉTAPE DEVANT ÊTRE ATTEINTE PAR UN PROJET ET LA DATE À LAQUELLE CETTE ÉTAPE DOIT ÊTRE ATTEINTE AFIN D'ÊTRE ASSUJETTI AU RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (ACCÈSLOGIS MONTRÉAL) (02-102)

Vu le paragraphe 17° de l'article 23 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102);

À la séance du , le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. Aux fins de l'article 32 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) (RCG 17-036), le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) s'applique aux projets ayant reçu leur approbation préliminaire entre le 23 avril 2018 et le 28 juin 2019, ainsi qu'à partir du 28er mars 2025.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1258370002

CE : 40.006

2025/03/26 09:00

L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2025/03/26
09:00

Dossier # : 1256825004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées, rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, du 1er au 31 décembre 2024, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

Il est recommandé :
De prendre acte du rapport des décisions déléguées, rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, du 1er au 31 décembre 2024, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2025-03-13 10:38

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256825004**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées, rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, du 1er au 31 décembre 2024, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales compétentes un rapport des décisions déléguées, rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la stratégie immobilière (SSI), relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus en vertu du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) et de l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE25 0270 du 26 fevrier 2025 **-** prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du SSI, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus du 1er au 30 novembre 2024, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A du SSI relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus du 1er au 31 décembre 2024, soit :
· 4 (quatre) décisions déléguées rendues pour un contrat de location d'immeuble
· 0 (zero) décision déléguée rendue pour un contrat d'aliénation d'immeuble

JUSTIFICATION

S.O

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à l'atteinte des résultats Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un rapport administratif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mirabelle MADAH
Préposée au soutien administratif

Tél : 514 872-5270
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-03

Julie CASTONGUAY
Chef de section - Services administratif, SSI

Tél : 5142446727
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service - Stratégie immobilière
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2025-03-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1256825004
Unité administrative responsable : *Direction du SSI*
Projet : *Aucun*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			*X*
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Rapport concernant l'autorisation de la dépense relative à un contrat de location d'un immeuble par la Ville lorsque la valeur du contrat du contrat est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.25) OU sur la conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble de la ville lorsque la durée n'excède pas un an et que la valeur est de moins de 25 000 $ ou sur un contrat de location d'un immeuble par la ville lorsque la valeur est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.26)

Période visée : 1er au 31 Décembre 2024

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Requérant	Objet du sommaire
2245941007	24/12/09	DA245941007	Externe	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Anne-Laure Bixquert, agissant sous la raison sociale Enlacés, pour une durée de douze (12) mois, à compter du 1er février 2025 le local 389-A, d'une superficie de 90 pi², situé au 251, avenue des Pins Ouest (Cité des Hospitalières), à des fins d'atelier et de bureau pour un loyer total de 1 800,00 $ excluant les taxes de vente. Bât.: 1303-130.
2245941008	24/12/09	DA245941008	Externe	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Lucie Leroux agissant sous la raison sociale Laboratoire textile pour une durée de douze (12) mois, à compter du 1er février 2025, le local 384, d'une superficie de 120 pi², situé au 251, avenue des Pins Ouest, à des fins de bureau pour un loyer total de 2 400,00 $ excluant les taxes de vente. Bât.: 1303-113
2248682004	24/12/11	DA248682004	Externe	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Racine Croisée Solidarité Sawa, pour une période de 10 mois et 16 jours, à compter du 16 décembre 2024, un espace d'une superficie d'environ 1 410,07 pi², au rez-de-chaussée de l'immeuble situé au 505, boulevard De Maisonneuve Est, à des fins de distribution et de dépôt de nourriture, moyennant un loyer total de 12 893,40 $, excluant les taxes. (Bâtiment 9322-107).
2248933025	24/12/13	DA248933025	Externe	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à MURATA ELECTRONICS CANADA INC., les locaux 212 et 213, situés au 7140 Albert Einstein, pour un terme d'un (1) an, à compter du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025, d'une superficie totale de 225 pi² (20,90 m²), à des fins d'espace de bureaux, moyennant un loyer total de 12 780,00 $, excluant les taxes. Bâtiement 1751.